



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

«La Slovénie est europhile, voire euro-enthousiaste!»

Ces paroles prononcées par M. Dimitrij Rupel, Ministre des Affaires étrangères de la République de Slovénie, se sont confirmées tout au long de la visite d'une délégation du Bureau du Parlement luxembourgeois auprès de l'Assemblée nationale de la République de Slovénie, visite qui s'est déroulée du 9 au 11 mai 2006 sous la présidence de M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés.

Les parlementaires luxembourgeois ont eu l'occasion de rencontrer le Président de l'Assemblée nationale, M. France Cukjati, des délégations de la Commission des Affaires européennes et de la Commission des Affaires étrangères, ainsi que des responsables des différents groupes politiques représentés à l'Assemblée nationale. Les parlementaires se sont plus particulièrement intéressés à l'introduction de l'euro en Slovénie,

prévue selon toute vraisemblance pour le 1^{er} janvier 2007, et aux préparations de la première présidence slovène du Conseil de l'Union européenne au premier semestre 2008.

Les députés ont également évoqué plusieurs autres sujets d'actualité européenne tels que la «période de réflexion» décidée par le Conseil européen les 16 et 17 juin 2005 suite aux référendums négatifs en France et aux Pays-Bas sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe, le futur élargissement de l'Union européenne, en particulier aux pays de l'Europe du Sud-Est, ainsi que la prolongation par plusieurs anciens membres de l'Union européenne - dont le Luxembourg - de la période transitoire en matière de libre circulation des travailleurs de huit des nouveaux États membres.

À noter que les relations bilatérales entre la Slovénie et le Luxembourg sont caractérisées par une amitié de longue date, comme en témoignent nombre de visites du plus haut niveau de part et d'autre.



Le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, et le Président de l'Assemblée nationale de Slovénie, M. France Cukjati

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Visite d'une délégation en Russie

M. Marcel Oberweis, M. Fernand Diederich, M. Félix Braz et M. Jacques-Yves Henckes ont accompagné M. Charles Goerens, Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés, à une visite en retour auprès de la Commission des Affaires étrangères du Conseil de la Fédération de la Russie, visite qui s'est déroulée les 24 et 25 avril 2006.

Au cours de leur séjour, les parlementaires ont rencontré des membres de la Commission des Affaires étrangères du Conseil de la Fédération, présidée par M. Vasily Likhachev, Président du groupe d'amitié parlementaire Russie - pays du Benelux, ainsi que leurs homologues de la Douma d'État, sous la présidence de M. Konstantin Kosachev, Président de la Commission des Affaires étrangères. Lors des entretiens, des questions économiques ainsi que les relations entre la Russie et l'Union européenne ont été évoquées notamment.

La délégation a été accueillie en outre par M. Sergey Yastrzhembs-



Le Président de la Douma d'État de Moscou, M. Vladimir Platonov (3^e de gauche), entouré des députés luxembourgeois M. Jacques-Yves Henckes, M. Marcel Oberweis, M. Charles Goerens, M. Félix Braz et M. Fernand Diederich, et de l'Ambassadeur luxembourgeois à Moscou, M. Carlo Krieger (à droite)

ki, conseiller du Président Poutine pour les relations internationales, qui a entre autres expliqué les relations de la Russie avec l'Iran respectivement avec les Palestiniens.

La délégation a par ailleurs profité d'une entrevue avec M. Vlad-

mir Platonov, Président de la Douma d'État de Moscou, pour discuter notamment de l'organisation des municipalités et du financement des communes, et a également rencontré des membres de la société civile russe.

Visite de travail de la Commission d'audit du Seimas de la République de Lituanie

Destination Schengen et euro



Les délégations lituanienne et luxembourgeoise

«Membre de l'Union européenne depuis bientôt 16 ans et disposant d'excellents indicateurs macroéconomiques, la Lituanie espère rejoindre l'euro en 2007.» C'est ainsi qu'Arturas Skardzius, président de la Commission d'audit du Parlement lituanien, a tracé la voie européenne de la Lituanie lors d'une entrevue avec les membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés. Le pays rejoindra l'espace Schengen à la mi-2007; une sous-commission du parlement surveille la transposition de l'acquis Schengen.

«On peut admirer les progrès accomplis par la Lituanie depuis son indépendance en 1991», a souligné M. Henri Grethen, président de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes, tandis que M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étran-

gères, a relevé qu'effectivement les indicateurs économiques de la Lituanie sont excellents. En ce qui concerne la Constitution européenne que la Lituanie a été le premier pays européen à ratifier, le Président de la Commission d'audit du Parlement lituanien est d'avis que le processus devrait continuer.

Par ailleurs, les commissions parlementaires se sont entretenues sur leurs expériences dans leurs pratiques d'audit respectives. En Lituanie, il s'agit surtout de vérifier que la propriété publique est gérée pour le bénéfice de tous, dans le contexte de la nouvelle distribution des propriétés de la période post-soviétique. Par ailleurs, la Commission d'audit du Seimas surveille la distribution des fonds européens. Les députés lituaniens ont relevé que la Commission européenne elle-même n'a pas trouvé de vraies erreurs ou irrégularités.

Ayant profité de leur séjour à Luxembourg, les députés lituaniens ont visité diverses institutions européennes.

Conférence des Présidents de la Région Europe de l'APF

M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'APF, a représenté le Parlement luxembourgeois lors de la Conférence des Présidents de la Région Europe de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) qui s'est déroulée à Bucarest du 26 au 28 avril 2006.

Lors de leurs travaux, les parlementaires, représentant treize pays et régions francophones de l'Europe, ont préparé la prochaine réunion de la Région Europe qui sera organisée du 18 au 22 octobre 2006 à Luxembourg. Cette rencontre aura pour thème central «Les jeunes, acteurs de changement et de développement par la participation.»



Visite koweïtienne



La délégation de l'Assemblée nationale du Koweït a rencontré les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Une délégation du groupe d'amitié interparlementaire Koweït-Luxembourg du Majles Al-Umah (Assemblée nationale) de l'État du Koweït était en visite officielle à Luxembourg du 25 au 28 avril 2006.

Après l'accueil que leur avait réservé le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, les députés koweïtiens se sont informés auprès des services du Greffe des travaux et du fonctionnement de la Chambre des Députés.

La deuxième journée était réservée aux entretiens politiques: après avoir rencontré le Ministre délégué aux Affaires étrangères en fin de matinée, la délégation de l'Assemblée nationale de l'État du Koweït s'est entretenue au cours de l'après-midi avec les Membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration du Parlement luxembourgeois.

Cette réunion, présidée par M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères, a porté sur différents sujets tels que les tensions autour de la question nucléaire iranienne, la situation en Irak et les relations palestino-israéliennes.

La visite officielle a été clôturée par une audience accordée à la délégation koweïtienne par S.A.R. le Grand-Duc au Palais Grand-Ducal.

Parole aux jeunes!



Travail en groupes sur des sujets européens

Le 6 mai 2006, un Parlement des jeunes a rassemblé des élèves des classes supérieures des différents établissements de l'enseignement secondaire dans la salle plénière

de la Chambre des Députés. Il s'agissait de contribuer à la préparation de la rencontre parlementaire sur le «futur de l'Europe» les 8 et 9 mai à Bruxelles.



M. Yves Carl, représentant permanent de la Chambre des Députés auprès des institutions européennes, et M. Claude Adam, député (à droite), ont participé à la rencontre parlementaire sur le «futur de l'Europe» à Bruxelles

Les jeunes ont travaillé dans trois groupes de travail: mondialisation et modèle économique et social européen, l'Europe dans le monde et les frontières de l'Europe, construire l'Europe politique. Leurs conclusions ont été rassemblées dans une résolution transmise au représentant de la Chambre des Députés à la rencontre de Bruxelles, M. Claude Adam.

M. Adam a siégé dans un forum composé de membres du Parlement européen, de députés des parlements nationaux, membres de l'Union européenne, ainsi que des parlements des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne. La rencontre a été présidée par le Président du Parlement européen, M. Josep Borrell, par le Président du Nationalrat autrichien, M. Andreas Khol, et par Mme Sissy Roth-Halvax, Présidente en exercice du Bundesrat autrichien.

Égalité des sexes: la contribution des parlements

Mme Viviane Loschetter, membre de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse, a représenté la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg lors de la réunion parlementaire organisée par l'Union interparlementaire et la Division de la promotion de la femme des Nations Unies à l'occasion de la 50^e session de la Commission de la condition de la femme à New York, les 1^{er} et 2^e mars 2006.

Cette réunion a été organisée pour proposer un espace de débat aux parlementaires du monde entier et pour contribuer aux travaux de la 50^e session concernant la participation égale des femmes et des hommes dans les instances de prise de décision.

L'accent a été mis tout particulièrement sur le parlement en tant qu'institution et sur la manière dont les parlementaires concourent à l'égalité des sexes. La réunion a débattu des deux thèmes principaux suivants: l'apport des parlementaires et le rôle des mécanismes parlementaires. Chaque thème a été présenté par des experts et a ensuite donné lieu à un débat général.

À la fin de la réunion, un bref message a été adressé à la Commission de la condition de la femme, soulignant les domaines d'action prioritaire à l'avenir, eu égard en particulier à la manière dont les parlements peuvent promouvoir la participation égale des femmes et des hommes dans la prise de décision.

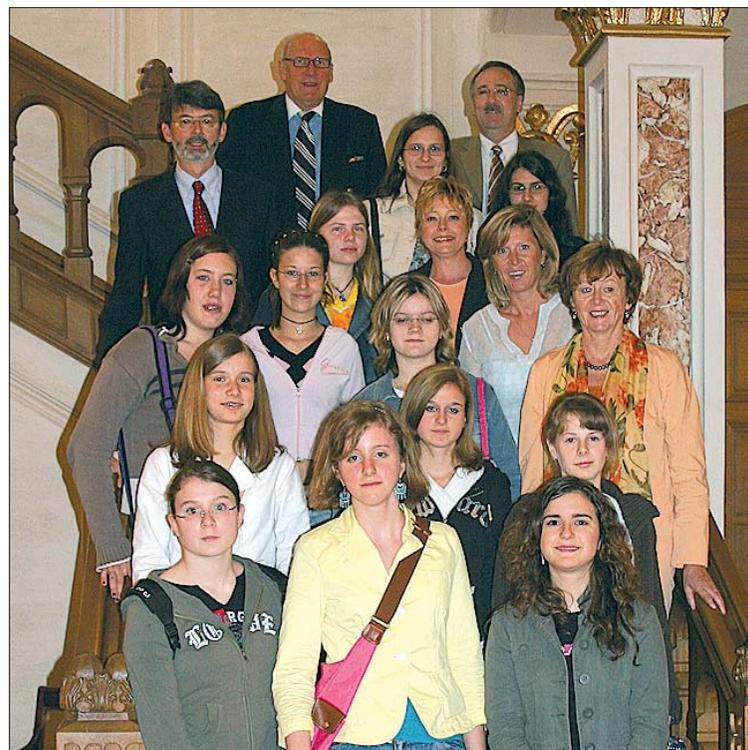


Mme Viviane Loschetter, participante à la 50^e session de la Commission de la condition de la femme à New York

Girls' Day

Pour la troisième fois consécutive, la Chambre des Députés a participé au Girls' Day en accueillant douze élèves au cours de la matinée du 11 mai 2006. À la suite d'une présentation du système parlementaire luxembourgeois et de l'organisation des travaux du Greffe, les étudiantes ont eu l'occasion de s'entretenir longuement avec une délégation de

députés, ce qui leur a permis de recueillir des informations privilégiées sur le métier de femme respectivement d'homme politique. Finalement les participantes ont pu jeter un coup d'œil dans les coulisses de Chamber TV en visitant les installations techniques de la chaîne parlementaire.



5540 - Projet de loi

portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2004/25/CE concernant les offres publiques d'acquisition (OPA). Cette transposition doit être accomplie au plus tard le 20 mai 2006. En l'absence d'une législation nationale spécifique préexistante qui devrait être modifiée ou abrogée, le texte du projet de loi suit le texte de la directive.

Les propositions d'amendement formulées par la commission à la suite de la réception de l'ensemble des avis institutionnels et positions concernaient pour l'essentiel six points substantiels sur lesquels elle a jugé utiles des modifications du projet, dans le sens d'une précision accrue. Ces points sont les suivants:

- la stipulation d'une période de carence de douze mois pendant laquelle une nouvelle offre ne peut être lancée par le même offrant dans la suite de l'échec d'une OPA;

- l'appréciation de la liquidité des titres de l'offrant dans le contexte de la composition de l'offre - probablement la principale question soulevée par les milieux professionnels actuellement concernés par le phénomène d'une OPA;

- l'implication des représentants du personnel de la société visée par une OPA dans le processus de positionnement de la société visée par rapport à l'offre;

- les seuils à partir desquels le retrait ainsi que le rachat obligatoires se conçoivent respectivement s'imposent;

- l'introduction d'une période de transition suivant l'entrée en vigueur de la loi pendant laquelle le retrait et le rachat obligatoires sont ouverts à des actionnaires se trouvant dans les conditions de ce retrait ou de ce rachat à la suite d'une OPA ou d'une autre opération révolue, ceci dans un souci de traitement égal d'actionnaires se trouvant dans des situations identiques, peu importe le fait générateur de ces situations;

- la rétroactivité des sanctions pénales prévues par le projet de loi.

Parmi les amendements proposés par la commission, certains ont pourtant fait l'objet d'oppositions formelles motivées du Conseil d'État.

Ainsi, le Conseil d'État s'est opposé à l'institution d'une période de carence de douze mois pendant laquelle un offrant ne pourrait pas lancer une nouvelle offre à la suite de l'échec d'une OPA précédente.

La commission reste cependant convaincue que l'amendement tel que proposé était justifié alors qu'il est essentiel pour le bon fonctionnement d'une entreprise de prévoir un délai de carence pendant lequel une nouvelle OPA ne pourra être lancée par le même offrant.

Comme il sera indiqué dans les conclusions de ce rapport, la Commission entendra revenir sur le sujet.

Un deuxième amendement auquel le Conseil d'État s'est opposé formellement concerne l'ouverture du droit au rachat obligatoire (le «reverse squeeze-out») à des actionnaires se trouvant dans des conditions identiques à celles visées par la directive 2004/25/CE, mais autrement qu'à la suite d'une OPA.

Finalement, le Conseil d'État a frappé d'une opposition formelle l'amendement par lequel la commission souhaitait permettre à des actionnaires minoritaires à la suite d'une OPA révolue au moment de l'entrée en vigueur de la loi sur les OPA de recourir au mécanisme du rachat obligatoire pendant une période transitoire de six mois suivant cette entrée en vigueur, tout comme la possibilité du retrait obligatoire devrait être ouverte à des actionnaires détenant 95 pour cent au moins des titres d'une société à la suite d'une OPA déjà achevée.

Les amendements de la commission concernant le renforcement de l'implication des représentants du personnel dans la réaction d'une société visée à une offre, la différenciation des seuils pour le déclenchement des mécanismes du retrait et du rachat obligatoires ainsi que la non-applicabilité des sanctions pénales prévues par la loi à des démarches effectuées par un offrant avant l'entrée en vigueur de la loi ont, par contre, recueilli l'assentiment du Conseil d'État - tout comme celui, extrêmement

médiatisé, portant sur la définition de la liquidité des titres de l'offrant.

Concernant ce dernier point, le Conseil d'État ne s'est pas opposé à inclure dans la loi une disposition tirée de la directive 2001/34/CE concernant l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle et l'information à publier sur ces valeurs, et transposée au Luxembourg par le règlement d'ordre intérieur de la bourse.

Pour la forme, il convient de noter que la commission a suivi le Conseil d'État pour l'ensemble des propositions dont furent assorties les oppositions formelles contenues dans l'avis complémentaire.

La commission estime que la loi n'a qu'un but à servir, à savoir celui de constituer un cadre approprié pour les offres publiques d'acquisition. Cet objectif est atteint par le texte que la commission a soumis au vote de la Chambre. C'est un texte neutre, clair et concis, en phase avec la directive qu'il transpose.

Les deux seuls aspects qui n'ont pas pu être réglés de manière satisfaisante aux yeux de la commission sont celui du sort et de la protection des actionnaires minoritaires résultant de situations préexistantes à la nouvelle loi OPA et celui de l'introduction d'une période de carence pendant laquelle une nouvelle offre ne peut être lancée suite à l'échec d'une OPA, au sujet desquels le Conseil d'État a rejeté les amendements parlementaires proposés avec la motivation exposée plus haut. La commission entend néanmoins prendre une initiative dans ces deux domaines.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.02.2006

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: Monsieur Laurent Mosar):

14.02.2006	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
14.03.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État
17.03.2006	Examen des divers avis
22.03.2006	Continuation
28.03.2006	Correction d'un amendement
06.04.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27.04.2006	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.05.2006

MARDI, 2 MAI 2006

34^E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Ordre du jour

1. Ordre du jour
2. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Wéi üblech net, Här President.

M. le Président. - Merci, Här Statsminister.

Ech hunn eng Rei vu Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen, mä vu den Ordre du jour, dee mer dës Woch hunn, géif ech proposéieren dës Kommunikatiounen op muer de Mëtteg ze vertagen.

1. Ordre du jour

Ech géif just wëllen d'Chamber froen, ob se mat deem Ordre du jour d'accord ass, sou wéi d'Présidentekonferenz e virgeschloen huet.

Haut de Mëtteg mécht de Statsminister a Premierminister Jean-

fuere mer mat der Deklaratioun vum Statsminister weider. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

2. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Här President, léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, selbsterständlech erschöpft d'Lag vun enger Natioun sech net an der Beschreiwung vun hirer wirtschaftlecher, sozialer a finanzieller Situation. Eng Natioun, hir Hoffnunge fir muer, hir Dreem fir d'Zukunft, hir Ambitiounen, fir heiheim gutt zesummenzeliwien a fir mat deenen anere ronderëm eis gutt eens ze ginn, dat ass méi, däitlech méi, wéi de Cumul vum Wirtschaftlechen, vum Sozialen a vum Finanziellen.

Wann awer déck Frozeeche sech hannert dat Wirtschaftlecht, dat Sozialt an dat Finanziellt hänken, dann ass et d'Aufgab vun der Regierung a besonnesch vun deem, dee se presidéiert, sech mat deene Froen - a fir eng Kéier exklusiv mat deene Froen - ofzeginn, fir ze weisen, wou mer stinn, a fir kloer ze maachen, wouhinner mer ginn. Et gétt keng Dreem, keng Hoffnungen, keng Ambitiounen, wann dat Wirtschaftlecht, wann dat Sozialt a wann dat Finanziellt net stëmmen.

Et muss ee soen, wéi et ass: Näischt klappt méi honnertprozent.

Eis Wirtschaft ass net an der Kris. Dat huet och ni ee behaupt. Mä si schwächelt op eenzelne Flanken. Si wiisst mat iwwer 4%, si wiisst robust, si wiisst staark am direkte Verglach mat anere Wirtschaftsennerraim vum Euroland. Si wiisst virun allem, well d'Finanzplaz wiisst. Datt dës iwwerhaapt wiisst, misst heibannen déi, déi virun de Wahlen d'europäesch Kapitalertragssteuerregelung als déi final Doudesspréitz fir d'Finanzplaz erbäikatastraphéiert haten, rout am Gesiicht gi loossen; mä si ginn net rout. Déi virun de Wahlen doutgesote Finanzplaz, déi ass quietschfidel.

Mä mir haten eis an de Joren 2001 an 2002 jo geschwuer - alleguer zesumme geschwuer -, mir dierften eis ni méi an Ofhängegkeet zur Finanzplaz an hiren exogen ze erklärende Performancé beginn. Et kann ee strukturell, sozial an aner Ausgaben net op konjunktorell Spezialeinnahme vum Finanzsektor opbauen. Et kann een net, an et dierf een net, also soll een och net. Gradesou, wéi ee sech net op sporadesch Arcelor-Chèquen dierf ausrouen.

Eist Wirtschaftswuesstum ass finanzplazgedopt. Wann een dat Opputschmëttel ewechhëlt, dann ass eis Wirtschaftsleeschtung nach ëmmer besser wéi déi vum eisen Noperen, mä si ass nëmme méi d'Halschent wäert. Dat dierfe mer net vergiessen. Grad wéi mer net dierfen iwwersinn, datt eis Economie an deene leschte Joren am Direktverglach mat eisen dräi Noperen, mat eisen Euro-Partner a mat eise Matstreider am globale Wettbewerb manner kompetitiv ginn ass.

Mir hunn zu Lëtzebuerg - an eis dräi Noperen hunn dat eben net - ee seriösen Inflatiousproblem.

Tëscht Mäerz 2004 a Mäerz 2005 huet Lëtzebuerg déi héchsten Inflatious. Tëscht Januar 2005 a Januar 2006, Februar 2005 a Februar 2006, Mäerz 2005 a Mäerz 2006 hu mer den zweethöchsten Inflatiousssprong an der Eurozon ze verzechnen. Eisen tëscht 1996 an 2005 accumuléierten Inflatiousdifferenzial mat Däitschland, mat Frankräich, mat der Belsch a mat Holland beleeft sech op 7,2% Punkten. Ergo: Mir si méi wéi 7% manner kompetitiv gi wéi eis Haapthandelspartner. Dësen Zoustand - d'Hausse vun der Inflatious, d'Perte vun der Kompetitivitéit - muss behuewe ginn, ëmsou méi wéi déi automatesch Lounindexéierung -, déi dräi vum eisen Haapthandelspartner an Noperen iwwerhaapt net kennen an d'Belsch nëmme zum Deel kennt - dësen Inflatiousdrock direkt an unni allze vill Nuancen an d'Léin dréit an domat de Faktor Aarbecht relativ a komparativ betruecht méi deier mécht.

A sozialer Hisiicht si mer op alle Pläng besser gestallt wéi eis Noperen. Mir hunn ee méi enkt soziaalt Netz, mir hunn eng besser well méi egalitär Gesondheetsversuergung, mir hu méi héich Nettoléin, mir hu méi héich Renten, mir hu méi en héicht Kannergeld, e besser bezuelten Elterenurlaub, eng méi héich Aarbechtslosenentschiedegung wéi eis Nopere wäit a breet. Dat ass gutt esou. Awer dat muss op Dauer och esou bleiwe kënnen. Wéinst der sozialer Kohäsion am Land. Wéinst der Atmosphär an eiser Gesellschaft. Wéinst dem geuerdnete Mateneen ennereneen.

Mä de Chômage klëmmt. E klëmmt staark, e klëmmt ëmmer méi an e klëmmt méi séier wéi soss doruechter. Mir fannen eis als Regierung domat net of. Mir trieden un, fir de Chômage ze reduzéieren a fir de Marsch an d'Massenaarbechtslosegkeet ze stoppen.

Aarbechtslosegkeet, dat ass keng Form vun imposierter Fräizäitgestaltung, si därerf keng sinn, si därerf keng ginn. Si ass een individuellen Drama fir déi, déi et betrëfft; een individuellen Drama, deen an der Zomm d'Kollektivitéit vill kascht. Quasi ewechgeworfene Energiën an ewechgeworfene Geld.

Mir hunn am Joer 2005 356 Milliounen Euro - bal 14,2 Milliarden al Lëtzebuerger Frang - fir d'Finanzierung vun der Beschäftigungspolitik a wéint dem Chômage opbruecht, méi wéi 1% vun eisem nationale Räichtum; 0,4% vun eisem PIB méi wéi nach 2002, wou mer 207 Milliounen Euro fir Aarbecht a Beschäftigung hu mussen opbréngen. De Chômage ass eng Attack op d'Liewensbiographie vun all deenen, déi en trëfft. En ass eng op Dauer inakzeptabel finanziell Charge fir d'Allgemengheet. E muss falen, a fir datt e fällt, muss jidderee méi wéi eng Hand mat upaken.

Och finanziell betruuecht geet et eis besser wéi eisen Noperen. Däitschland a Frankräich hu Budgetdefizitter vun 6,2% oder iwwer 3% an eng öffentlech Schold vu 67,7 respektiv 66,8%. D'Belsch huet 2005 zwar de budgetären Equiliber erreecht, mä gëtt awer vun enger Statsschold vun 93,3% erdréckt. Mir haten - mir Lëtzebuerger - 2004 e Gesamtstatsdefizit vun 1,1%, an 2005 e Gesamtstatsdefizit vun 1,9%.

Eis öffentlech Schold beleeft sech op 6,2%. Dat ass mat risegrousem Ofstand deen niddregste Scholdestand an der Eurozon, dee sech am Schnëtt op 70,8% beleeft.

Esou verglach kënn ee mengen, et wier alles an der Rei.

An et ass richtig: Mir si besser wéi vill anerer.

Richtig ass awer och: Aner anerer si vill besser wéi mir. Spuenien, Irland a Finnland haten 2005 e Budgetsuiwerschoss, an dat bei am Mëttel engem méi niddrege Wirtschaftswuesstum wéi deem lëtzeburgereschen.

Nach méi richtig awer ass: Eis öffentlech Finanzbeweegung sech an déi falsch Richtung.

Firwat beweuge se sech an déi falsch Richtung? Firwat si se deelweis schonn op der falscher Plaz ukomm, dat heescht am Déséquilibre, dat heescht am Defizit?

D'Äntwert - fir een, dee kucke kann, fir een, dee kucke wëllt, fir een, dee verstoe wëllt -, déi läit op der Hand: Déi öffentlech Ausgabe wuesse méi séier wéi dat nominaalt Wirtschaftswuesstum an och méi séier wéi d'Recetten.

D'Entwécklung vun de relevante Finanzaggregater tëschent 2005 an haut léisst guer keen anere Constat zou.

An de Joren 2000 an 2001 hunn d'öffentlech Finanzen sech duerch en lwwerschoos vu 5,9% par rapport zum Bruttoinlandsprodukt ausgezeent. Dunn ass de wirtschaftlechen Abroch komm, a quasi logescherweis ass deen eigentleche Statsbudget, dat heescht de Budget vu Regierung a vum Parlament, am Joer 2002 defizitär ginn, an am Joer 2004 sinn déi gesamtstaatlech Zuelen - déi vum eigentleche Statsbudget, déi vun de Gemengen an déi vun der Sécurité sociale - bal hätt ech gesot: rout ginn; op jidde Fall negativ ginn.

Tëscht 2000 an 2005 ass e relativ dramateschen Zuelenëmschwong passéiert: Aus engem lwwerschoos vu 5,9% ass en Defizit vun 1,9% ginn, dat heescht, de Gesamtéquilibrer vun allen öffentleche

Finanzen huet sech ëm 7,8% PIB-Punkte verschlechtert. An Euro heescht dat: D'Verschlechterung vum Gesamtéquilibrer vun allen öffentleche Finanzen huet 2.340.000.000 Euro bedroen. A Lëtzebuerger Frang: 94,5 Milliarden.

An deemselwechten Zäitraum sinn déi öffentlech Einnahmen - trotz de Steuerreformen aus de Joren 2001 an 2002 - mat ronn 42,5 Prozentpunkte vum Bruttoinlandsprodukt stabil bliwwen. Mä während darselwechter Period sinn déi öffentlech Ausgabe vu 37,7% op 44,3% vum Bruttoinlandsprodukt geklommen, dat heescht, si hu 6,6 PIB-Prozentpunkte zougeluecht. Sou gesinn ass also de Budget vum Stat, de Budget vun de Gemengen, de Budget vun der Sécurité sociale, op dese Fënnel-Jores-Zyklus bezunn, méi séier gewuess wéi d'Wirtschaft.

Firwat sinn dës öffentlech Finanzen méi séier gewuess wéi eisen nationale Räichtum vum Moment et eigentlech erlaabt hätt? Mä well déi deemoleg CSV-DP-Regierung - matzen am wirtschaftspolitesche Konjunkturëmschwung vun de Joren 2001 bis 2003 - déi sou genannten „automatesch Stabilisateuren“ spille gelooss huet. Trotz wirtschaftlechem Réckgang hu mer d'Dépenses, notament am Investitiouns- a Sozialberäich, sech am souwisou geplangte Rhythmus virubewege gelooss.

Dat hu mer gemaach aus gudder Grënn! Dat hu mer gemaach, well mer de wirtschaftleche Réckgang net duerch eng restriktiv staatlech Ausgabereduktioun wollten a Stagnation an a Rezession sech verwandele loosse. An d'Wirtschaftsentwécklung eraspueren, hätt eiser Economie, an à terme eiser Sozialstruktur, enorm geschuet. Dat wollte mer net.

A mir hunn et och net stringent gebraucht. Mir hate Reserven aus de gudder Joren op d'Säit geluecht a mir hunn dës, ënnert dem Präis, wéi ech muss zouginn, vun enger objektiv iwwerzunnener Ausgabesteigerung, zum Asaz bruecht. Dës Ausgabepolitik, a Kombinatioun mat enger gutt cibléierter Steuerpolitik, huet d'wirtschaftlech Aktivitéit vun 2001 bis 2004 stabiliséiert an de Retour zu deem méi konsequente Wirtschaftswuesstum, wat mer zënter 2004 hunn, erméiglecht a favoriséiert.

Uuni dës Politik, uuni déi Politik vun der leschter Regierung, wiere mer haut, reng wirtschaftlech betruuecht, méi schlecht drun. Eis Noperen hunn an d'Wirtschaftskriseraspueere missen, well se keng Reserven ugeluecht haten. Mir hunn d'Wirtschaftskris verhénnert, well mer hir Politik net hu brauche nozeäffen.

Wann haut, notament vun Deeler vun der Opposition a vun der Press, behaupt gëtt, déi aktuell Regierung wier schold un der Verschlechterung vun der Finanzsituation, dann ass dat falsch. Et war déi fréier Regierung. An déi huet - an dozou stinn ech och nach haut - déi richtig Politik am richtige Moment gemaach.

Ech héieren an ech liesen, de Juncker an de Frieden wiere schold un de finanziellen Enkpäss, déi mer haut géife kennen. Okay, okay, wann et jiddferengem hëlleft, sech esou aus där vun alle matgedroener Verantwortung erauszestelen, da wëll an da kann ech domat liewen. Wann de Juncker an de Frieden, si zwee ganz eleng, d'Land virun der Stagnation gerett an eis Wirtschaft nees zur zweethöchster Wirtschaftsleistung an der Eurozon zrëckgefouert hunn, dann akzeptéieren ech dee Reproche.

(Hilarité)

Mä d'Wierklechkeet ass - leider fir de Juncker, leider fir de Frieden - eng ganz aner. De Verdéngscht un där korrekter Politik - an domat och d'Veantwortung fir déi aktuell Defiziter - droen och d'DP an all déi, déi an der Tripartite vun de Joren

2001, 2002, 2003 an 2004 hir Zoustëmmung zu där voluntaristescher Ausgabepolitik, besonnesch am Investitiounsberäich, grad och am Sozialberäich, uuni Nuancé ginn hunn: den OGB-L als Eischen, den LCGB gläichop als Zweeten, d'CGFP, net hannendrun, mä op darselwechter Linn, als Drëtten, d'FEDIL, d'Fédération des Artisans, d'Chambre des Métiers, d'Confédération du Commerce, d'Horesca, d'Chambre de Commerce an d'Bauerenzentral. An d'LSAP hirersäits ass net duerch excessiv, massiv Spuerappeller an där Period opgefall.

Wéi gesot: Ech iwwerhuelen d'Veantwortung fir dës Politik. Ech muss se jo och iwwerhuele fir d'Gesamtresultater vum Rentendéisch, déi eise strukturellen öffentleche Finanzdefizit ëm 0,8% par rapport zum PIB vum Joer 2002 u vergréisert hunn. Wann ech, heibannen oder soss enzwousch, 2001 gesot hätt, de Rentendéisch géif ze deier ginn, a mir kënnen eis dee Rentendéisch op Dauer net leeschten, da géif ech haut net méi hei stoen, well da wier ech deemools erschoss ginn, an et hätten der vill heibannen äifreg matgeballert.

Meng Solidaritéit mat der fréierer Regierung, déi integral ass - well esou geet dat net, fir Waasser ze zéien, net wann ee fort ass an net wann een eleng iwwerbleift -, meng Solidaritéit mat der fréierer Regierung huet mech dozou bruecht, hir Politik, déi breet gedeelt ginn ass hei am Haus, ze explizéieren an ze justifiéieren. Eis Verantwortung awer fir d'Land a fir seng Zukunft bréngt dës Regierung dozou, déi Politik ze modifizéieren.

Mir hunn haut e Wirtschaftswuesstum vun iwwer 4%. A wann d'Wirtschaft 4% wüsst - wat enorm vill ass am internationale Vergleech -, dann därerf een op Dauer keng Defiziter maachen. Am Géigendeel: Defiziter sinn ofzestellen doduerch, dass d'öffentlech Finanzen net méi séier, mä héchstens gradsou séier wuessen, wéi dat nominaalt Wirtschaftswuesstum.

Géife mer nämlech d'Politik vu bis elo, déi vun der fréierer Regierung, déi vum Ufank vun dëser Regierung - an déi Politik war richtig - sech an den nächste Joren einfach virunentwéckele loosse, da géife mer eben déi falsch Politik maachen.

Géife mer déi bishereg Politik fräi galoppéiere loosse, da géifen d'öffentlech Finanzen zwangsleefeg méi séier uklamme wéi d'Wirtschaftswuesstum - dat international gekuckt, ech widderhuele mech, ganz héich ass -, wat mer hunn, et erlaabt. Wa mer d'Politik einfach géife weiderschreien: d'Investitiounspolitik, d'Sozialpolitik, d'Gehälterpolitik beim Stat, d'Indexierung vun de Léin a Gehälter an esou virun, da géif sech den Defizit vun Zentralstat, also dee vun der Regierung an dee vun der Chamber, vun 2,6% am Joer 2003 a vun 3,3% am Joer 2004 op 4,1% am Joer 2007 bewegen; den Defizit vun Zentralstat, eisen Defizit, dee mer heibanne bastelen. An der Moyenne iwwer 4% Wirtschaftswuesstum bis 2009 an als Resultat massiv Defiziter. Dat, Dir Dammen an Dir Hären, kann net sinn a wäert och net sinn.

Mir haten, bei alle Feeltreffer, bei alle Feelquoten, bei alle Feeltrëtt, déi richtig Politik hei am Land vun 1999 bis 2005. Fir déi richtig Politik ze behalen, brauche mer elo e Politikwiesel: keen dramateschen, mä e konsequente Politikwiesel, keng stur Austeritéit, mä kollektiv Responsabilitéit, kee radikalen Ofbau, mä ee manner séieren Opbau, deen iwwerluecht a gläichgewiicht si muss. Keen Ofbau, neen, well mir hunn esou villes nei opzerrichten. An dat, wat mer

opriichten, dat muss haut esou finanzéiert ginn, datt déi, déi no eis kommen, déi, déi jonk sinn, déi, op déi d'Zukunft waart, net ënnert der Laascht zesummebréchen, déi mir hinnen op hirem Liewenswee opgetiermt hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer eis öffentlech Ausgaben an de Joren 2007, 2008 an 2009 esou virujauwe loosse wéi tëschent 2000 an 2005, wa mer se aus Konjunkturgrënn net konnten an net wollten ofbremsen, da fabrizéiere mer bis un den Ufank vum nächste Jorzéngt en zesummegebroenen Defizit vu 15 bis 20% vun eisem Bruttoinlandsprodukt.

Eis Reserven, déi mer hunn - an eis Noperen hunn ebe keng -, belafe sech op insgesamt 1,4 Milliarden Euro. Si géifen net duergoen, fir dësen Defizituerm ofzubauen. Ergo misste mer iwwer Mooss méi Sue léine goen. Mir géifen, géife mer dat maachen, der nächster Regierung eng öffentlech Schold vu 15% vun eisem nationale Räichtum hannerloossen.

Et gëtt dacks gesot an nach méi dacks geschriwwen - wat gëtt net alles geschriwwen hei am Land iwwer d'öffentlech Finanzen -, eis Statsschold kënn laut de Maastrichter Konvergenzkritäre bis op 60% uschwëllen. Dat ass richtig, mä dat ass virun allem awer falsch.

(Hilarité)

60% Statsschold, dat ass an Europa e maximale Plaffong. Dat ass keen Zil, wat een absolut muss errechen. Schold muss een nämlech zrëckbezuelen. Si kascht déi nächst Generatiounen vill Geld a verkleinert, well et se vill Geld kascht, hir Liewenschancen. Dofir hat de Budgets- an Tresorminister Recht an deene leschte Jore weineng Schold a vill Reserven ze maachen.

Géif hien elo och vill Schold maachen an d'Reserven einfach esou, well dat méi einfach ass, verschleieren, da misste mer muer an iwwermuer, fir d'Schold zrëckbezuelen, d'Steiere fir d'Leit an d'Steiere fir d'Betriber massiv erhéien. Géife mer a misste mer dat maachen, da géife mer déi individuell Liewenskompetitivitéit vun all Lëtzebuerger, well och déi gëtt et, déi individuell Liewenskompetitivitéit vun de Leit hei am Land, reduzéieren, a mir géifen an engem Moment, wou iwwerall an Europa d'Betriebssteiere falen, eiser Economie an domat à terme eis alleguer grouse Schued zoufügen. Mir géifen op eng durabel an definitiv Aart a Weis eis international Kompetitivitéit verschlechteren. Dofir misse mir haut méi lues trëppelen, fir muer net aus der Bunn ze fléien. Dat ass eis Responsabilitéit vun haut!

Gradesou ass et eng dréngend Exigenz, iwwer dat Budgetäert a Finanziell eraus, d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft ze verbesseren. Jo, Statsfinanzen an durabel Kompetitivitéit, déi ginn zesummen. An dofir mussen se zesummen ugepaakt ginn an dofir wëlle mer a pake mer se och zesummen un.

Här President, ech hunn lech virun e puer Minutte gesot, den Hauptproblem vun eiser Wirtschaft an ergo vun hirer Kompetitivitéit wier deen, par rapport zu eisen Noperen, enorm gewuessenen Inflationsdifferenzial. Dee muss verschwanne respektiv dee muss dätlich méi kleng ginn. Dat bréngt mer fäerdeg, wa mer alleguer zesummen an déi Richtung schaffen.

Eng ze héich Inflation zu Lëtzebuerg - an eis Inflation ass ze héich - entsprécht iwwerhaupt kengem Naturgesetz. Mir hunn an den 80er Jore vum leschte Jorhonnert d'Inflation aus Däitschland a virun allem aus Frankräich an aus der Belsch importéiert. Dat ass de Moment awer net de Fall, well d'Inflation an deenen dräi Länner ass wesentlech méi niddreg wéi zu Lëtzebuerg.

Mir hunn heiheem ënner anerem eng héich Inflation, well d'Pétrolspräisser de Kopplabunz schoen. Ënnert deenen héije Pétrolspräisser leiden eis Noperen awer och, en fait leide se vill méi, well de Benzin, den Diesel an de Mazout sinn an deenen dräi Nopeschlänner wesentlech méi héich wéi zu Lëtzebuerg, mä hir Inflation leit manner ënnert der Präisexplosioun vun de Pétrolprodukter. Si gëtt net esou staark vun de Pétrolprodukter gedriwwen wéi eis, ganz einfach well si keng oder keng integral Indexierung vun de Léin a vun de Gehälter kennen. Op d'Pétrolspräisser hu mer zu Lëtzebuerg, obscho mer enorm dichteg sinn a weltwäit natierlech en Tresor vun Influenzen all Dag déployéieren, keng Influenz.

Mä eent misse mer wëssen: Déi meescht Inflation maache mer selwer an op déi Inflation - op déi Inflation, déi mer selwer maachen - misse mer méi e staarken Afloss kréien. Mir mussen e méi staarken Afloss op se kréien, well eis Kompetitivitéit hântk zu engem groussen Deel dovun of, wéi vill Kontroll a wéi vill Maîtrise mer iwwer eis hausgemaachten Inflation zu Lëtzebuerg kréien. Mir mussen déi Inflation, déi mer selwer maachen, stoppen. Dat kascht, wéi ech weess, Ustrengung, mä mir mussen dës Ustrengung maachen.

De Stat an d'Gemengen droe bei der Inflationbekämpfung eng considéabel Responsabilitéit. Si misse sech beim Festleed vum öffentlechen Tarifier, vun öffentleche Präisser a vun kommunalen Taxen eng méi grouss Retenue operleeën, wéi dat an der Lescht de Fall war. D'Gemenge kréien ab Januar 2007 méi Finanzmëttelen duerch eng Rei vu steierlechen Ännerungen, déi kommen, zougefouert. Dofir kënnen se méi lues bei der Erhéijung vu kommunalen Taxé maachen. Si kréien 2007 méi Sue vum Stat, da kënnen se de Leit der och méi loosse.

Och déi, déi mam Stat zesummeschaffen, wäerte mierken, datt mer d'Inflation mat den Häre wëllen huelen, iwwerall do, wou mer se ze pake kréien. D'Ministeren ënnerschreiweng keng Kontrakter méi, déi voll indexéiert sinn. Wann eng Indexbranche erfällt, därerf dat net länger zur Konsequenz hunn, datt all Kontrakter mam Stat automatesch 2,5% méi deier sinn. Dat war bis elo esou, dat ass elo eriwuer. D'Augmentatioun vum Präis vun de Kontrakter beschränkt sech nach just op den Impakt, deen op de Präis vun de Kontrakter duerch d'Lounaugmentatioun entsteet, mä awer net méi op d'Integralitéit vum Kontrakt, an deen enthält aner Dispositionen wéi där, déi nëmme mat der Evolution vun der Lounmass a vun de Léin ze dinn hunn.

D'Regierung wëllt fräiwëlleg Präisaccorde mat eenzelne Wirtschaftssektoren ofschléissen. Zu deem Zweck setzen de Mëttelstandsmiister an de Wirtschaftsminister sech mat der Confédération du Commerce, der Horesca an anere Wirtschaftskreesser fir eng Konzentationsronn zesummen, déi Weeër a Mëttel siche soll, fir d'Präisser a bestëmmte Beräicher ze stabiliséieren. Mir wëllen d'Inflation ausbremsen, doduerch dass mer Accorde mat deenen treffen, déi selwer d'Präisser maachen.

Mir hunn nämlech besser Voraussetzungen, fir méi niddreg Präisser ze hu wéi anerer. Zu Lëtzebuerg bedréit deen normalen TVA-Saz 15% an et wäert kengem entgaange sinn, dass mer deen, entgéint deem, wat eis Nopere maachen, net aus Haushaltskonsolidierungsgrënn an d'Luucht gesat hunn.

Mir hunn a mir behalen déi niddregsten TVA an Europa. D'Belsch huet en TVA-Saz vun 21%, dat ass 6% méi; Frankräich ee vun 19,6%, dat ass 4,6% méi; an Däitschland hieft säi vu 16 op 19% op den nächsten 1. Januar, dat sinn da 4% méi wéi zu Lëtzebuerg.

Dat heescht, ronderëm eis misst viles méi deier si wéi heiheem, well zu Metz, zu Arel, zu Tréier musse méi héich Steieren, méi héich Konsumsteiere beim Akafe bezuelt ginn. Or, eleng zu Tréier - erlaabt dem Lëtzebuerger Stat am Joer 60 bis 70 Milliounen Euro d'Joer aus. Mir hu graff geschat, datt dem Lëtzebuerger net heiheem, mä an der Groussregioun kafen. Dat ass ee Steierverloscht, deen exakt enger Solidaritätssteuer vun 3% entsprécht.

Fir datt mer eis, léif Kolleegen, gutt verstinn: Mir hunn näischt dergéint, datt d'Lëtzebuerger och an der Groussregioun akafen. Et kann een net déi gréisste Rieden iwver Europa schmetteren an da soen: Kaaft heiheem a bleift ewech vun Tréier, vun Arel, vu Metz, vun Namur an vun Thionville. Mä mir hätte gären, a mir géife gären, well mer méi niddreg Konsumsteieren hu wéi anerer, aus Lëtzebuerg den Haaptakafszentrum vun der Groussregioun maachen. Een Akafszentrum, wou déi aner hikommen, statt dass mir bei déi aner rennen. An dofir musse mer méi präiswäert ginn. An Zukunft wäert ee komparative Präisindex vun der Groussregioun publizéiert ginn, vun der Lëtzebuerger Regierung publizéiert ginn, op deem d'Leit vun heiheem an d'Leit aus der Groussregioun de respektive Präisstand kënnen ofliesen.

An engem Wuert: Mir musse mat eiser méi niddreg TVA besser wirtschaften. Dofir starte mer d'nächst Joer eng grouss Marketing-Offensiv zesumme mat der Confédération du Commerce, fir Lëtzebuerg zur éischter Akafsdress an der Groussregioun ze maachen. Mir musse eis bewegen, em all däitschen, belschen a franséische Client kämpfen, gutt Präisser ubidden, een Tram duerch d'Stad fuere loosse, frëndlech sinn am Geschäft an op der Strooss. Déi Zäiten, wou d'Kéi am Himmel gefriess hunn an hir Mëllech zu Lëtzebuerg, awer besonnesch an der Haaptstad ginn hunn, déi sinn definitiv eriwwer!

D'Maîtrise vun der Inflation kann net Abstraktioun maachen - dat ass evident - vun der Lounentwicklung. Déi muss Schrëtt hale mat der genereller a mat der sektorieller Produktivitéit. Op dee Basisprinzip, deen d'Lounmoderatioun zu Lëtzebuerg soll irrigéieren, hu mer eis an der Tripartite verstänneg.

Mir sinn, Dir hutt et gemierkt, laang ronderëm d'Fro vun der Indexéierung geschlach. Dir wësst, un dëser Fro kann ee sech d'Fangere verbrennen. Schon als klengt Kand kréien d'Kanner hei am Land bäibruecht, datt een d'Fangere ewech vun Index soll loosse.

(Hilarité)

D'Indexéierung vun de Léin a vun de Gehälter huet Virdeeler, si huet och Nodeeler. D'Regierung an d'Partner an der Tripartite hu sech mat deenen engen a mat deenen aneren ausernee gesat.

Den Index huet an den Ae vun der Regierung een incontestable Virdeel: En erlaabt eng periodesch Upassung vun de Léin un d'Inflation. Dat heescht, e gläicht de Kafkraaftverloscht aus, wann och mat Retard. Domat hält e Konflikstoff aus de Lounverhandlungen eraus an en erlaabt - an aner Länner dreemen dovun - eng dezentraliséiert Lounpolitik, déi wichteg ass, well d'Léin sollen esou no wéi méiglech un der Betriebsituatioun pechen. Souguer d'Patrone stellen d'Indexéierung net méi prinzipiell a Fro: Wie fir eng maximal Indextranche ass, deen ass fir d'éischt emol fir den Index. D'Regierung ass och fir den Index, an dofir gëtt e bäibehal.

Mä d'Nodeeler vun der Indexéierung sinn och bekannt.

Den Index dreift d'Inflation: Manner, wéi d'Patrone soen - vill manner eigentlech wéi d'Patrone soen -, mä méi wéi et gutt ass. E reagiert - den Index - extrem op wirtschaftlech Facteuren, déi sech eise Zougreff entzéien: Déi aktuell Explosioun vun de Pétrolspräisser, deenen hiren Niveau dëser Deeg mat 75 Dollar geflirt huet, jo deen déi 75 Dollar ee Moment stramm gekësst hat, dee mécht dat d'äitlech. D'Regierung wëllt d'Pétrolsprodukt net aus dem Index huelen, well hiert Uklamme beelaascht den normalen Duerchschnittsbierger, déi kleng Leit hei am Land, där et nach vill gëtt, an engem aussergewöhnleche Mooss.

Den Index produzéiert - dat ass säin zweeten Nodeel, tëscht Gänsefäisercher, neen, ouni Gänsefäisercher - budgetär a finanziell méi Belaaschtungen, déi d'Politik net besser maachen, mä déi d'Politik just méi deier maachen. Eng Indextranche kascht de Statsbudget 175 Milliounen Euro, an de Gesamtstat - dat heescht, de Stat, d'Gemengen an d'Sécurité sociale - 180 Milliounen Euro. Dat war nach ëmmer ee Problem. Dat ass elo méi ee grouse Problem, well d'Pétrolspräisser eis iwverlafen a well mer méi knapp bei Keess si wéi soss. Eis Partner an der Tripartite - och a grad d'Gewerkschaften - akzeptéieren d'Realitéit vun där Contrainte.

Well d'Pétrolspräisser enorm op d'Gestaltungskäschten a via Index op d'Léin drécken, a well déi öffentlech Finanzen duerch déi gemeinsam decidéiert konjunkturschouend Politik vun de leschte Joren an den Déséquilibre ofgerutscht sinn, waren d'Gewerkschaften - entgéint hirer traditioneller Doktrin - mat enger Indexmodulatioun d'accord. Ech wollt hinnen hei meng Unerkennung fir déi Kraaftanstrengung soen. Et war fir si net einfach, mä hiert Responsabilitéit gefill - och wann et fir säin Zoustandekomme laang Zäit gebraucht huet - mécht eis viles méi einfach.

Mir hunn all dës Elementer, all dës Stécker an Iwwerleeungen a laangen Tripartite-s-Gesprécher - ënnerbrach duerch enorm vill Stonne bilateral Verhandlungen tëscht dem Statsminister, de Ministeren an de Sozialpartner - mateneen ofgewiën, an hu se esou laang zesummegestréckt bis mer eng akzeptabel Léisung fonnt haten.

Déi Léisung, déi mer erschafft hunn, ass - egal wat gesot gëtt - keng kleng Léisung. Si ass besser wéi ee faule Kompromëss. Ee faule Kompromëss, dee fënnt een ëmmer. A si ass tout compte fait besser wéi all aner Léisung, déi um Dësch louch. Déi Léisung, déi mer fonnt hunn, ass déi hei:

Fir d'éischt emol: D'Regierung hätt kënnen dermat liewen, eenzel Produkter elo schonn aus dem Indexwuerkuerf erauszehuelen; net d'Pétrolsprodukt, mä Alkohol an Tabak. Well d'Gewerkschaften awer nëmmen d'accord waren, sech iwwert dës Fro endgültig ze äusseren, wann déi nächst regulär Iwwerprüfung vun der Zesummesetzung vun Wuerkuerf stattfënt - an déi fënnt 2007 statt - hu mer déi Diskussioun op da vertagt. Dës Diskussioun ass net eriwwer, si ass just vertagt.

Mer hunn dofir musse méi konsequent aner Weeër goen. Mir hunn decidéiert all Erhéijung vu bestehenden Taxen an Akzisen, an all Kreatioun vun neien Taxen, wann d'Erhéijung vun deenen alen oder d'Schafe vun deenen neien aus ëmwelt-, gesondheets- oder sozialpolitesche Grënn erfolgen, an Index honnertprozenteg ze neutraliséieren. Dat zielt ënner anerem fir steierlech an administrativ Op-schléi op de Pétrolsprodukt, den Tabakspräisser an dem Waasserspräis, dee mer nom Verbraucheran Nutzerprinzip am nächste Joer musse unhiwen.

Fir ze verhënnern, datt d'Inflation ze vill klëmmt, an domat d'Kompetitivitéit ze vill fält, hu mer eis op

eng Modulatioun vun Erfale vun den Indextranche verstänneg.

Wann den Index normal géif spillen, esou wéi d'Gesetz, wat mer haut hunn, et virschreift, da géif - esou gesäit een dat vun haut aus betruecht - folgenden Indexrhythmus sech erginn: Wéinst den héije Pétrolspräisser géif eng Indextranche schonn am August 2006, an net - wéi nach am Ufank vun dësem Joer geplangt - am Oktober 2006 erfalen, déi nächst wier fir den August 2007 fällig, gefollegt vun enger am August 2008 an op d'mannst enger am Joer 2009.

Mir sinn eis eens ginn, datt de Cumul vun dësen Tranchen - déi Zesummeballung vun Indexéierung op kierzester Zäit - d'Kompetitivitéit géif schiedegen, an d'Statsfinanze géif iwverbelaaschten.

Der Regierung hirer Berechnung no hätt d'Lounmass sech - eleng duerch d'Indexéierung - bis August 2009 ëm 2,4 Milliarden no uewe bewegt, iwver 97 Milliarde Lëtzebuerger Frang. Dës Lounmass hätt vun den öffentlechen a vun de privaten Arbeitgeber missen opbruecht ginn. Dat wier schéi gewiescht fir d'Leit, mä et wier ze vill gewiescht fir d'Kompetitivitéit.

Dofir wäert d'Regierung der Chamber nach virum Summer ee Gesetz virleeën, dat d'Indextranche vun 1. August 2006 op den 1. Dezember 2006 verleeë wäert.

Am Joer 2007 - wou normalerweis spéitstens am August eng Indextranche erfällt wier - gëtt et keng Indextranche. Déi Indextranche, déi am Joer 2007 erfale wier, gëtt op den 1. Januar 2008 verluecht, à moins datt d'Pétrolspräisser vun haut bis dann an der Moyenne méi héich wéi 63 Dollar de Barrel gewiescht wieren. An deem Fall erfällt d'Indextranche net am Januar, mä eréischt am Mäerz 2008. Vun haut aus betruecht entfält se warscheinlech am Mäerz, well kee kann dervun ausgoen, dass d'Pétrolspräisser sech elo dramatesch no ënne géife bewegen. Wann dës Situatioun - d'Pétrolspräisser iwver 63 Dollar de Barrel op déi Berechnungsperiod vun haut bis dann - géif antrieden, da géif den Heizkostenzuschuss, dee fir déi besonnesch Akommesschwach geduecht ass, no uewen ugepasst ginn.

Am Joer 2008 erfällt keng weider Indextranche wéi déi, déi am Mäerz 2008 wäert erfalen. Déi, déi normalerweis am August 2008 géif erfalen, gëtt op den 1. Januar 2009 verluecht. Stinn d'Pétrolspräisser bis dohinner nach ëmmer an der Moyenne iwver 23 Dollar fir de Brent, da verréckelt dës Indextranche sech op den 1. Mäerz 2009. Aus der Sicht vun haut erfällt d'Indextranche am Joer 2009 op den 1. Mäerz. Doriwwer eraus kënn et am Joer 2009 zu kenger weiderer Indexupassung.

Ech wëll, Här President, dës Indexmodulatioun kuerz kommentéieren:

- An de Joren 2006, 2008 an 2009 erfällt nëmmen eng Indextranche. Am Joer 2007 erfällt keng.

- Op der gesamter Lounmass gëtt vun August 2006 bis zum Januar 2010, konservative Regierungsrechnungen no, ee Lounbetrag vu ronn 700 Milliounen Euro net ausbezahlt, ee Betrag vu ronn 28,2 Milliarde Lëtzebuerger Frang. An e gëtt och nom 1. Januar 2010 net nobezahlt.

- De Mindestloun gëtt den 1. Januar 2007 an och - ech soen dat haut schonn - den 1. Januar 2009 ugehuewen. Dës Unhéijung vun Mindestloun huet keng Gewerkschaft, net eng eenzeg, mussen der Regierung ofzwängen. Et huet keng Gewerkschaft brauchen ze plädéieren, fir dass d'Regierung d'accord wier, de Mindestloun den 1. Januar 2007 an d'Luucht ze set-

zen, well ech hat lech dat schonn - liest et no - den 12. Oktober 2005 hei am Parlament gesot, dass dat géif geschéien.

- D'maximal Indextranche vun 1,5-mol de Mindestloun, sou wéi d'Patronat se proposéiert hat, hätt eng Erspuernis op der Lounmass bis Enn 2009 vu ronn 850 Millioune bruecht, ronn 150 Milliounen Euro méi wéi an där leschtendlech akzeptierter Regierungspropositioun, op d'Lafdauer vun Accord bezunn - well Enn 2009 muss déi nei Regierung, déi aus de Wahle vun 2009 ervirgeet, jo erëm frësch iwver alleguer déi Froe verhandelen - grosso modo 3,5 Milliounen Euro de Mount. 3,5 Milliounen Euro de Mount hätt d'maximal Indextranche bei 1,5-mol de Mindestloun et erlaabt supplementar Lounkäschten anzespueren. Dat ass d'Differenz tëscht der Regierungspropositioun, déi akzeptéiert ginn ass, an där sou genannter grousser struktureller Reform, déi vun Patronat probéiert ginn ass duerchzesetzen. Ech brauch dat, denken ech, net weider ze kommentéieren.

- D'Gewerkschaften hirersäits wollte keng maximal Indextranche. Et ass hir Aufgab, fir de Leit ze erklären, firwat dass eng maximal Indextranche am Prinzip schlecht ass, firwat dass ee Spëtzeverdänger enormément méi Lounausgläich bei dem Erfale vun enger Indextranche kritt wéi en Duerchschnittsverdänger oder wéi e Mindestlounbezieher. Ech muss allerdings derbäi soen, an dat stäerkt den éischer defensiven Discours vun de Gewerkschaften op deem Plang, dass natierlech d'Aféierung vun enger Maximalindextranche zu enger enormer Kontraktioun vun Gehälterfächer gefouert hätt. Déi Kontraktioun hätt an den nächste fënnf, sechs Joer kee Problem opgeworf, mä spéitstens an aacht, néng, zéng Joer zu gréisserem soziale Konfliktpotenzial gefouert.

D'Partonat wollt eng maximal Indextranche bei 1,5-mol de Mindestloun. Dës Limit war der Regierung ze niddreg, an dofir hu mer déi Propositioun net gewollt. A si hätt ausserdeem - ech widerhuelen dat - 3,5 Milliounen Euro de Mount méi Lohnbehalung méiglech gemaach wéi déi Propositioun vun der Regierung, déi ugeholl ginn ass.

- An am Kompetitivitéitsrésumé, Här President: D'Betriber gewonnen duerch déi Léisung, déi mer fonnt hunn, 700 Milliounen Euro. Zum Verglach wëll ech just soen: 1% vun Bruttoinlandsprodukt mécht 300 Milliounen aus. An eng eenzeg Indextranche kascht d'äitlech manner.

Déi, déi soen dat wier ee bescheiden Resultat, déi ire sech. Besser: Déi wëlle sech ieren. D'Leit am Land verzichten nämlech duerch dës Léisung, déi mer zesumme fonnt hunn, op viles. An et soll een den Zynismus net esou wäit dreiwelen, si gleewen ze dinn, si géifen näischt verpassen. D'Leit maachen hei ee reellen Effort. An déi, déi soen dat wier näischt, déi wëssen net, wéi normal Leit hei zu Lëtzebuerg liewen.

Dësen Accord war nëmmen méiglech, well d'Partner verstänneg waren. Si sollten och beim Kommentéieren vun Accord mindestens esou verstänneg si wéi beim Ofschléisse vun deem Accord. Den Index bleibt erhalen, e gëtt moduliert no engem Accord an der Tripartite, ouni Streik wéi 1982-1983, ouni béisst soziaalt Blut an am Geschtch vun Lëtzebuerg Modell. Dësen huet seng Grenze gewisen, a bewisen, jo! Mä huet scho jee-mools ee behaupt de Lëtzebuerger Modell, deen hätt iwverhaapt keng Grenzen? Wien deen d'äitsche Konfrontationsmodell léiwer huet, wien dee franséischen Totalkonfliktmodell besser fënnt wéi eise rouege sozial équilibréierten, partnerschaftlech géréierte Lëtzebuerger Modell, dee soll sech muer heinner stellen an dat une fois pour toutes soen. Da wësse mer dat.

Ech sinn och géint de bëllege Konsensualismus. Ech sinn esouguer allgeresch géint de Kompromëss wéinst dem Kompromëss. Ech si fir tragbar Léisungen am Konsens. An dee Konsens ass ëmmer manner wéi dat, wat een an der Zomm gäre gehat hätt, mä et ass ëmmer méi wéi dat, wat een am stupide soziale Sträit kritt. En ass am konkrete Fall dat, wat d'Regierung wollt. En ass am konkrete Fall dat, wat d'Land gebraucht huet.

Fir dass, Här President, eis Ekonomie staark bleift, geet et net duer, d'Inflation ze kappen an der Kompetitivitéit nei Muskelen ze ginn. Mir brauchen och weiderhin héich öffentlech Investitiounen. Mir musse haut investéieren, fir mar performant Infrastrukturen ze hunn. Déi Infrastrukturen, un deene mer haut bitzen, déi maachen de Stoff aus, aus deem muer d'Gezei vun eiser Wirtschaft gemaach gëtt.

Mir hunn haut déi héchsten öffentlech Investitiounen an der Europäescher Unioun an an der Eurozon. Mir musse déi fir déi nächst Jore geplangten Investitiounsausgaben kieren, well eis öffentlech Finanzen packen déi Laascht net méi. Mir haten an de Joren 2000 bis 2005 extrem héich Investitiounsbudgeten. Mir haten déi héich Investitiounsbudgeten, well mer d'Konjunktur hu musse stäipen. Si steet awer elo - déi Konjunktur - op méi feste Féiss. Kee Leitartikel gëtt geschriwwen, scho guer keen zu Esch, deen dat net ënnersträicht. Dofir brauch déi Konjunktur haut manner Stäipe wéi an de Joren 2000 bis 2005, an deene mer, hätte mer hinnen déi Stäipen net ginn, d'Konjunktur sech a Rezessioun an a Stagnatioun verwandele gelooss hätten. D'Konjunktur brauch haut manner Stäipen. An d'Konjunktur vu muer brauch trotzdeem d'Investitioune vun haut. Si brauch - déi Konjunktur vu muer - héich Investitiounen -, mä ebe manner héich Investitioune wéi geplangt.

Duerfir féiere mer d'öffentlech Investitioune vun 3,7% vun eise Bruttoinlandsprodukt am Joer 2006 graduell op 3,2% vun eise PIB am Joer 2009 zréck. Mir féiere se zréck par rapport zu deem, wat mer eis fir 2007, 2008 an 2009 virgeholl haten, mä mir erhéije se par rapport zu 2005 vun engem Joer zum aneren. Well eis Wirtschaft dat trotz allem ëmmer nach brauch, well eist Land dorop net verzichte kann a well eis politesch Prioritéiten dat verlaangen.

Mir investéieren 2007 170 Millioune manner wéi geplangt, awer nëmme 50 Millioune manner wéi am Joer 2006, wou mer 217 Millioune méi wäerten investéiere wéi am Joer 2005.

Mir investéieren 2008 iwver 190 Millioune manner wéi geplangt, mä awer 120 Millioune méi wéi 2007.

Mir investéieren 2009 300 Millioune manner wéi geplangt, mä awer grosso modo deeselwechte Betrag wéi 2008, dat heescht nach eng Käier 120 Millioune méi wéi 2007.

An de Joren 2007, 2008 an 2009 investéiere mer insgesamt 3,3 Milliarden Euro. Dat si 660 Milliounen Euro manner wéi geplangt. Dat sinn der méi wéi an de Joren 2004, 2005 an 2006 zesummen.

D'Steigerung vun den Investitioune betrëfft virun allem den Héichbau an ass domat mëttelstands- a beschäftigungsfreundlech.

D'Kierzunge par rapport zu deem, wat geplangt war, betreffen aner Projeten, Projeten, déi och noutwendeg wieren, Projeten, déi gutt gemaach wieren, mä Projeten, déi mer awer musse zrécksetzen. Sou zum Beispill den Ausbau vun zwou op dräi Pistes vun der Autobunn A6 tëscht Mamer a Beetebuerg, d'Tangente Ouest tëscht der A7 an der A6, eenzel Echangeuren op eisen Autobunnen an eenzel Contournementen vun eise Lokalitéiten.

Fir den Investitionsimpakt, dee bleift, op d'öffentlech Finanzen of-zefiederer, muss mer, wann et nëmme geet, zu enger öffentlech-privater Partnership kommen, besonnesch a grad am Schoulberäich, wou mer investiv net méi lues maache wëllen, wou mer investiv net méi lues maachen därefen. Den Investissement an d'Intelligenz an den Investissement an déi Jonk huet absolut Prioritéit.

No intensiven Etüde weist et sech, dass mer nom „private partnership“-Prinzip méi séier a 15 bis 20% méi bëlleg, grad d'Schoule méi bëlleg, kënnen bauen. Also baue mer elo méi séier a méi bëlleg. Wien hätt dat geduecht?

(Interruptions)

Alles an allem: Mir investéiere manner wéi geplangt, mä méi wéi bis elo. D'Handwierk an d'Beschäftigung gi geschount. Et gëtt net op der falscher Plaz gespuert an d'Wirtschaft wäert vun deenen Investissementer profitéieren, grad wéi eis wirtschaftlech Zukunft och.

Fuerschung an Innovation, Här President, gehéieren zur Wirtschaftspolitik an zur Kompetitivitéit wéi d'Amen zum Gebiet - fir déi, déi dat vu fréier nach wëssen; dat huet ëmmer mat Amen opgehal. Ouni Fuerschung fénn keng Zukunft statt. Fuerschung ass virun allem d'Saach vun der Wirtschaft selwer. Mä d'öffentlech Fuerschung muss esou verstärkt ginn, dass mer Uschloss an de Fuerschungsniveau vun eisen Nopere fanne kënnen. Den öffentleche Fuerschungsbudget muss par rapport zu sengem Volume vun 2006 verdubelt ginn, fir den öffentleche Fuerschungsbudget bis an d'Joer 2009 op 0,66% vun eise Bruttoinlandsprodukt unhiewen ze kënnen. Mir mussen - Stat a Betriber - manner innovationsfaul a méi fuerschungsfreundlech ginn. Eis Aarbechtsplaz vu muer hänke vun deem Mentalitéitswessel of.

Fir eis Wirtschaft dauerhaft ze stäerken, muss et awer och eng Handvoll vun aneren Initiative ginn.

Mir mussen d'Exportfäegkeet vun eisen Entreprisë staark fördern. Besonnesch déi méi kleng Betriber di sech schwéier, wann et ëm Exportrisikofinanzéierung geet - besonnesch ausserhalb vun der Europäescher Unioun, wou hi mer, ausserhalb vun der Europäescher Unioun, 10% vun eisen Exporter bréngen a wou grouss Chancen op d'Lëtzebuerger Exportaktivitéite waarden.

Dës kleng Betriber kréien eng méi breet Ënnerstützung vum Office national du Ducroire, vum Delkredereamt, a vun der SNCI, deenen hir Aktivitéite mer méi no beieene leeën, bis hin - warscheinlech, bal sécher - zu enger eventueller Fusioun vun deenen zwee. D'SNCI an den Office du Ducroire gi Förderschleidere fir grouss a fir kleng, virun allem fir kleng Exportbetriber.

Mir mussen eis international Entwécklungshëllef an eisen Ausenhandel sech méi no openeen zoubewege loossen. Mir hunn am Prinzip keng merkantil orientéiert Entwécklungshëllef a mir wëllen och keng geschäftsgedriwwen Entwécklungshëllef kréien. Mä mir wäerten duerfir suergen, dass eis eege Betriber d'Partner vun eiser eegener Entwécklungshëllef ginn, statt dass just Betriber aus Länner, déi manner Entwécklungshëllef maache wéi mir, un eiser Entwécklungshëllef verdéngen.

Mir maachen nimools en Entwécklungsprojet, fir dass e Lëtzebuerger Betriber Suen drop verdéngt, mä wa mer ee Projet maachen, wou e Lëtzebuerger Betriber ka Suen drop verdéngen, da soll en dat och maachen, anstatt dass d'Amerikaner oder d'Hollänner an der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef an d'Keess ginn.

Mir halen dat steierlecht Ëmfeld vun eiser Ekonomie virun am A. Mir schlësse kompetitivitéitserweidernd Schrëtt am Steierberäich an

den nächste Joren net aus. A mir wëllen eis konstruktiv um Versuch bedeelegen, d'Bemissionsgrundlage fir d'Betriebsbesteuerung an Europa ze vereinheitlichen. Mir maachen dat, well mer mengen, dass dee ruinöse Steierdumping tëschent de Länner vun der Europäescher Unioun muss contrecarriert ginn.

D'Wirtschaft fénn net fir sech selwer statt, si huet eng eminent sozial a gesellschaftlech Verpflichtung. D'Länner vun der Europäescher Unioun därefen net zu de Komplize vun engem wäertneutrale Globalisierungswahn ouni Grenzen an ouni Gène ginn. Si mussen vill méi Architekten vun enger équilibréierter Mondialisierung sinn. Besser gesot: Si mussen dat endlech gi wëllen!

Mir mussen, Här President, heiheem méi Plaz, méi Zukunftsraum aménagéieren, méi Terrainen uleeën, fir nei Aktivitéiten unzesiedelen, déi eis eis Plaz an der Ekonomie vu muer séchere sollen. D'Beräicher Logistik, Biotechnologie, medezinesch Equipement, Ecotechnologie mussen endlech Prioritéit kréien. Aus dem Éilerenger Crassier maache mer eng national Industriezon, aus de WSA-Terrainen ënner anerem e grouse Logistikzenter. Incubateuren, sou genannte Betriebszären, mussen a méi grousser Zuel wéi bis elo entstoen.

Eis Betriber leiden ënner administrativer Iwwerbelaaschtung. Deen administrativen Opwand kascht Wirtschaftswuesstum, Wirtschaftskraft an Aarbechtsplazen. E mécht d'Wirtschaft an d'Schaffe méi deier. Mir schätzen, dass d'Bürokratiekäschten heiheem net méi niddreg si wéi am Rescht vun Europa: D'Bürokratie frësst an Europa an heiheem 3% vum Bruttoinlandsprodukt. D'Käschte vun der Bürokratediktatur muss gedréckt ginn. D'Bürokratie kascht Geld, si kascht Nerven, si kascht Zäit. Am Hierscht leet d'Regierung lech en administrativen Entfesselungsprogramm fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft vir.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wien iwwer Kompetitivitéit schwätzt, dee muss selbstverständlech och iwwer Energiepolitik schwätzen. D'Energiefacture laascht schwéier op eiser Ekonomie, si muss reduzéiert ginn.

Zënter der Liberalisierung vum Stroummaart an Europa kafen eis Entreprene hiren Strom um fräie Maart. D'Konkurrenz tëschent de Produzenten spillt, mä d'Präisser bleiwen héich, ze héich fir eis Betriber. Ergo muss d'Konkurrenz vergréissert ginn. Mir mussen duerfir eise Stroumreseau mat allen dräi, statt wéi bis elo mat nëmme zwee vun eisen Nopeschlänner verbanne. Mir mussen iwwerall unctionen, eis iwwerall connectéieren an eis dann interconnectéieren.

Mä de Stroumpräis, Dir wësst et, besteet net nëmme aus dem Akafspräis. E besteet och aus dem Transportpräis, deen och eng Roll spillt. De Stroumpräis muss esou gemaach ginn, dass e méi bëlleg gëtt, well d'Transportweeër minimal laang an d'Qualitéit vun de Réseauë maximal performant gestaltet ginn. Dës qualitativ héichrangeg Réseauë mussen och vun alle potenzielle Stroumfournisseure kënnen genotzt ginn, fir dass d'Konkurrenz och praktesch, dat heescht finanziell, beim Client ukënn. Net nëmme bei de Betriber, och bei de Privatleit.

Dat, wat fir de Stroum gëllt, muss selbstverständlech och fir de Gas zielen. Mir reforméieren d'nächst Joer de Kompensationsfong eng zweete Kéier, fir d'Laaschte vun de Betriber nach eemol erofzedrécken. D'Cogénération wäert manner ënnerstëtzt ginn an d'Kompensationsmechanisme wäerten op de Gassecteur ausgedehnt ginn.

Här President, d'Stéchwuert vun der Energie féiert eis direkt op Kyoto. D'Bekämpfung vum weltwäite Klimawandel ass, nieft

dem Ausradéiere vun der Aarmut an der Welt, déi eigentlech grouss Aufgab vun der éischer Halschent vum 21. Jorhonnert, déi zentral ekonomesch, sozial an ekologesch Erausforderung vun eiser Zäit.

D'Temperatur klëmmt, d'Gletschere schmélzen, den Niveau vum Mier gëtt méi héich. Et gëtt vill Leit a besonnesch vill Europäer an ënner den Europäer och vill Lëtzebuerger, déi deser Problematik de Réck wëllen dréinen, well se eis Generatioun leschtendlech net existenziell betreffe wäert. „No eis d'Sintflut!“ Nach ni war desen Irresponsabilitéitsmotto sou richtig wéi an deem Zesammenhank.

De Klimawissel an de Klimaschutz sinn awer kee Problem a keng Aufgab vu muer: Et sinn Aufgab vu haut! Intergenerationell Egoisten ignoréieren des Aufgab gären. Weltbierger mussen sech deser Aufgab stellen, a mir Lëtzebuerger wëllen ee Vollek vu Weltbierger sinn.

Kyoto, sou gëtt ëmmer ëmmer gesot, wier eng schwéier Laascht fir Lëtzebuerger, well mer eis CO₂-Emissionen bis 2012 ëm 28% reduzéieren mussen. Jo! Dese Reduktionsvolumen, zudeem déi virlescht Regierung sech international engagiert hat, ass ee Problem. Mä et ass virun allem awer eng Chance! Eng Chance fir nei Weeër an der gesamter Energiepolitik ze goen; eng Chance fir manner ofhängeg vum Pétrol ze ginn; eng Chance fir nei Technologien ze entwéckelen; eng Chance fir méi Energie ze spueren; eng Chance fir méi Energieeffizienz a fir erneierbar Energieën, an domat eng Chance fir nei Aarbechtsplazen an den erneierbaren Energieën, an der Albasanierung an an der Energieberodung.

Dës Chance wëlle mer an des Chance solle mer notzen. Wa mer se richtig notzen, gëtt eis Wirtschaft nämlech méi kompetitiv, well se op Dauer méi nohaltig wuesse wäert kënnen.

Wéi gesäit, Dir Dammen an Dir Hären, eise Kyoto-Bilan aus?

Vun 1990 bis 1998 hu mer eis CO₂-Emissionen vun 12,5 op 8,5 Milliounen Tonnen ofgebaut. 2004 hu se sech awer schon erëm op 12,6 Milliounen Tonne belaf. Bis 2012 risikéiere se op 14 Milliounen eropzeklappen. Mer därefen awer net méi wéi nëng Milliounen Tonnen CO₂ d'Joer ausstoussen. Dofir muss eppes geschéien.

D'Regierung huet de leschte Freideg ee Kyoto-Aktionsplang ugeholl, deen op dräi fundamental Objektiv erausleef:

Kuerzfristeg geet et drëm, déi Kyoto-Ziler, zu deene mer eis international an och national engagiert hunn, ze respektéieren;

laangfristeg geet et drëm, d'Jalone fir eng permanent Strategie géint de Klimawissel a Plaz ze kréien,

a fundamental geet et drëm, all Aacteur vun der Energiezeen an all Bierger am Land bewosst ze maachen, dat mer alleguer gefuerdert sinn, dat déif strukturell Changeementer néideg sinn, fir méi umweltfrëndlech Produktions- a Konsummodeller ze favoriséieren an dofir ze suergen, dat des e wichtege ekonomeschen Differentialavantage duerstellen, well se et eis erlaben sollen, nei Aarbechtsplazen - an zwar heiheem - ze schafen.

Mer wëlle vun der Ofhängegkeet vun de fossile Brennstoffe ewech. Mer wëlle Weeër sichen, fir Energie ze spueren. Mer wëllen ewech vun deem engen an hin zu deem aneren, well eis Wirtschaft vun den Energiepräisser erdréckt gëtt a well Leit mat niddregem Akommes een ëmmer méi groussen Deel vun hirem Pai oder vun hirem Pensioun müssen opbréngen, fir eng waarm Wunneg ze hunn.

Eis Moosname betreffen dofir de Secteur vum Transport, de Secteur vun de Gebaier, de Secteur vun den erneierbaren Energien an d'Industrie. Den Ëmweltminister wäert déi eenzel Moosnamen an deenen nächsten Deeg méi genau virstellen. Ech beschäftege mech haut mat den direkt désagrèabelen Elementer vun där Kyoto-Strategie - woubäi ech net wëll soen, dass den Ëmweltminister gär gehat hätt, ech soll dat Désagrèabelt soen an hie géif dat Agrèabelt soen. Ech leeë Wäert drop ze soen, ech soen dat Désagrèabelt haaptsächlech a sengem Numm.

(Hilarité)

Et gëtt eng speziell Kyoto-Kontribution agefouert. Des speziell Kyoto-Kontribution, déi eng Responsabilitéitskontribution ass, hëlt d'Form vun enger progressiver Erhéijung vun den Akzisen um Diesel an um Bensin un. 1990 hat den Transportsektor 2,6 Milliounen Tonnen CO₂-Ausstouss ze verantworten, dat war deemools ee Fënneftel vum Lëtzebuergeresche Klimakillervolumen. 2004 waren et 6,8 Milliounen Tonnen CO₂, 55% vun eiser Killerleeschtung. Vun deene 6,8 Milliounen Tonnen CO₂-Ausstouss si 70 bis 75% duerch de grenziwerschreidenden Tankverkéier komm. Mer mussen dese Killerpotenzial onbedéngt ofbremsen. Ofbremsen an da reduzéieren. Soss kënnen mer eist Kyoto-Zil ënner kengen Ëmstänn errechen. Mer gi graduell vir.

Mer sinn dobäi net näiv: d'Inzidenz vun den Diesel- a Bensinspräisser op de budgetären Equiliber gëtt regelméisseg bewäert. D'Kyoto-Kontribution, falls et sech als noutwendeg erweist, gëtt am jährleche Rhythmus ugepasst. An enger éischer Phas ass d'Hausse vun den Akzisen folgendermoosse geplangt: den 1. Januar 2007 ginn d'Akzisen um Bensin ëm zwee Cent an um Diesel ëm 1,25 Cent erhéicht. Den 1. Januar 2008 gëtt d'Akzis um Diesel eng weider Kéier ëm 1,25 Cent erhéicht. Déi Kyoto-bedéngten Erhéijung vun den Akzise gëtt indexneutral gestaltet. Si bréngt eis Recettë vu ronn 300 Milliounen Euro vun haut bis an d'Joer 2012. De Käschtepunkt awer vun der Emissionenreduktioun, déi mer virhuelen, beleef sech warscheinlech op iwwer 500 Milliounen Euro vun haut bis an d'Joer 2012. D'Differenz tëschent dem reale Coût vun der Reduktioun vun den Emissionen an dem Steierplus, dee mer kréien, déi Differenz vu ronn 200 Milliounen, déi mussen mer mat normale Budgetsmëttele bestreiden.

No den elementare Regele vum Verursacherprinzip gëtt déi sou realiséiert supplementar Steierrechte integral an de Kyoto-Fong agespeist. Dese Kyoto-Fong huet dräi Ziler. E soll innovativ national Reduktionsmoosname finanzéieren. E soll déi sou genannte flexibel Mechanisme finanzéieren an e soll d'Organisation vum Emissionenhandel virhuelen.

Ech hat, Här President, lech den 12. Oktober vun leschte Joer, also 2005, eng Reform vun den Autosteieren ugekënnegt. Des Reform ass elo fäerdeg. Si trëtt den 1. Januar 2007 a Kraaft. Eis aktuell Autosteier - dat wësse mer - wiisst mat der Gréisst vum Motor. Well awer de Kyoto-Problem en CO₂-Ausstoussproblem ass, muss a wäert d'Reartikulatioun vun der Autosteier derzou féieren, dat Autoe mat engem méi héijen CO₂-Ausstouss méi staark besteiert wäerte ginn. Des Steuer wäert och d'Loftpollutioun duerch d'Emissionen vun de Stéckoxyden an de Feinpartikele mat a Betracht zéien, fir esou en Distingo tëschent Diesel- a Bensinautoe kënnen erbäizeféieren.

Mer wëlle séier bewosst zu deem Grapp voll Länner an der Europäescher Unioun gehéieren, déi d'Autosteier op engem CO₂-Kritär, dat heescht op dem Kyoto-Kritär wëlle baséieren. Net méi d'Gréisst vum Motor, net méi den Hubraum,

mä den Emissionsschued vun engem Auto soll d'Steierbasis fir d'Steier um Auto bestëmmen. Esou erreche mer, dat jiddereen, dee sech en Auto keeft, sech beim Choix vu sengem Auto iwwert den Emissionspotenzial vun sengem Gefier informéiert. Jee manner Emissionen d'Auto produzéiert, ëmsou méi niddreg wäert d'Autosteier sinn. All Joer ginn hei am Land 50.000 nei Autoen ugemellt. Wa 50.000-mol pro Joer hei am Land ee méi emissionsaarmen Auto kaaft gëtt, dann huet jiddereen, mécht en dat, wann en en neien Auto keeft, d'Méiglechkeet säin héchst individuelle Kyoto-Bäitrag ze leeschten.

Fir Autoe mat niddregem Verbrauch - Hybridautoen zum Beispiel - wäert d'Autosteier grosso modo déiselwech bleiwen. Fir déi meescht mëttelgrouss Autoen, fir déi mat rationablem Spritverbrauch, wäert och d'Autosteier zwar an d'Luucht goen, mä awer rasonnabel bleiwen - jiddefalls méi niddreg wéi an Däitschland a virun allem an der Belsch. Méi zolidd Haussen - bis zu enger Verdräi-a Vervielfachung vun der Autosteier - wäert et fir déi Autoe ginn, déi am meeschten Dreck maachen. Betraff sinn do haaptsächlech grouse veier-rad-gedriwwen Gefierer, déi duerch hiert méi héicht Gewicht an hire méi grouse Loftwiderstand extrem vill Bensin respektiv Diesel verbrauchen.

En Auto, deen 192 CO₂-Gramm pro Kilometer ausstéisst, ass haut mat enger Autosteier vun 81 Euro beluecht. D'Autosteier klëmmt fir esou en Auto op 208 Euro, géint niewebäi bemierkt 305 Euro an der Belsch.

Een Auto, deen 260 CO₂-Gramm pro Kilometer ausstéisst, bezilt haut eng Autosteier vun 126,25 Euro an an Zukunft eng vu 526 Euro; ee Klacks géint 1.020 Euro an der Belsch.

Där CO₂-Problematik, Här President, komme mer nëmme bäi, wa mer laangfristeg d'Plaz vun öffentlechen Transport an eise Verkéierssystem stäerken. Mir wëlle bis an d'Joer 2020 eng Opdeelung vun Verkéier zu 75% op den Individualverkéier an zu 25% op den öffentlechen Transport errechen. Ech hat den 12. Oktober 2005 hei-banne gesot, dat mer der Meenung wieren, duerch d'Stad misst een Tram fueren. Mir sinn deem Zil e gutt Stéck méi nogeréckelt. Den Tram ass een Deel vun engem méi breede Mosaik, dee sech ënner anerem duerch Gares périphériques an à terme nei Zuchstrecke vu Lëtzebuerg op Beetebuerg an aus der Stad op Esch zesummesetzt. De Fonds du rail wäert déi néideg finanziell Mëttele fir des Investitiounen zur Verfügung gestallt kréien.

Eng nei Wärmeschutzveruerdung trëtt ufanks 2007 a Kraaft - ech anoncéieren hei hir Akraaftfrierung fir déi drëtte Kéier, si trëtt elo ufanks 2007 a Kraaft. Si wäert ambitiéis Standard fir den Energiekonsum an neie Gebaier setzen, Standarden, déi no un deene vun den Niddregenergiehaiser leie wäerten.

D'Fördermoosname fir erneierbar Energien, vun deene Privatpersone kënnen profitéieren, ginn iwwert den 31. Dezember 2007 eraus gefuerdert. Hei kënnst de Moosname fir eng méi héich Energieperformanz vun den Haiser a fir energetesch Sanierung vun de besteende Gebaier d'Haaptopmierksamkeit zou. Bis zu 30 Milliounen Euro si virgesi fir öffentlech Gebaier energetesch ze sanéieren.

(Interruption)

Jo, Här Frieden. 30 Milliounen Euro si virgesi fir öffentlech Gebaier energetesch ze sanéieren.

(Hilarité)

Eng Marketingstrategie fir Niddregenergiehaiser gëtt ab 2007 vum Ëmweltminister lancéiert. Biomass an Holz wäerte méi wichtege Ener-

gieliwwerante wéi bis elo ginn. Et gëtt ee Réseau agesat, deen all concernéiert Acteuren zesummebréngt: privat Bëschbesëtzer, Gemengen, zoustänneg Verwaltungen, Ëmwelt, Landwirtschaft an esou virun an anerer. D'Biomass als Energieliwwerant wäert eng nei Akommesquell fir eis Landwirtschaft ginn. A speziell d'Gemenge sinn opgefuerdert bei neie Projeten d'Wärmeproduktioun duerch Holzackschnitzel-Förderungsanlagen oder Holzpelletsanlagen ze garantieren.

D'Aspeisung vu Biogas an en natierleche Gasréseau gëtt ënnersicht. Hei ass den Aspueerpotenzial grous. Et muss méi Biocarburanten a méi Biodiesel op de Maart kommen. D'Regierung ënnerstëtzt all Effort an déi Richtung. Zu Lëtzebuerg ginn am Joer 2,7 Milliarde Liter Bensin an Diesel verbraucht. Et kann ee sech also virstellen, wat de Wee a Richtung Biocarburant a Biodiesel als enormen Aspueungspotenzial mat sech bréngt.

Mir stellen, Här President, en zweeten nationalen Allocatiounsplang a Saachen Emissiounshandelsregelung fir industriell Betriber op. Dëse Plang gëtt der Kommissioun bis den 30. Juni vum lafende Joer zougestallt.

Fir datt déi, déi fir den Aktiounsplang fir Emissiounsreduktioun zoustänneg sinn, ënnerwee net vu Muskelschwund befall ginn, setzt d'Regierung eng „task force“ an, déi d'Ëmsetzungsarbechte sui-véiere soll. Dës „task force“ leet regelméisseg Ëmsetzungsbilane vir, déi dem Parlament selbstverständlech zougestallt ginn.

Et geet net duer, d'Absicht ze hunn d'Emissioun vum CO₂ ze reduzieren. Et muss dofir gesuergt ginn, datt se effektiv reduzéiert ginn, dat ass eis Obligatioun, dat ass eis Aufgab.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Wochen hu schlecht Norichte vun der Wirtschaft- a Beschäftigungsfrent eis erreicht. TDK, Villeroy & Boch, WSA, Monopol, anerer si Réckschléi fir eist Land. Si si virun allem en individuellen Drama fir betraffe Männer a Frae vun heiheem a vu ronderëm.

Sou schlëmm dës Virgäng och sinn, mir däreferen elo de Kapp net hänke loossen.

Et gëtt Échecen. Jo, selbstverständlech, et gëtt der ëmmer erëm. Mä mir hunn an de leschte Joren och munches fäerdeg bruecht, wat mer eis selwer net zougetraut haten a wat déi aner eis net zougetraut hätten.

An de 70er an den 80er Jore vum leschte Jorhonnert, wéi mer eis zu Lëtzebuerg mat der Stolkris erëmgeklappt hunn, a wéi mer iwwerzeegt waren, wéi der vill dovun iwwerzeegt waren, Lëtzebuerg hätt seng beschten Zäiten hannert sech, do hu jonk Leit oui Suen, mä awer mat Iddien, an de Kelleren an an de Garagé vum den amerikanesche Virstied d'Informatiounsrevolutioun agelaut. Microsoft, Apple, AOL, eBay an anerer sinn entstan.

Déi waren iwwerhaupt net fir eis geduecht. Mä si sinn elo hei. Well mir si se siche gaangen, wéi se sech no enger Ankerplaz an Europa ëmgekuckt hunn. An et war net einfach - ech ka mech och un d'Efforten vum deemolege Wirtschaftsminister, dem Kollege Henri Grethen, erënneren - fir se ze kréien. Et kascht grous Efforten an der Zukunft, fir datt mer der méi kréien. Mä déi, déi mer méi kënne kréien, déi sinn ënnerwee. A vu datt mer kënnen, wa mer wëllen, kënnen mer se och kréien. Mir wëllen an der Technoparad an der éischter Rei matdansen.

Et ass am Technoberäich scho vill geschitt.

Déi grous e-Playere sinn zu Lëtzebuerg ukomm a bedéngen Europa vun hei aus mat hire Produkter. Dee leschten an der Serie ass Digital River, dee weltwäit gréissten Informatiounsgrossist.

Wichtig Banken - ëmmer méi Banken - etabléieren hir Datenzentren zu Lëtzebuerg a maachen domat hir Presenz zu Lëtzebuerg generell méi sécher.

Am Medien- a Kommunikationsberäich schaffen haut scho vill Leit. Mir hätten der gäre méi a mir sinn zouversiichtlech, dass mer méi Aarbechtsplazen an deem Secteur schaffe kënnen.

Fir all dës e-Betriber muss natierlech de Kader stëmmen an un deem Kader schaffe mer.

Mir hunn d'TVA-Sätz op den digitalen Televisionsservice op 3% ofgesenkt, den Telekommunikatiounspak huet d'Chamber Mëtt 2005 passéiert.

Mir hunn endlech de Plan sectoriel „Antennes“ ëmgasat. Am Beräich vun der Breetbandkommunikatioun si mer vun der 16. op déi aachte Plaz an der Europaskala no vir gesprongen. An engem Joer. Mir kënnen, wa mer wëllen.

Am März hu mer eng nei UMTS-Lizenz ausgeschriwwen.

Mä elo muss mer eis intensiv mat der Fro vun der internationaler Connectivitéit, dat heescht mam Ubanne vu Lëtzebuerg un déi grous Datenautobunnen an Europa beschäftegen.

A priori ass bei eis d'Ubannung un dat internationalt Netz ganz gutt. Mä mëttelfristeg hu mer net genuch Capacitéiten. Si mussen also elo kuerzfristeg ausgebaut ginn, besonnesch och fir den Entreprene, déi hei sinn oder déi nach komme wëllen. Sécherheetsprävisibilitéit ze offréieren. D'Infrastruktur vu Ponts et Chaussées a CFL mussen technologiezilorientéiert genotzt ginn.

Mir sinn am e-Beräich um gudden Wee. Och d'Finanzplaz huet eng Kéier ganz kleng ugefaangen. Wie weess nach, dass d'Deutsche Bank mat zwee Appartementen an engem Miethaus Mëtt vun de 60er Joren zu Lëtzebuerg ugefaangen huet. Et muss een ëmmer, wéi dat Beispill weist, kleng ufänken, wann ee wëllt grous ginn. Am e-Secteur si mer schonn no e puer Joer net méi kleng. D'Kand entwéckelt sech. An dat ass gutt esou.

Här President, elo drénken ech eppes.

(Hilarité)

Nodeem ech gedronk hunn, soen ech och: Dir Dammen an Dir Hären.

D'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet ass eng kruzial Aufgab vu Stat a vu Gesellschaft. Si ass déi alleréischte Prioritéit vun der Politik. Si misst och d'Prioritéit vu jidderengem hei am Land sinn, voire ginn.

Déi Aarbechtsmaartpolitik, op déi mer eis an der Regierung an duerno an der Tripartite géeneeg hunn, ass eng, déi d'Aarbechtslosegkeet verhënnere soll. Et ass eng, déi d'Leit, déi um Aarbechtsmaart ënnerwee sinn, aktivéieren a responsabiliséieren muss. Mir brauchen nees eng regelrecht Vollbeschäftigungsmentalitéit zu Lëtzebuerg, statt eis mat der Aarbechtslosegkeet ofzefannen a se passiv ze erdulden. Dofir muss d'Aarbechtsmaartpolitik preventiv an aktiv zugläch sinn.

Et geet fir d'éischt emol drëm, den Aarbechtsplazverloscht a sengem Risikoopbau fréi genuch - méi fréi wéi bis elo - ze erkennen.

Dofir muss all Betrib mat méi wéi 15 Beschäftegten dem Konjunkturcomité an Zukunft all wirtschaftlech bedéngten Entloosunge matdeelen. Esou kënnen mer besser gesinn, datt an engem Betrib en Aarbechtsplazofbaurisiko amgaang ass Form unzehuelen.

Dofir gëtt elo no der drëtter Demande op Kuerzaarbecht, déi e Betrib areecht, e wirtschaftlechen a sozialen Audit duerchgefouert; net eréischt no der sechster Demande. Dësen Audit soll de Betrib

wirtschaftlech op Häerz an Niere préieren a sech mat senger sozialer Weiderentwécklung am Detail net nëmme vag an iwwerflächlech ofginn.

Wann e puer wirtschaftlech bedéngten Entloosungen an engem Betrib stattfonnt hunn, da kënn et zur Opstellung vun engem sou genannte Beschäftigungserhaltungsprogramm; den Här Biltgen nennt dat op Lëtzebuergesch Plan de maintien dans l'emploi.

(Hilarité)

Dëse Beschäftigungserhaltungsprogramm soll Alternativen zu weideren Entloosungen opzeechnen. Esou e Plang kann zum Beispill virgesinn, de Salariéen, déi riskéieren an de Chômage ze kommen, direkt eng Formation en vue vun enger neier Aarbechtsplaz unzebidden, oui datt se virdrun e puer Méint duerch de Chômage transitéieren mussen. De Stat bedeelegt sech selbstverständlech un de Käsche vun dëse Formationsprogrammer.

Fir d'Leit méi aarbechtsmaartsécher ze maachen, féiert d'Educatiounsministesch zesumme mat den Acteuren um Terrain hir Politik vu liewenslänglecher Ausbildung op engem méi héijen Niveau virun.

D'Aarbechtslosegkeet kann een och verhënnere, doduerch datt een d'Instrument vun der Préretraite-ajustement zum Asaz bréngt. Mä d'Préretraite däreft net déi Alibiléisung bleiwen, déi se an der Vergaangenheet ganz dacks war, eng Léisung fir déi optéiert gëtt, well keng aner gesicht ginn ass. Dofir geet de Préretraite-Wee an Zukunft nëmme méi am Kader vun engem Beschäftigungserhaltungsplang op. Am Prinzip muss de Betrib net wéi haut tëschent 0 a 50%, mä mar tëschent 30 a 75% Finanzéierungsundeel un der Préretraite iwwerhuelen.

D'Neiastellung vu Leit, déi duerch eng Restrukturierung hir Aarbecht verluer hunn, muss accélériert ginn. Fir se kënnen ze accélérieren, kréien d'Betriber, déi Leit astellen, déi aus enger Entreprise mat Beschäftigungserhaltungsplang kommen, genau déiselwecht Astellungshëllef wéi déi, déi hinnen normalerweis zoukommen, wa se e Chômeur embauchéieren. Dat erlaabt e méi séiere Reklassement vun Entloosungsbedrohten an erspuert et dësen, fir d'éischt emol e puer Méint Bekanntheit mam Arbeitsamt ze maachen.

Mir mussen, Dir Dammen an Dir Hären, d'Acteuren um Aarbechtsmaart frësch responsabiliséieren an d'Aarbechtsmaartpolitik nei aktivéieren. Dofir riichte mer en Appel - en Appel, deen dës Kéier dréngend ass - un d'Gewerkschaften an un d'Patronen endlech a verstärkt hiren Obligatiounen nozekommen, déi se op Grond vun engem heibanne gestëmmtene PAN-Gesetz vun 1999 hunn. Dëst Gesetz zwéngt se bei de Kollektivvertragsverhandlungen net nëmme iwwert de Loun an de Lounfortschrëtt am Betrib ze schwätzen, mä och a virun allem iwwert d'Beschäftigung am Betrib ze verhandelen. Si sollen dëser gesetzlecher Obligatioun endlech nokommen. Si sollen dat maachen, well se hunn dat an der Tripartite versprochen. Ech hoffen, datt dat et dës Kéier keng eidel Versprieche waren, well 1999 waren et jiddefalls keng voll.

An deem Zesammenhang si mer frou iwwert d'Offer vun de Patronatsorganisatiounen, fir bis zu 1.000 nei Léierplazen an e puer honnert supplementar Plaze fir Insertiounstagé fir déi Jonk a Réinsertiounstagé fir eeler Aarbechtsloser zur Verfügung ze stellen.

Spéitstens sechs Méint no senger Aschreiwung um Arbeitsamt muss all Jonkem eng Aarbechtsplazmoossnam, e Stage oder eng For-

mation vun der ADEM ugebuede ginn; spéitstens no sechs Méint, am léifsten no dräi Méint. D'Jugendarbeitslosegkeet bekämpft ee mat Aarbecht, et bekämpft een se mat Beschäftigung, et bekämpft een se net mat Indemnitéiten, fir näischt ze maachen.

Aarbecht féinnt een net nëmme iwwert d'Arbeitsamt; et kann een se och selwer fannen. An Zukunft muss all Aarbechtslose bewiese kënnen, datt hie sech selwer ëm eng Aarbechtsplaz beméit huet. D'kollektiv Solidaritéit däreft déi individuell Responsabilitéit net suppriméieren.

Am Prinzip gëtt an Zukunft d'Entscheidungungsperiod fir de Chômage proportional zur effektiver Dauer vum Beschäftigungsverhältnis ausgericht. Een, deen nëmme sechs Méint geschafft huet, soll keng Entscheidung kréien, déi méi laang dauert. Mä een, dee laang geschafft huet, kritt selbstverständlech d'Aarbechtslosenentscheidung no genau deene Regeln ausbezuelt wéi déi, déi haut zielen. Et ass lech opgefällt, dass dës Regierung, contrairement zu alle Regierungen an allen Nopeschlänner, net d'Indemnisiierung vun der Aarbechtslosenentscheidung touchéiert huet.

Am Prinzip gëtt d'Erwuesseneléier erëm hirem initiale But zougefouert, dat heescht de Leit iwwer 25 Joer reservéiert. D'Modalitéite vun deem Neesanzéie vum gesonde Mënscheverstand an deem Beräich ginn am Comité permanent de l'Emploi diskutéiert.

D'ADEM an d'Interimsgesellschaft muss méi enk zesummeschaffen. D'Interimsgesellschaft wäerte vum Stat finanziell ënnerstëtzt ginn, wa se et fäerdeg bréngen, e Chômeur via Zäitaarbechtsvertrag definitiv an e Beschäftigungsverhältnis onbegrenzter Dauer ze bréngen.

D'Aarbechtslosegkeet, Här President, betrëfft dacks déi Jonk. Dofir kennt der Schoulpolitik selbstverständlech eng enorm Bedeitung zou, mä d'Schoul kann net alles maachen.

Allgemeng geet een dovun aus, datt de Succès an der Schoul nëmme zu engem Véierel vun der Schoul selwer ofhänkt. Déi aner Explikatiounsdeeler vum Succès an der Schoul leie bei den Elteren, de Schüler selwer an der Ëmwelt am breede Sënn vum Wuert. Dofir däreft mer d'Schoul, d'Professoren an d'Schoulmeeschteren net fir alles responsabel maachen, wat schif leeft. Si maachen eng schwéier Aarbecht a si maachen dës Aarbecht mat vill Engagement an Dévouement, oui duerfir déi richteg Unerkennung vun eiser Gesellschaft ze kréien. D'Gesellschaft tendéiert dozou, sech ze déresponsabiliséieren, andeems se d'Schoul iwwerresponsabiliséiert.

Mä dee Véierel, fir deen d'Schoul fir dee Succès-Trajé zoustänneg ass, dee muss d'Schoul optimal notzen. Dofir muss mer d'Missioun vun der Schoul a vun den Enseignanten redefinieren. Fir dat ze maachen, brauch een net alles op d'Kopp ze werfen, mä d'Educatiounsministesch an d'Enseignanté mussen zesummen un der Schoul vun der Kompetenz schaffen.

Fir all Schoulniveau a fir all Schoulstuf, am Primaire esou gutt wéi am Secondaire, um Enn vun der obligatorescher Schoulzäit esou gutt wéi op deenen Zwëschenetappe muss e Sockel vu Kompetenze festgeluecht ginn, deen de Schüler maîtriséieren muss. D'Aarbechten an dësem Kompetenzsockel sinn amgaang, si gi mat den Enseignanten zesumme gemaach, Enseignanten, vun deene mer mengen, si hätten et méi einfach, wann an eise Schoulen den Equipégescht géif wuessen. Een Enseignant eleng, deen och dacks eleng muss eens ginn, kann net esou vill fäerdeg bréngen wéi eng Equipe vun Enseignanten, déi systematesch zesummeschafft, ze-

summe schwätzt, zesumme beréit an zesummen orientéiert.

Den Enseignanten hir Tâche soll nei geregelt ginn, net well mer op der Schoul an op Käsche vun der Schoul wëlle spueren - am Géigendeel, d'Schoul wäert an den nächste Jore vill méi deier ginn - oder well mer ënnert dem Applaus vum Publikum d'Enseignanté pie-sacke wëllen.

De Problem ass, datt d'Missioun vum Enseignant nei beschriwwen gi muss. De Problem ass, datt d'Schülerzuel konstant wäisst. Mir hunn haut 30.200 Sekundarschüler géint 16.200 am Joer 1970. An de Problem ass, datt mer net genuch Enseignanten hunn: 3.894 haut, 1.046 am Joer 1970. D'Schülerzuel ass ëm 87% ugewuess, déi vun den Enseignanten ëm 272%. D'Zuel vun den Enseignanten ass also méi séier gewuess wéi d'Zuel vun de Schüler, mä vun 1999 bis 2006 hätten 1.175 Professerplazen opgrond vum Numerus clausus kënnen besat ginn; Numerus clausus an Départs en retraite. Et sinn awer effektiv nëmme 935 Profesere rekrutiert ginn. 240 Plaze sinn net besat ginn, net well mer hätte wëlle spueren, mä well déi richteg Leit net zur Verfügung stoungen.

Ech sinn iwwerzeegt dovun, datt eis Enseignanten dës Problemer verstinn an datt se probéieren mat der Educatiounsministesch, där hire Wëllen zum Kompromëss grous ass, zu der Léisung vun dëse Problemer ze kommen. Mä sech einfach verweigeren, einfach oftauchen, dat geet net. D'Problemer si reell, da muss een optauchen, wann ee se wëllt léisen.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am leschte Schouljoer hunn 1.984 Schüler d'Schoul oui Offschloss verlooss. Dat kann engem egal sinn. Mir ass dat net egal. 320 vun hinne maache bis haut strikt näischt. Si schaffen net. Si sinn a kenger Beschäftigungsmaossnam. Si maachen eben näischt. Si sinn doheem, oder och net. A si si sech selwer iwwerlooss. Hinnen offréiere mer vum nächste Joer un ee fräiwëllegt Sozialjoer, well mer se wëlle beschäftegen. Well jiddferen an eiser Gesellschaft gebraucht gëtt, an den Altersheimer, an de sozialen Institutionen, iwwerall. D'Jugendministesch wäert lech hire Beschäftigungsplang fir déi beschäftigungslos Jugendleech deemnächst virstellen.

Et läit op der Hand, datt dem organiséierte Suivi vun deene jonke Beschäftigungslosen, déi solle beschäftegt ginn, eng primordial Bedeutung zoukënn. Mä mer kënnen net tatenlos nokucken, wéi all Joer 300 Jonker an d'Welt entlooss ginn, oui d'Welt ze fannen. All Joer 300 Jonker, déi keng Liewensorbit fannen: Dat sinn der 1.500 an enger Legislaturperiod; 1.500 a fënnf Joer. Wa mer näischt maachen, fir datt si hir Plaz fannen, da fanne mer se op Plazen erëm, déi se hir Plaz am Liween ni fanne loosse wäerten. An dofir huet d'Jugendpolitik als éischt Aufgab, sech ëm dës Jonk ze bekëmmere. An d'Jugendministesch wäert dat och maachen.

Här President, de leschten 12. Oktober hunn ech mech heibannen iwwert d'Fehlentwécklungen um Wunnengsmaart geiergert.

Obschonn d'Zuel vun de Baugenehmungunge vun 2.956 am Joer 2002 op 4.662 am Joer 2005 eropgaangen ass, obschonn d'Baupräisser an d'Loyeren - esou héieren ech - sech e bësse stabiliséiert hunn, besteet ëmmer nach Ulass zur Wunnengsuerg.

De Logementsplang, deen ech lech am Oktober ugekënnegt hat, deen ass fäerdeg. De Wunnengsbauminister wäert e geschwënn am Detail virstellen, well en enthält vill Detailer. Ech hu just Zäit, mech op seng grous Zich ze konzentrieren.

Dee Programm vum Logementsminister a vun der Regierung, an deem d'Tripartite gekuckt huet ouni driwwer ze schwätzen, gesäit an éischter Linn ee regelrechte Wunnengsbaupakt tëscht Stat a Gemenge vir. Bei der Baulanderschléissung a bei der Wunnengsbaufuerderung hu Stat a Gemengen eng gemeinsam Verantwortung ze droen. Si mussen Hand an Hand, a Verstand a Verstand schaffen.

De Stat ass prett, all Gemengen eng substanzuell finanziell Ennerstëtzung zoukommen ze loosse, déi sech duerch eng Konvention mat him - dem Stat - engagéieren, Wunnengsbauentwécklungspläng opzestellen. Dës Wunnengsbauentwécklungspläng sollen et erméiglechen, hir Awunnerzuel innerhalb vun zéng Joer ëm méi wéi 15% wuessen ze loosse. Si sollen et erméiglechen, datt d'Gemengen d'Baulanderschléissung méiglechst séier a méiglechst präisgënschteg realiséieren kënnen. Mécht eng Gemeng mat am Kader vun esou engem Wunnengsbauentwécklungsplang, da kritt se 4.500 Euro Kapitalhëllef vum Stat fir all supplementären Awunner iwwer eng Awunnererweiderung vun 1% eraus.

Déi Gemengen, deenen hir Entwécklung laut IVL - dee soll een net vergiessen, den IVL - prioritär ass an déi bereet sinn, gréisser zesammenhängend Arealer ze erschléissen a méi dicht bebauen ze loosse, déi kréien eng staatlech Bähëllef, déi 50% méi héich läit wéi déi, déi ech elo just virdru beschriwwen hunn.

An all Lotissementer vu méi wéi engem Hektar sollen 10% vun der Surface fir d'Realisatioun vu präisgënschtege Wunnenge reservert ginn.

Stat a Gemenge mussen méi effikass op d'Baulanderschléissung an d'Baulandpräisser awierke kënnen. Dofir brauche se méi eng staark „Maîtrise“ vu Grond a Buedem a vu potenzielle Baulandzonen.

Stat a Gemenge mussen gemeinsam méi aktiv um Immobiliemaart ginn an d'Terrainen ënner Form vun engem Bail emphytéotique fir Wunnengsbauprojeten zur Verfügung stellen. De Stat ass bereet, de Gemenge 50% vun dem Uschafungskäschtepräis vun esou Terrainen ze bezuelen. De Bail emphytéotique, e Pachtvertrag vun 99 Joer, ass sécherlech dat wierksamste Mëttel, fir d'Baupräisser substanzuell no ënnen ze drécken. Dofir gëtt och d'Gesetz iwwert d'Emphytéose an den Droit de superficie vun 1824 iwwerschafft a logescherweis ugepasst.

D'Gemenge sollen des Weideren - an dat ass wichteg - ee Virkaafsrecht kréien, fir gréisser Terrainen opzekafen, déi an Entwécklungs- oder Baulandreservezone leien. Déi zäitlech begrenzte staatlech Virdeeler beim Verkaf vun Immobilien lafen den 31. Dezember 2007 of - esou wéi ech lech dat hei am Oktober 2005 gesot hat - a ginn ersat duerch eng partiell oder total Steierexemptioun beim Verkaf vun Immobilien un d'Gemengen oder un de Stat.

Fir géint d'Baulandspékulatioun, fir géint d'Zréckbehale vu potenzielle Bauland virzegoen, hunn d'Gemengen zwar schon zënter Joren ee legala Mëttel: Si kënnen e Baugobot op esou Terrainen vorschreien. Mä déi domat verbonnen Enteeignungsprozedur hält se awer dervun of, fir dat ze maachen.

Dofir ass elo nieft der Expropriatioun - déi iwwerengs duerch eng Reformulatioun vum Artikel 16 vun eiser Verfassung dringend muss esou geännert ginn, dass mer erëm rësonnabel Delaen an deem Beräich kréien - als Alternativ eng spezial Tax virgesinn. Dës spezial Tax gëtt de Gemengen d'Méiglechkeet, een iwwerdriwwent Zréckhale vu Bauterraine finanziell ze bestrofen.

Mä d'Gemengen dierfen awer och selwer net derzou bäidroen, d'Bauland onnéidegerweis ze verdeieren. Dofir gëtt den Artikel 34 vum Gesetz iwwert de kommunalen Aménagement erëm frësch op de Métier geholl.

De Fonds du Logement huet säi Bauprogramm fir de subventionnéierte Wunnengsbau verduebelt. Ech hoffen, mir hoffen, datt d'Gemengen an aner Promoteuren duerch dësen Aktiounsprogramm ugespornt ginn, fir och hire Beitrag zur Vergrësserung vun der Offer vu bezuelbarem Wunnraum ze leeschten.

Wann een iwwer Wunnengsbau referéiert, da muss ee sech och der Wichtigkeet an der Dringlechkeet vun der Reform vum Mietgesetz nei bewosst ginn. Dës Reform ass noutwendeg, fir dass mer méi Mietwunnenge kréien. Ausserdem gëtt déi Reform de Gemengen d'Méiglechkeet, fir den zweckentfremte Gebrauch vu Wunnhaiser ze bekämpfen, wat jo besonnesch ee Problem an der Hauptstadt ass. All Gemeng ass derniewent fräi - esou gëtt dat gemaach - eng eventuell spezial Tax op eidele Wunnengen anzeféieren. Och dat ass op ville Plazen ee Problem.

Wa mer et fäerdeg bréngen, d'Offer u Bauterraine méi grouss, an domat d'Bauterraine méi bëlleg ze maachen, da wier ech fro. Wa mer nach eng kéier scheitern - Stat a Gemengen zesammen -, da weess ech menger Hänn kee Rot méi.

Datt d'Bauen an d'Wunnen zu Lëtzebuerg méi deier ass wéi d'Bauen an d'Wunnen zu Paräis a wéi zu London weist, dass mer se net méi alleguer hunn.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn an de vergaangenen Deeg haaptsächlech zanter dem Ofschloss vun den Tripartites-Aarbechten ëmmer erëm héiere mussen - och aus dem Mond vun dësem oder deem, dee méi oder manner begehrt oder passionslos ronderëm den Dësch vun der Tripartite sou -, mir hätten eis déi leschte Méint nëmmen ëm d'Staatsfinanze bekëmmert, an et wier der Regierung schliesslech och gelongen, gouf mat Bedauern derbäigesot, d'Finanzproblemer vum Stat ze léisen. Wësst Der, wann ee Finanzminister ass, oder Budgetminister wier, da kann een dat mam allerbeschte Wëllen net als eng direkt Beleidigung empfangen, dass et eis gelong ass den Équiliber fir d'Staatsfinanze op eng previsibel a plausibel Aart a Weis fir 2009 kënnen an Aussicht ze stellen.

An trotzdeem ergëtt déi reng finanzpolitesch Beschreiwung eng total onkomplett Würdegung vun den Aarbechten, déi mer an deene leschte Méint gemaach hunn. Well si ignoréiert bewosst oder onbewosst - am Regelfall bewosst -, wat hannert dësen Aarbechte stécht. Si gëtt, fir et mam Lenin ze soen - deen dierf ee jo hei vläicht nach zitieren - „den Dingen hinter den Dingen“ net gerecht.

Mir hunn den Androck ginn, nëmmen iwwert d'Staatsfinanze diskutéiert ze hunn. Okay. En fait hu mer awer iwwert de finanziellen Impakt vun der adequater Zukunftsvorbereitung geschwat.

Mir hunn iwwert dat geschwat, wat fir déi nächst Jore erëm wichteg ass. Fir déi al-nei an déi ganz nei Prioritéiten ze finanzéieren, brauche mer enorm finanziell Mëttelen, méi Mëttelen wéi bis elo. Mir hu mussen mat de Sozialpartner iwwert déi al-nei an déi ganz nei Prioritéite schwätzen. Si betreffe si direkt. Si gi si direkt un. Si betreffe eist Wirtschafts- a Sozialgefüge op eng eminent Aart a Weis. Dofir: Mer mussen mat de Patronatsorganisationen a mat de Gewerkschaften iwwert déi Aspuerung schwätzen, déi mer hikiréieren mussen, fir Margé

fräizeleeën, déi mer brauchen, fir d'Prioritéiten - déi al-nei, an déi nei Prioritéiten - vun eiser Politik kënnen ze finanzéieren.

Wat wëlle mer dann, a wat brauche mer dann an deenen nächste Joren?

Fir d'staatlech Bedeelegung un de Kannergeld-, Pensiouns- a Krankkeese brauche mer am Joer 2009 mindestens 2,8 Milliarden Euro. Am Joer 2000 hu mer dofir 1,5 Milliarden Euro gebraucht. Dës Politik kascht also am Joer 2009 1,3 Milliarden méi wéi am Joer 2000.

Mir wëllen net op de Kanner, net op de Rentner, net op de Kranke spueren. Also mussen mer déi Mehrausgaben, déi mer kréien a vun deene mer wëssen, dass mer se kréien, och finanzéieren kënnen. Jiddferen an der Tripartite war mat där Prioritéit d'accord. Dont acte.

Mir wëllen a mir brauche modern Spideeler. Da mussen mer vun elo u bis an d'Joer 2017 500 Milliounen Euro, iwwer 20 Milliarden al Lëtzeburger Frang, zur Verfügung stellen, fir déi nei Projeten a fir déi al Projeten, déi amgang sinn exekutiert ze ginn.

Mir wëllen a mir brauchen Altersheimer. Oder wëlle mer keng? Oder brauche mer keng? Si kaschten eis an den nächsten dräi Joer 150 Milliounen!

Mir wëllen a mir brauchen eng méi konsequent Logementspolitik. Brauche mer keng? Wëlle mer keng? Mir mengen, mir bräichte se a mir misste se och wëllen. Si kascht bis an d'Joer 2009 ronn 300 Milliounen Euro méi.

Mir wëllen a mir brauche méi Sue fir d'Sécherheet vun de Leit hei zu Lëtzebuerg. Dat schléit an de Joren 2007, 2008 an 2009 mat 750 Milliounen Euro zu Buch. Wien der Meenung ass, mir bräichte manner Sécherheet, mir bräichte manner Sécherheetsefforten, dee soll dat hei soen. Jiddferen kann dat jo soen. Mir mengen, mir bräichten déi Investissementer, fir d'Sécherheet vun de Leit ze garantéieren.

Mir wëllen an deenen nächste Joren - an dat ass eng absolut Prioritéit vun der Regierungspolitik, souwuel heiheim wéi an Europa - méi Klimaschutz bedriewen. Dat ass eis moralesch Aufgab. Dat ass eis Engagement fir eng besser Welt. Dësen Engagement bedéngt en Investissement vu méi wéi 500 Milliounen Euro bis an d'Joer 2012. Wie géint dësen Engagement ass, wien dës moralesch Responsabilitéit net bei sech selwer spiert, dee soll dat soen. Ech hoffen, dass keen et wäert soen. Mä wann een et wëllt soen, da soll en et muer heibannen an där Debatt, déi mer hunn, soen.

Mir wëllen a mir brauche méi Accueilstrukturen a méi Crèche fir eis Kanner. Mir mussen de Leit de Choix tëschent Beruff a Famill loosse. Mir imposéieren keng Liewensmodeller. Mir sinn net Meeschter iwwert d'Liewe vun eise Leit. A well mer keng Liewensmodeller wëllen imposéieren, well mer net Meeschter iwwert d'Liewe vun eise Leit sinn, well mer eis net ëm hiert Privatliwen an deem seng Artikulatioun wëlle bekëmmern, mussen mer och de Choix fir Beruff a fir Famill, de parallele Choix fir Beruff a Famill zouloossen, favoriséieren a begleeden.

Mir hunn haut 8.000 Versuerungsplaze fir d'Kanner, mir brauchen der bis 2013 ronn 30.000, 10.000 méi vun elo u bis 2009. Den Accueil vun de Kanner ausserhalb vun de Schoulezäiten huet am Joer 2000 näischt kascht, guer näischt, net ee Frang. E kascht an de Joren 2007, 2008 an 2009 tëschent 150 an 180 Milliounen Euro, mat de Crèche derbäi 230 bis 250 Milliounen Euro. Wëlle mer dat...

■ **Plusieurs voix.** - Jo.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...d'Vereinarbeete tëschent Beruff a Famill, oder wëlle mer dat net? Wa mer et net wëllen, mësche mer eis an d'Privatliweweg vun de Leit an, a wa mer et finanzéieren, gi mer de Leit d'Souveränitéit iwwer hir Liewensgestaltung am integrale Mooss zréck, an duerfir wëlle mer dat an duerfir maache mer dat. A wann een dergéint ass, dass mer dat maachen, soll e muer de Mëtteg heihinner kommen a soen, e wier do dergéint. Da maache mer et net, wann en eng Majoritéit duerfir kritt. Mä ech mengen, mir hätten eng Majoritéit am Land, fir méi Vereinarbeete vu Beruff a Famill erbäizéieren.

Mir wëllen a mir brauchen, Dir Dammen an Dir Hären, performant Schoulen. D'Zuel vun de Schüler, ech hunn et gesot, déi wësst. Mir brauchen duerfir nei Schoulgebäier, méi Klassen, méi Professeuren, méi didaktesch Material. Mir wëllen d'Schoul jo net füttspueren, mir brauche vill méi Sue wéi bis elo fir den Enseignement. D'Schoul huet am Joer 2000 550 Milliounen Euro kascht, si wäert an deenen nächste Joren tëschent 1.100 an 1.200 Milliounen Euro d'Joer kaschten.

Wien der Meenung ass, si soll manner kaschten, dee soll dat hei soen. Wien der Meenung ass, si géif esou vill kaschten, dee soll d'accord sinn, dass een dann op anere Plaze muss Aspuerung maachen. Dat zielt fir d'Schoul a fir alleguer déi aner Politikberäicher, déi ech hei énoncéiert hunn. A wien der Meenung ass, d'Tache vun den Enseignantë soll esou bleiwe wéi se ass, si soll net frësch definéiert ginn, dee soll dat muer hei soen.

Mir wëllen a mir brauchen, Dir Dammen an Dir Hären, en öffentlichen Transport, dee gutt funktionéiert. Seng Detailorganisatioun muss selbstverständlech iwwerpräift ginn, mä e kascht méi Suen. Eleng de Fonds du rail brauch iwwer 200 Milliounen Euro d'Joer an de kommende Joren, an de Persounentransport op d'mannst 250 Milliounen Euro d'Joer vum Joer 2008 un. Wien der Meenung ass, manner wier méi, dee soll dat hei soen. Wien der Meenung ass, manner wier just genuch, soll sech aktiv um Versuch bedeelegen, op anere Plazen an de Statsfinanze déi Ekonomien erbäizéieren, déi ee brauch, fir déi Politik hei kënnen ze bezuelen.

Mir wollten eng Uni hunn, Här President, well mer eng Uni gebraucht hunn. Déi Uni brauch ronn 200 Milliounen Euro an den nächste Joren. Wie mengt, mir géife mat manner auskommen, dee soll dat hei soen. Wie mengt, dat do wier dee Betrag, deen d'Universitéit brauch, dee soll sech un der Sich no Ekonomien op anere Plazen an de Statsfinanze bedeelegen.

Mir wëlle méi Recherche, hu mer gesot, ëmmer erëm gesot, well mer méi Recherche bräichten, hu mer och ëmmer erëm gesot. Wa mer se wëllen, méi Recherche, da brauche mer fir d'Fuerschung a fir d'Innovatioun an de Joren 2007, 2008 an 2009 ronn 500 Milliounen Euro méi. Mir brauchen dës 500 Milliounen Euro, fir dass mer op dësem Punkt, op dësem Thema vun der Plaz kommen. Am Joer 2000 hu mer just penibel 20 Milliounen Euro duerfir missen opbréngen. Wie mengt, d'Fuerschung géif mat manner auskommen, wie mengt, Innovatioun wier net esou wichteg, wien dat mengt, dee soll muer heihinner kommen an dee soll eis dat erklären.

Neen, Här President: Déi, déi soen, mir hätte just iwwert d'Vergaangeneheet an iwwer Aspuerung geschwat, déi ire sech, well se sech ire wëllen. Mir hunn iwwert d'Liewensplanung vun eise Land an den nächste Jore geschwat. Iwwert dat hu mer geschwat, wat alterna-

tivlos muss sinn. A mir hunn iwwert d'Wëer geschwat, wéi mer eis öffentliche Finanze mussen ausriichten, fir méi Fuerschung, eng besser Schoul, eng méi durabel Émwelt, méi bëlleg Logementer, méi performant Transportweeër, eng besser Kannerpolitik, eng solidaresch Politik fir Al a Jonk ze garantéieren. Doriwwer hu mer geschwat, net nëmmen iwwer Aspierungen, mä iwwert déi politesch Zilsetzungen hu mer eis ënnerhalen, haaptsächlech an der Regierung, méi an der Tripartite, wéi Einzelner, déi an der Tripartite derbäi waren, no bause wollten zouginn.

Ech hu gesot, Här President, déi Politiken, déi ech opgezielt hunn, déi géifen an d'Geld schloen. Mä d'Zukunft kritt een net fir näischt! Wann een d'Zukunft wëllt kréien, da kann een net alles direkt an net alles ouni Ofstrécher wëllen. Da muss een op anere Pläng Fouss bei Mol halen. Et sief dann, et wëllt een alles behalen, wat mer hunn, alles derbäi kréien, wat mer brauchen, Scholde maachen, Defiziter maachen, ouni un déi ze denken, déi no eis kommen an déi net wëllen an eise Scholden an an eisen Defiziter ënnergoen.

Déi Aspierungen, déi mer gemaach hunn, ergi sech aus där Politik an aus deenen Zukunftsprioritéiten, déi ech beschriwwen hunn.

D'Indexmodulatioun, déi der Kompetitivitéit op d'Spréng soll hëllefen, schléit sech am Budget vum Zentralstat, deem vun der Chamber, deem vun der Regierung, mat enger Economie vun 220 Milliounen Euro bis 2009 niddere.

Der CGFP hu mer eng Lounpaus fir d'Joren 2007 an 2008 proposéiert. Eng nei Erhéijung vun Punktwäert gëtt et net an de Joren 2007 an 2008. Eng Neterhéijung vun Punktwäert géif eis bis d'Joer 2009 80 Milliounen méi iwwer loosse, fir aner Politiken ze maachen. Ech sinn iwwerzeegt, total iwwerzeegt, dass eis Statsbeamten, déi responsabel a solidaresch sinn, sech keng Lounerhéijung fir d'Joren 2007 an 2008 erwaarden.

Wann awer een, aus irrésistible Grënn, heibannen der Meenung ass, de Punktwäert misst an de Joren 2007 an 2008 massiv erhéicht ginn, da kennt e muer heihin a seet eis dat, a seet eis, wat fir eng vun deene Prioritéite mer nëmme ganz oder deelweis kënnen finanzéieren, déi ech lech elo grad hei genannt hunn. An dat, wat ech an dësem Zesammenhang soen, soen ech an dem Gesamtzesammenhang vun deem wat ech hei virdroen, wouaus resultéiert, dass mer selbstverständlech mat der CGFP och eng Diskussioun iwwer méi niddreg Ufanksgehälter an deenen nächste Méint wäerte misse féieren.

D'Investitiounen, ech hunn dat gesot, kierz mer par rapport zu eise Pläng bis zu 660 Milliounen Euro an deenen nächsten dräi Joer. D'Investitiounen klamme virun, si klamme just manner héich, wann och méi wéi geplangt.

Duerch e méi luest Uklamme vun den Neistellungen beim Stat an duerch substanzuell Aspuerung bei de staatleche Fonctionnementskäsche gewanne mer 125 Milliounen Euro bis an d'Joer 2009. D'Fonctionnementskäsche vum Stat belafe sech am Joer 2006 op 2,4% vun eise Bruttoinlandsprodukt. Si gi bis op 2,1% am Joer 2009 ofgesenkt.

Eleng fir d'Rentekeese mussen mer tëschent enger Milliard an 1,1 Milliard an nächster Zäit opbréngen. Ech war duerfir fro, dass d'Sozialpartner domat d'accord waren, Ausgabe vu ronn 70 Milliounen Euro am Joresduerchschnitt op d'Pensiounskeesen aus dem Budget vum Zentralstat eraus ze iwwerdroen. Et ass evident, dass den eigentleche Statsbudget, de Budget vum Zentralstat, huet missen diesbezüglech transferméisseg entlaascht ginn.

De staatleche Beitrag fir d'Fleegeversécherung gëtt op 140 Milliounen Euro d'Joer stabiliséiert. Am Géigenzuch klëmmt d'Cotisation fir d'Fleegeversécherung vum engem op 1,4%, dat vum nächsten 1. Januar 2007 un. D'Fleeg ass néideg - batter néideg -, mä si ass awer och deier - ganz deier. Dofir ginn d'Leeschungen, d'Performancen an d'Profiler vum der Fleegeversécherung am nächste Joer kritesch vum Sozialminister iwwerprüft.

Egal wéi, jiddfere weess, dass eng Cotisation vum 1,4%, iwwert d'ganz Liewe bezuelt, dacks net am Entferntesten un d'Käschte vum der Fleeg erukënt, déi een engedags vläicht muss an Usproch huelen. Ee Fleegefall kascht - wann een dat esou ka soen - an der Moyenne 2.500 Euro de Mount, 30.000 Euro d'Joer. Dat soll och jidderee wëssen. 30.000 Euro d'Joer kascht ee Fleegefall an der Moyenne.

D'Cotisation fir d'Fleegeversécherung gëtt op dem gesamten Akommes erhuewen, net eleng um Loun, och op den Dividenden, op de Loyer an op all aneren Einkunftsarten. Si - des Cotisation - kann net vum de Steieren ofgesat ginn. Dat heescht, dass deen, dee vill verdéngt, och netto muss méi bezuelen, an deen, dee brutto manner verdéngt, och netto wesentlech manner muss opbréngen.

e Mindestloun - dat hunn ech gesot - gëtt den 1. Januar 2007 ëm ronn 40 Euro erhéicht. 4,5 Euro vum deem Mindestlounplus gi bei engem Mindestlounbezéier an d'Fleegeversécherung. Et bleift him also eng real Lounerhéijung vu 36 Euro de Mount, 432 Euro d'Joer. Domat leeft hien net wäit, mä hie kritt méi 2007 wéi am Joer 2006. D'Fleegecotisation vum Mindestlounbezéier geet vum 11,40 Euro de Moment op 15,80 Euro de Mount, dat heescht 189 Euro d'Joer erop.

Ee wéi de Statsminister - vum deem ech periodesch liesen, e géif zu de Spëtzeverdenger hei am Land gehéieren, an deen theoretisch dee beschbezuelte Statsbeamten ass - bezilt vum 1. Januar 2007 u ronn 200 Euro Fleegecotisation de Mount, 2.400 Euro d'Joer, géint 1.700 Euro d'Joer haut. Dat heescht 700 Euro méi wéi bis elo. Ee wéi de Statsminister bezilt zwiefel an en halleft Joer an, ier hien e Betrag vum engem Joer Fleeg erbruecht huet. Ee Mindestlounbezéier bezilt a senger ganzer Carrière 7.500 Euro an. Dat heescht, dättech manner wéi déi 30.000 Euro, déi am Duerchschnitt ee Fleegejoer kascht.

Ech wëll domat soen, dass kee sech soll iwwert déi Augmentatioun vum de Cotisation vum engem op 1,4% allze vill an d'Broscht geheien. Et ass e sozial gerechte Finanzéierungssystem an et ass eng absolut Noutwendegkeet fir Leit, déi sech net anesch kënnen hëllefen, an dass mer déi méi solidaresch a méi dättech wéi bis elo zezummen an der nationaler Solidaritéit cofinanzéieren, ass näischt, woufir ee sech brauch ze entschëllegen.

Fir d'Kannergeldkeess muss de Stat tëschent 2,3 an 2,8 Milliarden Euro an deenen nächsten dräi Joer bereetstellen, fir den Accueil vum de Kanner - ech hunn et gesot - tëscht 150 an 180 Milliarden Euro. Dofir désindexéiere mer d'Prestatioun vum der Kannergeldkeess a kënnen esou déi méi deier Politik, déi ech beschriwwen hunn, mat 100 Milliarden Euro - dat heescht, emol net ganz - géigefinanzéieren.

De Renten- a Pensionsajustement gëtt net beieneen op den 1. Januar 2007 ausbezuelen, mä seng Tranché ginn, wat den Ajustement ubelaangt, zu gläichen Deeler mat 1% den 1. Juli 2007 an den 1. Juli 2008 ausbezuelen. Doduerch dass mer dat maachen, doduerch dass mer den Ajustement net mateneen integral op den 1. Januar 2007 ausbezuelen, verbessert sech de Gesamtstatshaushalt a sengem Equi-

liber ëm ronn 50 Milliarden Euro, eleng am Joer 2007.

D'Solidaritéssteuer - dat ass wouer - klëmmt ëm 1%. Mä de Chômage war nach ni esou héich an d'Solidaritéssteuer war nach ni esou niddreg wéi am Joer 2006. Dofir hunn d'Gewerkschaften hir Erhéijung virgeschloen, well se wollten zu enger méi solidarescher finanzieller Begleitung vum dem Chômage zu Lëtzebuerg kommen. D'Regierung war domat d'accord. Firwat hätt si et net solle sinn?

Am Beräich vum der TVA kënn et zu Upassunge bei de liberale Beruffer, deenen hir Prestatiounen an Zukunft wéi déi aner Aktivitéiten, déi der TVA ënnerleien, mat 15 statt mat wéi bis elo 12% besteiert ginn.

Mir brénge par ailleurs ee Gesetz an, wat déi juristesche Basis fir d'Kooperatioun tëscht der Steuerverwaltung an der Enregistrementsverwaltung betreffend méi sécher mécht. Déi juristesche Basis brauche mer fir de Kampf géint d'Steierhannerzéiung méi konsequent kënnen virzehuelen. Dat ass iwwregens kee verharmlosende Saz, deen ech soen, mä dat ass d'Absicht vum der Regierung, fir a Saache Steuerhannerzéiung méi konsequent och um legale Plang an den nächste Jore virzegoen, wéi dat bis elo vläicht heiansdo de Fall war.

Ee Wuert nach, Dir Dammen an Dir Hären - well dat interesséiert heibanne jo ëmmer -, zu de Gemeengefinanzen. D'Gemeengebudgete gewannen duerch déi Gesamtoperatiounen, déi d'Regierung lech virschléit, supplementar Finanzéierungsmargen. Vu datt d'Akomessteiertabell net un d'Inflatioun ugepasst gëtt, kréie se méi en héijen Undeel an der Lounsteuer. Vu datt den Index moduliert gëtt, spuere se op hire Personalkreditter. Vu datt d'TVA fir déi liberal Beruffer an d'Autossteuer méi Ertrag wäerten ofwerfen, kréie se méi Suen an hir Keess. Schliesslech si se mat 10% un der TVA-Recette a mat 20% un der Autossteuer bedeelegt. Ech hat ee Moment dru geduecht, d'Erhéijung vum der Autossteuer ganz dem Stat zouzeféieren, a wéi ech amgaang war drun ze denken, hunn ech erëm opgehale ze denken a gesot, d'Gemenge behalen hir 20% Undeel un der Autossteuer.

Dat heescht awer, dass eleng d'Indexmodulatioun, d'Neierunge bei der TVA an d'Reartikulatioun vum der Autossteuer sech bei de Gemenge mat engem budgetäre Plus vum 43,5 Milliarden Euro - 1,8 Milliarde Lëtzebuerg Frang - an de Joren 2007, 2008 an 2009 nidderschloe wäerten. 14,5 Milliarden Euro d'Joer, 585 Milliarde Lëtzebuerg Frang. Dat ass dat, wat duerch déi Propositionen, déi d'Regierung mécht, d'Gemengen an deenen nächste Joren a pro Joer zur Verfügung hunn. Ech soen dat net, fir iergendeppes ze bewiesen, mä just fir et gesot ze hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Chamber mat deene Moosnamen d'accord ass, déi d'Regierung lech, nodeems de Koordinatiounscomité vum der Tripartite säin Avis ofginn huet, deen ech lech d'lescht Woch zougestallt hunn, virschléit, da géifen eis öffentlech Finanzéierung sech no engem zweijährige Konsolidéierungseffort, deen 2007 an 2008 muss erbruecht ginn, 2009 nees am Équilibre befannen. Fir dohinner ze kommen, schloe mer eng global Erspuernis vum 1,5 Milliarden Euro iwwer dräi Joer verdeelt am Budget vum Zentralstat vir.

Den Defizit vum Zentralstat, dat heescht, den Defizit vu Regierung a vu Parlament, reduziéiert sech vum 3,8% vum PIB am Joer 2006 op 1,7% vum eisem Bruttoinlandsprodukt am Joer 2009, dat heescht ëm ronn 2%.

Dofir mussen d'öffentlech Finanzen an de Joren 2007, 2008 an 2009 manner séier wuesse wéi dat nominal Wirtschaftswuesstem, an am

Joer 2007 héchstens ëm 4%. Den Defizit vum Gesamtstat, vum Stat, vum der Sécurité sociale a vum de Gemengen, fällt - an dat ass dee wichtigsten, well et deen eenzege ass, dee maastrichtrelevant ass - ëm 1,9% am Joer 2005 op plus/minus 0% am Joer 2009, also och ëm 2% vum Bruttoinlandsprodukt.

Déi Aspierungen, Här President, déi mer virschloen, sinn net agréabel a maachen d'Regierung selbstverständlech net beléift. D'Leit gi méi belaascht, dat soll een net verstoppen. Mä des Aspierungen, d'est Méi-lues-Trèpelen an den nächste Joren, muss ee gesinn am Licht vum deene Reformen, vum deene Verbesserungen, déi a ville Beräicher vum der Politik kommen.

Am Résumé:

- Mir hunn eis politesch Prioritéite fir d'nächst Jore fixéiert a mir wëssen, wéi mer des Prioritéite finanzéieren: méi Schoul, méi Famill, méi Klimaschutz, méi Fuerschung, méi Kompetitivitéit, méi öffentlechen Transport, méi Investissementer, méi bëlleg Wunnengen, bref méi Solidaritéit a méi Responsabilitéit. Et ass derwäert, dass mer dee Moderniséierungseffort zesumme versichen.

- Mir hunn d'Virussetzunge geschaaft, fir am Joer 2009 eis Statsfinanzen nees an d'Gläichgewicht ze kréien - keng kleng Affär leschten Enns!

- Mir prévenéieren de Chômage do, wou et geet, a mir responsabiliséieren an aktivéieren d'Partner vum Aarbechtsmaart an um Aarbechtsmaart, wou et néideg ass.

- A mir verbesseren d'Kompetitivitéit vum eiser Wirtschaft net nëmmen iwwert d'Indexmodulatioun, mä duerch deen Aktiouns- an Initiativensembel, deen ech lech duergestallt hunn.

Villes ass haut, Här President, méi kloer wéi nach viru sechs Méint.

Mä net all Froe konnten endgültig gekläert ginn.

Iwwert d'Fro vum der Liewensaarbechtszäit an iwwerhaupt den Impakt vum dem Vieillissement vum der Bevölkerung op eis sozial System wäert an deenen nächste Wochen, Méint a wahrscheinlech Joren diskutéiert an négociéiert ginn. Mä keen huet d'Recht déi demographesch Changementer an hir Konsequenzen ze ignoréieren.

Iwwert den eenheetlechen Arbeitnehmerstatut gëtt et e prinzipiellen Accord, en Accord vu Patronen a vu Gewerkschaften, en Accord fir an d'Richtung vum Ofschafe vum der Diskriminéierung tëschent Aarbechter a Beamten ze goen. Iwwert d'Weeër dohinner an iwwert d'Weeër, wéi een dohinner ka kommen, muss selbstverständlech nach mateneen an ënnerenee geschwat ginn, a jiddfere weess, dass dat keng einfach Weeër sinn.

Mä datt mer endlech, um Ufank vum 21. Jorhonnert, also vill ze vill spéit, d'Chance an der Hand hunn, mat där zweegedeelter Welt vum der Aarbecht Schluss ze maachen, mat där Diskriminéierung tëschent Aarbechter a Beamten opzehalen, dat ass eng strukturell Reform an e strukturellen Engagement vu Lëtzebuerg, wat mech éierlech gesot ganz frou mécht.

D'Tripartite, déi kann natierlech net alles maachen. Si soll och net alles maachen, si brauch jo och net alles ze maachen. D'Chamber, d'Parlament behält hir a seng urrege Verantwortung. Et ass heibannen, wou d'Regierung responsabel ass, net an der Tripartite. Mä wa se an der Tripartite gescheitert wier, da wier se selbstverständlech heibannen dofir responsabel gemaach ginn. Mä si ass, d'Regierung, der Chamber Rechenschaft schëlleg, kenger

anerer Institutioun a kengem anere Gremium.

Zur moderner Form vum der Politikgestaltung gehéiert nun emol d'Consultatioun an d'Konzertatioun mat de Verantwortleche vu Wirtschaft a Salarat. Wie mengt, d'Politik géif just am argumentative Wiesselspill tëschent Regierung a Parlament gemaach ginn, dee liest keng Zeitungen an deen huet sech och net mat moderner Politikwëssenschaft och nëmme minimal beschäftigt.

Einzelner hu gesot, vill hunn der gesot, mir hätten an der Tripartite ze vill Zäit verplempert. Ech wëll dozou Folgendes soen: Wann een aus Kompetitivitéits- a Budgetgrënn den Index moduliert, wann een d'Kannergeld an aner sozial Prestatiounen désindexéiert, wann een den Ajustement vu Renten a Pensiounen retardéiert, wann een d'Beschäftigungspolitik moderniséiert, wann een d'Kompetitivitéit améloréiert, da muss een, ier een am a mam Parlament schwätzt, mat de Sozialpartner schwätzen, déi fir d'Kompetitivitéit coresponsabel sinn, déi d'Budgete vum der Sécurité sociale cogéieren an déi fir d'Lounpolitik an de Betriber zoustänneg sinn.

D'Tripartite, jo, si kann net alles, mä d'Politik ka wierklech och net eleng alles maachen a mir sollte bescheide genuch sinn, fir dat anzegeoen.

Wann ech den 12. Oktober vum leschte Joer oder de 15. Februar vum diesem Joer hei an d'Chamber komm wier, ouni Consultatioun mat de Sozialpartner, frisch, fröhlich, frei hei Indexmodulatiounen ugekënnegt hätt, d'Verschiebe vum Rentenajustement matgedeelt hätt, d'Désindexéierung vu Sozialprestatiounen annoncéiert hätt, d'Ofsenke vum Investitiounsdepensé matgedeelt hätt, da wier mer gesot ginn heibannen, virun allem heibannen, dat wier e graffe politesche Feeler gewiescht an et hätt ee fir d'éischt mat Gewerkschaften a mat de Patronatsorganisationen, déi direkt vum deene Moosname betraff sinn, misse schwätzen. Da sot mer elo net - an Dir sot dat jo och net -,...

(Hilarité)

...mir hätten Zäit verluer. Deen Zäitverloscht, wéi Einzelner en nennen, huet eis et erlaabt, responsabel an zukunftsorientéiert Léisungen am Konsens auszuschaffen.

D'Chamber muss dee Konsens net deelen. Dat ass hiert gutt Recht an dat wier hiert gutt Recht, mä wie vu vireran op d'Verhandlung mat de Sozialpartner an op d'Konsensintersektioun mat hinne verzicht, dee leeft d'Gefor an soziale Krich stiechen ze bleiwen. Mir wollten net stieche bleiwen, a scho guer net am soziale Krich. Mir wollte virkommen, mat de Sozialpartner, mä selbstverständlech och mam Parlament. An der moderner Demokratie ginn d'Meenung vum der Chamber an d'Meenung vum der Regierung zwar vir, mä si zielen net eleng. Jiddfere weess dat an d'äers soll sech dann och jiddferen dauernd bewosst sinn.

Wann d'Politik eleng handelt, wann d'Politik radikal an ergo banal Léisung proposéiert, wann d'Politik op radikal Léisungsvirschléit lauscht -halbéiert de Budget vum der Kultur, setzt d'Entwicklungshëllef erof! -, wann d'Politik, andeem se dat mécht, sech esou iwwerdehnt, wann d'Politik ophält ze lauschten, wat anerer soen, wann d'Politik bewosst op déi speziell lëtzebuergesch Aart a Weis verzicht Problemer unzegoen a Problemer ze léisen, wann d'Politik mengt, si bräicht keng Rücksicht op de Lëtzebuerg Sozialmodell ze huelen, dann ass dat eng Optioun, mä et ass net meng, an et wier eng falsch Optioun, wa se géif geholl ginn.

Ech hat lech am August 2004, Här President, bei der Virstellung vum Regierungsprogramm gesot, des Regierung wier eng Regierung vum

der Moderatioun. Dat ware keng eidel Wierder. Dat war en Deel, e Substanzdeel vum eisem Programm. Wie jo zur Regierungserklärung gesot huet, dee muss och jo soen zu der genereller Method, mat där de Regierungsprogramm am Detail ëmgemat gëtt.

Ech soen lech Merci fir Är Gedold.

Plusieurs voix - Très bien.

M. le Président - Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun a soen him Merci derfor.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi fänke mer mat der Debatt iwwert d'Deklaratioun un. Ech si gefrot ginn, wéi den Timing virgesinn ass. Dat kann een de Moment net genee viraugesinn, mä mat deene Riedner, déi ageschriwwen sinn, ass et méiglech, dass mer gegebenenfalls muer den Owend, spëtstens en Mouneschdeg de Moie fréi d'Debatt ofschléissen. Duerno, huet de Statsminister gesot, géif hien op d'Debatt dann äntwerten.

Voilà, domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.08 heures)

Chamber TV

weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 Mhz

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng
Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Ordre du jour

1. Communications
2. Composition de la Chambre des Députés
3. Composition des commissions parlementaires
4. Rôle des affaires
5. 5569 - Débat sur l'état de la nation

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5566** - Projet de règlement grand-ducal portant certaines modalités d'application du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants, et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE du Conseil

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 13.04.2006

2. **5567** - Projet de règlement grand-ducal transposant la directive 2005/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 concernant la reconnaissance mutuelle des brevets des gens de mer délivrés par les États membres et modifiant la directive 2001/25/CE, et modifiant le règlement grand-ducal du 16 novembre 2001 transposant la directive 94/58/CE du Conseil du 22 novembre 1994 concernant le niveau minimal de formation des gens de mer telle que modifiée par la directive 98/35/CE du Conseil du 25 mai 1998

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 25.04.2006

3. **5568** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe du référendum sur l'indépendance du Monténégro

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 28.04.2006

3) «Le Conseil de l'Europe et l'Union européenne sont tous les deux nécessaires, sont tous les deux différents et sont tous les deux uniques.»

«Pour que l'Europe réussisse, ils (Conseil de l'Europe et Union européenne) doivent viser un véritable partenariat aussi structuré que possible et organiser durablement leur complémentarité, ce qui exclut, ce qui devrait exclure les rivalités stupides et nocives. Ce part-

neriat se construira sur un socle européen de valeurs communes. Ces valeurs sont celles de l'Union européenne au même degré qu'elles sont les valeurs du Conseil de l'Europe.»

Voilà un des principaux messages du discours que le Premier Ministre luxembourgeois, M. Jean-Claude Juncker, a tenu devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 11 avril dernier pour présenter son rapport sur les relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne tout en soulignant l'importance d'une discussion annuelle des suites que les gouvernements et les instances parlementaires auront données au rapport.

En dehors de la présence du Premier Ministre, il convient de signaler celle du Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marcel Glesener, ainsi que des membres respectivement effectif et suppléants, à savoir M. Charles Goerens, M. Jean Huss et Mme Anne Brasseur. Ces quatre membres ont assisté à la deuxième partie de la session ordinaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg du 10 au 13 avril 2006, les deux autres membres, M. Norbert Hupert et Mme Lydie Err, s'étant excusés de leur absence.

Les principaux points à l'ordre du jour étaient les suivants:

- allocution de M. René van der Linden, Président de l'Assemblée parlementaire,

- élection de M. Giorgi Bokeria comme Vice-Président de l'Assemblée au titre de la Géorgie,

- rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente,

- intervention de M. Thomas Hammarberg, Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe,

- la place de la langue dans l'enseignement scolaire,

- pauvreté et lutte contre la corruption dans les États membres du Conseil de l'Europe,

- relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne,

- discours de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre du Luxembourg, sur son rapport concernant les relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne,

- discours de M. Calin Popescu-Tariceanu, Premier Ministre de la Roumanie qui assure la présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe,

- discours de M. Wolfgang Schäfer, Chancelier fédéral d'Autriche et Président du Conseil de l'Union européenne,

- discours de M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne,

- élection de M. Mark Villiger comme juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme au titre du Liechtenstein,

- situation au Proche-Orient,

- réinsertion sociale des détenus,

- droits de l'homme des membres des forces armées,

- communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire présentée par M. Mihai-Razvan Ungureanu, Ministre des Affaires étrangères de la Roumanie, Président du Comité des Ministres,

- discours de M. Vlado Bužkovski, Premier Ministre de l'«ex-République yougoslave de Macédoine»,

- combattre la résurgence de l'idéologie nazie,

- débat joint sur le suivi du troisième sommet: relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne

a) Mémoire d'accord entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne

b) Le Conseil de l'Europe et l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, avec l'intervention de M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe, et celle de M. Elmar Brok, président de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen,

- réfugiés et personnes déplacées en Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie.

Deux discussions ont eu lieu selon la procédure d'urgence:

- halte à la traite des femmes à la veille de la Coupe du Monde de la FIFA,

- le Bélarus et les suites de l'élection présidentielle du 19 mars 2006.

Pour documenter les prestations de nos délégués aux séances de l'Assemblée, mentionnons

- l'intervention de M. Marcel Glesener en sa qualité de président de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille au cours des débats sur la réinsertion sociale des détenus, la pauvreté et la lutte contre la corruption dans les États membres du Conseil de l'Europe, et

- celle de M. Charles Goerens en tant qu'orateur du groupe «Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe» au sujet du point «combattre la résurgence de l'idéologie nazie», dont l'extrait suivant donne matière à réflexion:

«Qu'on ne vienne pas nous dire qu'il importe avant tout de mettre en place des systèmes de pré-alerte et d'alerte. Au Rwanda, on savait. À Auschwitz, on savait. À Treblinka, on savait. (...) Cela est aussi un questionnement sur la condition humaine. Que font des hommes ordinaires dans une situation extraordinaire? Que chacun se pose la question! Serions nous des lâches, des gens qui ignorent et qui refoulent tout? Y aurait-il quelques courageux? Serions nous des héros ou des salauds? - N'est pas Hannah Arendt qui veut?»

Au cours de la susdite deuxième partie de session six recommandations et six résolutions en rapport avec les points à l'ordre du jour ont été adoptées.

4) Par lettre du 25 avril 2006 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 13 au 16 mars 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et l'Ukraine sur certains aspects des services aériens,

- résolution sur les délocalisations dans le contexte du développement régional,

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord de partenariat entre la Communauté européenne et les États fédérés de Micronésie concernant la pêche dans les États fédérés de Micronésie,

- Recommandation sur l'évaluation du mandat d'arrêt européen,

- résolution sur la protection sociale et l'inclusion sociale,

- résolution sur le document de stratégie pour l'élargissement 2005 de la Commission,

- résolution sur le résultat des négociations concernant le Conseil des droits de l'homme et sur la 62^e session de la Commission des droits de l'homme des Nations unies.

Par lettre du même jour il lui a encore fait parvenir le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 22 au 23 mars 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'Accord euroméditerranéen entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark étendant au Danemark les dispositions du règlement (CE) N°44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale,

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark étendant au Danemark les dispositions du règlement (CE) N°1348/2000 du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale,

- résolution sur la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne,

- résolution sur les défis démographiques et la solidarité entre générations.

2. Composition de la Chambre des Députés

Ech wëll dann nach eng Kommunikatioun maachen iwwert déi politesch Zesummesetzung vun der Chamber. Aus enger Korrespondenz vum Här Aly Jaerling a vum Här Gast Gibéryen geet ervir, datt den Här Jaerling vum 1. Mee un net méi zum Grupp ADR gehéiert a säi politesch Mandat als onafhängegen Deputéierter weiderféiert. Aus där Tatsaach ergëtt sech, datt déi Här Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp a Robert Mehlen eng Sensibilité politique mat der Bezeichnung ADR bilden, woubäi de Sigel ADR fir Alternativ Demokratesch Reformpartei steet.

3. Composition des commissions parlementaires

Zousätzlech wär nach een Ännerungsvorschlag ze signaléieren, wat d'Zesummesetzung vun der Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire ubelaangt. Den Här Aly Jaerling gëtt ersat duerch den Här Gast Gibéryen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Rôle des affaires

Op Ufro vun der Regierung huet d'Präsidentekonferenz virgeschloen de Projet de loi 5503 iwwert d'Palliativmedezin an d'Stierfegleedung vum Rôle ze sträichen, well en duerch en neie Projet ersat wäert ginn. Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

No der Deklaratioun vum Premierminister a Statsminister Jean-Claude Juncker fänke mer haut de Mëtteg d'Debatten iwwert d'Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Nation un. D'Riedezäit ass nom Modell 4 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen déi Här Wolter, Meisch, Fayot, Bausch, Gibéryen, Jaerling an d'Madame Flesch. Als éischte Riedner ass agedroen den honorablen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

5. 5569 - Débat sur l'état de la nation

M. Michel Wolter (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsminister huet am Numm vun der Regierung gëschter eng gutt, an eisen Aen eng excellent Ried zum État vun der Nation gehalen. En huet et fäerdeg bruecht, an 43 Säiten an an zwou Stonnen déi wesentlech Elementer vun der Lëtzebuurger Politik zesummenzefaassen, de Leit d'Zesummenhäng ze erklären, déi et noutwendeg maachen, fir eng gewësse Politik ze gestalten. En huet d'Zukunft beschriwwen an en huet d'Weeër beschriwwen, wéi dës Majoritéit déi nächst dräi Joer dee Wee wëllt goen.

Am Numm vu menger Fraktioun wëll ech dës le début dem Statsminister dofir félicitéieren an em déi inconditionnel Ënnerstützung vun eiser Fraktioun op deem Wee, dee sech aus dëser Ried ergëtt, och ginn. Et ass och net ganz vill Kritik un der Ried komm. Op jiddfer Fall näischt, wat een an den Departement „fundamental Kritik“ kéint areien. Do ass deen een oder deen aneren Aspekt; et geet deem engen oder deem aneren net wäit genuch; et hätt ee méi wäit an d'Zukunft misse kucken. Jo.

Den Haaptkommentar an der geschriwwener Press de Moie war deen, wéi och an der geschwateener gëschter: En fin de compte huet de Statsminister näischt Neits gesot. En huet op ville Plazen Neits gesot. En huet een d'Impressioun, dass dat, wat e gesot huet, nach oft muss gesot ginn, well wann een deen een oder deen anere Communiqué, deen eis elo an deene leschte Stonnen op de Büro geflattert ass, wann een deen kuckt, huet een d'Impressioun, dass ee kann Dag fir Dag, Woch fir Woch, Mount fir Mount, d'Realitäten, d'Wouerechten, d'Zesummenhäng vun der Lëtzebuurger Politik op den Dësch leeën, an dass awer Leit net wëlle verstoen, a wat fir eng Richtung den Zuch geet.

Wann ech dem Statsminister seng Ried kéint an dräi Punkte resüméieren, wéi mir se gesinn, da wär

et ënnert de Stéchiwierder „Solidaritéit“, „Responsabiliséierung“, a „Selektivitéit“:

- Solidaritéit, well wéi e roude Fue-dem duerch déi ganz Ried gaangen ass, dass mat dëser Majoritéit kee sozialen Ofbau, kee soziale Kahlschlag wäert gemaach ginn, dass déi Mesuren, déi musse geholl ginn, fir eist Land frësch a flott fir d'Zukunft ze gestalten, esou ofgefiert ginn, dass déi breet Schëllere méi droen, an déi méi schmuell Schëllere manner droe mussen.

- Responsabiliséierung, well een op x Plazen an der Ried dem Statsminister säin Opruff gespuert huet un all déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg tätég sinn, dass et noutwendeg ass, dass iwwert d'Politik eraus, iwwert déi 60 Leit, déi hei am Parlament sëtzen, dobausse kloer an däitlech verstane gëtt, dass et nëmme méiglech ass, dem Land eng Zukunft ze ginn, wann op alle Plazen - jiddferen op senger Plaz - déi néideg Responsabilitéit virherrsch: ob dat vum Patronat, vun de Betriber ass, wann et drëm geet, d'Leit net an de Chômage ze geheien, wa se hinnen ze al erschéngen; ob dat vun de Leit selwer ass, wann et drëm geet, Mäsegung ze tätegen an engem Moment, wou mer budgetär Equilibere brauchen, fir nei Politike kënnen ze gestalten; ob dat am Opruff u jiddfer Eenzelnen ass, egal op wat fir enger Plaz en ass, fir säint ze maachen, fir eis Gesellschaft virunzebréngen.

- An drëttens Selektivitéit, well e ganz kloer eng nei Ausrichtung vun der Finalitéit vun der Versuerungs- a vun de Betriegersleeschungen zu Lëtzebuerg annoncéiert huet. D'Zäit vun de linéairen Argumentatioun schéngt op jiddfer Fall an der nächste Zäit eriwuer ze sinn. Ëmschichtungen, déi virgeholl musse ginn, déi wäerte virgeholl ginn, mä net méi duerch elenegen Zouweess, mä duerch de Fait, dass mer fir nei Politike Sue vun engem Domän an en aneren, oder innerhalb vun Domänen ëmschichte mussen.

Stéchwuert „Kannergeld“: Mer sinn d'accord als CSV mat där Measure, fir d'Kannergeld ze begrenzen, fir et aus dem Index erauszehuelen. Net well mer der Meenung wäeren, dass een de Familljen net soll déi Suen zur Verfügung stellen, mä well mer zur Konklusioun komm sinn, dass an deenen nächste Joren d'Opriichte vu Kannerbetrieungsstrukture méi wichteg ass wéi dat rengt Ausbezuale vun Euroen, an dass mer déi zwou Saachen aus enger ganzer Rei vu Grënn net méi kënnen maachen.

Dee ganze Pak, dee virgeschloe ginn ass, fir de Budget an den Equiliber ze setzen, gëtt elo vun deenen, déi sech et einfach maachen, ënnert dem Stéchwuert „Kafkraaftverloscht“ kommentéiert. Wéi wann et de permanenten Automatismus géif ginn, wéi wann et permanent esou wier, dass Saachen, déi eng Kéier decidéiert gi wieren, dass déi immuabel an Zukunft misste weider gedroe ginn, esou wéi wa mer de Leit op déi nächst fënnel, zéng, 15 Joer all Indexadaptatioun schon am Fong versprach a mat an d'Wéi geluecht hätten.

Neen, dat wat ausgehandelt ginn ass an de leschte Wochen, dat wat ëmgesat soll ginn an deenen nächste Méint a Joren, ass fir eis dee richteg Wee; nämlech kucken, wéi déi Moyenen, déi mer hunn, lassgeléisst vun enger op déi eenzel Persoun axéiert individuell Betruechtung, nees zréck zu engem méi kollektive Gedankengang an enger Politikféierung, wéi mer d'Zukunftsgestaltung vun eise Land kënnen maachen.

De Statsminister huet gëschter an eisen Aen eng realistesch Analys vun der wirtschaftlecher, sozialer a finanzieller Situatioun vun eise Land gemaach. En huet näischt verschéinert, mä en huet och näischt méi schlecht duergestallt wéi et ass.

Et war, Dir Dammen an Dir Hären, a ganz villen Aspekter eng ganz optimistesche Ried, well e Potenzial opgewisen huet, well e gewisen huet, wat fir eng Chancen dass dat Land hei huet, wa mer et fäerdeg bréngen, déi richteg Nischen ze fannen, wa mer et fäerdeg bréngen, déi richteg Politik ze maachen, fir nei Betriber, nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze bréngen.

Et war eng Ried, déi d'Limiten opgewisen huet vum politeschen Handeln. Limiten, déi doranner bestinn, dass een en Equiliber am Budget brauch, fir d'Rumm ze hunn, fir kënnen Politik ze maachen. Limiten, déi doranner bestinn, dass, wann een e klengt Land ass mat 450.000 Awunner, dass ee keen Hannerland huet, een also vill méi onflexibel ass, wann et drëm geet, méiglech Defiziter, déi sech accumuléiert hunn, nees ewechzebréngen.

An et war eng Ried, déi op Risiken higewisen huet. Risiken, déi do duerch entstinn, wann Egoismen, wann d'stuert Festhalten an deem Erreechten der Suerg prédominéieren, fir d'Zukunftsgestaltung vum Land ze maachen.

Hien huet d'Zesammenhäng tëschent deenen eenzelnen erkläert an hien huet an eisen Aen och ganz kloer an däitlech gemaach, dass d'Politik net eleng alles kann, mä dass d'Politik och zum Deel d'Spiegelbild vun enger Gesellschaft ass an der Aart a Weis, wéi déi Gesellschaft sech beweegt.

E wichtegen Aspekt an der Ried vum Statsminister war an eisen Aen deen, dass hien d'Politik nees an hire Kader gesat huet. Hien ass wäit iwwert d'Beschlëss vun der Tripartite erausgang respektiv huet en déi Beschlëss an dee Kader gesat, an deem d'Politik déi aner Aktionsfelder, déi se wëllt betätigen, betätige kann. Dat war fir eis en extrem wichtige Moment och an der Ried, well domat kloer an däitlech ginn ass, dass d'Politik net vun der Tripartite gemaach gëtt.

D'Tripartite gëtt Ureegungen, d'Tripartite kann a soll eng Rei vun Themen diskutéieren, mä déi endgültig Décisioun doriwuer, wéi Politik an Zukunft gemaach gëtt, bleift do, wou se higehéiert, nämlech an der Chamber, do wou déi gewielte Vertreter vum Vollek ënnereneen an och iwwert déi Politik diskutéieren kënnen.

Hien huet Aktionsfelder opgezeechent, hien huet d'Politik vun der Majoritéit festgeluecht, hien huet Prioritéite gesat fir déi nächst Joren, ob dat am Domän vun der Beschäftegung, vun de wirtschaftlechen Aktivitéiten, vun der Bekämpfung vun der Aarbechtslosigkeit, vum Logement, vum Transport, vun der Energie, Kyoto, Schoul, Ausbildung, Conciliatioun vu Famill a Beruff war, jee, et war e kompletten Ausbléck iwwert d'Politikgestaltung.

Et ass eng Ried, Här Statsminister, déi eis Fraktioun iwwerzeegt huet an déi och eis Zoustëmmung dofir fënn.

Un der Regierung ass et elo, déi Politik do ëmzesetzen - eleng do, wou d'Kompetenz vun der Ëmsetzung hir ënnerläit, mat der Chamber zesummen; do, wou déi noutwendeg legislativ Rahmbedingung geschaf musse ginn, fir déi Politik do kënnen ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech d'Ried vum Statsminister op eng aner Aart a Weis wëllt kommentéieren, da géif ech soen, dass ech dräi zäitlech Aspekter a senger Ried erëmfontt hunn: de court Terme, de moyen Terme an de long Terme.

Dat, wat kuerzfristeg noutwendeg ass; dat, wat mëttelfristeg ustriierbar ass, an dat, wat laangfristeg an eiser Gesellschaft ännere muss, fir dass mer viru kënnen kommen. An ech géif och elo gären an deenen doten dräi Kategorien de weidere Verlaf vu menger Analys gestalten:

Kuerzfristeg eng Betruechtung maache vun deem, wat d'Viraussetzung war, fir kënnen zu där Ried ze kommen, nämlech d'Gesondung vun de Statsfinanzen an d'Accorden an der Tripartite; mëttelfristeg eng Analys vun de Politikfelder, déi vun him ëmress gi sinn; a laangfristeg eng Reflexioun herno iwwert d'Pensiouns- an d'Sécurité-sociale-s-Wiesen, d'Fro vum 700.000-Awunner-Stat, jee, déi méi iwwert d'Wahlen eraus sech gestaltend Betruechtung vun deem System, an deem mer liewen.

Kuerzfristeg gesinn, Dir Dammen an Dir Hären, deele mer de Constat, dee gemaach ginn ass, an dat wäert keen iwwerraschen, well eis Fraktioun am Hierscht vum leschte Joer, no der Ried vum Statsminister vum 12. Oktober an no der Representatioun vum Budgetminister sengem Budget fir d'Joer 2006, eng Rei Saachen ugemahnt huet an och do zu der Gestaltung vum Denkprozess, mengen ech, ganz staark bëgedroen huet.

De Constat ass deen, dass Lëtzebuerg an der wirtschaftlecher Normalitéit sech erëmfënn. Mir hunn en interessante Wirtschaftswuesstum, 3 bis 4%. Wann ech soen interessant, da well e méi héich ass wéi dat, wat mer an den Nopeschlänner kennen. Mir schafe weider an eise Land nei Aarbechtsplazen, vill nei Aarbechtsplaze pro Joer. Mir kréien nei Aktivitéiten an eist Land eran. Och wa se vläicht net méi esou breet gestaffelt sinn an der Wirtschaft, esou sinn dach eng Rei vun Zukunftaktivitéiten an deene leschte Joren op Lëtzebuerg komm.

Dat ass eng gesond Basis zesumme mat enger Ausgangspositioun vun eise Statsfinanzen, déi gekennzeechent ass duerch e relativ déiwen Niveau vun der Schuld, vu Reserven, déi a gudden Zäiten ugeluecht si ginn, fir a manner gudden Zäite kënnen opgebraucht ze ginn.

De Bémol ass deen, dass dee Wirtschaftswuesstum ganz staark vun zwee Secteuren ofhänkt: Dat sinn d'Banken an d'Finanzplaz, an an där Finanzplaz haaptsächlech zwou Aktivitéiten, vun deenen eng extrem volatil ass, nämlech déi vun der Bourse. Dat hu mer jo schon am Joer 2001/2002 gemierkt, an deen zweeten ass dee ganze Vole, dee mam Bensin a mam Tanktourismus ze dinn huet. Déi bréngen ganz vill Suen an eis Keess, sinn awer ganz volatil, dofir am A ze behalen.

Mir hunn e manifeste Problem um Niveau vun der Inflatoun a mir hunn e manifeste Problem um Niveau vum Chômage, deen amgaangen ass, obscho mer dynamesch weider Aarbechtsplaze schafen, weiderzeklammern.

D'Budgetslogik vum Joer 2001 u war opgebaut op déi vun den 90er Joren, Enn den 90er Joren, wéi mer e Wirtschaftswuesstum vun 9 bis 10% kann hunn, wou mer Augmentatiounen an de Recettë vum Statsbudget alt bis zu 12, 15% kann hunn, wou mer all Joer 8.000 bis 10.000 Aarbechtsplaze geschaf hunn. Déi Logik, déi sech opgebaut huet aus enger wirtschaftlecher Realitéit, déi dat Duebelt ass vun deem, wat mer an normalen Zäite kennen, déi Logik, déi et erlaabt huet, 600 Millioune Euro Reserven aus de Plus-valuen an d'Fongen ze transféréieren, net dem direkte Konsum ze iwwerdoen, mä domadder eng méi mëttel- a laangfristeg gesond Politik vun eise Statsfinanzen ze garantéieren.

Mir hunn am Joer 2001/2002 mat der deemoleger Majoritéit eng Steierreform gemaach, an engem Moment, wou mer scho gesinn hunn, dass d'Wirtschaftswuesstum

géif erofgoen, an engem Moment, wou mer eis erhofft hunn, dass mer duerch eng Steierreform nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg géife kréien, dass mer duerch eng Steierreform de Konsum kéinten ukuerbelen, dass mer keen Abroch an deenen Domänen géife kréien.

Abee, wann een d'Situatioun haut kuckt, dat stellt ee fest, dass déi Logik déi richteg war, déi d'ailleurs kombinéiert war mat enger antizyklischer Politik fir net direkt, wéi de Wirtschaftsëmschwong 2001/2002 komm ass, anzegräifen an alles ze reduzéieren, wat een da mat enger Austeritéitspolitik hätt kënnen kennzeechen, déi dee Wee net gaangen ass.

Ech erënnere drun, dass dee Wee en accord mat der Tripartite zustane komm ass. Et ass jo net esou, dass d'Tripartite vu viru 14 Deeg aus dem Näischt entstanen ass, mä déi huet an de Joren 2000, 2001, 2002 och getagt a war mat där doter Aart a Weis d'accord. D'ailleurs, wann ee kuckt, wéi vill Wertabschöpfung mer aus dem Statsbudget eraushuelen, wann ee gesäit, dass mer haut um Niveau vun de Recettë vum Statsbudget um exakt deemselwechten Niveau si par rapport zum PIB wéi mer dat am Joer 2000 waren, a wann ee gesäit, dass et um Niveau vun den Dépenses ass, wou mer vum Joer 2000 bis zum Joer 2005 eis Wertabschöpfung par rapport zum PIB ëm 8% gehéicht hunn, dann huet ee relativ séier gesinn, wou d'Problematik vun eisen öffentleche Finanzen wier.

Mir mussen als Lëtzebuurger Land - an dat ass e feste Bestanddeel vun eiser Politik - Uecht dofir droen, dass mer net an d'Verschuldungsspiral kommen. Mir sinn e klengt Land, wat keng Méiglechkeeten huet ze reagieren.

Wa mer gesinn, wat fir eng Politiken haut an eisen Nopeschlänner bedriewe musse ginn, well zum Deel an deem richteg Moment net déi richteg Politik gemaach ginn ass, well net mat där noutwendeger Dynamik a mat där noutwendeger Konstanz och Reformvirschléi duerchgeholl si ginn an Zäiten, wou een et hätt nach kënnen maachen, a wann ee gesäit, wéi vill méi grouss déi Länner sinn, a wat fir eng Méiglecheete se am Prinzip selwer hunn, fir nees op d'Féiss ze kommen, wier all Dérapage hei zu Lëtzebuerg katastrofal.

Wann ee weess, datt se an der Belsch vum Joer 1990 bis zum Joer 2005 péniblement, an andeem déi zweet Generatioun hanereneen dofir blutt, vun 127% Schold par rapport zum PIB elo op 91-92% komm sinn; wann ee weess, dass an der Belsch 25% vum ordinäre Budget zréckgeet an d'Tilgung vun de Scholden, déi an där Generatioun virdru gemaach gi sinn, da gesäit een, wéi schwéier et ass - och fir e Land wat zéngmol méi grouss ass wéi eist - fir e Land, wat eng Kéier an där doter Spiral dran ass, fir sech nees aus där Spiral erauszubeweegen.

Wa mer also Kompetitivitéit wëlle schafen, wa mer d'Beschäftigungspolitik wëllen erhalen, wa mer Sozialpolitik wëlle maachen, dann ass d'Viraussetzung déi, dass eise Budget am Equiliber ass. Dat nennt een an eisen Aen net Ofbau, dat ass Ëmbau, dat ass Sécherstellen, dass mer an engem sozialverträgleche Modell déi Potenzialitéite behalen, fir an d'Zukunft ze investéieren. Heiansdo ass manner méi, wann een et an de mëttelfristegen an an de laangfristegen Kontext stellt.

Dësen Equiliber ass noutwendeg, fir kënnen eng Rei vu Politiken ze maachen, an et ass och dowéinst, datt mer domat d'accord waren, wéi de Statsminister den 12. Oktober d'lescht Joer ugekënnegt huet, dass en am Kader vun der Tripartite iwwert déi dote Froe wëllt diskutéieren: Kompetitivitéit, Aarbechtsmaartpolitik an öffentlech Finanzen. D'ailleurs hu mer deemools kaum een héieren, deen der

Meenung war, dass een net an déi Richtung soll goen. Wann ee sech an d'Spill beweegt, da muss een och mam Spill liewen. An ech mengen, dass dat, wat erauskomm ass aus der Tripartite, eng Rei vu positiven, eng Rei vu manner positiven Elementer huet, mä dass een, wann een dat Element en tant que tel spillt, och muss acceptéieren, dass et vläicht längst net déi strukturell Reforme méiglech mécht oder den Aval dozou gëtt, déi ee gären hätt.

Wann een an engem Kompromëss wëll ofschléissen, wann een de Sozialausgläich wëll behalen, wann een net an eng Zäit vu Streike wëll eragoen, an et sëtzt een zu dräi Partner zesummen, déi ganz ënnerschiddlech Opfaassungen hunn, déi ganz ënnerschiddlech Interéten hunn, an déi souguer an hirem Intérieur ganz verschidden Opfaassungen an Interéten zum Deel verteidegen, dann ass et kloer, dass dat, wat erauskënn, net zu honnert Prozent jidderengem senger Meenung kann entsprechen.

An dach si mer der Meenung, dass, wat d'Statsfinanzen ubelaangt - op jidde Fall déi mëttelfristeg Gesundung vun de Statsfinanzen, dat heescht, dat, wat den Objet war, nämlech bis 2009 zum Equiliber vum Budget ze kommen -, dat ganz remarquabel ass, wat an der Tripartite erauskomm ass, an domat och duerch de Mond vum Statsminister gëschter der Chamber presentéiert ginn ass.

t ass en Accord erauskomm - dat soll een net ënnerschätzen, et ass aneschters wéi 1982 an 1983 -, den Handlungsbedarf ass akzeptéiert ginn, et ass vun de Sozialpartner unerkannt ginn, dass mer um Niveau vun der Indexatioun, haaptsächlech um Niveau vun der Inflatoun d'Bremse mussen ageheien, wa mer d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft wëlle behalen.

Et ass also eppes geschitt, wat een am Hierscht vum leschte Joer nach am Fong net hätt kënnen erwaarden, nämlech dass den Handlungsbedarf, deen doranner besteet, fir de Budget an den Equiliber ze kréien, vun de Sozialpartner unerkannt ginn ass, wat bis zu der leschter Ronn vun der Tripartite en fin de compte net de Fall war, a wat haut - ech kommen alt nees op dat zréck, wat een esou op säi Pult geluecht kriit - och vun deenen engen oder vun deenen anere vläicht schon net méi gradesou gesi gëtt, wann et elo ëm den Detail vun deenen eenzelne Moosname geet, déi sech aus der Tripartite erginn.

Et ass fir eis Fraktioun wesentlech en Engagement geholl ginn an der Tripartite zu engem mëttelfristegen Equiliber. E Wuesstem vun de Statsausgabe vu 4% fir d'Joer 2007, duerno fir d'Joren 2008 an 2009 e Wuesstem vun de Statsausgaben, deen däitlech ënnert dem Wuesstem vun der Wirtschaft sech ergëtt, ass d'Viraussetzung fir de Budget kënnen an den Equiliber ze bréngen, d'Viraussetzung also, dass d'Regierung déi Engagementer, déi se zu Bréissel geholl huet am Kader vun de Maastricht-Kritären, och kann erfëllen.

Et ass kee Sozialofbau gemaach ginn, et ass wuel déi eng oder déi aner Propositioun komm, fir Steiererhijungen ze huelen, mä wann ee kuckt, wéi déi Erhijunge gestaffelt sinn, wéi se organiséiert sinn, fanne se och den Accord vun eiser Fraktioun. D'Solidaritéitssteier erhéijen, wann et drëm geet de Chômage ze bekämpfen, an am selwechte Moment och annonciéieren, dass een d'Mechanismen, déi dat Ganz regéieren, iwwerprüeft, fir ze kucken, fir se performant ze maachen, ass eppes, wat den Accord vun eiser Fraktioun absolut fënn.

D'Fleegeversécherungskontributioun an d'Luucht setzen an engem Moment, wou mer wëssen, dass ëmmer méi Leit al ginn an dass jidderere kann an de Fall kommen, wou e vun der Fleegeversécherung

profitéiere muss, ass e Beitrag zur Altersversicherung vun eise Leit an ass fir eis absolut akzeptabel, d'autant plus wéi de Statsminister gëschter annoncéiert huet, dass och um Niveau vun der Fleegeversicherung muss gekuckt ginn, wéi se do steet par rapport zu deem, wat initial geduecht ginn ass; an och do wäerten déi Korrekture geholl ginn, déi noutwendeg sinn, wa sech dann erweist, dass et noutwendeg ass.

Et ass also e Pak, dee sech weise léisst, an et ass, Dir Dammen an Dir Hären, e Pak dee substanzuell ass. Ech muss soen, dass ech net verstinn, déi dach muskléiert Aussoen, déi ech elo héieren hunn, nottamment vun der Patronatssäit, déi e bëssen esou mécht ewéi wann mat deem Pak hei näischt geschitt wier. Dat mag, soulaang een de Pak net gesinn huet, sou laang een d'Dokumentatioun net hat, soulaang een net alleguerten d'Elementer huet, an enger éischer Etapp vläicht kënnen den Uschäin hunn, mä wann ee gesäit, dass dat, wat an der Tripartite der Chamber proposéiert gëtt, insgesamt e Volume vun 1.500 Milliounen Euro fir dräi Joer ausmécht, dass mer 700 Milliounen de Leit als Effort ofverlaangen, net als Effort, andeem mer de Leit eppes ewechhuelen, mä als Effort, andeem mer verschidde Saachen, déi se no der jëtzege Legislatioun sech an deenen nächste Jore vläicht hätte kënnen erwaarden, net ausdeelen, fir se an nei Politiken ze gestalten, plus deen Effort, deen um Niveau vun der Recettésäit gemaach gëtt, kombinéiert mam Kyoto-Effekt, mat der Noutwendegkeet also, fir an der Émweltpolitik aner Weeër ze goen, menge mir schon, dass dat esou ausgefall ass, wéi et muss ausfallen. Mä fir ze soen, dass et keen Effort wär, dass et e Klacks wär, mat där Analys si mer net d'accord.

Et sinn an der Tripartite selwer nach eng Rei vu Pisten opgestouss ginn, déi an deenen nächste Joren nach wäerte fir munnech Diskussiounen suergen. De Statut unique, deen ass an eisen Aen e gudder Prinzip a mer wäerten deen och total ënnerstëtzen. An an der Richtung zu engem richteger Statut unique wäert Der gesinn, datt, wa mer am Detail wäerten driwwer diskutieren, dass déi Solidaritéit, déi noutwendeg ass fir zum Statut unique ze kommen, nämlech zu Réequilibrage ze kommen um Niveau vu gewëssene Wirtschaftskativitéiten a vun der Kontributioun och nottamment vu gewëssene Secteure par rapport zu anere Secteuren, vill méi schwiereg wäert ginn, wéi mer eis dat haut nach kënnen virstellen.

Dat erënnert mech e bëssen un d'Diskussioun iwwert d'Gesundung vun de Gemengefinanzen, wou jidderene, soulaang et am Generelle bleibt, fir ze soen, mir müssen dat an den Equilibre bréngen, d'accord ass, a soubal et dann an den Detail geet, dann awer alles muss bleiwen, wéi et ass, well keen iergendwou en Euro par rapport zu engem aneren d'äerf verléieren.

Mir hu mat Satisfaktioun festgestallt, dass sech d'Patronat - dat heescht de Mëttelstand - engagéiert huet - fir et emol esou ze soen -, fir 1.000 Léierplazen ze schafen.

Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, och e wesentleche Beitrag, dee komm ass am Kader vun dëser Tripartite. Allerdéngs muss een och verstoen an och gesinn, dass do am Handwierk e gewëssene Malaise besteet, wann ee mat de Patronen diskutéiert, deen doranner erëmzefannen ass, dass mer an enger Situatioun sinn, an héchstwahrscheinlech och ouni verschidde Ajustementen an där Situatioun wäerte bleiwen, dass haut ganz vill Léierplazen ausgeschriwwen ginn, besat ginn, d'Betriber sech ganz vill Méi maachen, fir d'Formatioun vun deene Jonken ze maachen a bei der éischer Geleeënheet déi Jonk da probéieren an en anere

Secteur - fir en net ze nennen: de Statssecteur - ofzewanderen.

A wann Der e klenge Betrib hutt an Dir hutt nëmmen zéng oder 15 Leit, Dir hutt 20 Leit, an Dir hutt dat dräimol gemaach, dann ass d'Probabilitéit an de Wëllen, fir dat nach eng véierte Kéier ze maachen, relativ kleng. Dann d'äerf een déi Leit och net ze vill verdamen, wa se déi véierte Kéier soen: Dann huele mer léiwer een aus dem Grenzgebitt, well do hu mer wéinstens d'Garantie, dass, wa mer en ausgebilt hunn, hien och bei eis bleift an dass hien net direkt fortleeft.

Och wat d'Augmentatioun vum Mindestloun ubelaangt, ass eis Fraktioun domadder d'accord, mä et muss eng Augmentatioun vum Mindestloun bleiwen. Wa sech erausstellt, dass d'Augmentatioun vum Mindestloun en fin de compte eng weider Indexbranche ass, nämlech doduerch dass an de Betriber probéiert gëtt, d'Augmentatioun vum Mindestloun zu enger sech iwwert déi ganz Gehälterskala droender Augmentatioun vun 2% vum Gehalt ze maachen, dann ass déi Augmentatioun vum Mindestloun net méi dofir, firwat se geduecht ass.

A wann Der an enger Rei vu Secteuren och mat de Betriber schwätzt, dann ass déi Resistenz oder déi Réticenz, déi ee ganz oft héiert, net déi, dass gesot gëtt, mir hunn eppes dergéint, dass de Mindestloun an d'Luucht gesat gëtt, mä d'Problematik doranner besteet, dass duerno probéiert gëtt, déi Augmentatioun vum Mindestloun zu enger total sech duerchschoender linearer Augmentatioun vun de Paien ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an enger zweeter Partie, déi awer méi kuerz gëtt - well et net méiglech ass, all déi Felder, déi de Statsminister a senger Ried ugeschwat huet, voll émfänglich ze behandelen -, wollt ech op e puer Aspekter agoen, déi hien am Kader vun der politescher Prioriséierung vun den Aarbechte vun der Majoritéit erausgestallt huet.

Eis Fraktioun ënnerstëtzt de Wëlle vun der Regierung, fir mat där héijer Investissementspolitik weiderzefueren. Mir hunn déi héchst Investitionsquot an der Eurozon. Mir sinn zefridden, dass se net zréckgefuert gëtt.

D'Duerstellung, wéi se gëschter hei koom, ass an deem Sënn e bëssen ierféierend, dass ee mengt, am Nominal géif den Investissementsvolumen zréckgedréint ginn. Dat ass no enger méi genauer Betrachtung vun der Ried vun Statsminister net richtig, well mer am Joer 2006 ronn 220 Milliounen Euro méi Investissementer tätige vun öffentlecher Hand, am Joer 2007 geet dat wuel ëm 50 Milliounen dann erof, fir am Joer 2008 nees ëm 120 Milliounen an d'Luucht ze goen an am Joer 2009 op deemselwechten Niveau sech virunzeschreien.

Wann een also iwwert déi ganz Period kuckt an et multiplizéiert een also déi 220 Milliounen mol véier Joer, minus déi 50 Milliounen mol dräi Joer, plus déi 120 Milliounen mol zwee Joer, da kënn een insgesamt op en Investitionsvolumen vun elo bis Enn 2009, deen ëm eng Milliard méi héich läit wéi dat an där Period virun de Fall war.

Ech wollt dat gesot hunn, well och do ganz oft Abroch a Konsolidatioun matenee verméscht ginn. De Fait, dass een am Nominal net weidergeet, heescht jo net, dass een erofgeet. Et heescht, dass een net nach weider an deem Domän wëllt dropleeën an dass een déi Sue wëllt huelen, fir an anere Beräicher vun der Wirtschaft tätég ze ginn.

Mir ënnerstëtzen deen Effort, dee gemaach gi soll um Niveau vun der Forschung an der Innovatioun. Forschung, Innovatioun, Héichschoul, Universitéit, E-Commerce - Viraussetzung fir also an déi nei Welt ze kommen -, dat si wesentlech Eerausforderungen, där sech dës

Regierung an deenen nächsten dräi Joer muss stellen, wa mer an d'Wëssensgesellschaft, wa mer a Lissabon wëlle kommen.

E Sujet, wou een effektiv en Déjà-vu gëschter hat, dat war, wéi de Statsminister iwwert d'administrativ Belaaschtung vun de Betriber geschwat huet. Mä déi administrativ Belaaschtung, Dir Dammen an Dir Hären, ass dat en fin de compte net de Widerspiegel vun eiser Gesellschaft?

Wou ass an deene leschte Woche vu méi Plazen annoncéiert ginn, datt se géife geschaf ginn, wéi grad just bei de Réviseurs? Bei deene Gesellschaften also, déi kontrolléieren, wat aner Gesellschafte maachen. Si mer net an engem System - an der Politik, an der Wirtschaft, iwwerall -, wou ëmmer méi probéiert gëtt, alles ze kontrolléieren, nach eng Kéier ze kontrolléieren, duerch eng zweet Hand ginn ze loossen, duerch eng drëtt Hand ginn ze loossen, ganz oft aus der Angscht, dass ee jo kéint de Reproche gemaach kréien, datt wann een eppes mécht, dass een et da falsch mécht?

Wat ass 1997 no där sou genannter Diskussioun iwwert d'Dysfunktionsnemerter zu Lëtzebuerg geschitt? Ma soss näischt, wéi dass mer op enger ganzer Rei Plazen nach eng Kéier en zweeten, en drëtten, e véierten Degré vu Contrôle ageschalt hunn, fir dat nach eng Kéier ze kontrolléieren, wat virdu schon eng Kéier ee kontrolléiert huet, aus der Angscht deen Éischten, deen et kontrolléiert, wann deen eng Kéier seng Aarbecht net géif maachen, da géif deen, deen et décidéiert hätt, da responsabel gemaach ginn.

Et ass also vläicht en Déjà-vu, mä et ass awer och eng Fro, déi sech wäit iwwert d'Politik eraus stellt. Dee geckege Frenetismus, fir alles ze encadréieren, fir alles wëllen ze régléieren, och hei an der Chamber, och an der Regierung, alleguerten déi Pressekonferenzen, déi dohinner schalten, fir ze soen: Wat hate mer vill Sitzungen a wat hu mer viles op Pabeier bruecht, versus d'Noutwendegkeet vun der Wirtschaft, fir manner Leit op deenen dote Posten ze gebrauchen, fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land, wat ee vun eise wesentlechen Elementer an der Vergaangenheet war, erëmzékriegen.

Mir begréissen, Här President, ausdrécklech dat, wat de Statsminister zum Volet Energiepolitik, zum Volet Kyoto, zum Volet laangfristeg Politik gesot huet, wann et drëm geet, fir de Klimawandel ze ëmgoen. Mir sinn als Lëtzeburger Land vläicht nëmmen eng kleng Dréps op engem ganz décke waarme Steen, mä mir hunn d'Responsabilitéit,...

(Interruption)

...fir un déi nächst Generatioun ze denken. De Mëtteg war nach um Radio eng Emissioun, wou kloer an d'äitlech gemaach ginn ass, dass d'Äerd amgaangen ass sech ze erwärmen, dass mer bis zum Joer 2050 wäerten e Klimawandel duerchmaachen an dass et noutwendeg ass, och bei eis a besonnesch bei eis, fir dofir ze suergen, dass dat vermindert gëtt.

Kyoto setzt eis virun eis Responsabilitéit, mä Kyoto kascht eppes, an dat ass jo dat, wat d'Leit interesséiert. Dofir war jo och elo schon de Bistrot Trottoir Doku dee freet: „Sidd Der dofir oder sidd Der dergéint, dass d'Autostax an d'Luucht gesat gëtt?“. Hätt d'Frostellung net kënnen déi sinn, fir ze soen: „Sidd Der domadder d'accord dass d'Autostax an d'Luucht gesat gëtt, well mer als Lëtzeburger Land e Bäitrag zum Vehënnere vum Klimawandel wëlle bäidroen?“ Wann d'Fro esou gestallt gëtt, gëtt et vläicht eng aner Äntwert, wéi wann een d'Fro stellt: „Sidd Der

dergéint oder sidd Der dofir, dass d'Autostax an d'Luucht gesat gëtt?“

Esou ass et ebe ganz oft. D'Äntwert op eng Fro hänkt vun der Aart a Weis of, wéi d'Fro gestallt gëtt. Gëtt d'Fro an de Kontext gestallt oder gëtt d'Fro laansch de Kontext gestallt? Mir sinn op jiddfer Fall op der Säit vun der Regierung, wann et drëm geet, déi Engagementer, déi mer wéinst Kyoto ze huelen hunn, ëmzesetzen, a wann et och drëm geet, méttel- a laangfristeg Perspektiven ze schafen, fir an alle Beräicher, och bei de Leit doheem, déi Viraussetzungen ze schafen, déi noutwendeg sinn, fir dass mer méi energiespuerend lieve kënnen.

Datselwech zielt fir de ganzen Domän IVL an öffentlechen Transport. Ech brauch keng laang Ried doriwier ze halen; d'Positioun vun eiser Partei dozou ass hinlänglech bekannt. Wa mer e 700.000-Awunner-Stat ginn, wa mer nei Aktivitéite wëllen op Lëtzebuerg kréien, wa mer méi Aarbechtsplaze wëlle kréien, wann eist Land mëttelfristeg net méi grouss gëtt, dann ass et unabdingbar, dass mer eis aneschtens organiséieren.

Mir müssen eis also d'Fro stellen, ob mer eis um Niveau vum Uleeë vu Gewerbeplazen an um Niveau vum Ausbau vum öffentlechen Transport net eng Kéier kënnen drop eenegen, wat mer maache wëllen, an da fir déi nächst 15, 20 Joer net mat all Regierungschangement nees mengen, datt een deen een oder deen aneren Extrabonbon nees misst op seng Säit leeën, mä an enger laangfristeger, mëttelfristeger Perspektiv, déi gedroen ass duerch en zolitten, och investissementspolitische Pak, d'Ëmsetzung da vun deene Politiken ze gestalten.

Mir wëllen, Dir Dammen an Dir Hären - de Statsminister huet et ugekënnegt -, nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg bréngen. Maache mer eis näischt vir, et gëtt ëmmer méi schwierig. Mir muss selwer un eis schaffen, mir müssen eis selwer un eiser Nues zéien, mir muss selwer d'Viraussetzung schafen, fir an zukunftssträchtegen Domänen Aktivitéiten ze kréien.

Wann ech den Technoberäich kucken - ech hunn héieren, dass mer an der Technopark wëlle matdansen an Zukunft -, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass et awer unabdingbar, dass mer eng attraktiv Steuerlandschaft hunn, net eng Steuerlandschaft zéro, mä eng Steuerlandschaft, déi esou attraktiv ass, dass déi Betriber op Lëtzebuerg kommen. Dann ass et unabdingbar, dass mer eng Datenautobunn hunn, déi et méiglech mécht, am Haus, dat heescht zu Lëtzebuerg, mä och iwwert d'Haus eraus d'Interconnexioun mam Ausland esou ze gestalten, dass mer d'Viraussetzung schafen, dass mer déi Betriber op Lëtzebuerg kënnen kréien. D'Simplification administrative, de gudden Accueil vun deene Leit ass dann och eng drëtt Konditioun, déi noutwendeg ass.

Mir sinn, Dir Dammen an Dir Hären, als CSV-Fraktioun d'accord mat deem Volet, dee sech ëm d'Beschäftigung dréint. D'Beschäftigung, d'Leit an der Aarbecht halen, Aarbechtsplaze schafe si Viraussetzung vum soziale Fridden. Mir ënnerstëtzen d'Regierung an hire Beméiunge géint d'Jugend-aarbechtslosegkeet a fir de Maintien dans l'emploi vun eelere Matbierger. Eeler si jo haut scho Leit, déi iwwer 45 Joer sinn. Do si mer elo jo geschwënn och dann derbäi. Da gëtt ee lues a lues bësse méi sensibel op deene Punkten. Dat sinn d'prioritär Aufgaben.

Mä de Statsminister huet, Dir Dammen an Dir Hären, och kloer drop higewisen, dass et an Zukunft net méi duergeet, fir ze mengen, dass de Stat an deem Domän alles géif régléieren. En huet kloer an d'äitlech gesot, dass et eng Responsabilitéit gëtt. Et gëtt eng Responsa-

bilitéit vun den öffentlechen Instanzen, mä et gëtt och eng Responsabilitéit vun deem Einzelnen, fir sech fit a flott ze maachen, fir op deem Aarbechtsmarché vun der Zukunft eng Plaz ze fannen.

An Dir wäert gesinn, dass iwwert de generellen Ausdrock vum Maintien dans l'emploi - wat jo eng flott Notioun ass, wann ee sech se ukuckt, wa mer elo emol an den Detail vun deem Ganze ginn - den Detail nach awer wäerten eng Rei Limité weisen, wann et drëm geet, d'Notifikatiounen nottamment ze maachen.

Wat fir ee Betrib an engem Environment, wou een exakt zwou an eng hallef Stonnen de Secret vun deem, wat ee seet, ka festhalen; wou den Dag drop alles an der Zeitung steet, wat een iergendwou op iergendenger Plaz seet, wäert fräiwëlleg eppes soen an enger Situatioun, wou en zwar eng schwierig Lag huet, mä awer nach net an enger Situatioun ass, wou e vläicht d'Knëppel bei d'Tromm muss geheien, wann en net déi Garantien, déi noutwendeg sinn, dofir huet, dass d'Clients, d'Aktionären an alles net ofspensteg ginn?

Wie mécht eng Notifikatioun a begëtt sech en fin de compte dann an eng Situatioun, aus där säi Betrib méi schlecht erauskënn, wéi wann en en fin de compte dee Moment näischt gesot hätt?

Mir sinn och ganz an Erwaardung vun deem, wat d'Familljeminitesch eis an der Beschäftigung fir Jonker wäert op den Dësch leeën. Et ass annoncéiert ginn, dass do e Pak kënn. Mir wëllen dee positiv begleeden, woubäi een och do op d'Responsabilitéit vun alle muss zielen.

Et geet net duer, dass d'Ministesch e Plang dohinner leet, fir ze mengen, da wär de Problem geléist. Deen Einzelnen, deen doheem sëtzt a sech net beméit, d'Famill, déi ronderëm net aktiv ass, och déi hunn eng Responsabilitéit, wann et drëm geet, deene jonke Leit, wa se an der Schoul Schwierigkeeten hunn, wa se vläicht keen Ofschloss an der Schoul hunn, wa se soss Schwierigkeeten hunn, ze hëllefen niewent allen öffentlechen Instanzen, fir zu eppes ze kommen.

Mir sinn, Dir Dammen an Dir Hären, frou, dass de Statsminister eng Rei vu Preziosiounen um Niveau vum Logementspak, vum Wunnengsbaupak ginn huet, déi de Minister Boden an deenen nächste Woche wäert virstellen. Ech hunn den Här Meisch gëschter op enger Table ronde héiere soen - dat war, well ech selwer derbäi war -, dat wär elo fir d'x-te Kéier, dass um Niveau vum Wunnengsbau eppes géif annoncéiert ginn. Ech muss soen: Mat deem do Degré de détail ass dat bis elo nach net geschitt.

Dat wäert net ouni Diskussioun lassgoen, wann et drëm geet, ze kucken dee Pak mat de Gemengen ze maachen, wann et drëm geet ze selektionéieren: Wat sinn dann déi Gemengen, déi gewëllt sinn iwwer e gewëssene Pourcentage ze wuessen? Mä an deem Pak wäerten eng Rei vu Mesurë sinn - esou hoffen ech op jiddfer Fall -, déi dee wesentleche Punkt uschneide wäerten, deen de Wunnengsbau hei zu Lëtzebuerg deier mécht, jo, ze deier mécht: An dat ass d'Fro vun dem Präis vum Terrain.

Mir hate bis viru 15 Joer, Dir Dammen an Dir Hären, eng Relatioun vun 20 op 80: 20% huet den Terrain kascht, an 80% huet d'Haus kascht, wat een drop gesat huet. Mir sinn haut an enger Relatioun 50/50. An déi Relatioun ass amgaangen ze kippen, sou dass den Terrain, deen ee sech muss kafen, méi deier ass wéi dat, wat een als Haus nach kann dropsetzen. De wesentleche Facteur vun der Deierrecht vun dem Bau zu Lëtzebuerg an deene leschte 15 Joer ass net d'Augmentatioun vum Präis vun der Konstruktioen. Déi huet sech an engem gewëssene Mooss weiterentwickelt, esou wéi alles sech

weiderentwéckelt huet, mä déi wesentlech Verdeierung vun de leschte 15 Joer kéint duerch d'Explosioun vum Terrainspräis, deen op der Basis läit vum sech Leeschte vun engem Haus.

Mir hunn - an doriwwer eleng kéint een eng Véierelstonn oder eng hallef Stonn referéieren - Grousses virun eis, wa mer iwwert d'Schoulpolitik schwätzen. Eng vun deene gréissten Erausforderungen, déi mer an eisem Land hunn ass: Wéi bréngt mer et fäerdeg, an engem Land vu gesellschaftlech Emschwung, an enger Gesellschaft, déi méi Ausländer hei zu Lëtzebuerg wunnen, also vill méi Sproocher mussen bedéngt ginn, wéi dat an der Vergaangenheet war, eng Schoul ze gestalten, déi jiddferengem eng Chance gëtt?

Eng Schoul vun der Chance, eng Schoul vun der Erfolleg, mä awer och eng Schoul vun der Erausforderung. Eng Schoul vun der Erausforderung, well mer gären hätten, dass all Kand op sengem Niveau a par rapport zu senger Potenzialitéit gefördert gëtt. Mir brauchen ennen op der Basis Hëllef, fir d'Kanner, déi Schwierigkeiten hunn, opzefänken. Mir brauchen och eng Schoul, déi uewe Leit ausbildet, déi eis et erlaben, an deene Secteure vun eiser Wirtschaft, wou mer manifestement Schwierigkeiten hunn, nämlech an den Dirigeceberäicher vun eiser Wirtschaft. Och do brauche mer Jugendlecher, déi an eiser öffentlecher Schoul esou forméiert ginn, dass se de Wee vun der Universitéit, dass se de Wee vun den Héichschoulen kënnen begoen, fir déi Posten an Zukunft ze besetzen.

An d'Tâche, iwwert déi jo elo haaptsächlech wäert an deenen nächste Wochen a Méint diskutéiert ginn, ass an den Ae vun eiser Fraktioun een Element vun engem gesamte Pak, deen definéiert muss: Wat ass d'Schoul, a wat ass den Encadrement ronderëm d'Schoul? Wat ass den Inhalt vun der Schoul, a wat sinn d'Moyenen, déi mer der Schoul zur Verfügung wëlle stellen? Wat sinn d'Ambitiounen, déi mer hunn? Wat ass dat, wat mer wëllen erreechen? A wat sinn d'Moyenen, déi mer wëllen zur Verfügung stellen, fir déi Ambitiounen kënnen ze kréien?

Mir sinn amgaangen als Partei un engem Pabeier ze schaffen, fir eis Position dozou an deenen nächste Wochen ze publizéieren. Mir wäerten op der Säit vun der Ministesch stoen, wann et drëm geet, déi fundamental Neiorientierung vun der Politik virzehuelen, déi noutwendeg sinn. A mir wäerten eis och net beire loosse, well mer dat jo kennen, och perséinlech aus enger Erfahrung, dass een Deeler vun enger Diskussioun wëllt erausbréchen, fir de Rescht vun der Diskussioun wëllen ze verhënnern.

D'CSV steet op der Säit vun deenen, déi wëllen d'Schoul an den Encadrement vun der Schoul fir d'Zukunft esou organiséieren, dass en anert Element vun der Politik, dat de Statsminister gëschter hei ugeschwat huet, nämlech d'Conciliatioun vu Famill a Beruff méiglech gëtt. D'Conciliatioun vu Famill a Beruff, déi villes ze dinn huet mat Logement a mat Präisser; d'Conciliatioun vu Famill a Beruff, déi villes ze dinn huet mat Schoul a mat Encadrement vun der Schoul. Mir sinn derfir déi zwou Saachen am Kader vun der Liewenszäit esou kënnen ze organiséieren, dass d'Familljen d'Méiglechkeet hunn, an d'Méiglechkeet virun allem nees kréien, fir ze decidéieren, ob een oder deen anere Partner während engem Deel vun der Aarbechtszäit doheim wëllt bleiwen, fir un der Erziehung vun de Kanner deelzehuelen.

Schlussendlech, an dat ass mäi lescht Kapitel, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech e Bléck an d'Zukunft geheien. Ech wär mer net selwer trei, wann ech dat net géif maachen. An ech maa-

chen et d'autant plus, dass ech héieren hu vum President vun der Demokratescher Partei, dass de Statsminister a senger Ried net op d'Zukunft agaan wär. E wär net op dat agaan, wat an zéng, 15 oder 20 Joer an deem Land hei wier. E wär net op d'Fro vun de Pensiounen agaan.

Abee, ech kennen der zwee hei am Raum, déi sinn an deene leschten zéng Joer ëmmer erëm op déi Fro agaan. Well wa mer am Joer 2001, Här Meisch, iwwert de 700.000-Awunner-Stat diskutéiert hunn, dann ass dat soss näischt wéi de Résumé vun deem, wat ech elo gesot hunn, nämlech deen: Wéi bréngt mer et fäerdeg e Land, wat méi Leit brauch, méi Aktivitéit brauch, drop virzebereeden, fir dohinner ze kommen, dass mer och nach an Zukunft kënnen Pensiounen ausbezuelen? An dat - well mer dat jo net wëllen héieren zum Deel - bedéngt ganz grouss Efforten.

De Statsminister huet gëschter gesot, dass d'Regierung mat de Gemenge wéilt e Pakt maachen, fir eng Augmentatioun vu 15% vun den Awunner an deenen nächsten zéng Joer virzehuelen, 1,5% pro Joer. Dat sinn émgerechert iwwer eng gewëssen Zäit 7.000 Leit pro Joer. 7.000 Leit pro Joer, wat d'Moyenne ass vun deem, wat an deene leschte Joren op Lëtzebuerg komm ass, fir déi 4.000 nei Aarbechtsplazen, déi mer all Joer geschafen hunn, och kënnen ze besetzen. 7.000 Awunner, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass d'Contre-valeur vun där 12. oder 13. gréisster Gemeng, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, déi mer all Joer zu Lëtzebuerg mussen ophuelen.

Mä et geet aus deem, wat den Här Di Bartolomeo virun zwee Méint gesot huet am Numm vun der Regierung, ervir, dass dat, wann et ëm d'laangfristeg Ofsécherung vun eise Pensiounsregime geet, nach net duergeet, well, wat den Här Di Bartolomeo gesot huet, wat sech jo a méi wéi engem Saz zréckspigelt, Saz, deen an der Press war: „Eis Rente si sécher“, a wou een dann am Artikel de véierte Saz huet misse siche goen, fir erauszufannen, dass am véierte Saz stoung: Si si sécher sous condition, dass mer iwwer eng Generation, nämlech iwwer 40 Joer, eis Aarbechtsplazzuel vun haut 300.000 op 600.000 erhéien, also eis Aarbechtsplazzuel iwwert déi Zäitdauer verduebelen. 40 Joer, dat sinn 8.000 Aarbechtsplazen, 7-8.000 Aarbechtsplaze sinn noutwendeg, fir de Pensiounsregime ze garantéieren iwwert déi Period.

Wann d'Regierung e Plang virleet, wou, wa mer dee während 40 Joer géife weiderféieren, also während 40 Joer déi zwielftgréisst Gemeng all Joer zu Lëtzebuerg ophuelen, mer op 700.000 Awunner kommen, mer also am 700.000-Awunner-Stat sinn, Här Statsminister, vun deem Dir richtegerweis am Joer 2001 geschwat hutt a wou Der net ganz vill Uklang do fonnt hutt mat deem, wat Der gesot hutt, da stellen ech fest, dass mer en Différentiel hu vun 200.000 Leit an dass mer um Niveau vun den Aarbechtsplazen en Différentiel hu bei 4.000 Aarbechtsplaze pro Joer, vu praktesch 100.000 Aarbechtsplazen, déi eis feelen, fir dat, wat mir ënnert dem Stéchwuert „d'Rente si sécher“ de Leit verkafen.

D'Rente si längerfristeg net sécher, si si kuerzfristeg finanzéierbar, mä si kënnen - an dovun sinn ech fest iwwerzeegt, dovun si mer alleguerte fest iwwerzeegt an eiser Partei - laangfristeg net esou gestallt bleiwen, wéi se haut gestallt sinn, an dofir si mer frou, dass an deem ganze Pak och en Dësch annouciéiert ginn ass, fir sech iwwert d'laangfristeg Perspektive vun eise Rentensystemer Gedanken ze maachen.

A quasi als Virleeschtung dozou géif ech de Sozialminister froen, dass en eis dat géif ginn, wat eis elo säit zéng Joer feelt, nämlech fir eng Kéier seriö och iwwert déi

kuerz- a méttelfristeg Finanzéierbarkeit vun eise Systemer, wéi soll ech soen, e bësse méi Opschluss ze ginn, nämlech dat, wat een am Neilëtzebuergeschen „Emploi fictif“ nennt, fir eis dat zur Verfügung ze stellen.

Mir hu manifestement d'Impressioun, dass et eng Rei Leit, a besonnesch an de Keesen, ganz staark arrangéiert, dass dausen den, jo vläicht zéngtausende vu Leit haut cotiséieren, ouni dass se awer zu Lëtzebuerg eng Contrepartie um Niveau vu Sozialleeschtinge kréien, well se hire Fouss ni op Lëtzebuerg setzen. Et ass also kuerzfristeg d'Entbannen aus enger Reorganisatioun vun engem Sozialsystem, deen ouni déi do vläicht schonn net méi esou am Equilibre géif stoen, wéi e stoe misst.

An et ass laangfristeg fir déi Generation hanneren eis eng Katastroph, wann et ëm d'Ausbezuere vun de Pensiounen geet, déi sech duerch d'Cotisatioun iwwer 20 oder 30 Joer vun deenen dote Leit herno op eis Renteregime an, esou wéi mir zu Lëtzebuerg organiséiert sinn, domadder och op eise Budget wäert nidderschloen.

An engem Land, wou een en Drëtzel vun senger Masse cotisable budgetiséiert huet, an engem Land, wou 40% vun der Sécurité sociale iwwert de Budget vum Stat bezuelt ginn, muss een - et ass unabdingbar - en Iwwerbléck kréien iwwert dat, wat de reellen Emploi zu Lëtzebuerg ass, an dat, wat de fiktiven Emploi zu Lëtzebuerg ass, fir déi doten zukunftsorientéiert Diskussioun kënnen ze féieren.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn um Enn vu mengen Ausféierungen ukomm. Ech wëll résüméieren, et soen, dass eis Fraktioun déi Ausféierung vum Statsminister vu gëschter mat grousser Zefriddenheet héieren huet. Et misst een en Opruff maachen un d'Leit, déi wierklech u Politik interesséiert wieren, fir sech dat Dokument, wat d'ailleurs um Site vun der Regierung erofzelueden ass, zu Gemitt ze huelen.

Mir begéine jo alleguerte permanent Leit, déi soen, si wäeren net genuch informéiert iwwert d'Politik. Abee, déi dote Ried ze liesen, den Zesammenhang ze verstoen, deen do gemaach gëtt tëschen deenen eenzelne Politikfelder, tëschen dem Budget, der Wirtschaft an dem Sozialen, dat géif fir vill Leit dozou bäidroen, fir der Lëtzebuerger Politik hir Méiglechkeeten an hir Potenzialitéit fir d'Zukunft aneschtens, méi genau a méi prezis ze verstoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Wolter. Ech wëll dem Här Wolter soen, dass d'Deklaratioun vum Statsminister net nëmmen um Internetsite vun der Regierung, mä och um Internetsite vun der Chamber ze fannen ass.

Plusieurs voix. - Aaahhh!

M. le Président. - Als nächste...

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Här President, därerf ech e Wonsch äusseren?

M. le Président. - Jo.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Ech hätt gären, dass d'Leit se vum Internetsite vun der Chamber erfuehlen.

M. le Président. - Merci.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Et ass datselwecht awer. Et ass datselwecht, zweemol.

M. le Président. - Voilà. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Premierminister huet an deem Raum e Saz gesot, dee kënnen mir mat zwou Hänner ënnerschreien: „D'Regierung mengt, et wier eng Politik nieft dem Dill, wa mer elo d'Steiere géifen an d'Luucht setzen. Dat wier einfach: De Finanzminister gëtt vernaamt, am Ufank spruddelen d'Quellen, mä no e puer Joer geet eis Wirtschaft schlamm an d'Leit fänken un ze hippen.“ De Statsminister Jean-Claude Juncker, hei op dëser Plaz, den 12. Oktober 2005.

Nun, d'Demokratesch Partei hätt deen dote Saz och léiwer an der Deklaratioun vu gëschter Mëtten héieren, well en eis esou gutt gefall huet. Mir hunn en awer vermësst a mir hunn aner Sätz héieren. Mir hunn d'Annonce héiere vun enger Hällewull vu Steieraugmentatiounen. Ech wëll Iech se alleguerten emol nach eng Kéier opzielen:

Zweemol ginn d'Accisen um Benzin an um Diesel an d'Luucht; d'Autosteier geet an d'Luucht; d'Kontributioun vun de Privatleit zur Fleegerseicherung ëm sage und schreibe 40%; d'Solidaritätssteuer plus 1%; d'TVA fir liberal Beruffer vun 12 op 15%; d'Netupassung vun der Steiertabell, wou jo jiddferer schonn am Laf vun deene leschte Jore selwer bei der Akomessteuer méi bezuelt huet, wéi dat eigentlech no der Steierreform am Ufank vun deem Jorzéngt geduecht war, soll bäibehale ginn. Dat war also dee Cocktail, dee mer gëschter u Steiererhéijungsmesuré presentéiert kritt hunn. Et gesäit een also domadder, wat d'Deklaratioun vun dëser Regierung wäert sinn, wéi kuerz hir Haltwäertszäit ass.

D'Konsequenz dovunner, de Premierminister huet d'Analys selwer gemaach den 12. Oktober 2005: D'Wirtschaft geet an e puer Joer schlamm an d'Leit fänken un ze hippen. D'Responsabilitéit vun där doter Politik dréit dës Regierung ënnert der Présidence vum Premierminister Jean-Claude Juncker, dee probéiert huet gëschter an der Introduktioun vu senger Deklaratioun, d'Responsabilitéit fir déi jetzeg Situatioun vum Statsbudget a vun aneren Déséquilibren, déi mer kennen hei am Land, op ganz vill Schëlleren ze verdeelen.

Hien huet se gedeelt mat der Demokratescher Partei tëschen 1999 an 2004. Dat stëmmt. Mir hunn zesumme Politik gemaach, mir sinn zesumme responsabel fir dat, wat do gemaach ginn ass. Hien huet se gedeelt mat de Sozialpartner, mat de Gewerkschaften; si sinn alleguerten opgezielt ginn. Hien huet se gedeelt mat de Patronatsorganisatiounen; och déi sinn alleguerten zitéiert ginn. An och déi deemoleg Opposition wär mat dru schold un der Situatioun, wéi mer se haut kennen.

Nun, gelungen ass, wann et positiv Messagen ze verkünde gëtt, wann d'Situatioun gutt ass, da schéngt et d'CSV ze sinn hei am Land, déi eenzeg an eleng de Mérite dovunner beusprocht, a wann et awer dem Land méi schlecht geet, wa mer en Déséquilibre am Statsbudget hunn, wa mer soss e Problem hunn, da waren all déi aner dru schold, déi mat gedoktert hunn.

De Beweis duerfir: Am CSV-Wahlprogramm fir 2004 kënnen mer haut nach noliesen: „Dass Luxemburg seine offensive Haushaltspolitik mit sichtbaren Akzenten und ohne Einschnitte fortsetzen konnte und kann, ist das Resultat der von CSV-Ministern geführten vorsichtigen und verantwortungsbewussten Finanzpolitik.“ Also, wann et gutt

leeft, ass et d'CSV, wann et manner gutt leeft, da waren all déi aner mat derbäi.

Mir sinn der Meinung, dass e Premierminister, deen eef Joer Premierminister ass, deen elo 17 Joer Finanzminister ass, sech aus där doter Verantwortung net därerf stiel. An ech ginn dovunner aus, dass et och net esou gemengt war, mä et hätt een et kënnen esou verstoen.

Da gëtt et eng nei Koalitionspartei, d'LSAP, déi net midd gëtt, op d'Joren 1999 an 2004 ze verweisen, do wou si an der Opposition waren, do wär alles schif gelaf, do wär d'Wuerzel vun eise Problemer ze sichen, a si hätte jo näischt domadder ze dinn a si missten eigentlech elo dat ausbeeden, wat anerer verursaacht hätten.

Wann een awer emol nach eng Kéier nosiche geet an noliest, wat d'Propositionen vun der LSAP déi Zäit waren: Do ass iwwer eng 35-Stonne-Woch geschwat ginn. Wann dat émgesat gi wär, déi Zäit, da wär eis Situatioun haut mat Sécherheet net besser. An do wou d'Sozialleeschtingen eropgesat si ginn oder nei geschafft gi sinn, do ware si all Kéiers déi Éischt, déi nach haart gejaut hunn, fir nach eng Kéier eng Schëpp bäizeleeën, beim Kannergeld, bei der Mamment; also nach zousätzlech Dépense wäeren ënnert hirer Verantwortung derbäikomm. Duerfir ass dee Reproche, deen do gemaach gëtt un d'CSV-DP-Regierung 1999 bis 2004 jo och net ganz eescht ze huelen.

Et ass an deene Joren eng Steierpolitik gemaach ginn, déi d'Steieren erofgesat huet fir d'Betribler, fir d'Privatpersounen, fir d'Investitiounen ze favorisieren, doduerger Aarbechtsplazen hei ze schafen, Betribler kënnen unzezeien an deenen, déi hei sinn, gutt Argumenter ze ginn, fir ze bleiwen, an d'Steiere sinn erofgesat gi fir d'Privatpersounen, fir de Konsum weider ze favorisieren, dass jiddereen, dee selwer d'Äerm eropstréppt, e gudden Deel vun deem, wat en do erschafft, selwer ka behalen.

Et ass eng antizyklesch Investitiounspolitik gemaach ginn. An do si mir absolut mat der Analys d'accord, déi de Premierminister gëschter gemaach huet, fir weider d'Ekonomie ze relancéieren, well mer eng Rei vu Problemer am Ufank vun deem Jorzéngt haten. An d'Resultat um ekonomesche Plang gesi mer, wa mer d'Statistike kucken: Wa mer d'Wuesstumszuele kucke vun 2005 an dat, wat 2006 prognostizéiert gëtt, leie mer gutt iwwer 4%, a wa mer dat net hätten, wa mer déi Situatioun an der Ekonomie net hätten, da géinge mer heibanne mat Sécherheet iwwer ganz ganz vill aner Problemer schwätze wéi déi, déi haut um Ordre du jour stinn.

Déi Politik huet dann och dozou gefouert, dass 2004 net manner wéi 2,5 Milliarden Euro Reserven ugeleucht waren a 50% vun deem Chiffer sinn eleng an de Joren 1999 bis 2002 op d'Säit geluecht ginn - sou vill zu deene Reproché vun der LSAP iwwert d'Gestioun a Saache Finanzen tëscht de Joren 1999 an 2004.

Ech war och erstaunt, wéi ech an engem Tageblattartikel den 21. Abrëll 2006 vum LSAP Parteipresident Alex Bodry gelies hunn, den Accord - an eisen Aen e Minimalaccord - an der Tripartite, wär dee grouse Coup vun der Regierung an et misst een d'Regierung dofir huldegen. Ech hat mer net erwaart eng Kéier matzeerliewen,...

(Interruption)

...datt en LSAP-Parteipresident et als grouse Coup an als groussen Erfolleg bezeechent, dann, wann nëmmen en hallwe Rentenajustement ausbezuel gëtt, mä duerfir awer no hannen dekaléiert; dann, wann den Index moduléiert gëtt - ech wollt net soe manipuléiert -; dann, wann decidéiert gëtt eng ganz Rei vun öffentlechen Taxen

aus dem Indexkuerf erauszehuelen. Nun, an aneren Zäite wär eng vun deenen doten oder vun anere Mesuren duergaangen, fir d'LSAP mat all hire Supporteren op d'Strooss ze kréien. De sozialisteschen Tiger ass lues a lues zahm ginn, en huet seng Zänn verluer an e kuschert eigentlech nach just virum Dompheur - an Dir kënnt lech allegeren denken, wien domadder gemengt ass.

Déi CSV-LSAP Regierungspolitik ass gëscht nach emol, nodeems mer eng Regierungsdeklaratioun 2004 haten, nodeems mer eng d'lescht Joer am Oktober haten, nei skizzéiert ginn, an eppes muss een awer feststellen: Se huet en Demokratiedefizit. D'Glawierdegkeet vun der Regierungspolitik gëtt net gestärkt, wann een dat liest, wat d'CSV an LSAP 2004 an hire Wahlprogramm geschriwwen hunn, well dat ass méilewäit ewech vun deem, wat mer gëscht hei presentéiert kritt hunn. Am Wahlprogramm vun der LSAP war zum Beispill ze liesen: „Umso wichtiger ist die Wiederankurbelung der Wirtschaft durch gezielte steuerliche Massnahmen um die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit zu fördern.“ E puer Zeile weider stoung do: „Die Sozialisten wollen auch weiterhin die Steuertabelle an die Inflation anpassen.“

An der Regierungserklärung CSV-LSAP 2004 war ëmmerhin nach ze liesen: Steiersätz hirersäits maache keng grouss Spréng, guer keng no uewen, klenger no ënnen, d'Steierlaascht vun de Privatpersounen ka periodesch un d'Inflatioun ugepasst ginn, déi vun de Betriber ka liicht ofgesenkt ginn, fir datt mer op der europäescher Steierskala wettbewerbsfäeg bleiwen. Kee Wuert war an deene Programme ze liesen vu Modulierung vum Index, vum Verschibe vu Rentenajustementen, vum Erhéije vun de Steieren. Neen, et war ugekënnegt, dass d'Steiere weider sollen op d'mannst stabil bleiwen, wann net esouguer erofgoen. An elo wësse mer et, de Contraire ass de Fall.

Dat, wat hei den 2. Mee presentéiert ginn ass, huet näischt méi mat deem ze dinn, wat virun de Wahlen 2004 ugekënnegt ginn ass.

Da gëtt gesot: Et ass den Accord vun enger Tripartite. A fir all Mëssverständnis vum Ufank un aus der Welt ze raumen, wëll ech nach emol ënnersträichen, datt mir zum Instrument Tripartite stinn, wann et drëm geet, an enger Krisensituatioun d'Acteure beieenen ze kréien, fir duerch Kompromësser a Konsens Weeër ze fannen, déi Kris besser iwwerbréckt ze kréien, mä trotzdem muss een awer soen, datt dee Kompromëss, deen do ausgehandelt ginn ass, eben net déi demokratesch Legitimitéit huet, wéi wann e sief et hei an der Chamber, sief et dobaussen an engem groussen Débat diskutéiert gi wär.

An och do nach eng Kéier wëll ech de Jean-Claude Juncker zitieren, deen den 12. Oktober 2005 hei gesot huet: „Mir wëllen iwwer Aspueerunge verhandelen. Heibannen fir d'éischt selbstverständlech.“ Also an der Chamber. „An der Majoritéit – wärscheinlech och. Mat der Opposition – op alle Fall. Dobaussen – fir d'zweet, mat de Sozialpartner an der Tripartite an och bilateral.“

Nun, ech muss soen, mir waarden eigentlech op déi Verhandlungen, déi mat den Oppositionsparteien do solle gefouert ginn. Ech weess net, ob déi aner Oppositionsparteien invitéiert waren a mat un deem Dësch souzen, fir dee Kompromëss do an dat, wat an där Regierungserklärung vu gëscht agefloss ass, déi ganz konkret Spuermoosnamen, auszeschaffen. D'Demokratesch Partei op jidde Fall net. A mir hu bis ewell och net festgestallt, datt e groussen Opruff vu Säite vun der Regierung un d'Parlament gaange wär, oder datt d'Parlament sech och d'Iwwerleeung gemaach hätt, wéi mer déi Diskussioun do hei an dem Haus strukturéiert kënne féieren.

Nun, dat hu mer vermësst an och dofir ass dat keen Ausgläich fir den Demokratiedefizit vun der CSV-LSAP-Politik.

Wéi kënne mer deen Demokratiedefizit do iwwerbrécken? Mir wëllen net vun Neiwahle schwätzen; mir wëllen net vu Referendum schwätzen, dat wär mat Sécherheet an dëser aktueller Situatioun, an mer awer Décideure brauchen am Land, an där Décisioun mussen geholl ginn, an där déi Décisiounen mussen ugepaakt ginn an ëmgesat ginn, fir datt se hir Friichte kënne droen, de falsche Wee.

Mä mir mussen awer kucken, datt mer d'Leit am Land informéieren iwwert dat, wat hei diskutéiert ginn ass, iwwert déi wierklech Situatioun. Wann d'Leit 2004, wou se also fir d'leschte Kéier opgeruff waren, fir dëst Parlament ze welen, gesot kritt hunn, d'Situatioun - a ganz besonnesch d'Finanzsituatioun - ass a Botter, a se héieren awer elo eppes aneschters, dann hunn d'Leit d'Urecht dorobber, fir d'Donnéen ze kréien, fir d'Zuelen ze kréien a sech selwer e Bild iwwert déi aktuell Situatioun kënne ze maachen.

Et wär interessant eng Campagne ze maachen, eng Informations- an eng Diskussionscampagne queesch uechtert d'Land, fir mat de Leit zesummen, déi eenzel Fraktiounen agebonnen, iwwert déi Problematik do ze diskutéieren, fir datt och all Partei d'Geleeënheet hätt, hir Positiounen an d'Diskussioun mat eranzubringen, an och d'Populatioun, d'Zivilgesellschaft mat un den Dësch ze huelen.

Eng Campagne, wéi mer se - ganz erfollegräich - haten zu enger anerer grousser Zukunftsfro, nämlech dem Referendum iwwert d'EU-Konstitution, wou ganz vill Leit komm sinn, well se gespuert hunn, datt et ëm d'Zukunft vum Land géing goen. A mir sinn dovunner iwwerzeegt, datt och dës Kéier d'Leit ganz gäre bereet wäeren, matzediskutéieren, wann et ëm d'Zukunft vun eisem Land géing goen.

Mir brauchen esou eng konkret Zukunftsdebat, an déi Campagne, organiséiert vun der Chamber, kéint den Départ dovunner sinn. Mir brauche keng Politik vum Pilotage à vue, mir brauche virun allem eng oppe Politik, datt d'Bierger spëtstens bis 2009, wann et nees dodrëms geet, dëst Parlament hei ze welen, wëssen, wéi d'Situatioun ass, wéi se sech duerstellt, a wem se Vertraue kënne schenke fir déi Problemer, déi virun eis leien an déi nach sollte kommen, kënne ze lösen. D'Bierger mussen eng Décisioun kënne huelen en connaissance de cause.

Dofir, fir d'Parlament opzufuerden esou eng Zukunftsdebat ze lancieren, eng Informatioun- an Diskussionscampagne queesch uechtert d'Land, Här President, géing ech ganz gären am Numm vun eiser Fraktioun eng Resoloutioun deposieren.

Résolution

La Chambre des Députés,

- notant que les effets de la mondialisation se font également ressentir sur notre économie et qu'il importe dès lors d'amorcer les orientations nécessaires afin d'en apprivoiser les éventuels désavantages et d'être par la même en mesure de s'en approprier les avantages;

- relevant qu'un renforcement de la compétitivité de notre économie s'avère être d'une première importance;

- soulignant que la montée du chômage demande à ce que soit mis en œuvre une politique volontariste permettant de mieux répondre à la fois aux attentes des employeurs et des demandeurs d'emplois;

- constatant qu'il importe d'œuvrer à garantir l'équilibre du budget de l'État en favorisant une approche à moyen et à long terme plutôt que

de donner la priorité au court terme;

- considérant l'accord tripartite trouvé entre le Gouvernement, le patronat et les partenaires sociaux;

- notant que la tripartite a été instituée en tant qu'organe de concertation en temps de crise dont la vocation n'est a priori pas de décider des mesures préparant l'avenir de notre pays;

- constatant que l'objectif de la tripartite est de garantir la paix sociale en adoptant une approche consensuelle menant à des accords ne pouvant cependant en aucun cas être démocratiquement représentatifs;

- relevant que l'accord trouvé au sein de la tripartite répond pour l'essentiel à une volonté de garantir l'équilibre du budget de l'État;

- rappelant que lors de sa déclaration sur les priorités politiques du Gouvernement Monsieur le Premier Ministre appelait de ses vœux la participation de la Chambre des Députés aux discussions relatives aux réformes qu'il convient d'engager afin de garantir un avenir prospère à notre pays;

- soulignant que les réformes proposées dans l'accord tripartite ne figurent ni dans les programmes électoraux des partis de la majorité, ni dans la déclaration gouvernementale du 4 août 2004;

- insistant sur le rôle de notre Parlement, seule assemblée représentative des citoyens de notre pays, et sur l'importance d'associer davantage la société civile aux grands débats devant esquisser l'avenir du Luxembourg,

décide

- d'organiser une campagne d'information à travers le pays à l'instar de la campagne réalisée à l'occasion du référendum sur le Traité instituant une Constitution pour l'Europe afin d'informer et d'engager avec nos concitoyens une discussion sur les défis que le Luxembourg sera amené à relever dans les années à venir;

- de discuter au sein des commissions compétentes au sein de la Chambre des Députés avec le Gouvernement les différentes propositions présentées à l'occasion du débat sur l'état de la nation afin de lancer un vrai débat sur les réformes dont notre pays a besoin et

- d'entériner après les discussions au sein des commissions parlementaires, tenant également compte des doléances exprimées par les citoyens lors de la campagne d'information, à l'occasion d'un débat d'orientation sur base d'un rapport les réformes nécessaires pour garantir un avenir prospère au Luxembourg.

(s.) Claude Meisch, Anne Bresseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

M. le Président. - Merci.

M. Claude Meisch (DP). - D'Diskussioun muss natierlech an der Politik heibannen an dem Haus tëscht deenen eenzelne Parteien gefouert ginn, fir datt mer kucken, iwwert dee Minimalkonsens, deen aus der Tripartite erauskomm ass, kënne ewechzegen. D'Erwaardungen am Land ware grouss, nodeems mer eigentlech en inepolitesche Stëllstand hate während zwee Joer, zanterdem d'CSV-LSAP-Regierung ugetrueden ass. Mir wësse firwat. Et ass net direkt als Reproche ze verstoen. Mir hatten d'EU-Présidence, mir hatten en EU-Referendum, vill - och heibannen - waren engagéiert an de Gemengewahlen an dunn ass gemengt ginn, den 12. Oktober géinge mer dann endlech gewuer ginn, wéi konkret elo d'Situatioun wär a wat eis um Niveau vun der Politik géing erwaarden.

Nun, och do ass nach emol d'Diskussioun an d'Tripartite vertagt ginn an den 2. Mee sollt dann elo d'Kaz aus dem Sak gelooss ginn, a vill Leit, virun allem déi, déi sech méi erwaart haten, sinn natierlech elo enttäuscht ginn, wann ee gesäit, datt eigentlech d'Propositionen, déi och gëscht am Statsminister senger Deklaratioun méi konkret waren, drop zilen, fir de Statsbudget an den Équiliber ze bréngen - dat ass gutt, do sinn der och vill dobäi, déi d'Demokratesch Partei mathëllefelen ëmsetzen.

Mä dat, wat d'Kompetitivitéit ubelaangt; dat, wat de Chômage ubelaangt; dat, wat aner Zukunftsthemen hei am Land ubelaangt, dat war dann awer all Kéiers scho vill vill manner konkret oder ass am Usaz an eisen Ae stieche bliwwen. Virun allem, wann een déi eegen Erwaardungen, déi d'Regierung och an dës Tripartite gesat hat, vergläicht mat deem, wat dobäi erauskomm ass, da muss een enttäuscht sinn.

D'Analys ass gemaach ginn - och déi deele mir, als Demokratesch Partei mat der Regierung -, datt mer eng ganz Rei vu strukturelle Problemer hunn, wat de Statsbudget ubelaangt, an aner Problemer, déi mer diskutéieren an déi och an där doten Tripartite sollten diskutéiert ginn, datt och déi éischer struktureller Natur wäeren. Et stellt een awer fest, dass weineg strukturell Léisungen op den Dësch komm sinn.

Och ass ëmmer vum Premier a vun der Regierung gesot ginn, an och dat deele mer, datt den Haaptproblem, wat de Statsbudget ubelaangt, op der Dépensésäit ze sichen ass. Mir hu Recetten, déi vun 2005 - hoffe mer emol - bis op 2006 ëm 6% klammen. Mir hunn awer Dépenses, déi wäerten ëm 8% klammen. An dat weist, datt mer weineger Efforte bräichten ze maachen, fir datt mer nach weider Recettë kënne kréien, wa se scho vun engem Joer op dat anert ëm 6% an d'Luucht ginn, mä datt mer mussen kucken, datt d'Dépenses eben net méi schnell wéi d'Recettë klammen, fir se erëm eng Kéier an den Equiliber ze bréngen.

Trotzdem sinn awer hei an der Deklaratioun an och nom Tripartiteaccord eng ganz Rei vun Initiativen annoncéiert ginn, déi op der Recettësäit wäerten intervenéieren, déi de Leit also e Stéckelche méi Geld aus hirem Portmonni Joer fir Joer wäerten zéien.

Wichtig strukturell Décisiounen, an et gëtt souguer am Tripartite-s-Accord nach all Kéiers prezisiéiert, sinn da bis op no 2009 vertagt ginn. Dat mierkt een och bei all deenen Zuelen, déi virgefouert ginn, déi annoncéiert ginn, wat et da ganz konkret fir de Statsbudget géing heeschen, wann een dat eent an dat anert géing maachen. D'Rechnung geet emol all Kéiers nëmme bis 2009 an et huet een d'Impressioun, wéi wann dës Regierung net vill méi wäit géing doriwher erausdenken. Ech weess net, ob se mengt, datt se da schonn ofgewielt wär an eng Nofolgerregierung sech mat deene Problemer do misst erëmpleuen,...

(Interruption)

...mä et gesäit op jidde Fall ganz staark duerno aus.

Dës Regierung ass gewielt bis 2009, mä si ass awer net nëmme verantwortlech bis 2009. Si dréit d'Verantwortung fir Problemer, déi wäit iwwer 2009 erausginn. An dës Regierung soll och elo an haut déi Problemer upaken a wa se Problemer erkannt huet, strukturell Problemer, wéi se virdu selwer gesot huet, da brauch een elo net einfach ze kucken, andeems een un deem engen oder un deem anere Rad e bëssen an déi eng oder an déi aner Richtung dréint, bis 2009 iwwert d'Ronnen ze kommen an dann duerno de Problem enger nächster Regierung ze iwwerloossen.

(Interruption)

D'Demokratesch Partei huet eng déif partiintern an och no baussen orientéiert Zukunftsdebat gëfouert, huet sech iwwerluecht, wat déi grouss Erausforderunge sinn nieft deenen, déi och vun der Regierung genant gi sinn, well et gëtt der eng Hällewull. Mir hate vun Ufank un d'Impressioun, datt et d'Intention vun der Regierung war, haaptsächlech de Statsbudget an den Equiliber ze bréngen, mä do niewendru sinn awer eng ganz Rei vu Verännerungen, déi mer spieren, déi mer all Dag mieren: d'Persounen an eisem Land, d'Privatleit an och d'Betriber.

D'Globaliséierung zitt net laanscht Lëtzebuerg. Eng méi grouss Europäesch Unioun huet och hir Répercussiounen, a wann et nëmme déi solle sinn op den Aarbechtsmaart an op d'Betriber. Den Industriestanduert kritt ëmmer méi Problemer, fir sech ze behaapten, well Betriber manner oft hei réinvestéieren, a wann Décisiounen vun Réinvestissementer geholl ginn, da ganz oft an d'Ausland.

De Wirtschaftsminister misst am beschte wëssen, datt hien eigentlech zënter zwee Joer net vill Opweises huet, wat d'Unzéie vun neien Industriebetriber hei am Land ubelaangt. Also muss mer jo do e Problem hunn, also muss mer jo doriwher schwätzen a kucken, wéi mer kënne d'Käpp beieneestrecken, wat fir eng Politik mer kënne maachen, fir datt mer och nach zu Lëtzebuerg eng industriell Aktivitéit à moyen an à long terme kënne ofhalen.

Bildung gëtt vu jidderengem als grouss Prioritéit genant, an ech brauch lech net ze soen, datt dat och déi grouss Prioritéit ass vun eis, well vun der Bildung enorm vill ofhänkt, well et déi Ressource ass, op déi mer mussen opbaue fir d'Zukunft, datt mer d'Leit fit maachen, datt mer d'Kanner haut fit maachen, fir datt se, wa se grouss sinn, kënne um Aarbechtsmaart bestoen, net nëmme an hirem Liewen, mä och am Betrib, an datt se deenen Ufuerderungen, wat haut anerer si wéi gëscht, da kënne gerecht ginn.

Mir mussen iwwer eis Sozialausgaben nodenken, ganz besonnesch well mer eng ganz Rei - an do ginn ech deene Recht, déi dat soen - vun neie Politikfelder hunn an an deene mer och ganz konkret intervenéieren mussen. Da muss mer kucken, wat mer wierklech vu Sozialausgaben nach brauchen a fir wie virun allem mer déi brauchen, wou mer e Stéckelche méi selektiv kënne ginn, fir op där anerer Säit och deenen neien, éischer sozial orientéierten Aufgabe kënne gerecht ze ginn: Wéi de Beruff an d'Famill ënnert een Hutt kréien; wéi d'Fuerschung hei zu Lëtzebuerg ze stäerken; wéi an den öffentlechen Transport weiderhin ze investéieren; wéi eis och Gedanken maachen doriwher? - An do deelen ech d'Meenung vum Michel Wolter.

Dofir hunn ech eigentlech net verstan, firwat hien d'Positioun vun der Demokratescher Partei do kritiséiert huet.

(Interruption)

D'Pensiounsfro, d'Rentefro, d'Sécherheet vun de Pensiounen, dat war nach ëmmer déi Fro, déi eis uewe louch. Mir hunn eng ganz Rei vu Propositionen gemaach am Laf vun deene leschte Joren iwwert deen dote Sujet. Mir hunn och elo erëm an eisem Katalog vun 33 Propositionen eng dobäi, déi deem awer wierklech ganz no kënn, wat de Michel Wolter haut gesot huet, wat de Premierminister gëscht gesot huet, awer ganz wäit ewech ass vun deem, wat offensichtlech den Här Sozialminister Mars Di Bartolomeo mengt verstanen ze hunn.

(Interruption)

Och mir soen, datt mer primär déi nächst Joren iwwert d'Sécherheet vun de Renten à long terme mussen diskutéieren, fir datt deen, deen haut an de System

eraklëmmt, nach d'Garantie huet, datt dee System och nach fonctionnéiert, wann hien eng Kéier seng Rent soll kréien. An do ass e Rentendesch anzeberuffe mat enger ganzer Rei vun Acteuren, fir eben d'Sécurité à long terme kënnen ze analyséieren an ze kucken, wéi mer de System haut méi fiabel maache fir d'Zukunft, wéi mer de System haut kënnen stäipen, wéi mer de System haut kënnen ergänzen duerch Mesuren an duerch Décisionen, déi mer haut kënnen huelen.

A wann ech dem Premierminister seng Interventioun géschter kritiséiert hunn op deem dote Punkt, dann ass et, well mer eben haut nach net konkret kënnen handelen, wou eigentlech haut dann och scho jidderee seet, an den Här Wolter huet et gesot fir d'ganz CSV - an dat freet mech -, datt mer e Problem wäerte kréien. A wa mer haut gesinn, datt mer e Problem wäerte kréien, da misste mer eigentlech haut ufänken, a spéitens haut ufänken, do dergéint unzegoen. Dofir verstinn ech déi net, wéi zum Beispill de Mars Di Bartolomeo, déi mengen, datt soll keng vun eise Prioritéite sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Sidd net esou streng mam Carlo Wagner.

M. Claude Meisch (DP). - Ech si streng mat lech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Sidd net esou streng mam Carlo Wagner. Plus 10% Ausgaben an engem Joer, datt ass ni erreicht. Wann ee vu Rentenversicherung schwätzt, Här Meisch, da soll ee wann ech gelift op déi Period vun 1999 bis 2004 kucken,...

(Interruption)

...do gesäit een, wou d'Fundament fir d'Rentenversicherung gesat ginn ass.

(Interruptions)

Just niewebäi gesot. A sidd net esou streng mam Carlo Wagner

M. Claude Meisch (DP). - Här President,...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Här Minister, den Här Meisch huet d'Wuert.

(Interruptions)

M. Claude Meisch (DP). - Här President, d'Demokratesch Partei steet zu deem Accord, wéi hoffentlech och all déi aner Parteien, déi um Rentendesch mat dobäi waren,...

M. Niki Bettendorf (DP). - ...d'Gewerkschaften.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - An Dir wëllt en elo réckgäenge maachen?

M. Claude Meisch (DP). - ...inklusive Är Partei, Här Di Bartolomeo.

(Interruption)

Mir wëllen...

(Interruption)

Här President, ech hunn den...

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Här Wagner, den Här Meisch...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Riicht lech un den Här Meisch. Deen ass streng mat lech, net ech.

M. le Président. - ...géing gäre mat senger Ried weiderfueren.

(Interruptions)

M. Claude Meisch (DP). - Also, Dir Hären Di Bartolomeo a Wagner,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Ech hunn lech bis elo nach net an de Knéi geschoss.

(Hilarité)

M. Claude Meisch (DP). - ...ech wëll nach emol soen, datt et eis net dréms geet, fir d'Resultater vun deem leschte Rentendesch ze analyséieren, mä et geet eis doréms, fir ze kucken, wéi mer de System, dee mer haut hunn, kënnen méi breet opstellen, fir datt e méi sécher ass fir d'Zukunft. An dat hunn ech verstanen an der Deklaratioun géschter vum Regierungschef an dat hunn ech och an de Wiedereremfont von Michel Wolter. A wann Dir dat net wëllt, Här Di Bartolomeo,...

(Hilarité)

...wann ech lech esou verstinn, da sidd Dir am Déphasage mat Äre Regierungskolleegen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Dir verstitt ons alleguer falsch.

M. Claude Meisch (DP). - Mir hunn eis Iwwerleeungen op dräi Schwéierpunkte konzentriert. Dat net, well dat eis eenzeg Suerg ass, mä dat, well et eigentlech de Motor ass vun enger Gesellschaft. De Motor kann nëmme rullen, wa mer de Budget am Equiliber hunn, e kann nëmme rullen, wa mer Arbeitsplätze schaffen an e kann och nëmme rullen, wa mer kompetitiv Betriber hunn.

Mir kënnen dat nëmme erreichen, wa mer eng oppe Gesellschaft hunn, wa mer en oppene Geescht hunn, wa mer eis net zumaachen, eis net op eis selwer konzentriieren, eis net op d'Vergaangenheit konzentriieren, mä wa mer eis ganz besonnesch als klengt Land opmaache fir aner Partner, fir aner Iddien a fir nei Iwwerleeungen. Mir wëllen a mir müssen also wirtschaftlech erfolgräich sinn, fir eis sozial Ofsicherung kënnen fir d'Zukunft ze garantéieren.

Jiddereen, deen Angscht huet haut seng Plaz ze verléieren; jiddereen, deen net weess, wéi et am Alter ëm e steet; jiddereen, deen net sécher ass, ob dann, wann e krank ass, e wierklech gehollef kritt, an dann och net méi bei all deenen anere Schicksalsschléi, déi eis leider nun eben emol heiansdo erwéschen. Jiddereen huet Angscht virun deenen doten Développementer, a mer kënnen déi Angscht nëmmen huelen, wa mer et fäerdeg bréngen, eis Sozialsystemer méttel- a laangfristeg ofzesécheren. An nëmmen dann ass e fräit Liewen an enger fräier Gesellschaft fir jidderee vun eis hei am Land méiglech. Nëmme da ka jidderee sech seng eegen Ziler setzen, a kucken duerch säin Effort se esou gutt wéi méiglech ze erreichen.

Duerch eis Iwwerleeungen ass e bloe Fuedem gaangen. Et ass dat, datt mer gesot hunn, mer kënnen an der internationaler Konkurrenz net mathalen, wa mer um Facteur Loun wëllen d'Konkurrenz ausfechten. Wa mer do probéieren an eng Ofwierspiral eranzegeroden, da kënnen mer vläicht nach mat der Grenzregioun mathalen - mä och schonn do wär et schwierig matzehalen -, mä mer kënnen mat Osteuropa, mat Indien a China, wou jo awer d'Welt ganz aneschtens fonctionnéiert wéi hei, net mathalen.

Duerfir soe mer, datt mer zum Prinzip vum Index stinn, datt een natierlech muss kucken, awéiwäit en de Betriber zousätzlech an eigentlech dee Moment an enger ganz konkreter Period net ze verkraaftend Laaschten opbüert, ganz besonnesch am Verglach mat eisen direkte Konkurrenten. Mä vum Prin-

zip hier, ass den Index eng gutt Saach. Vum Prinzip hier bréngt den Index eis sozial Rou an d'Land. A vum Prinzip hier, bréngt den Index dat, wat vill der verdéngt hunn, nämlech den Erhalt vun hirer Kraaft.

An duerfir soe mer och, datt de Mindestloun fir eis net zur Diskussioun steet. Duerfir soe mer, datt déi Leit, déi de Mindestloun kréien, well de Patron hinnen net bereet ass méi ze bezuelen, datt mer déi müssen esou fit maachen, datt mer deene müssen esou vill Bagage, esou vill Kenntniss an esou vill Fäegkeete mat op de Wee ginn, datt se dann herno awer bei engem Patron eng Plaz fannen.

A wa mer d'Kompetenzausernersetzung an d'Konkurrenzausernersetzung net wëllen a puncto Loun ausdroen, da muss mer op all deenen anere Facteuren e Stéckelche besser sinn an e Stéckelche besser ginn. Et ass dat d'Formatioun; et sinn dat d'Lounniewekäschten; et sinn dat d'Steieren; et sinn dat déi administrativ Prozeduren, d'Betriebsgenehmigung, d'Energiekäschten a villes a villes méi. Dat war de bloe Fuedem, deen eis guidéiert huet duerch déi 33 konkret Virschléi, déi mer bei eis an der Partei awer ganz besonnesch och mat de Sozialpartner, mat de Gewerkschaften, mat de Patronatsorganisationen diskutéiert hunn.

Och mir wäerten als Partei net hei wëlle stoe bleiwen. Och mir wëlle weider diskutéieren, a wëlle Punkt fir Punkt am Laf vun deenen nächste Méint nach emol op de Leescht huelen, fir se méi prezis auszeformuléieren, a fir se dann hei am Haus nach emol an eng ganz konkret Diskussioun kënnen eranzeginn. Ech erspueren lech déi 33 Propositionen, eng no der anerer duerchzegoen. Ech wëll mech op déi konzentriieren - an ech weess, datt dat och déi sinn, Här Premierminister, déi lech besonnesch interesséieren -, do wou en Ennerscheid ze mierken ass. Do wou mer...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Et sinn der esou vill derbäi, wou et d'selwecht ass, dass Der net gutt eens gitt.

M. Claude Meisch (DP). - Ohhh, ech fannen der awer mol nach. Da loosst lech elo emol iwwerraschen, Här Juncker.

(Interruption)

D'Steiererhéijungen ass fir eis dee Punkt, deen eis am zentralsten ënnerscheet, well mer der Meinung waren, datt déi Steierreduktionen am Ufank vun dësem Jorzéngt wichteg waren, fir de Konsum ze stäerken hei am Land, fir d'Betriber ze stäerken hei am Land par rapport zur internationaler Konkurrenz, fir Investitiounen hei am Land ze favoriséieren, datt se eng vun den Ursaache sinn, firwat mer bei enger Croissance vun iwwer 4% leien. An duerfir denke mer, datt elo méi héich Steieren dann och genau de géigendelegen Effet wäerten hunn,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...datt se kontraproduktiv sinn, datt se derzou kënnen féieren, datt Geld, dat bis ewell hei versteiert ginn ass, net méi hei versteiert gëtt, a wéi de Premier jo selwer gesot huet, datt herno d'Wirtschaft schlamm geet an d'Leit ufänken ze hippen. Méi Steiere si schlecht fir de Konsum, schlecht fir d'Investitiounen, schlecht fir den Arbeitsmaart a schlussendlech och schlecht fir de Statsbudget.

Une voix. - Très bien.

M. Claude Meisch (DP). - Eng weider vun eise Prioritéite sinn déi Mesuren um Arbeitsmaart, déi mer analyséiert hunn, déi bestinn, an déi, déi ee kéint proposéieren, nei derbäizesetzen. Do wou mer eis eigentlech ënnerscheiden - an ech hoffen, datt mer do eng Kéier an eng convergéierend Positioun era kënnen kommen -, dat ass, datt mer bis ewell festgestallt hunn, datt d'Regierung sech besonnesch beméit ëm den zweeten Arbeitsmaart, amplaz den Akzent op den éischten ze setzen, amplaz den Akzent drop ze setzen, d'Leit an den éischten Arbeitsmaart kënnen ze réintegrieren.

Do gëtt et, an do ass et eng Rei vu Mesurén ginn, déi bis ewell net esou applizéiert gi sinn, an trotzdem hate mer awer bis ewell d'Impressioun, datt do déi néideg Efforten net gemaach si ginn. Op eng Question parlementaire hin un den Arbeitsminister, hunn ech dann och misse feststellen, datt eigentlech kee weess, wat déi Mesuren, déi mer iwwert de Fonds pour l'Emploi finanzéieren, konkret bréngen, fir d'Leit an den éischten Arbeitsmaart zrëckzebréngen, well de Minister net à même war mer ze soen: Am Joer esou an esou vill sinn esou vill Leit, déi vun där Mesure profitéiert hunn, herno erëm fest vun engem Betrib iwwerholl ginn.

Nun, dat schéngt eis awer den A an den O ze sinn, fir déi Mesuren do ze analyséieren a fir se gegebenfalls, wann ee mierkt, datt d'Resultater net déi sinn, déi ee sech versprach hat, fir se dann nach emol op de Leescht ze huelen. Duerfir fanne mer et elo ze einfach, fir d'Solidaritätssteuer an d'Luucht ze setzen, ier datt mer emol an de Fong gaange sinn, ier datt mer den Audit gemaach hunn iwwert déi Mesurén vum Fonds pour l'Emploi, ier datt mer gesinn hunn an hätte kënnen decidéieren, wat fir eng mer bäibehalen, a wat fir eng mer gegebenfalls ausbauen, well se einfach méi Resultater bréngen. An och den 12. Oktober huet de Premier nach annoncéiert, ech zitieren nach emol: „Mir mussen mat de Sozialpartner d'Aspuepotenzial am Beschäftigungsfong sichen.“ Nun, offensichtlich ass gesicht ginn, mä et ass näischt fonnt ginn.

Eng aner Arbeitsmaartpolitik, wéi mir eis se virstellen, déi setzt och bei der Administration de l'emploi un. Eng Administration de l'emploi, déi, wann ech de Premier richteg verstanen hunn, nach méi Aufgabe soll kréien, mä wou den interne Fonctionnement awer net a Fro gestallt gëtt. Mir stellen a Fro, ob deen Acteur hei am Land, dee sech ëm den Arbeitsmaart soll këmmen, ob et gutt ass, wann deen eng Statsverwaltung ass, ob een net misst do op eng aner Struktur higoen, op en Établissement public, fir deem Acteur eng Rei vu Libertéiten ze ginn, zum Beispill och kënnen d'Mataarbechter erauszesichen um fräien Arbeitsmaart. E Placeur ass haut och eppes aneschtens wéi an der Vergaangenheit. E Placeur ass haut e Beruff. E Placeur muss forméiert ginn, an ass net onbedéngt deen, deen d'Redaktesch- oder d'Expéditionnaire-s-Carrière gepackt huet.

Eiser Meinung no geet et an enger Situatioun, wou mer e steigende Chômage hunn, a gläichzäiteg awer nach Arbeitsplätze schaffen, well mer eng Diskrepanz hunn tëscht de Fäegkeete vun deenen, déi op der Sich sinn no enger Arbeitsmaart, an den Erwaardunge vun de Betriber, net duer, just de Problem ze verwalten an ze géieren, mä mer mussen kucken, datt mer déi Leit, déi op der Sich sinn, eropgehewe kréien op déi Stuf, wou se dann herno och kënnen agestallt ginn. An duerfir wëlle mer aus der ADEM eng Weiterbildung- a Jobagentur maachen, wou den Accent Weiterbildung ebe vill méi wichteg ass, wéi just probéieren déi Leit ze géieren, déi momentan fir

gewësse Plazen eben net méi déi Capacitéite matbréngen.

Mir wëllen och ganz kloer d'Fro stelle vum Monopol, wat d'Arbeitsvermittlung ubelaangt vun der ADEM. Woubäi een d'Fro eigentlech och muss stellen, ob déi dann nach ëmmer géillt. Op jidde Fall am Gesetz do steet se. Mä mir géinge virschloen eng kloer Situatioun ze schafen, datt eben net nëmme d'Administration de l'emploi kann Arbeitsvermittlung virhuelen, datt dat och kéint eng Aufgab gi fir privat a fir aner öffentlech Betriber, déi sech dann an deem doten Domän géinge bewegen, fir eng nei Dynamik an d'Arbeitsvermittlung eranzekréien. Eng Dynamik, déi mer brauchen, eng Dynamik, déi mer gesinn hunn, zum Beispill datt et fonctionnéiert am Domän vum Interim, wou privat Firme ganz besonnesch aktiv sinn hei um Lëtzebuerger Arbeitsmaart.

Mir wëllen deene Leit hëllefen, déi op der Sich sinn no enger Arbeitsmaart, déi hir Arbeitsmaart verluer hunn; se schonn an deem ganz grouse perséinleche schwierige Schicksal, an dat se eragerode sinn, net eleng loossen. Mer müssen dann awer och vun deene Leit eng Géigeleschtung erwaarden. Mer müssen erwaarden, datt se bei där Hand, déi ausgestreckt gëtt, och zougräifen, datt se déi Chance notzen, an datt se probéieren, selwer en Effort derzou bäizedroen, fir dann aus der Situatioun kënnen erauszekommen. Et schéngt och do an den Iwwerleeungen vun der Regierung zu engem Stéck méi Rigiditéit ze kommen.

Mir stellen eis och vir, datt deen, deen net matmécht, datt deen, dee passiv an enger Mesure bleibt, datt dat net deen ass, deen eng Mesure ka weider blockéieren, fir vläicht engem aneren herno keng Chance ze ginn. Mir denken och un déi, déi wierklech Problemer mat hirer Formatioun haten, déi keen Ofschloss haten, datt déi och vill méi fréi kéinten zu enger Weiterbildungsmesure mat ugehale ginn.

D'Arbeitsrecht ass fir eis e Punkt, wou ee punktuell kann driwwer diskutéieren. Mir wëlle Flexibilitéit, awer keng Précaritéit, mir wëlle keng Hire-and-Fire-Mentalitéit, mä awer kucken, wou mer kënnen virun allem och Industriebetriber hei am Land nach eng Chance bidden, fir hei am Land e gewëssenen Avantage ze fannen.

Do kann ee vun deene Punkten, déi mer emol wëllten an d'Diskussioun bréngen, d'Referenzzeit sinn, déi bis elo bei engem Mount begrenzt ass, mä déi een awer kéint opmaachen, datt ee bei gläich bleiwenden aneren Dispositionen, déi am Gesetz jo kloer definéiert sinn, wat d'Arbeitszeit ubelaangt, den Dag an an der Woch awer d'Arbeitszeit kéint iwwer en halleft Joer oder e Joer équilibréieren, wat enger Rei vu Betriber mat Sécherheet géing entgéintkommen a wat och mat Sécherheit kéint engem Betrib eng Décisioun erlichten, fir vläicht hei ze bleiwen, hei ze réinvestéieren oder iwwerhaupt op Lëtzebuerg ze kommen.

Mir wëllen eis och Gedanke maachen, wéi mer de Résidenten, déi um Arbeitsmaart op der Sich no enger Arbeitsmaart sinn, e gewëssenen Avantage kënnen gi par rapport zu all deenen, oft gutt forméierten, motivéierte Leit, déi aus dem Ausland op de Lëtzebuerger Arbeitsmaart kommen. Do kéint ee sech virstellen, datt ee bei engem, deen eng länger Zeit keng fest Plaz hat, déi üblech Klausel, wat de Contrat à durée déterminée ubelaangt, géing ofschwächen, datt een do dem Patron méi Méiglechkeete géing ginn, fir en CDD ze maachen, fir doduerjer dem Patron en Argument ze ginn, hei um Arbeitsmaart ze rekrutéieren, amplaz an der Groussregioun ze rekrutéieren.

Déi zentral Fro ass a bleift, och wat den Aarbechtsmaart ubelaangt, natierlech: Wéi brénger mer et fäerdeg, souwuel bei der initialer Ausbildung wéi och bei der Weiterbildung d'Leit fit ze maache fir den Aarbechtsmaart? An do därefer mer déi Iwwerleeungen, déi mer ustrenge, wou mer jo alleguerten driwwer iwwerleeën an driwwer diskutieren, wat mer an der Schoul mussen änneren, wat fir eng Reform mer an der Schoul brauchen, do muss mer da kucken, dat mer net isoléiert op de Schoulbetrieb iwwerleeën, mä mir mussen och orientéiert op den Aarbechtsmaart iwwerleeën.

Mir mussen kucken: Wat sinn d'Ufuerderungen um Aarbechtsmaart? Wéi kënne mer d'Formatioun deenen Ufuerderungen éischer gerecht maachen? Et geet net duer, wéi bei enger Rei vu Mesuren awer elo leider da geschitt ass, dass d'Ufuerderungen erofgeluecht ginn, dass manner Hausaufgabe solle gemaach gi fir méi Leeschtung ze kréien, dass en Experiment vun engem Neie Lycée gemaach gëtt fir e puer Schüler, amplaz dass mer déif gräifend Reformen an eisem ganze System uginn, dass mer d'Promotiounskriterien esou strukturieren, dass wierklech d'Lat esou niddreg läit, dass der vill méi kënne driwwer sprangen. Mä awer déi Lat um Aarbechtsmaart, déi bleift héich leien, an do fale se dann awer herno derduerch.

An déi Politik, déi do gemaach gëtt, déi Politik, déi vun dëser Regierung momentan an der Education gemaach gëtt, déi dréit net dozou bäi, fir ville jonke Leit hei am Land besser Zukunftschancen ze bidden. Si dréit dozou bäi, vläicht elo hinnen d'Impressioun vun enger besserer Zukunftschance ze ginn, mä spéitstens dann, wa se op den Aarbechtsmaart wäerte kommen, da gesi mer, da gesi si och, wat konkret dann hir Formatioun wäert war.

Déi Mesuren, déi mir proposéieren, droen och dozou bäi, fir d'Dépenses iwwert de Fonds pour l'Emploi ze drécken, fir se erofzesetzen, well mer méi Leit an den éischten Aarbechtsmaart wëllen erandrainieren. Mir wëllen awer net soen, dass all déi Mesur schlecht waren an alles schlecht ass an duerfir misst op de Leescht geholl ginn. Mir kënne eis och virstellen, Mesuren derbäizemaachen.

Eng konkret vun deenen 33, déi mir och proposéieren an deem Domän, dass ass fir Start-up-Enterprises, neien Enterprises, déi sech kreéiert hunn, wa se Hëllef brauchen, wa se nach net déi Decken awer hunn, fir wierklech da kënne och Personal ganz massiv anstellen, dass se do op Demandeurd'emploie kënne fir eng gewëssen Zäit zrëckgräifen an dann herno d'Ënnerstützung iwwert de Fonds pour l'Emploi do géng lues a lues auslafen.

Fir d'Recettë vum Stat ofzesécheren, ass den Aarbechtsmaart ee wichtegen Domän, well mer do vill Dépenses driwwer lafen hunn, well d'Dépenses an d'Luucht geschnell sinn, parallel zum Chômage, mä gläichzäiteg mussen mer awer bei allen Iwwerleeunge kucken, dass mer eng dynamesch Economie behalen. Eng dynamesch Economie, wou mer nei Gebidder eis mussen eraussichen. Gebidder, Zukunftstechnologie: Do geet et net duer, dass mer driwwer schwätzen. Mir mussen eis kloer dozou bekennen. Mir mussen kucken, dass mer eng Vernetzung hirkreien tëschen deene Betriber, déi do sinn, tëschen der Uni, der Fuerschung, an dass mer gläichzäiteg awer och kucken, de legislative Kader dann och all Kéiers deem unzepassen.

Wa mer vun Zukunftstechnologie schwätzen, da versteet een och net, firwat mer bis ewell net de Courage haten, eng kloer a konkret Diskussioun hei am Land iwwer

Stammzellefuerschung ze féieren. Och dass ass een Element vun Zukunftstechnologie. A wa mer Chancë gesinn - mir mussen méi Chancë gesinn -, dann därefer mer net all Kéiers gläichzäiteg och de Risiko mat ervirsträchen an de Risiko als grouss Hürd dohinnerstellen, sou dass een herno eigentlech d'Chancë guer net méi gesäit. Wann eis Virfahre bei all neie Sprong, dee se gemaach hunn, esou iwwerluecht hätten, da wäre mer haut mat Sécherheet net do, wou mer Gott sei Dank ukomm sinn.

Mir brauchen och e Stéck nei Zukunftschancë fir den Handel hei am Land. Ech hu mat Freed festgestallt, dass de Premierminister gesot huet, Lëtzebuerg soll de Shoppingcenter vun der Groussregioun ginn. Well mer et net méi sinn, well mer Kafkraaft verléieren, a méi Kafkraaft an d'Ausland exportieren, wéi mer vum Ausland erakreien. An duerfir mussen mer eis Iwwerleeunge maachen, u wat dat dote läit.

Ob awer elo de Präisvergläich oder en Inflationvergläich, wéi gëscher proposéiert ginn ass, tëschen Lëtzebuerg an deenen Nopeschlänner wierklech hëlleft, fir d'Clienten herno hei ze halen, do wëll ech virdu warnen. Dat kann och herno dozou féieren, dass wa mer nach e Stéckelche méi Transparenz kréien, d'Clienten dann och herno nach méi op Tréier ginn.

■ **Une voix.** - Aha!

■ **M. Claude Meisch (DP).** - Well mir mussen och kucken, firwat et Differenzen an de Präisser gëtt, an et gëtt Differenzen an de Präisser, well och d'Konditiounen anerer sinn an Nopeschlänner, well do d'Loyere vläicht anerer sinn, well do d'Lounkäschte vläicht anerer sinn. Duerfir solle mer net nach méi Reklamm maachen, fir Leit an d'Nopeschregiounen akafen ze schécken, mä mir mussen kucken: Wat kann dozou bäidroen, fir dass de Lëtzebuerg Client, de Résident hei am Land, och e gudden Deel vu senger Kafkraaft hei am Land léisst?

Do gehéiert fir eis eng Diskussioun iwwert d'Öffnungszäite vum Commerce mat derbäi. Wann ee feststellt, dass do, wou awer samsches owes méi laang op ass, vill Lëtzebuergesch Autoe virun de Supermarché stinn, da schéngt et e gewëssen Bedürfnis vum Client hei am Land ze ginn, fir vun esou enger Offerte Gebrauch ze maachen. Da mussen mer eis d'Fro stellen, wa mer wierklech interesséiert dru sinn, déi Kafkraaft hei ze halen, ob mer net och hei am Land d'Öffnungszäite méi fräi géinge gesinn. A mir brauchen e Gesamtkonzept, eng Campaigne, eng Publicitéitscampagne fir de Shoppingcenter Lëtzebuerg. Et geet mat Sécherheet net duer.

Mir mussen - an dat ass e Punkt, wou mer frou sinn, och gëschter an der Debatt eng kloer Sprooch héieren ze hunn - eis Iwwerleeunge maachen iwwert d'Entwécklung vun de Stroumpräisser an den Schloss un eis sämtlech Nopeschlänner a gläichzäiteg d'Opde-Leeschthuele vum Fonds de compensation. Dat ass eppes, wou mer domadder kënne d'accord sinn, a mir gehéiere schliesslech net zu deenen, déi permanent op deem dote Punkt eng falsch verstanen Debatt iwwert den Atomstrom wëlle féieren.

Fir Betriber et méi einfach ze maachen, sech hei niddzereloossen, hei auszebauen, weider ze investieren, mussen mer iwwerleeën: Wat kënne mer konkret ubidden? Déiselwecht Iwwerleeungen hu vill Gemenge viru kuerzem gefouert a sinn higaangen an hunn e Guichet unique gemaach, fir deem Bierger, dee bei se an d'Gemeng komm ass, aus enger Hand dat meescht vun administrative Prozedure kënne ze proposéieren, him d'Méiglechkeet ze ginn, op enger Plaz an aus engem Mond kënne beroden ze ginn.

Nun, datselwecht brauche mer fir d'Betriber. Mir mussen kucken, dass mer fir Betriebsgenehmegungen ee Guichet unique schafen, dass mer an deem Guichet unique eng konkret Berodung kënne ubidden, dass mer doriwwer eng ganz Rei vun anere Moossname kënne lafe loossen, wéi zum Beispill d'Favoriséiere fir Betriber, fir Handwierksbetriber virun allem, wou de Propriétaire sech wëllt zur Rou setzen, kee Successeur huet, dass en ee fénn, dass déi Betriber kënne iwwerliewen.

Mir wëllen duerch eng Spuerpolitik beim Stat d'Economie net ofwiergen, och net duerch eng Spuerhoretik. Mir wëllen Zukunftsinvestitiounen tätigen an deenen Domänen, wou mer se brauchen. Mir sinn och net der Meenung, dass eng Statsverscholdung per se schlecht ass. Mir mussen kucken, wann en Emprunt gemaach gëtt, dass en da wierklech investéiert gëtt an d'Zukunft, dass mer eppes hunn dovunner, alleguerten, spéiderhin. A wann et wierklech esou ass, dass déi Investitiounen deenen nächste Generatiounen mat déngen, da kënne den déi jo och iwwert de Finanzement mat dozou bäidroen.

Mä op jidde Fall méttelfristeg a laangfristeg ass et net méiglech, och an eisen Aen, dass de Stat méi ausgëtt wéi en erakritt. Fir de Budget an den Equiliber ze kréien, si mat eis keng faul Tricker ze maachen, faul Tricker wéi se laang am Raum stoungen, op jidde Fall zënter der Regierungserklärung 2004, wat d'Mammerent ubelaangt, wou jo gesot ginn ass, déi Dépense géng aus dem Budget erausgeholl ginn an da géng se iwwert d'Rentekeese lafen. Dat schéngt jo elo vum Dësch ze sinn. Souwäit ech mech erënneren, wär dat eng Dépense vun 80 Milliounen Euro gewiescht.

Wann ech awer dem Premierminister gëschter richtig nogelauschert hunn, da ginn dann elo Dépense vu 70 Milliounen Euro aus dem Budget erausgeholl an an d'Rentekeesen transferéiert, dass ass an eisen Aen eigentlech nach ëmmer deeselwechte faulen Trick, wéi et bei der Mammerent gewiescht wär.

Fir eng besser Finanzpolitik an eng gutt Steuerpolitik kënne ze maachen, brauche mer besser Prognosinstrumenter, fir d'Steierschätzung méi prezis kënne ze maachen, dass mer éischer wëssen, mat wat fir enge Recettë mer wierklech kënne rechnen, nëmme esou kann ee sech jo op konkret Zuele basieren.

Mir brauchen - an ech hunn et virdu schonn ugeschnidden - och Geldmëttel fir nei Politike kënne ze gestalten. Mir sinn eis jo iwwer vill Prioritéiten eens, da mussen mer kucken, wéi mer Moyene kréien, fir dann och déi Politike kënne ëmzesetzen. Mat eis ass d'Désindexierung vun enger Rei vu Sozialleeschungen ze maachen, et ass eng vun deene Proposen, déi mer gemaach hunn, sous condition natierlech dass mer all Kéiers dann och niewendru setzen, firwat mer dann dat manner Geld, dat mer zum Beispill beim Kannergeld oder zum Beispill bei der Mammerent ausginn, ganz konkret fir ee vun deenen neie Politikfelder do dann och gebrauchen.

Eng selektiv Sozialpolitik kann och nach Mëttel fräimaachen, fir aner Politike kënne ze gestalten. Eng Sozialpolitik, déi méi op deen Eenzelen ageet; eng Sozialpolitik, déi éischer d'Bedürfnis vun deem Einzelne considéiert, amplaz dass et eng Sozialpolitik ass mat der Strenz, wou jiddereen datselwecht krit, egal ob en et brauch oder net, egal ob en drop ugewisen ass oder net. Deen ee krit vläicht Kannergeld an e bräicht et net, a bei deem anere geet et vläicht nach net duer mat deem, wat e bis ewell krit.

Wa mer esou eng Diskussioun wëlle féieren iwwer eng selektiv Sozialpolitik, da mussen mer fir d'Allesischt emol d'Analys doriwwer maachen, wien un där doter Sozialpolitik matfinanzéiert a wien dovunner profitéiert. Mir brauchen dat Instrument, wat do genannt gëtt - Matrice des transferts sociaux -, fir eigentlech déi dote Diskussioun eréischt kënne ganz seriö an op Basis vu ganz konkrete Fakten ze féieren, an dofir géinge mir d'Regierung invitieren, dat Instrument opzebauen an zur Verfügung ze stellen.

Mir mussen eis och Gedanke maachen iwwert den Export vu Sozialleeschungen. Eng Pist ass an eisen 33 Propositionen domat opgezeechent: Mir wëlle Sozialleeschungen deenen zegutt komme loossen, déi se brauchen. An da mussen mer kucken, wat e konkret Bedürfnis dofir ass, an dat Bedürfnis ass vläicht hei am Land - op jidde Fall momentan mat deene Baupräisser, mat deene Loyeren, déi mer haut hunn - en anert wéi an de Nopeschlänner an an der Grenzregioun. An dofir muss ee sech d'Fro stellen, ob all Sozialleeschung och nach an deem Mooss muss mat exportéiert ginn. Konkret kéint ee sech e Modell virstellen, wou d'Kannergeld géng erofgesat ginn, wou et och manner géng exportéiert ginn, an dofir eng Wunnprimm hei am Land de Résidenten zousätzlech géng zegutt kommen, fir dass et déi net géng treffen, an déi brauche jo eigentlech och méi, well se méi deier wunnen, wéi wa se an der Grenzregioun géinge wunnen.

Mir wëllen och Subventionen an Ofschreibungen op de Leescht huelen. Mir mussen kucken, wa mer Ziler wëllen an der Politik erreechen, wéi zum Beispill eis méi ökologesch ze verhalten, wéi zum Beispill, dass mer eegeversuergung, wéi mer déi am beschte kënne erreechen. Geet dat duerch eng Ofschreibungsméiglechkeet? Geet dat duerch e Subsid oder geet et net vläicht méi effizient dann och duerch ganz konkret a legal Dispositionen, déi da jiddereen och dru bannen, fir sech da lues a lues esou engem Verhalten unzenähern. An da géinge mer um Niveau vum Budget eng Rei vun Aspueunge realisieren, déi mer alt nees erëm fir aner nei Politikberäicher kéinte fräimaachen.

Mir wëllen awer wierklech oppassen, dass dat, wat elo vun der Regierung och hei annoncéiert ginn ass, fir Dépenses zrëckzehalen duerch den Index, deen net fält oder dee méi spéit fält, duerch den Index, deen net applizéiert gëtt op d'Kannergeld, op d'Mammerent an op aner sozial Leeschtungen, dass mer wierklech awer och net nëmme hei en Argument geliwert kréien, dass dat ass, fir nei Leeschtunge kënne opzebauen, fir nei Offerten de Bierger hei am Land kënne ze maachen, mä dass déi Suen herno wierklech och dofir gebraucht wäerte ginn.

Mir mussen, wat d'Investitiounen ubelaangt, se op engem héijen Niveau behalen, well nach e grouss Besoin do ass, well mer modern Infrastrukturen an deem Land brauchen. Mir mussen awer ewechkommen, wat méttlerweile vu jidderengem als Prunkbaute bezechent gëtt, hin zu Investitiounen, déi an deem Sënn vum Wuert eigentlech richteg Investitiounen sinn, nämlech wou mer haut eppes investieren a muer dann eppes och derfir erëmkréien. Dat ass, wa mer an d'Fuerschung investieren; dat ass, wa mer eis Schoulinfrastrukturen ausbauen; dat ass, wa mer eng Uni opbauen; dat ass, wa mer nei Verkéiersweeër schafen; dat ass, wa mer Gewerbezone schafen, mä dass ass awer net onbedéngt de Fall, wa mer déi eng oder déi aner grouss Infrastruktur schafen, déi herno méi kascht u Folgekäschten, wéi se dann och fir d'Zukunft soll méi erabrénge.

PPP - public private partnership - ass e Stéchwuert, dat vun eis jo och scho gebraucht ginn ass a wou mer soen: Dat kann eng Pist sinn, fir méi schnell a méi bëlleg ze bauen. Mir wëllen awer gläichzäiteg derbäi bedenken, dass et eng Rei vu Risike gëtt. Risike virun allem och fir déi einheimesch Betriber, fir de Lëtzebuerg Aarbechtsmaart. Wann et herno esou ass, dass do nach just grouss auslännesch Gruppe kënne matmaachen an d'Projete realisieren, da wësse mer net, ob dat ënner dem Stréch dann och dem Stat méi bréngt, ob en net herno iwwert d'Ënnerstützung fir d'Enterprises, iwwert de Fonds pour l'Emploi, gläichzäiteg méi Ausgaben huet, wéi op där enger Säit e géng aspieren.

Beim Stat kann nach reforméiert ginn um Niveau vun de Verwaltungen, och esouguer um Niveau vun de Ministären. Wann d'Regierung de Courage hätt a wierklech mam gudden Beispill géng virgoen, da géng se soen: Mir brauchen net onbedéngt e Wirtschafts- an e Mëtzelstandsministère, kommt mir schloen déi zesummen, well et ass eng ähnlech Aktivitéit, mir brauchen net onbedéngt e Ministère vun de Sécurité sociale an ee vun der Solidarité nationale, ee géieren an deeneselwechten Domänen, ma kommt mir leeën déi zesummen, mir ginn dat an eng Hand an déi Verwaltungen, déi drënner sinn, schaffe méi effizient a méi rationell zesummen.

Brauche mer e puer Steierverwaltungen a mussen mer net wierklech nach emol den Dossier op de Leescht huele vun der Aufgabenopdeeling tëscht Stat, Gemengen a konventioniertem Secteur, wou mer kënne kucken, wie sech hei am Land ëm wat fir eng Aufgabe soll këmmen, wie se besser mécht a wie se méi käschtegegenschteg mécht, an da gi mer deem dat als Aufgab mat op de Wee?

Déi Mesuren, déi elo ugekënnegt sinn, déi och mir dann zum Deel mat ënnerstützen a wou mer anerer derbäigesat hunn, wäerten derzou féieren, dass ee méttelfristeg kann en Equiliber am Budget erreechen. Mir mussen awer wëssen, dass nach eng ganz Rei vun Inconnuën am Raum stinn. Eng Inconnue ass natierlech d'Economie, wou mer manner Afloss drop hunn, eng aner Inconnue sinn déi Risiken an déi Ofhängegkeet vun eise Statsfinanze par rapport zu enger Rei vun Aktivitéiten, d'Aktivitéiten vun der Bankplaz, déi ongeféier e Véierel vun de Recetten ausmaachen, d'Aktivitéiten aus dem Tanktourismus, déi ongeféier e Fënneftel vun de Recetten ausmaachen.

Iwwert de Kyoto-Prozess ass vill geschwat ginn, iwwert den Tanktourismus ass vill geschwat ginn an et gi jo Mesur geholl, fir ze kucken, wéi mer aus der Ofhängegkeet kënne erauskommen, wéi mer de Kyoto-Prozess kënne finanzieren. Wat ech vermësst hunn, dass ass awer gläichzäiteg eng Ofschätzung, wat sinn d'Répercussiounen vun deenen dote steierlechen Adaptatiounen - nei Steieren, déi agefouert gi sinn an d'Eropsetzung vun den Accisen - op de Konsum an domadder gläichzäiteg och op déi Recetten, déi mer aus dem Tanktourismus zéien. Do schéngt mer awer nach e grouss Fragezeichen hannendru verstoppt ze sinn, sou dass ech net kann dovunner ausgoen, dass dat, wat hei als zousätzlech Recetten all Kéiers genannt ginn ass, dann och wierklech kann déi nächst Jore realiséiert ginn.

Wat d'Autossteuer ubelaangt, do kann een och feststellen, dass déi a kengem Wahlprogramm war, dass se och net am Koalitionsaccord war. An d'Fro stellt sech: Ass et wierklech fir d'Ëmwelt oder ass et fir de Statsbudget dass se agefouert gëtt? Well wann een elo mol nach eng Kéier kuckt, wat fir eng Autoen dass do beträff sinn, da sinn et natierlech déi Drecksschleiden an déi grouss, déi vill CO₂ hannen erausblösen, déi méi staark

herno wäerte belaaucht ginn, mä och deen, dee bis elo schonn en Effort gemaach huet oder wëll en Effort maachen, fir sech e klengen CO₂-spuerenden Auto wëllen unzeschaffen, och dee wäert dättelech méi belaaucht ginn. Laut mengen Informatiounen ass et bei engem Verbrauch vu sechs Liter op 100 Kilometer - wat jo ëmmerhin net allze vill ass - méi ewéi eng Verduebung vun der aktueller Steuerlaascht, sou datt mer hei wierklech eis d'Fro stellen: Geschitt dat dote wierklech am Interesse vun der Ëmwelt, fir d'Leit derzou ze bréngen, datt se e manner verbrauchenden Auto fueren oder geet et net awer drëms, fir generell herno méi an d'Kees ze kréien?

An d'Fro, déi een och ka stellen: Wat geschitt mat deene Recetten, ginn déi da wierklech zilorientéiert genotzt, fir ze investéieren an Energiespuerprojeten a Konzepten eran, wéi mer an Zukunft eis Ofhängegkeet vun de fossilen Energie kënnen zrécksetzen, oder fléissen se och ganz einfach mat an déi grouss Keess eran?

D'Deklaratioun vu gëschter gëtt dem eegenen Ussproch vum Premierminister a vun der Regierung an enger ganzer Rei vu Punkte selwer net gerecht. Se baséiert um Minimalkonsens aus der Tripartite. De Minimalkonsens, deen, wéi een elo ka feststellen, lues a lues amgaangen ass schonn ze bréckelen.

Se ass wirtschaftlech kontraproduktiv, well d'Steuerlaascht an d'Luucht geet. Domadder wäert keng Aarbechtsplaz geschaf ginn hei am Land, domadder wäert kee Betrieb ofgesécher sinn oder nei op Lëtzebuerg kommen, domadder geet d'Kafkraaft erof, domadder geet de Konsum erof.

Mir hu keng strukturell Reformen annoncéiert kritt, op jidde Fall keng konkret. A ville Punkten, do, wou strukturell Reformen noutwendeg wäeren, gëtt sech a gi mir bis op 2009 verträischt, fir bis zu den nächste Chamberwahlen iwwert d'Distanz ze kommen.

Eng ganz Rei vun deenen doten Décisionen, déi awer ganz vill Leit am Land betreffen, sinn hannert zouenen Diere geholl ginn. Och dat solle mer nach emol bedenken. Mir solle wierklech Efforte maachen. Duerfir eis Resolutioun, fir d'Leit am Land mat op de Wee ze kréie vun deene Reformen do. Mir sollen d'Situatioun am Land erklären, mat de Leit diskutéieren, an ech mengen, datt déi allermeescht, op jidde Fall heibannen, wann een déi Emissionen héieren huet, wann een déi Stellungnahmen héieren huet, keen Zweifel méi drun hunn, datt Handlungsbedarf ass an datt et eng ganz interessant Debatt kéint sinn, wa mer kontrovers iwwert d'Zukunft vu wichtege Froen hei géifen diskutéieren, an dësem Haus a mat de Bierger queesch uechtert d'Land.

Mir, als Demokratesch Partei, wollten en aktive Bäitrag dozou leeschten, mir wollten eis net an d'Situatioun beginn, datt mer einfach aus der Opposition eraus der Regierung géingen nokucken, wéi se sech mat enger Rei vu ganz reelle Problemer géing ofmieren. Mir wëllen do, wou mer zesummen eppes kënnen maachen, dat zesummen dann och mat upaken.

Mir wëllen do, wou bis ewell d'Majoritéit net gewëllt ass, op e Wee ze goen an nei Iddien an d'Diskusioun bréngen, déi hei am Haus an dobaussen am Land diskutéieren. A fir datt mer och kënnen domadder ufänken, ganz konkret ze diskutéieren, hu mer eng Rei vun deene Punkten, déi ech elo opgeziet hunn, a Motiounsform hei nach emol erabruecht, an ech wëll déi déposéieren, fir datt d'Chamber sech dann dozou expriméiere kann.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination Tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006,

invite le Gouvernement

- à déposer sans tarder à la Chambre des Députés le document substantiel concernant la politique en matière de logement présenté au Comité de Coordination Tripartite.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006,

invite le Gouvernement

à déposer sans tarder à la Chambre des Députés les documents détaillés relatifs à la révision de la législation sur le chômage remis au Comité de Coordination tripartite.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006,

invite le Gouvernement

à intensifier la coopération entre l'ADEM et les entreprises de placement du secteur privé en vue de faciliter la réintégration des chômeurs dans le marché du travail,

à déposer un projet de loi modifiant la loi du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi de façon à renforcer le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation et à procéder à une définition des droits des chômeurs tenant compte des efforts propres déployés en matière de recherche d'emploi,

à étudier la possibilité de transformer l'ADEM en établissement public et d'améliorer la flexibilité de l'ADEM en procédant à une abrogation générale du monopole de l'ADEM concernant le placement de demandeurs d'emploi.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006,

invite le Gouvernement

à veiller à ce que l'ADEM lance, avec les organisations patronales, une campagne d'information relative aux potentialités offertes par la législation sur les conventions collectives en ce qui concerne les questions liées à l'emploi, la formation et la lutte contre le chômage.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006,

invite le Gouvernement

à faire procéder à un audit sur les mesures pour l'emploi dans le but

de dégager des synergies, regrouper les structures administratives et de réexaminer les objectifs à atteindre par le biais de ces mesures.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006;

- considérant l'opportunité d'encourager la création d'entreprises et de renforcer une politique active de maintien de l'emploi,

invite le Gouvernement

à déposer un projet de loi destiné à permettre une intervention du Fonds pour l'Emploi dans le financement de mise à la disposition de «start ups» nouvellement créées de chômeurs pendant une durée déterminée dans l'optique d'un engagement définitif.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006;

- considérant la «Déclaration sur les priorités politiques du Gouvernement» du Premier Ministre, Ministère d'État du 12 octobre 2005 et notamment son affirmation (p.21): «D'Regierung mengt 't wier eng Politik niewt dem Dill wa mer elo d'Steiere géifen an d'Luut setzen»,

invite le Gouvernement

à renoncer à relever le taux de l'impôt de solidarité de 1% le 1^{er} janvier 2007.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 8

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006;

- considérant la nécessité de renforcer la compétitivité du commerce luxembourgeois par rapport à celle des régions environnantes,

invite le Gouvernement

à développer une stratégie ensemble avec tous les concernés pour améliorer l'attractivité du commerce luxembourgeois par rapport à la Grande Région,

à initier un grand débat public sur l'heure d'ouverture des magasins,

à élaborer un projet de loi qui permettrait de décider quand et sous quelles conditions les magasins peuvent être ouverts, étant entendu que les heures d'ouverture doivent être fixées en tenant compte du droit du travail existant.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 9

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006;

- considérant l'importance d'une programmation financière à moyen et long terme,

invite le Gouvernement

à mettre en place une procédure permettant une meilleure prévision des recettes fiscales et une meilleure évaluation des conséquences prévisibles de modifications du régime fiscal existant,

à assurer une plus grande transparence de la répartition des recettes fiscales entre l'Etat et les communes,

à veiller à ce que le groupe d'analyse fiscale, que le Gouvernement entend mettre en place, fasse une analyse secteur par secteur de la compétitivité fiscale aux niveaux régional, européen et international.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 10

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006;

- déterminée à œuvrer pour une politique plus ciblée en matière de transferts sociaux,

invite le Gouvernement

à établir dans les meilleurs délais une matrice des transferts sociaux.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Meisch. Nächste Riedner ass den honorablen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, knapps zwee Joer no de Wahl vum 13. Juni 2004 ass dës Legislatur op engem wichtege Etappenzil ukomm.

(Interruption)

De Wee fir d'Konsolidéierung vun den öffentleche Finanzen ass ofgestach, den Trend vum Defizit säit 2003 ass gestoppt, d'Regierung huet sech domat eng zolidd finanziell Grondlag gi fir hir Reformen. Dës Konsolidéierung ass kee Selbstzweck. Si huet als Zweck d'Konkurrenzfähigkeit vum Land ze verbesseren, de Kampf géint de Chômage méi effikass ze maachen, d'Gläichgewiicht tëschent dem Sozialen, dem Wirtschaftlechen an dem Ekologesche festzeleeën.

Ech erënnere mech nach, dass de grénge Kolleeg François Bausch virun de Gemengerotswahl gesot huet: „Waart bis no de Gemengerotswahlen, da kënnt et knëppeldéck.“ Et kënnt net knëppeldéck, Här President, well dee richtige Mechanismus vun der soziale Concertatioun nach ëmmer funktionéiert. De Sozialmodell, deen a jorzéngtelaangen Ausenansetzungen opgebaut gouf, bleift net nëmme a senger wesentlechen Objektivitéit, mä och a sengen Instrumenter bestoen.

D'Objektivitéit, dat sinn: d'Solidaritéit, d'sozial Kohesioun, d'Ëmverdeelung vum Räichtum, dee geschafe gëtt, d'Erhalen an den Ausbau vun öffentlechen Déngschtleeschungen.

D'Instrumenter, dat sinn: déi öffentleche Versécherunge géint Krankheet, fir d'Fleeg a fir den Alter, d'Hëllef fir Kanner a Famill, d'Mëttele géint de Chômage.

Et gëtt kee sozialen Ofbau, mat anere Wieder: Dat soziaalt Netz bleift erhalen a gëtt un d'finanziell Méiglechkeete vun Stat vun haut ugepasst. Den Index bleift, zwar décaléiert, mä e gëtt net ausgesat. Den Ajustement kënnt, zwar an

zwee Etappen, mä e kënnt. D'Leeschunge vun de Keesen an der Fleegeversécherung bliwen. D'Leeschunge fir d'Famillje bliwen och, zwar net indexéiert, an d'Recetten dovunner gi fir méi Crëchen a fir méi Encadrement fir d'Schoulkanner agesat. D'Entschädigung am Fall vu Chômage gëtt net reduzéiert. De Mindestloun gëtt an d'Luucht gesat.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

An där Opzielung, Här President, sinn eng Partie Sacrificer enthalen. Mir mengen déi Sacrificer wäeren ze erdroen, well se sozial gerecht verdeelt sinn. Dat gëllt och fir eng Partie Taxen a Steiererhéijungen. De Bäitrag fir d'Fleegeversécherung geet an d'Luucht, d'Solidaritätssteuer och, grad ewéi den Taux parking fir verschidde Servicer bei der TVA vun 12 op 15%. Dat ass keng haart Steierschrauf, wéi se an anere Länner ronderëm ons gedréint gëtt.

Et däreif een awer déi Sacrificer net erfrospillen. Si bedeite sécher Aschnëtter am Akommes, also och am Konsum, hunn also sozial a wirtschaftlech Konsequenzen. Dobäi muss et da kloer sinn, dass déi Sacrificer eppes bréngen mussen. Si müssen hëllefen déi Problemer ze meeschteren, déi mer effektiv als Land kuerz- a mëttelfristeg hunn.

Här President, d'Analys vun de Problemer vun de Statsfinanzen ass kloer an dättelech am Avis vun der Tripartite novollzunn. Si weist, dass den Defizit vum Stat 2002 agesat huet an 2004 dee vun gesamten öffentleche Secteur, dat heescht: den Zentralstat, d'Gemengen an d'Sécurité sociale. Vu plus 5,9% vum PIB am Joer 2000 ass et erofgaang op minus 1,9% am Joer 2005. D'Ausgabe vun öffentleche Secteur sinn tëschent 2000 an 2005 vu 37,7% bis op 44,3% vum PIB eropgaang. Ganz kloer huet d'öffentlech Hand an deene Joren hir Ausgabe massiv, ze massiv erhéicht.

De Statsminister huet déi massiv Ausgabenerhéijung vun 2003 an 2004 doduerch argumentéiert, dass d'Konjunktur sollt gestäipt ginn. Dat ass sécher nëmme zum Deel duerch déi héich Investitionsquot de Fall gewiescht, awer net duerch déi ze héich Fonctionnementskäschten. 2002/2003 huet de Stat massiv Leit agestellt, ëm déi 500 nei Statsbeamten, déi net alleguer nëmme fir d'Police an d'Schoul bestëmmt waren.

Här President, kee Land a keng Gemeng kann iwwer hir Mëttele liewen oder si driewen op kuerz oder laang an d'Faillite. Dat schuet an éischer Linn deenen, déi de Stat an d'öffentlech Hand am meeschte brauchen. Dat veraarmt de Stat an d'Gemengen. An dofir hu Regierung wéi Gemengen, egal wéi hir politesch Zesummesetzung ass, hir Budgeten am Gläichgewicht ze halen a kënnen héchstens fir d'Investissementer fir d'Zukunft Schold maachen.

Et gëtt net einfach, Léisunge fir déi schwiereg a vernetzt Problemer, mat deene mer ze dinn hunn, ze fannen. D'Theorië vun enger staatlech dirigierter Wirtschaft oder vun Defiziter, déi keng wirtschaftlech Couverture hunn, hunn 1990 endgültig Faillite gemaach. Mir sinn an enger oppener Welt, un déi ons Wirtschaft sech upasse muss.

Ech hu gehéiert, et wäere Leit zum Beispill der Meinung, ech hunn dat den 1. Mee gehéiert, et sollt een e Präisstopp zu Lëtzebuerg festleeën, fir der Inflation Här ze ginn. Ob dat da fir d'Pétrolspräiser funktionéiert misst een emol probéieren, dat wär wierklech ze schéin.

Här President, d'Noutwendegkeet vun der Konsolidéierung leet sech direkt aus dem Mandat vum Koalitionsprogramm of, fir d'Norme budgétaire am Aklang mat der wirtschaftlecher Entwécklung ze bréngen, grad ewéi de Pacte de stabilité de croissance ze respektéieren.

Dëst ass vun der Chamber am Dezember 2005 mat Nodrock verlaangt ginn, a ganz prezis am Budgetsrapport vum LSAP-Deputéierte Roger Negri. Den LSAP-Deputéierte sot doran, dass d'Regierung hir Prioritéite fundamental misst ré-évaluéieren, d'Contrainte budgétaire verbessern, an zugläch hir Moyenen op déi Prioritéiten ausrichten.

En huet och vun enger mangelnder Soutenabilitéit vun den öffentliche Finanzen geschwat. Dat heescht, dass mer allgemeng net d'Gewinnecht hunn hei zu Lëtzebuerg ze analyséieren, wéi effikass d'öffentlech Ausgabe sinn, dass mer weder d'Resultater vun den Ausgaben nach d'Emstänn dovunner kennen. Dat géllt fir d'Investissementer wéi fir munech sozialekologesch oder soss Ausgaben. Vill an oft gétt gär mat der Strenz gefuer, an net no den eigentleche Besoinen. De Stat - sot och de Budgetsrapporteur deemools am Dezember 2005 - muss seng Gestioune moderniséieren, seng Prozedure vereinfachen, seng Bürokratie ofbauen. E puer Elementer dovunner fénnen een an der Ried vum Statsminister.

Här President, dës Koalitioun freet e responsabelen Effort vun de Salariaie wéi vun de Pensionären an de Betriber. Si freet deen net aus Larifari, mä aus der Noutwendegkeet, dem Stat Mëttelen ze ginn, fir déi nei Zäit ze preparéieren.

De Kompromëss an der Tripartite vum 19. Abrëll ass eng noutwendeg Virgab, fir op dee Wee ze goen. Mir wëssen all, dass dee Wee schwéier war an ass. Wa vun Index, Ajustement oder Steieren an Taxé Rieds geet, da si mer an Tabuzone vun der sozialer Ausernersetzung. Da geet et ëm Lagera Grabenkämpf, déi esou al si wéi d'Sozialgeschicht vu Lëtzebuerg. De Kompromëss vun der Tripartite weisst, dass déi Tabuthemen nach ëmmer bestinn. E weisst awer och, dass trotzdeem Fortschreitter erreicht kënnen ginn. A wann ech vun Tabu schwätzen, da mengen ech domat grondleeënd Instrumenter vun der sozialer Kohesioon an der Emverdeelung. Den Index ass ee vun deenen.

Den Tripartite-s-Mechanismus besteet am Wëlle vun der Politik, mat de Sozialpartner en Accord ze treffen an net géint d'Sozialpartner ze regéieren. Dat erspuert Opreegung an Duercheneen, déi Lëtzebuerg, mengen ech, sech manner ka leeschte wéi munech méi grousst Land. Wann déi Concertatioun mat staarke Gewerkschaften a Patronatsverbänn net stattfénnt, geet d'Ausernersetzung op d'Strooss, wéi een dat am Frankräich viru kuerzem gesinn huet.

De Mechanismus besteet awer och an der Bereitschaft vun de Gewerkschaften noutwendeg öffentlech Aufgabe mat unzegoen. De Mechanismus stäerkt sécher och d'Gewerkschaften an d'Patronatsverbänn. Et gétt hinne Gewicht am Décisionsprozess an der Gesellschaft zwësche Betriber a Saliariat, mä och zwësche Gesellschafts- a Berufsgruppen.

Natierlech kann een dozou munches soen; als Parlamentarier besonnesch. Et ass jo net fir d'éischt, dass d'Tripartite als Enceinte kritiséiert gétt, déi d'Prerogativë vun der Chamber beschneide géif. Dat war schonns an de 70er Joren de Fall, wéi déi deemoleg DP-LSAP-Regierung dat Instrument vum Krisenmanagement agefouert huet. Si gouf deemools vun der extremer Lénker bis zur CSV schaarf kritiséiert.

Ech stelle mer allerdéngs Froen iwwer d'Méiglechkeete vun der Politik a vun deemem Parlament, ouni enke Kontakt mat de sozialen a wirtschaftleche Relais d'Zukunftsfroen unzegoen.

Et ass net onwesentlech fir d'Stabilitéit vun Land, dass déi sozial a wirtschaftlech Kräfte vum Land an esou enger Enceinte zesumme-

kommen. Ech zielen och de Conseil économique et social dozou, dee ganz bestëmmt eng wichtige Roll beim Cheminement vun de Gedanke vun der Reflexioun vun deene Kräften hat. Dëst Organ huet a sengem Avis iwwert d'Lag vum Land d'Regierung opgefuerdert - dat sinn also d'Patronen an d'Salariatsvertrieder - seng Finanzen ze sanéieren, d'Sozialtransferté besser ze cibléieren, seng mëttelfristeg Prioritéite méi kloerzestellen.

An da schlussendlech fir déi, déi d'Tripartite kritiséieren: Ass et dann net eigentlech normal, dass d'Sozialpartner e Wuert matschwätzen, wann et ëm Akommes, Emverdeelung a Prélèvements geet, déi de soziale Fridden an déi sozial Kohesioon betreffen? Den Index ass en Instrument fir d'Kafkraaft ze erhalten. Den Ajustement ass den Upassungsmechanismus vun den Akommesse vun den eelere Leit. An do sollen d'Sozialpartner net matschwätzen?

Här President, sécher gétt et der, déi nach méi rabiat un der Steuerschrauf dréine wëllen, oder manner dréine wëllen; et gétt der, déi den Index méi rabiat upacke wëllen; et gétt der, déi den Ajustement carrément aussetze wëllten; et gétt der och, déi mengen d'Aarbechtsrecht kënn zu Dispositioun stoen. An da gétt et Leit, déi mengen, wat do bei der Tripartite erauskomm ass, wär net - zwëschen Anführungszeichen - „strukturell“ genuch. Ech hunn dat och vun engem CSV-noon Think-tank gehéiert. Ech hunn et vun der DP gehéiert. Ons gréng Kolleegen hunn an engem offene Brëif un de Statsminister gemengt, de Sozialstatmodell misst insgesamt iwwerducht ginn. Mir bräichten de Courage, ech zitieren: „zur globalen Reform des gesamten Systems“.

Heescht dat dann elo, dass zum Beispill de Statut unique vun de Salariaie mat der Fusioun vun de Krankekeesen hannendrun näischt Struktureles ass? Oder dass Reformen an der Assurance maladie, oder Assurance accident, oder bei der Assurance dépendance net strukturell wäeren? Oder heescht dat, dass déi Sacrificer, déi elo an der Tripartite ofgemaach gi sinn, der versammelter Opposition net duerginn, ebe well se net - zwëschen Anführungszeichen - „strukturell“ sinn. Wat wäeren da strukturell Alternativen? Wär dat carrément den Ofbau vu soziale Leeschtungen?

Wann een haut d'DP no strukturelle Reforme ruffen héiert, mengt een net, dass se nach viru manner wéi zwee Joer an der Regierungsverantwortung war! Si huet vun 2000 bis 2004 d'Budgeté mat opgestallt, an och där mat vill Defizit matgedroen. Deemools allerdéngs wäeren dat no DP-Liesaar „konjunkturell“ Defiziter. Haut sinn et „strukturell“, well d'Regierung schlecht soll sinn.

Ech verstinn dofir net, dass eng Partei wéi d'DP dee Kompromëss an der Tripartite esou lichtfankeg als ongenügend ofdeet. Wat sinn dann d'Léisunge vun der DP?

Mat der DP wär den Index fir d'éischt emol ganz ewechgefall. Si huet sech e komplizéierte Mechanismus ausgeduecht, deen d'Relatioun zwëschen de Präisser an dem Akommes eliminéiert hätt. D'Statsausgabe sollen ageschränkt ginn: Wou, gétt net gesot. Néierens, op kengem Punkt! En neie Rentendéich gétt gefuerdert am Hibleck op eng Opweechung vun der öffentlecher Altersversuergung zu Lëtzebuerg. D'Aarbechtsrecht wär zur Dispositioun. Et gesäit een, op wat fir een neoliberalen Trip d'DP sech begétt, no deem dass se sech an der viregter Koalitioun als eng Gewerkschaftspartei entwéckelt hat.

Déi Gréng, Här President, hunn zwar déi Mesuren, déi bei der Tripartite erauskoumen, net global kleng geriet. Si hunn awer d'Tripartite prinzipiell als ondemokratesch ofgedoen, well déi Debatten han-

nerzuel zouenen Dieren, an net am öffentleche politesche Raum gefouert goufen. Ech kann dat net no-vollzéien.

(Interruption)

An och d'DP mengt, et misst een an öffentleche Foren esou Diskussionsfeieren.

(Interruption)

Här Bausch, Dir hutt kritiséiert, dass d'Tripartite hanner zouenen Dieren fonctionnéiert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Dat ass richtig, Här Fayot.

M. Ben Fayot (LSAP).- Voilà! An dat hutt Dir kritiséiert...

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Awer net an deem Sënn, wéi Dir dat elo grad duergestallt hutt, wat mer...

M. Ben Fayot (LSAP).- Der kënn dat jo dann...

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- ... en ondemokratesch Gremium herno, wäert Der gesinn. Dat ass eng grouss Nuance, Här Fayot.

M. Ben Fayot (LSAP).- Jo, da kënn Der ons déi Nuance dann herno erklären. Fir mech ass dat e bëssen eng reng Nuance. Dir musst mer dat dann erklären.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Dat wäert ech maachen.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech sinn dee leschten, deen d'öffentlech Debatt fäert. Ech stelle mer awer net vir, wéi esou eng komplex a villschichtig Diskussioun a Biergerversammlungen oder Foren ouni Relais an der Gesellschaft vir sech goe soll, esou wéi d'DP dat proposéiert.

Da gétt och nach eng global Reform vum Sozialstat-Modell verlaangt. Mir wëssen awer aus der Erfahrung mat de Sozialpartner, dass „global“ Léisunge schéi kléngen, mä näischt aussoen.

An da freet ee sech, wat dann d'Alternativen zu de Resultater vun der Tripartite wäeren, déi agestannere weis schwéier ze erreeche wäeren, vill Verhandlungsgeschéck verlaangt hunn. A wann een duerno sicht, da fénnen een dann ëmmer nach nëmmen nei Sacrificer, méi Sacrificer. Wéi soll dann de Sozialsystem emgebaut ginn? Wat sinn dann déi strukturell Aschnëtter? Näischt Klores hunn ech bis elo an där Hisiicht héieren.

Dogéint muss a kann ech hei behaupten, dass dës Regierung kee Sozialofbau bedreift, mä dass se d'öffentlech Finanzen an d'Rei bréngen wëllt, fir onst Sozialnetz ze erhalten.

Här President, d'Konsolidéierung vun den öffentliche Finanzen däerf och d'Gemengen net vergiessen. Verschidde Gemenge sinn an enger schwieriger Finanzlag. De Statsminister huet gëschter duergeluecht, dass d'Gemenge vum 1. Januar 2007 u méi Sue kréien: méi en héijen Undeel un der Lounsteuer, well de Barème net ugepasst gétt; Erspuernerisser op de Personalkreditier weinst der Modulatioun vum Index; d'Erhéijung vun der TVA bréngt eppes méi; si si mat 10% un der TVA-Recette a mat 20% un der Autossteuer, déi jo emgéännert a méi héich soll ginn, dobái. An déi dräi lescht Einnahmen, huet de Statsminister gerechert, bréngen de Gemengen alleguer 14,5 Milliounen Euro am Joer.

Natierlech mussen d'Gemenge sech un de Käschtendeckungsprinzip halen, ouni Benefisser op hiren Déngschtleeschungen ze maachen. D'Gemenge sollen och 4.500 Euro pro Awunner als Kapitalzoulag kréien, wa se hir Awun-

nerzuel bannen zéng Joer ëm 15% erhéien. Natierlech ginn awer och duerch déi Bevölkersaugmentatioun d'Fraisën an d'Luucht, et brauch een nei Infrastrukturen.

Hei wëll ech eng direkt Fro un de Statsminister stellen, eng praktesch Fro, déi munch Schäfferéit sech elo zu deemem Zäitpunkt stellen: Wéini ass dee Betrag fir d'Gemengen, deen elo an der Erklärung vum Statsminister steet, fälleg? Besonnesch ass dat wichtig fir Gemengen, déi elo Lotissementer a Wunnensbau an hire Schäfferéit, an hire Gemengeréit wëllen decidéieren. Wéini kommen déi Ausféierungsbestimmungen?

Ech mengen, et ass wichtig, dëst kloer ze maachen, well dovun hängk of, wéi séier d'Décisionen an de Schäfferéit geholl ginn: elo direkt oder eréischt an engem oder zwee Joer. Dovunner hängk och of, ob d'Gemenge waarden, bis d'Reglementer kommen, oder ob se direkt aktiv ginn. An dovun hängk da schliesslech och awer de Wunnensmaart an d'Präisbildung of, an ech mengen, wann d'Regierung schonn op dee Wee wëllt goen, wär et wichtig, dass se do och de Gemenge kloer Wäi géif aschëdden.

Schliesslech wäerten déi Suen, déi erakommen, déi Ausfäll bei der Gewerbesteier a bei dem Fonds de dotation financière vun de leschte Joren net ersetzen. Ech mengen, et ass wichtig, dass déi gesamt Finanzsituatioun vun de Gemengen an d'Effeten och vun den neie Mesuren op d'Gemengen am Conseil supérieur vun de Finances communales analyséiert ginn.

Insgesamt kann ee bei de Gemengen, grad ewéi bei de Betriber an de Bierger, zrëckbehalen, dass d'Konsolidéierung vun de Statsfinanzen hinne Vertraue gétt an domat fir Planungssécherheet grad ewéi fir de wirtschaftlechen Opschwonk suergt.

Här President, d'LSAP begréisst ausdrécklech dee Kompromëss, deen an der Tripartite fonnt gouf. Den Avis vun der Tripartite ass e wichteg Dokument fir de weidere Verlaf vun der Legislatur. En ass eng Basis fir déi weider Zesummenaarbecht zwësche Regierung a Sozialpartner. Déi Zesummenaarbecht ass an deem Avis ageschriwwen a kann a muss zu weidere Succès vum der sozialpartnerschaftlecher Politik zu Lëtzebuerg féieren. De Lëtzebuerger Modell leeft a bréngt Resultater zum Wuel vum ganze Land.

Här President, de Statsminister huet a senger Ried eng Partie Chantieren opgezielt, déi dës Regierung eropzéie wëllt. Mir si mat senger Analys eens, dass d'Diskussioun iwwert déi finanziell Konsolidéierung, mat där d'Tripartite befaasst war, en fait eng Diskussioun iwwert d'Zukunft vum Land war an ass. Si huet nämlech domat ze doen, ob mer déi finanziell Mëttelen hunn, fir onst Land nei ze gestalten.

Et geet natierlech net mat finanzielle Mëttelen duer. D'Zukunftsgestaltung ass eppes Schwieriges a brauch oft laang Zäit, bis se an de Käpp ukomm ass. Si brauch och politesche Courage a verlaangt, dass een iwwer säi politesche Schiet ka sprangen.

En Beispill just: Haut gétt et keng Opzielung vun Zukunftsgestaltung méi ouni dass Uni a Fuerschung erwähnt ginn. Nach viru sechs Joer - sechs Joer! - war dat Wuert „Uni Lëtzebuerg“ en Tabu zu Lëtzebuerg. Sechs Joer! Dräi Joer nom Gesetz vun 2003 iwwert d'Uni gétt et nach ëmmer Reserve bei manche Leit, manche gescheite Leit, iwwert déi Uni. Fuerschung huet meeschtens missen en direkte wirtschaftleche Benefiss bréngen. Och haut menge vill Leit, d'Fuerschung misst sech direkt bezuelen maachen.

Sécher wäert nach munch Diskussioun an Iwwerzeugungskraaft néideg sinn, fir dem Land kloer ze

maachen, dass Uni a Fuerschung déi noutwendeg Nodenklechkeet a geescht Kraaft ginn, déi eng Gesellschaft brauch, fir sech ze moderniséieren. Dofir begrëissen ech den Asaz vun der Regierung fir d'Uni an d'Fuerschung an de finanzielle Beitrag, an ech gesinn doran eng Ausso iwwert déi positiv an offensiv Astellung vun der Regierung.

Op där méi konkreter Säit nach en anert Beispill dofir: den Tram. Den Tram! Vun 1990 un, säit der Etüd Luxtraffic, ass dat städtescht Verkéiersmëttel, wat mer ufanks de 60er Joren ofgeschaaft hunn, erëm am Gespréich. Modern, ekologesch, nohaltig, roueg, sécher, zuverlässig huet den Tram sech haut a ville Stied an Europa erëm duerchgesat. An der Stad - an der Stad! - gouf den Tram aus kleng kariéieren, elektoralistesche Grénn fir 20 Joer laang verhénnert. 20 Joer laang, wa mer fäerdeg sinn. Vläch méi. Elo si mer endlech erëm beim Tram ukomm, beim lichten, innerstädtischen Tram.

Zukunftsgestaltung, dat gesäit een un deenen zwee Beispiller, besonnesch och un deem méi konkrete vum Tram, ass effektiv schwéier, well se verlaangt, iwwer Gewinnechten an Interessen Neies ze entwerfen an duerchzesetzen.

Här President, déi vill Zukunftschantieren, déi de Statsminister duergestallt huet, mussen schnell an engergesch ugepaakt ginn. Ouni de Suivi duerch déi eenzel Ministeren an och d'Chamber an d'Fraktiounen geet soss näischt weider. Mir hunn dat an der Erfahrung. Villes vun deem, wat an der Regierung fir d'Tripartite preparéiert gouf, interessant Dokumenter, mengen ech, sollen elo an d'Aarbecht vun de Chamberskommissiounen afléisen, an et ass d'Roll vun der Chamber a vun de Fraktiounen alleguer, déi Reformaarbecht ze begleeden, ze inspiréieren an och ze kontrolléieren.

Dëst géllt zum Beispill fir d'Bekämpfung vum Chômage, déi enk mat der Schafung vun neien Aarbechtsplazen, also mat Kompetitivitéit a wirtschaftlecher Dynamik zesummenhängt. An der Ried vum Statsminister goufen eng Partie Pisten zur Aarbechtsmaartpolitik duergeluecht. Och hei hängk villes dovunner of, wéi aktiv se emgesat ginn. Et däerf net sinn, dass herno nëmmen d'Solidaritätssteuer eropgehewe geëtt a soss näischt geschitt.

Dofir solle mer méiglechst schnell déi Debatt hei féieren, déi d'LSAP gefrot huet an déi regelméisseg soll widderholl ginn, fir d'Fort-schreitter vun der Aarbechtsmaartpolitik ze constatéieren. Mir kënnen do op déi vill Iddien, déi den Aarbechtsminister festgeluecht huet an och schonn zum Deel an der zustänneger Kommissioun duergeluecht huet, zrëckgräifen, an ech mengen, dat gétt eng wichtig Debatt fir d'Gestaltung vun der Aarbechtsmaartpolitik zu Lëtzebuerg.

D'Tripartite gouf och mat engem Pabeier vum Wirtschaftsminister iwwert d'Kompetitivitéit vun onse Betriber befaasst. Sécher kënn déi decidéiert Indexmodulatioun de Betriber op deem Plang entgéint. Si gewanne 700 Milliounen Euro. Fir d'Patronat anscheinend ass dat net strukturell, well et nëmme bis Enn 2009 géllt. Déi Logik verstinn ech net.

Et ass och wichtig ze notéieren, dass d'Tripartite d'Lounentwécklung an Zesummenhang mat der Entwécklung vun der Produktivitéit gesäit. Grad ewéi mer constatéieren, dass elo endlech mat der administrativer Iwwerbelaaschtung Schluss gemaach gétt. De Statsminister huet dofir schlëm an engergesch Wierder gebraucht. Hie schwätzt vu Bürokratediktatur! D'Fro sief erlaabt, wéi déi administrativ Vereinfachung dann elo soll geschéien, nodeem dass jorelaang dovun geschwat gétt. Émsou méi wéi se mëttelfristeg dozou bäidroen kann, d'Fonctionnementskäschte

vum Stat an der Gitt ze halen oder souguer ze reduzéieren.

Mir begréissen och ausdrécklech, dass iwwert de Logement der Tripartite en Text virgeluecht gouf, deen do zur Kenntnis geholl gouf. En dokumentéiert de Wëlle vun der Regierung, op deem Gebitt endlech weiderzoukommen. En dokumentéiert awer och, dass op deem Gebitt scho vill Iddie bestinn an dass et endlech un der Zäit ass se ëmzesetzen. A schlusslech dokumentéiert en déi eminent Roll vun der Gemenge bei der Ëmsetzung vun deem Plang.

Mir sollen also dësen Text iwwert de Logement an der zoustänneger Chamberkommissioun kucken an d'Regierung unhalen, déi Virschléi ëmzesetzen.

D'Gemengen hunn am Wunnengsbau eng grouss Roll ze spillen. De Stat wëllt mat hinnen e Wunnengspakt ofschléissen. E wëllt de Gemengen dobäi hëllef d'Folgekäschte fir nei Infrastrukturen ze meescheren. Ech hu virdrun drop higewisen, dass d'Gemenge schnell wëllen am Klore sinn, dass se bereet sinn, schnell dozou Aktiounen ze ënnerhuelen an dass si dann och gäre wësst, wou se mat hire Lotissementsprojeten dru wäeren.

Här President, ...

Mme le Président. - Här Fayot, Dir nennt lech ëmmer un den Här President, et wor e Changelement scho virun enger gewëssener Zäit.

(Hilarité)

Ech hu bis elo net intervenéiert, ech hunn lech andächtig nogelauscht, mä bei der fënnefter Kéier hunn ech mer erlaabt lech dorop opmierksam ze maachen. Entschëllegt, Här Fayot.

M. Ben Fayot (LSAP). - Merci, Madame Presidentin. Ech weess awer elo net, wéi mer dat elo sollen organiséieren, wann elo den Här President erméckent. Also, ech menge schonn, mir bräichten en Écran dohannen, fir hannerun ons ze gesinn.

Also, Madame Presidentin, vläicht eppes, wat méi lokal ass an trotzdeem awer och nationale Charakter huet. Als Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg begréissen ech, dass endlech d'Gemengen Instrumenter kréien, fir géint d'Désertifizierung vun der Stadkäre virzegoen an d'Spekulatioun an d'Büroisierung an der Stad ze bekämpfen. Dëst treëft och fir aner Gemenge schonn zou. De Stadkär vun der Hauptstadt huet Dausenden Awunner verluer. Dorënner leit d'Geschäfts- an d'Gesellschaftsliewen. D'Büroer verjoen d'Awunner. Dorunner, dat muss een allerdéngs soen, huet och de Stat sech jorelaang bedeelegt, an dat muss ophéieren. Déi Instrumenter, déi am Logementspabéier sinn, kënnen dozou bäidroen.

Datselwech géllt fir Baulücken, dat heescht fir Terrainen, déi jorzéngtelaang an de Quartieren onbebaut leie bleiwen.

Madame Presidentin, e weidere Chantier ass den öffentliche Transport. Mir begréissen, dass den Transportminister d'CFL-Tripartite am Konsens mat der Sozialpartner zu Enn gefouert huet. Mir hoffen, dass déi weider Diskussioun mat der Sozialpartner iwwert de CFL-Cargo zügeg weiderkommen.

Op den öffentliche Transport komme grouss Erausforderungen duer. E muss flexibel, sécher, méiglechst pünktlech a benutzerfrëndlech sinn.

Mir hunn och, dank dem intelligente Verhandel vum Transportminister, e politesche Konsens mat der Stad Lëtzebuerg erreecht, fir d'Schinn ze favoriséieren an den Individualverkéier ze bremsen. Sou wéi den Tram an der Stad concevéiert ass, kann en och an anere Géigende vum Land eng nohalteg

a sënnavoll Alternativ fir d'Mobilitéit am innerstätesche Beräich sinn.

Eng wesentlech Zukunftsaufgab ass d'Bekämpfung vum Klimawandel. Den Ëmweltminister huet elo säin Aktiounsplang fäerdeg, fir d'CO₂-Emissiounen ze reduzéieren an domat ons Kyoto-Engagemente dauerhaft ze erreechen. Dëst hänkt enk zesumme mat onser Energiepolitik, ënner anerem mat onser Ofhängegkeet vu fossile Brennstoffen, also vu Bensin an Diesel a Mazout.

D'Kyoto-Politik engagéiert jiddferen, Autofuerer, Bauhär, Hausbesëtzer, Betriebschef oder Patron. D'Regierung - sou hunn ech et verstanen - geet op enger breeder Front vir: duerch steierlech Incitatiounen engersäits, duerch breet gefächert Programmer andersäits. Op den Accise fir Bensin an Diesel gëtt eng Kontributioun agefouert, déi direkt fir de Kyoto-Fong bestëmmt ass. D'Autossteier gëtt reforméiert, fir emissionsarem Ween ze förderen. Eng nei Wärmeschutzverordnung soll den Energieverbrauch vun de privaten an öffentliche Gebaier drosselen a schlusslech sollen nei Energiequelle gesicht a geförderd ginn. Dozou kënn den Usaz op Betriber ze setzen, déi an der Ökotechnologie tätég sinn.

Dës Strategie ass zesummenhängend a versprécht Erfolleg.

Ee Wuert wëll ech awer nach verléieren iwwert d'Energieversuergung vum Land.

D'Regierung wëllt ons Energieversuergung diversifizéieren. Dat ass gutt. Si wëllt onst Elektrizitätsnetz an den Europäesche Verbund abannen. Si wëllt domat d'Versuergungssécherheet an den Zougang zum europäesche Maart assuréieren. Nach muss deen europäeschen Energiemaart sou fräi funktionéieren, wéi dat vun der Europäescher Union geduecht war. Et gëtt nach vill Enkpass zwëschen de Länner a vill Problemer bei der Kupplung zwëschen de Mäert.

Mir wëssen, dass mer iwwert den Europäesche Verbund och Atomstrom kréien.

Dogéint kënnen mer, sou wéi dat ugeluecht ass, näischt direkt maachen. Mir kënnen awer kloerstellen, dass d'Nuklearenergie keng Zukunftsléisung fir d'Energieversuergung ass an dass mer se solle vermeiden, wou mer kënnen. Dëst ass eng traditionell Positioun vun alle Lëtzebuergger Regierunge säit Métt vun den 80er Joren. Ech wëll dat ënnersträichen zu engem Zäitpunkt, wou den Atomlobby probéiert, déi Energiequell erëm opzepäppelen. Atomenergie ass eng enorm opwändig Energie, d'Entsuergung ass net garantéiert, d'Sécherheet och net, wat 20 Joer no Tschernobyl nach ëmmer wouer däreft sinn.

Här President, d'Gesondheets- an d'Sozialwiesen ass den Zement vun onser Gesellschaft. Mat vill Fangerspétegefill huet den zoustänneger Minister Propositiounen fir d'Konsolidéierung an deem Beräich gemaach.

Dofir bleift de Renten- a Pensiounsajustement, wéi gesot, zwar décaléiert, awer e bleift.

Dofir bleift d'Qualitéit vun den Dénsgschleechunge vun der Fleegeversécherung, och wann de Beitrag vum Akommes vun engem op 1,4% vum 1. Januar 2007 eropgeet.

An dofir bleiwen d'Leeschunge vun der Krankekeess erhalen. Dofir ass de Sozialminister am permanenten Dialog mat der Sozialpartner an den Dénsgschleechter, fir de finanziellen Equilibre vun de Keesen ofzesécheren.

Deeselwechte Sozialminister ass och befaasst mat der Ëmsetzung vum eenheetleche Statut vun de Salariéen.

Dëst ass ganz bestëmmt en epochale Fortschritt an onser Sozialgeschichte, dee bis Enn 2006 er-

reecht soll ginn. De Prinzip ass an der Tripartite acquis, bleiwen nach d'Modalitéite festzeleeën an och den Iwwergang sou ze gestalten, dass d'Betriber net belaascht ginn. Ech sinn iwwerzeegt, dass de Sozialminister dëst am Sozialdialog hirkreie wäert.

Här President, d'Schoul ass eng weider Erausforderung fir de Reformwëlle vun der Regierung.

A fir dass et vu virera kloer ass: Weder d'LSAP, an ech mengen och net d'Erzëigungsministesch, hu jee behaupt, an der Schoul wär ni virdrun eppes Neies geschitt, hätten d'Enseignanten net dynamesch an innovativ Initiative geholl. Ech war selwer 20 Joer laang an der stater Schoulkommissioun a konnt do gesinn, wéi vun ënnen erop iwwert de Comité de cogestion d'öffentlech Schoul dynamiséiert, erneiert an ugepasst ginn ass.

Ech war och eng Partie Joren Enseignant an hu selwer, grad wéi aner Kollegen, un der Erneuerung vun der Schoul deelgeholl.

Dat verhënnert awer net, dass de Regierungsprogramm op dësem Gebitt e Wandel mat der Politik vun der viregter Regierung vollzunn huet.

A säit dem August 2004 sinn op deem Gebitt wichteg Weiche gestallt ginn.

De Pilotprojet vum Neie Lycée soll nei Forme vu Léieren an Encadrement an der öffentliche Schoul aféieren. Dëse Lycée mécht säi Wee a gëtt all Joer ëm eng weider Klass ausgebaut. E muss natierlech seriö evaluéiert ginn an aus der Experienz mussen Konklusionen objektiv gezu ginn.

D'Erzëigungsministesch huet eng Partie wichteg Etüde fir weider Reformen op de Wee bruecht. Dozou gehéiert d'Beschreibung vum Kompetenzsockel op de verschiddenen Niveauen. Dozou gehéiert och de kruziale Sproochunterricht. Dofir huet de Conseil de l'Europe zesumme mat Lëtzebuergger Enseignanten e Sproochprofil ausgeschafft, deen nei Weeër op deem Gebitt opweist.

Et ass bekannt, dass déi schoulesch, wéi déi sozial Selektioun zu Lëtzebuerg duerch d'Sprooch geschitt. Vill Echecher kommen duerch d'Sprooch, dat heescht duerch den Enseignement vun de Sprooch. De Statsminister sot ons gëscht, dass 1.984 Schüler am leschte Joer d'Schoul ouni Ofschluss verlooss hunn. Net dobäi gerechent sinn déi vill dausende Kanner, déi aus onsem Schoulsystem an d'Belsch oder a Frankräich flüchten. Et ass also derwäert iwwert d'Manéier, wéi d'Sproocher enseignéiert ginn, nozedenken, grad wéi iwwert d'Bewäertung vum Sproochunterricht an onser Schoul. Et heescht elo mat den Enseignant wéi mat den Elteren iwwert déi nei Pisten ze diskutéieren an zur Ëmsetzung ze kommen.

Dat géllt och fir d'Gesetz vun 1912, dat reforméiert gi soll. Mir hätten déi Reform gäre méiglechst schnell, no der ausgiebeger Diskussioun, déi säit iwwer engem Joer stattfënn, well dës Reform d'Primärschoul an d'Schoul bis zum Enn vun der Schouflicht nei gestalten wäert. Mir begréissen, dass de Stat den Encadrement vun de Kanner ausserhalb vun de Schoulstonne weiderentwéckelt. Wann dësen Encadrement keng Schoul ass, esou hänkt en awer enk mat der Schoul zesummen, soss verléiert e seng wichteg Fongtion fir d'Chancégläichheet am Kader vun der öffentliche Schoul.

Net méi spéit wéi haut den Owend, Här President, trëtt d'Erzëigungsministesch a Verhandlung mat de Profgegwerkschaften iwwert d'Missioun vum Enseignant, also iwwert d'Täche. Déi Täche ass

qualitativ beschriwwen ginn: Niewent dem eigentleche Schoulhalen enthält déi Täche Equipenaarbecht, kulturell a sportlech Animatioun an ëmmer méi autonome Gebaier, de Suivi vun de Schüler, d'Ausarbechtung vu Programmer, pedagogesch Zesummenarbecht a Fuerschung. Ofgesinn - wëll ech och nach soen - vun der qualitativer Beschriwwung, wësse mer, dass d'Ministesche d'Täche oder d'quantitativ Täche a Reglementer festleeë muss, déi et bis elo net gëtt.

Här President, fir ofzeschléissen, d'LSAP fënn sech souwuel an dem Avis vun der Tripartite wéi an de Perspektiven, déi de Statsminister gëscht opgezechent huet, erëm. Mir si frou, dass de sozialen Dialog gutt an erfollegräich funktionéiert huet an doduerch de Sozialmodell mat Upassungen erhale bleift. Mir begréissen de Reformwëlle vun der Regierung a mir begréisse besonnesch, dass d'Regierung eng Prioritéit op d'Vollbeschäftegung setzt.

D'LSAP ass an dës Regierung eragaang, fir e modernt, gerecht a solidarescht Lëtzebuerg op- an auszubauen. Dës Tripartite huet dës Absicht ënner Beweis gestallt, grad ewéi déi sellech Reformen, déi an dëser Legislatur schonn entaméiert gi sinn, an all déi, déi ech virdrun ernimmt hunn an déi nach kommen. Mir sinn iwwerzeegt, Här President, Madame Presidentin, entschëllegt...

(Hilarité)

...dass mer um richtege Wee sinn, fir dat ze réusséieren.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

Mme le Président. - Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zwee Joer sinn elo scho säit de leschte Chamberswahl vergaangen...

(Interruption)

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären - dat hei hat ech elo ofgelies, dofir ass dat schif gaangen -, d'Chamberswahl sinn elo zënter zwee Joer eriwuer a mir hunn eng Neioplage vun enger Koalitioun, déi eist Land och schonn tëschent 1984 an 1999 ouni Ënnerbrechung regéiert huet.

Déi sou genannt grouss Koalitioun aus CSV an LSAP hat no de Wahlen 2004 vill Startschwierigkeiten, deelweis duerch hausgemaachten Ursachen an natierlech och duerch extern Schwierigkeiten weinst deene sechs Méint Présidence vun der Europäescher Union. Zwee Joer sinn deemno vergaangen, wou an der Innenpolitik zimleche Stéllstand geherrscht huet, a mat der Erklärung zur Lag vun der Natioun 2006 sollt oder hätt dat missen anescht ginn. Et bleiwen der CSV-LSAP-Koalitioun elo nach ganzer dräi Joer, fir hire Regierungsprogramm ëmzesetzen.

Bei senger Ried zur Virstellung vum Koalitiounsofkommes am August 2004 huet de Statsminister hei op dëser Tribün gesot, dass dës Regierung hir Aktioun wëllt op véier Piliere opbauen: Modernisatioun, Innovatioun, Transformatioun an Integratioun. Dës Regierung géng sech fir d'Moderniséierung duerch e Mentalitéitswandel asetzen. D'Modernitéit an d'Moderniséierung, déi dës Regierung géng ustriewen, géngen am Changelement eng Chance gesinn. „Jo, mir wëlle bleiwen, wat mer sinn, a fir dat ze erreechen, mussen mer changéieren, eis adaptéieren an evoluéieren“, huet de Statsminister hei bei senger Regierungserklärung am August 2004 gesot.

Déi Gréng deele prinzipiell dës Iwwerzeegung. Mir mengen awer, dass mer mussen fäeg sinn, fir iw-

wer eng kuerzfristeg defensiv Politik eraus genuch politesche Courage opzebréngen, fir déi grouss Erausforderungen an engem Sënn unzegoen, dass eist Land och mëttel- a laangfristeg an eng gënschtég Lag versat gëtt.

Politikgestaltung, déi iwwer eng Legislaturperiod erausgeet, dëst ass haut erfuerderlech, wa mer et wëlle fäerdeg bréngen, eist Land ënner de schwierigen internationale Bedéngunge weiderzoubréngen. Wien nëmme Politik mécht mam Bléck op déi nächst Wahlchéance, dee leeft, oder besser gesot iwwerleift, op Käsche vun der kommender Generatioun.

Et gëtt haut Problemfelder, do bleift net méi vill Zäit fir politesch Kalküler oder Spillercher. Wa mer net wëllen d'Zukunft verspillen, da mussen mer elo bereet sinn, eng couragéiert Modernisatioun, Innovatioun, Transformatioun an Integratioun an d'Weeër ze leeden. Da mussen mer couragéiert fir e Mentalitéitswandel antrieden, fir dass mer och an Zukunft kënnen bleiwen, wat mer sinn.

Dee gewaltéigste Chantier, deen eis do erwaart, ass eiser Meenung no - an do sti mer entre-temps laang net méi eleng do, op alle Fall net méi esou eleng wéi nach an den 90er Joren - dee vun Embau vun eiser Industriegesellschaft am Energieberäich. De wirtschaftlechen Opstig vu Länner wéi China, Indien oder Brasilien, wou honnerte vu Milliounen Mënschen dee gläiche Wuelfstand, an zu Recht dee gläiche Wuelfstand, ustriewe wéi mir, huet d'Veinbarkeet vun der Wirtschaft an Ekologie definitiv zur Grundbedéngung vun der Bewunnbarkeet vun eisem Planéit gemaach.

Déi extrem Ofhängegkeet vun de modernen Industriegesellschaften vun de fossilen Energieträger Uelech, Kuel oder Gas gëtt ëmmer méi zu enger wirtschaftlecher Fal. Souguer klengste Krisen driewen d'Präisser fir Réiuelech op ëmmer nei Rekordhéichten.

Tëschent dem Januar 2005 an dem 20. Abrëll 2006 ass de Cours vum Barrel Pétrol vun 43 Dollar op 74 Dollar geklommen. Dat ass bal eng Verdueblung an net emol annerhallweg Joer. De Präisdruck vun de fossilen Energieträger vernicht permanent Wirtschaftswuesstum an deementspreechend Wuelfstand an Aarbechtsplazen.

An engem exzellente rezente Artikel op de Wirtschaftssäite vun der franséischer Dageszeitung «Le Monde» huet e Wirtschaftsjournalist fënnf Grënn uginn, firwat dass de Pétrol weider wäert klammen oder deier bleiwen, och an deenen nächste Méint.

Éischtens d'Spannungsverhältnis tëschent der Offer an der Demande. Zweetens den Ënnerinvestissement bei de Produktionscapacités. Drëttens geopolitesch Facturen: d'Kris am Iran an am Irak zum Beispill, mä net nëmme. Véiertens Spekulationsgrënn, a fënneftens, an haalt lech un, de Risiko vun enger neier virulenter Hurricane season.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dësen Zeenario, Dir Dammen an Dir Hären, wäert eis elo Joer fir Joer begleeden an e wäert nach ergänzt ginn duerch en neien, extrem geféierleche Faktor, nämlech dem Erreeche vum sou genannten Oilpeak, dat heescht vun deem Moment, wou d'Reserve weltwäit no ënnen ufänken ze tendéieren, wat dann och nach en extrem präisdreiwende Raritéitsfaktor wäert an d'Spill bréngen.

Dofir d'21. Jorhonnert wäert - an dofir muss et och esou goen - eng nei industriell Revolutioun bréngen, déi vun der Energieeffizienz a vun dem Opstig vun den erneierbaren Energien an den nowuessende Rohstoffe. Ouni dës nei industriell Revolutioun wäert eise Wirtschaftsmodell net iwwerliewensfäeg sinn.

Duerfir leien och déi gréissten Zukunftsmarchéen am 21. Jorhonnert an de Beräicher Energieeffizienz-techniken, dem Ausbau vun den alternativen Energien, der verstärkter Erschließung von neuwessende Rohstoffe esouwie den Umweltschutztechniken insgesamt.

Gutt ausgebaute Fuerschungszentren, eng zolidd Wëssensgesellschaft an effizient Infrastruktur si wichteg Voraussetzungen fir Techniken an Industrieprozesser zu schaffen, déi fäeg sinn, fir dës Topmäert vum 21. Jorhonnert ze erschließen. Wa mer duerfir vu wirtschaftlicher Diversifizierung a vu Schaffung vun neien Aarbechtsplazen hei am Land schwätzen, da wäre mer gutt beroden, ons grad no deenen dote Marchéen ëmzuecken.

Derbäi kënn dann och nach, dass dee vu Menschenhand provozierte Klimawandel ëmmer méi däitlech an ëmmer méi spierbar gëtt, an dass dese ganz enk mat der gesamter Energieproblematik verzahnt ass. Et nerft een zolidd, dass een an deene leschten Deeg ëmmer erëm huet misse liesen an héieren, dass Kyoto eis eppes géing kaschten. Mir soen de Contraire ass de Fall: D'Näischmaache kascht ons a virun allem déi kommende Generatione vill; fir net ze soen alles.

Den iwwerdriwwene Konsum vum fossilen Energieträger Pétrol ass eng vun den Haaptursachen vum Ausstouss vum schiedleche Klimagas CO₂. An den iwwerdriwwene Konsum vum Pétrol heizt och d'Präisspiral vum deeser Energieform gewaltig un. Wa mer eis ee gewëssene Spitt, eng liicht Otempaus wëlle verschafen, fir dass mer de Strukturwandel am Energieberäich op eng einegermoosse geuerdent Aart a Weis wëllen hikerien, da muss mer de Konsum vum Uelech drastesch reduzéieren. Duerfir ass et wichteg, dass mer bei den CO₂-Reduktiounen net nëmme mam Scheckheft handeln, andeem mer eis fräikafe wëllen, mä dass mer och heiheim eis Hausaufgabe maachen.

Wa mer keng Energiewend, a domat och keng preventiv Klimapolitik an deene kommende Jorzéngten hikerien, da wäerten Turbulenzen op den Energiemäert Entstoen, déi zu ganz geféierleche gesellschaftleche Spannunge féieren. D'Endlechkeet vun de fossilen Energieträger mécht, dass se ëmmer méi rar ginn, an duerfir gëtt d'Tendenz virun allem natierlech vun de Groussmuechten, fir sech mat aller Gewalt dës Ressourcen unzueegen, ëmmer méi grouss. Duerfir sinn een effiziente Klimaschutz an eng Energieeffizienzrevolution och déi wichtegst Fridensinstrumenter ginn am 21. Jorhonnert.

Dës komplex Problematik, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wäert zur zentraler Aufgabebestellung vun all Wirtschaftspolitik, vun all Gesellschaftspolitik an deenen nächste Jorzéngte ginn. Déi Ekonomien an déi Länner, déi zu deem Problemfeld déi géegent couragéiert Strategien, Produkter a Wirtschaftsprozesser kënnen virweisen, wäerte führend sinn am 21. Jorhonnert. Déi Länner, déi Ekonomien awer, déi dës Problematik opschiede wëllen, ausklammere wëllen, oder nach schlëmmer, ignoréieren wëllen, déi wäerten an allen Hisiichten zu de Verlëierer gehéieren.

An deenen nächsten 20 Joer wäert sech entscheiden, ob d'Menschheit fäeg ass rational ze handeln an dementsprechend d'Rudder fir d'Energieeffizienzrevolution ermégelichen. Ech gleewen un de rationale Iwwerlebensreflex vun der Menschheit, an duerfir sinn ech och sécher, dass et genuch Avantgardisten wäert ginn, déi hei couragéiert an nei Weeër wäerte goen. Kommt mir handele politesch esou, dass mer zu den Avantgardisten, dat heescht, zu de Gewinner gehéieren bei där doter Saach!

Déi elo vun der Regierung ugekënnegte Mesuren an deem Kontext fannen eis Zoustëmmung. Dat soen ech ganz däitlech. Et hëlleft awer och näischt derlaanscht, fir hei feststellen, dass eng ganz Rei vun deene Mesurë sécherlech net onbedéngt populär sinn, an ze mengen, et kéint een elo mat deenen allméiglechte Fadenscheinigen Argumenter hei kommen a soen, si géingen net deem déngen, fir wat se géingen agefouert ginn. Dat ass net richtig! Si baséieren op enger Etüd, déi ausgeschafft ginn ass vun der Regierung. An déi Etüd ass ausgeschafft ginn duerch en Opdrag vun deemem Parlament op Basis vun enger Motion, déi déi gréng Fraktioun hei an deemem Parlament erabruucht huet. Et wär wierklech méi wéi seltsam, wann déi gréng Fraktioun duerfir d'Konklusiounen vun där Etüd, an den endlech ugekënnegte Strategiewandel elo hei net géing matdroen.

Mir mengen awer, dass déi Mesuren, déi do ugekënnegt ginn, an e laangfristeg Konzept agebett mussen ginn. Si mussen eis an enger gewëssener Hisiicht och eng gewësse Planungssécherheet bréngen. An do sinn eng Rei Saachen, déi mer och mussen elo widerdenken, ausgehend vun deem, wat hei proposéiert ginn ass. Mir mengen, dass dës Planungskonzept, dës Strategie, muss véier Voleten am Besonnesche behandeln a berücksichtigen:

1. Natierlech: Mir mussen de Leit vermëtteln, dass d'Energiewend an de Klimaschutz zu de wichtegsten Eerausforderunge vun der Gesellschaft an deenen nächste Jorzéngte ginn, an dass mer dës Aufgabe nëmme kënnen lësen, wann all Mensch - an ech betounen „all Mensch“ - an eiser Gesellschaft eng Hand matupaakt.

2. Esou eng Strategie muss déi positiv wirtschaftspolitesch Ufuerderungen ugoen. Dat heescht, eben och d'Export- a Wuesstémsschancen notzen, déi sech an deenen neien Technologien, déi domadder verbonne sinn, verstoppen, an domadder eben och nei Aarbechtsplazen hei am Land schafen. Et besteet eng reell Chance doranner, och fir eise Wirtschaftsstanduert - mir kënnen et net oft genuch widerhuelen -, an déi mussen mer notzen.

3. Mir hätte gären, dass an Zukunft bei alle Projeten, déi am Zesummenhang mam Verkéier sinn, och endlech eng Berechnung vun den externe Käschten, déi ufale fir d'Gesellschaft, gemaach gëtt. Dat ass wichteg, fir dass mer emol eng Kéier kënnen och dat eent géint dat anert opweien, wa mer iwwert dat do diskutieren.

4. Mir brauchen dréngend, a wierklech dréngend fiabel statistesch Material, een effikassen analytischen Instrumentarium an Zesummenhang mat den Emissionen insgesamt.

Wann ech dese grouse wirtschafts- an ëmweltpoliteschen Défi e bësse méi am Detail beschriewen hunn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da war dat och, fir däitlech ze maachen, dass all Sozial- a Gesellschaftspolitik am 21. Jorhonnert wäert ofhängeg si vun der Fäegkeet eben deesen imposante Strukturwandel unzegoen. Duerfir huet et eis schonn enttäuscht, dass aus der Tripartite, no dem Ofschloss vun der Tripartite, lauter Signaler no bausse komm sinn, wéi wann an deene leschten zéng Méint do bal nëmme iwwer kuerzfristeg ugeluechte Spuermoosnamen a weínege iwwert déi dote knallhaart Standuertfaktoren diskutiert gi wär.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat huet och warscheinlech dermat ze dinn, dass d'Aufgabebidder vun der Tripartite guer net méi kloer sinn an deem Land. Dat bréngt mech dann derzou, fir eng kritesch Bestandsopnahme vun dem Instrument „Tripartite“ ze zéien. Mä dass awer

kloer ass, an dass kee Mëssverständnis opkënn: Och déi Gréng si Verfechter vum Sozialdialog, an och mir hu prinzipiell näischt angewende géint d'Aberuffe vun enger Tripartite, fir de Sozialdialog ze fleegen. Allerdéngs hätte mer gären, dass mer emol eng Kéier eng seriö politesch Debat solle féieren, wat an der Tripartite soll sozialpartnerschaftlech verhandelt ginn, a wat net.

Nom 12. Oktober 2005 hat een awer e bëssen d'Impressioun, wéi wann an där Tripartite iwwert déi zéng Méint, déi dono komm sinn, laang a breet iwwert d'Schicksal an d'Zukunft vum gesamte Land sollt dialogiert ginn. Dës huet derzou gefouert, dass während bal engem Joer déi öffentlech politesch Auseinandersetzung ëm d'Zukunft vum Land net richtig funktionéiert huet; fir net ze soe guer net funktionéiert huet. Wann dann d'Resultater vun der Tripartite, zumindest déi, déi dunn no bausse komm sinn, wéi se ofgeschloss waren, nëmme defensiv oder souguer kuerzfristeg ausgerichtet sinn, an déi grouss wirtschafts- a gesellschaftspolitesch Défi vum Land eemol net um Rand touchéiert gi sinn, da brauch ee sech net ze wonneren, wann déi, déi net un deene Gespréicher bedeelegt waren, enttäuscht a verwonnert sinn.

Wann d'Regierung vu vireran de kloer politesch Message ginn hätt, dass se mat de Sozialpartner „nëmme wëllt“ iwwert - entre Guillemets natierlech „nëmme wëllt“ - d'Spuermoosnamen diskutieren, da wär dat kloer gewiescht, an dann hätt parallel dozou dat sollen ugekierpt ginn, wat déi eng „een Zukunftsdesch“ genannt hunn, anerer een «Sommet de la relance» an hirem Wahlprogramm, an nach anerer „öffentlech politesch Ronndeschgespréicher“ genannt hunn. Dann hätten déi lescht zéng Méint och scho kënnen genotzt ginn, fir parallel zu deem, wat an der Diskussioun an der Tripartite ass, iwwert déi defensiv Spuermoosnamen eraus och mëttel- a laangfristeg wirtschafts- a gesellschaftspolitesch Strategien ze entwerfen.

Nom Ofschloss vun der Tripartite ass awer no bausse de falsche Message, eiser Meinung no, vermëttelt ginn, wéi wann duerch d'Resultater eleng vun der Tripartite alles geregelt wär, dat heescht, eis Zukunft ofgeséichert wär.

Bei allem Respekt virun dem Verhandlungsergebnis an och der Bereitschaft zum Kompromëss vun de Sozialpartner: Mir waren dach awer frou, fir gëschter hei ze héieren, dass dat, wat gëschter hei gesot ginn ass an der Lag zu der Nation, iwwert d'Halschent dovunner wäit iwwert dat erausgeet, wat d'reellt Resultat vun der Tripartite ass, an dass domadder awer dorüwer eraus dann elo endlech dee méi breede politesch Débat iwwert d'gesamtgesellschaftlecht Ëmfeld hei am Land ugekierbelt ginn ass.

Wann een iwwert d'Tripartite schwätzt, da kënn een natierlech net derlaanscht, fir iwwert dat Thema ze schwätzen, deen d'Tripartite jo schéngt am meeschten an am längste beschäftigt ze hunn: d'automatesch Lounupassung un den Index. Déi Gréng hatten no der Regierungsdeklaratioun hei am Parlament den 12. Oktober gesot, dass si wëllte bei där gesamter politesch Debat do, déi elo géing ustoen, Faarf bekennen, ier de breeden Débat an der Chamber géing lancéiert ginn, an duerfir hu mir no engem längeren interne Reflexionsprozess am März dës Joer eis Propositionen op den Dësch geluecht. Dorënner war och eng kloer Positioun iwwert den Index. Dat heescht, mir hunn eis kloer Positioun längstens virge-

luecht, ier et an der Tripartite zu engem Ofschloss komm ass, ier bekannt war, wat do géing erauskommen.

Wat hu mer am März dës Joer festgehalten als Gréng?

Éischtens, mir sinn der Meinung, dass d'Lounupassung un den Index eng wichteg sozialpolitesch Mesure ass, an dass dës Instrument als solches net därer a Fro gestallt ginn.

Zweetens, mir sinn der Iwwerzeugung, dass dës Instrument zu soziale Fridden am Land bäidréit, well deen automateschen Inflationausgleich Kollektivvertrags- oder Lounverhandlungen an deem Sënn méi einfach mécht, well d'Gewerkschaften da manner héich Lounforderunge stelle wéi a vergläichbare Fäll am Ausland, eben duerch de Fait, dass et dese Lounautomatismus do gëtt.

Drëttens, mir mengen och, dass déi automatesch Lounupassung un den Index virun allem wichteg ass, fir deene Leit eng Lounupassung ze sécheren, déi ënner kee Kollektivvertrag falen, dat heescht, déi relativ schutzlos ausgelievert sinn.

Véiertens, mir sinn awer der Meinung, dass dese Mechanismus awer am Fall, wou et zu enger Inflationunheizung eleng duerch ee Produkt kënn, an deem Fall de Pétrol, deen 2005 eleng zu 30% zur Inflation bäigedroen huet, et zu engem Modulationsmechanismus muss kommen oder dee muss méiglech sinn. An esou engem Fall gëtt d'Inflation kuerzfristeg extrem ugeheizt, an dës hätt zemoos oder huet zemoos fir eng kleng Ekonomie wéi Lëtzebuerg grouss Nodeeler.

A fënneftens, mir waren der fester Iwwerzeugung, dass ëmwelt- oder gesondheetspolitesch Steuerungsinstrumenter missten am Index neutraliséiert ginn, well dës soss zum perversen Effekt géinge féieren, dass dat, wat mer op där enger Säit wëllen ëmwelt- oder gesondheetspolitesch ëmsteieren, géing op där anerer Säit duerch dese Mechanismus erëm neutraliséiert ginn. Mir waren awer och der Meinung, dass dës Neutralisierung nëmme dierft ugewannt ginn, wann d'Konsumenten iwwer Alternativen um Marché géinge verfügen, déi den ëmwelt- a gesondheetspoliteschen Zilsetzunge géinge Rechnung droen.

Wann ech elo kucken, wat d'Tripartite-Ofkommens zréckbehalen huet, da stellen ech fest, dass dës genau dat ass, wat mir an eisem Pabeier am März dës Joer festgehalten hunn. Näischt méi, awer och näischt manner.

Ech kommen deemno schwéier derlaanscht, fir der Regierung a virun allem de Gewerkschaften ze féliciteieren, dass, wat den Index ubelaangt, se wäitsichteg geduecht hunn. Dat, wat hei zréckbehalen ginn ass, dat huet net nëmme d'Lounupassung un den Index insgesamt als solches ofgeséichert, mä et huet och der Politik den néidege Spillraum ginn, fir kënnen op déi staark verännert wirtschafts-, ëmwelt- a sozialpolitesch Bedéngungen an Eerausforderungen ze reagieren.

Et bleift elo nach déi méi generell Diskussioun iwwert de Wuerekuerf opstoen. Dozou wëll ech folgend Bemierkunge maachen:

Weder de Fraktiounschef vun deene Gréngen nach déi Gréng Partei insgesamt nach all aner Ëmweltbewegung vum der Zivilgesellschaft wëllen de Wuerekuerf ganz ofschafen oder en duerschlächeren.

Mä et muss awer erlaabt sinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Kafkraaft als solches, wéi déi duergestallt gëtt am 21. Jorhonnert, nei ze definieren. Wat war dann d'Grondphilosophie anescht bei der Aféierung vun der Lounupassung un den Index?

Ech ginn emol dovun aus, dass d'Grondiddi war, fir dass all Mensch an eiser Gesellschaft iw-

wert dee Wee eng Kafkraaft géing garantéiert kriegen, déi et him erlaabt, all mënschlech Grondbedierfnisser ze erfëllen. Dorënner verstinn ech un éischter Stell natierlech déi classesch mënschlech Rechter op Wunnen, Ernährung, Bildung, Kultur, Gesondheet, Betreuung an esou weider. Well eng Gesellschaft sech am Wandel vun der Zäit awer verännert, komme sécherlech eng ganz Rei aner Aspekter nach derbäi. Ech gleewen awer net drun, dass den Indexmechanismus fir all méi oder manner schlecht Konsumgewunnechten an der Gesellschaft soll gëllen.

Et ass als ekologesch ausgerichte Partei eist Recht, fir net ze soen eis verdammte Pflicht, par rapport zu de kommende Generationen, verschidde Kafkraaftverhaltensmustere an Fro ze stellen an deemno och se wëllen am Zesummenhang mam Indexwuerkuerf ze diskutieren. An dat Recht wäerte mer eis weider och virbehalen an och wëllen op deem Wee mat diskutieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och op deene classesche sozialpolitesche Felder ass alles anescht wéi geregelt am Moment. Wa mer wëllen déi europäesch, sozialpolitesch Traditioun vum 20. Jorhonnert och am 21. Jorhonnert oprechterhalen, da muss mer eise Bléckwénkel e bësselchen erweideren. Wär et dann net endlech un der Zäit, fir all eis Sozialinstrumenter emol genau ze analysieren, eis d'Fro ze stellen, wat d'Zilsetzung war bei hirer Aféierung, ob mer dës Zilsetzung zum Beispill och erreicht hu respektiv ob d'Zilsetzung iwwerhaupt haut nach ginn ass?

An, Här Fayot, ech wëllt lech soen, esou en Exercice ze maachen, dat huet a priori strictelement näischt mat Ofbau vum Sozialstat ze dinn. Dat ass einfach mënschleche Verstand, deen een do muss spille loossen, dass ee sech déi do Fro muss stellen. Mir maache jo keng Politik einfach nëmme fir Mesuren anzeféieren, ouni en Zil wëllen ze errechen. Duerfir schéngt et eis awer normal ze sinn, dass mer dat mussen a wëlle kënnen maachen. Dat war och eng Kéier ugesat ginn, schonn an enger leschter Legislaturperiode, wou Är Partei och an der Regierung war, tëschen 1994 an 1999, ass awer leider duerno stieche bliwwen an der Diskussioun.

Als Beispill wëllt ech hei nëmme déi villfältig Primen, Subsidien, Allocations oder Steuerabattementen am Zesummenhang mat Kanner erwähnen. Dës sinn zu ganz ënnerschiedleche gesellschaftlecht-politesche Momenter agefouert ginn an haten och ganz verschidden Zilsetzungen. Deelweis widerspriche se sech souguer, jee nodeem wéi ee se haut kuckt. Dorüwer eraus hu mer am 21. Jorhonnert e ganz anert Familljebild wéi am 20. Jorhonnert. Vill Mesuren, déi mer viru vläicht 20 oder 30 Joer agefouert hunn, déi et haut nach gëtt, déi bauen awer nach op dat classesch Familljebild vun, ech géing emol soen, Métt dem 20. Jorhonnert op. D'Resultat dovunner ass, dass mer hei eng Käschtenexplosioun hunn, gläichzäitig awer als öffentlech Hand oft zolidd onefikass sinn, an d'Mesuren ëmmer manner de reelle Bedierfnisser vun de Famillje vun haut entsprechen.

Mir brauchen duerfir eng vill méi grondleeënd Diskussioun iwwert de Stellewäert an d'Ausrichtung vun der Sozial- a Familljepolitik am 21. Jorhonnert. Wann zum Beispill d'Feele vu Structures d'accueil an engem Sondage zur zweetwichtigster Suerg vun de Menschen an deem Land ginn ass, da muss mer dat escht huelen. Dann huet dat Ursachen, da gëtt et do Défaillancen an eisem System.

Et ass awer och gradso kloer, dass d'öffentlech Hand net alles ka maachen a finanzieren. Duerfir muss mer do iwwert d'Prioritéitsetzung diskutieren. Dës muss natierlech all Mensch e Choix loos-

sen, fir ze kucken, wéi e seng Privatsphär wëllt organiséieren, dat heescht och säi Familjeliewe wëllt gestalten. Mir solle kee forcéieren an iergendee Kartong eran.

De staatlechen Ënnerstëtzungsinstrumentarium muss awer eiser Meenung no esou ausgeriicht sinn, dass déi zur Verfügung stoend öffentlech Gelder proportional no deem am meeschte vertrauene Familljemodell opgebaut ginn. Duerfir ass d'Fro absolut berechtigt, ob et net muss zu Ëmschichtunge kommen a Richtung vu vläicht e bësse manner Geldleeschungen, duerfir awer méi qualitativ a fir jiddferen erschwénglech Infrastrukturleeschungen am Familljeberäich.

Dëse wictegen Débat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, muss eis an deene kommende Joren intensiv beschäftegen. Et ass e komplizéierten Débat. Et ass en Débat, deen un d'Traditioune wäert erugeen, an deen ass natierlech net einfach ze féieren. Mä mir mussen en ugoen, a mir wëllen eise Beitrag als Gréng dozou leeschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Chômage, a virun allem d'Jugendarbeitslosigkeit, ass e Grondiwel an eiser moderner Industriegesellschaft ginn, deen ëmmer méi onerträglech Ausmoossen unhëlt. Chômage ass eiser Meenung no keng Fatalitéit. Eise Wirtschaftsmodell huet sech leider erëm ewechbeweegt vum de Léieren aus der grousser Kris an den 30er Joren an de fatale Konsequenzen, déi sech dorauer erginn haten.

Mënschlech Aarbechtskraaft gëtt ëmmer méi ausschliesslech als e Käschtefaktor, als en Hemmnis bei der Steigerung vum de Profitraten ugesinn - leider muss een dat haut feststellen. Dëst muss sech erëm änneren, a fir dass dëst sech kann änneren, muss mer an enger globaliséierter Welt un éischer Stell natierlech den europäesche Wirtschaftsraum insgesamt esou reglementaresch ausgestalten, dass d'Recht op Aarbecht erëm e wirklecht Recht gëtt. D'Europäesch Union ass dat eenzeg Instrument, wat mer haut hunn, fir kënnen doriwwer eraus och op globalem Niveau modellhaft ze intervenéieren, an d'Europäesch Union, als grousser Wirtschaftsraum ass eigentlech déi eenzeg Chance, déi mer hunn, fir do kënnen géigenzesteieren.

Mä och hei am Land gëllt et do unzesetzen, wou et noutwendeg ass, fir dass mer Jugendlechen erëm eng besser Chance um Aarbechtsmaart kënnen ginn. Natierlech muss mer un éischer Stell nei Aarbechtsplaze schafen an deementsprechend eis Strategie ginn, fir déi Wirtschaftssecteuren ze detectéieren, wou mer och eng Chance hunn, se op Lëtzebuerg ze kréien. Mä eng zentral Roll, fir e besseren Accès zum Aarbechtsmaart ze kréien, wäert awer och virun allem eis Schoul spillen, an dat an duebeler Hisiicht hei zu Lëtzebuerg. Engersäits muss mer d'Schoul un déi nei Gegebenheeten, Beruffer, Qualifikationsniveauen upassen, anerersäits, an déi nei Lëtzebuurger Verhältnisser, déi tatsächlech dra bestinn, dass mer an der Tëschenzäit bal 50% Ausländer an eise Schoulen hunn.

An deem Zusammenhang wëll ech och vläicht eng kuerz Klammer opmaachen, fir ze soen, och wann ech weess, dass een an engem État de la nation natierlech net alles ka behandelen, dass dat awer een zentralen Défi ass, wou eis e bëssen enttäuscht huet, dass deen net och behandelt ginn ass, nämlech dee vun der Integratioun an der Lëtzebuurger Gesellschaft. Et sinn natierlech eng ganz Rei Gesetzer un Instanzewe, mä mir sollen dat awer net ënnerschätzen, well déi gi wahrscheinlech net duer. Also och dat hätt, menger Meenung no, virun allem an deem hei Kontext, verdéngt méi e breeden Deel gewidmet ze kréien.

Dofir ass d'Schoul, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee wichtige Chantier fir d'Zukunft. Hei ass villes a Bewegung geroden, dass wëlle mer net nieieren. D'Unterrechtsministerin geet mat vill politeschem Courage un hir Aufgab erun. Vum Geléng vum der Reform vun eisem gesamten Educationswiesen hänt vill fir eist Land, a virun allem fir eis Jugend of. Et ass ze hoffen, dass verstane gëtt, dass kee Reformelement am Schoulwiese gemaach gëtt, fir Einzelnen hir Acquisen ze beschneiden, oder ze maachen, wéi wann et just un hinne géing leien, dass eise Schoulsystem net méi un den Erfuerdnerissen vun haut adaptéiert ass. Wann duerfir zum Beispill iwwert d'Tache vum Enseignant geschwat gëtt, dann ass et verständlech an normal, dass d'Gewerkschaften aus deem Secteur hellhög ginn.

Et wär awer net normal an extrem kuerzsichtig, wann d'Diskussioun iwwert d'Tache vum Enseignant lassgeléist vum der gesamter Schoulreform elo direkt als Knackpunkt géing héichstiliséiert ginn an domadder iwwersi gëtt, dass eng aner Tache vum Enseignant, agebett an eng Gesamtschoulreform, och derzou féiert, dass dëse Beruf méi interessant, méi spannend an deementsprechend méi zefridde stellend gëtt.

Den Enseignement direkt mécht just ongeféier 40% vum der visibler Tache vum Enseignement senger Aarbecht aus; dat ass, wéi gesot, de sichtbaren Deel vum der Aarbecht vun enger Léierin oder engem Prof. Well d'Gesellschaft sech entwéckelt huet, well d'Schüler net méi esou sinn, wéi se viru Jore vläicht eng kéier waren, muss natierlech och d'Tache vun engem Enseignant dierfen diskutéiert an eventuell nei definéiert ginn.

Op kee Fall awer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dierf d'Tache vum Enseignant just oder virun allem ënner dem Aspekt „Wéi kann de Stat Sue spueren?“ gefouert ginn. Dëst géing nëmme zu enger Verhäerdung vun de Fronte féieren a wär en zolidd Hemmnis fir d'Geléng vum der Schoulreform insgesamt.

An eisem Land, mat dräi offizielle Sproochen a mat 40 bis 50% auslännesche Schüler, muss Bewegung an de Sproochenunterrecht kommen. D'Sprooche maachen nach ëmmer vill Dieren zu engem zolitten a gudde Schoulabschluss zou, an dobäi misste se de Schlëssel sinn. Si kënnen sech a ville Gebidder zu engem Passepartout entwéckelen. Déi rezent Studien, déi vun der Unterrechtsministerin an Opdrag gi sinn, missten elo d'Basis bidden, dass mer eng kloer Linn an eise Sproochenunterrecht kréien, am Intressi vun all Schüler a vun der Berufsausbildung.

Här President, haut ass et méi wéi jee kloer, d'Education ass ni d'Plaz, wou de Stat muss Suen oder soll Sue spueren. Natierlech mussen Iwwerleunge gemaach ginn, wéi de System muss verbessert ginn, an ob d'Moyenen, déi agesat ginn, net eventuell besser kéinten agesat ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass onméiglech an dëser Debatt schonn op all Beräicher, déi ugeschwat gi sinn, an Detail anzegoen. Dofir wëll ech e puer Iwwerleungen zu eenzelnen Themen a méi geraffter Form maachen.

Endlech gi mer am Logementsberäich op dee Wee, dee mer scho bei den Debatten an der leschter Legislaturperiod verlaangt hunn.

Déi Hëllefsmesuren, déi virgeschloen ginn, fir a partnerschaftlecher Zesummenaarbecht mat de Gemengen am Logementsberäich ze handelen, si wichteg. Virun allem och, dass d'Gemengen endlech elo sollen an d'Lag versat ginn, fir géint d'Spekulatioun virzegoen, ass wichteg a richtig.

Ech hätt an deem Kontext just eng klärend Fro ze stellen, well dat fir

mech oder fir eis net esou kloer war an den Deklaratioune vum Premierminister, an dat ass, en huet gesot, d'Regierung wëllt e Gesetz op den Instanzewe bréngen, fir esou eng Tax anzeféieren, a méi spéit schwätzt en dovunner, dass natierlech all déi Gemengen, déi dat wëllten, kéinten op fräiwëlleger Basis och nach eng aner Tax aféieren, nämlech eng, déi op eidel stoendem Wunnraum zum Beispill kéint agefouert ginn.

Fir mech oder fir eis ass et net kloer, ob d'Regierung der Meenung ass, dass een, fir déi zum Beispill anzeféieren, net méi brauch ze léigféieren, ob dat d'Gemengen haut scho kéinte maachen ënner de besteende Bedingungen, oder ob dat soll geregelt ginn am Kader vum deem Gesetz, wat op den Instanzewe geschéck gi wier. Ech mengen, dat ass eng wichteg Informatioun, virun allen natierlech fir grouss Gemengen, déi vun deem do Problem staark betroff sinn, an deenen dat doten Instrument kéint eng nützlech Hëllef sinn.

Zu den ugekënnegte Finanzhëllef fir d'Gemengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech soen, dass mer der Iwwerzeugung sinn, dass et domadder net dierf gedoe sinn. Mir hätte gären, dass endlech eng generell Diskussioun stattfénnt driwwer, wat dann insgesamt déi öffentlech Déngschtleeschungen an eiser Gesellschaft sollen dierstellen, a wat fir enge Gebidder de Stat oder d'Allgemengheet soll aktiv sinn, wat iwwer hie soll geregelt ginn. An dann an enger zweeter Phas, wann dat emol bis genau definéiert ass, muss geregelt ginn, wat muss de Stat maachen an deem Kontext a wat sollen d'Gemenge maachen. An dann an enger drëtter Phas muss gekuckt ginn, wéi de finanzielle Kuch tëscht de Stat a Gemenge soll verdeelt ginn.

Et ass relativ kloer, mir hunn nëmme ee Kuch ze verdeelen, och wann et verschidde Steiere gëtt an eng méi fir d'Gemengen an anerer méi fir de Stat sinn. De Kuch ass ëmmer nëmme ee generellen a mir kënnen deen nëmme diskutéieren en fonction vun enger Debat, déi am Virfeld gefouert ginn ass, wéi gesot, éischters iwwert d'Déngschtleeschungen insgesamt vun der öffentlecher Hand, an dann zweetens, wann déi Kompetenzdiskussiounen do tëscht de Stat a Gemengen ofgeschloss gi sinn.

Dann awer och e puer Wuert zu engem Punkt, wou mer natierlech guer net kënnen dermat d'accord sinn an deen eis net happy gemaach huet, nämlech de Virschlag fir d'Prise en charge vun de Babyjoren an de Complément différentiel an d'Pensionskeesen ze transferéieren; an dat gëtt jo gemaach, ouni dass elo eng nei Cotisatioun agefouert gëtt.

Dat ass och eiser Meenung no contraire zu de Recommendation vum BIT, dee gesot huet, all Prestatioun misst géigefinanzéiert ginn. Ech wëll drun erënneren, dass mer fréier jo schonn eng kéier eng Operatioun gemaach hunn, an dat ass, an deem wat et ausmécht, vläicht e bësse komplizéiert ze verstoen. D'Babyjore si jo schonn eng kéier erausgeholl ginn nom Rentendësch, wéi d'Mamment agefouert ginn ass, an du si se eriwuergeholl gi bei de Stat. Hei gëtt elo erëm e Retour gemaacht an hei muss ee kucken, wat hei geschitt. Et gëtt net e Retour gemaach an deem Sënn, wéi dat dann och fréier war, wou de Stat dann an deem Sënn eng Cotisatioun bezuelt huet an d'Privatbeamtekeesen, mä et gëtt einfach eng Laascht, déi elo beim Stat war, erëm eriwuertransferéiert an

d'Pensionskeesen, wat ganz kloer e Grëff ass an d'Pensionskeesen a wat an deem Sënn fir eis net akzeptabel ass.

Mir si souwisou awer der Meenung, dass déi ganz Rentendiskussioun an deem hei Kontext e Schwaachpunkt ass, well et feelt eis u Virschléi, wéi d'Pensionen doriwwer eraus sollen ofgeséichert sinn. Et ass zwar ugedeit ginn, mir missten doriwwer weider diskutéieren, well mir hätten den demographeschen Défi och nach eng kéier ze diskutéieren - an dee misst een och diskutéieren -, mä mir hätten eis awer kënnen virstellen, dass hei eng Rei Zukunftsvisioune fir eng nohalteg Altersversicherung, fir eng gutt Gestionspolitik vun de Reserven a virun allen och fir dat Element, dat eis scho laang wichteg ass an op dat mer och um Rentendësch vill insistéiert hunn, nämlech eng Altersversicherung vun de Fraen a virun allem vun deene Fraen, déi natierlech net berufstätig sinn, virgeschloen gi wieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsminister huet bei senger Regierungserklärung 2004 folgende Saz och nach gesot. Hien huet gesot: „De Mentalitéitswiesse, dee stéisst op Grenzen, net op Grenzen, déi sech absolut opzwéngen, mä op Grenzen, déi mer eis selwer opdrécken, well mer virun den Aufgaben, déi sech stellen, esou gäre géife fortlafen: aus Ängschtlechkeet, aus Bequemleechkeet, aus där sympathescher Lëtzebuurger Commoditéit eraus.“

Mir hoffen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Regierung och zwee Joer no der Regierungserklärung dëst esou gesäit an dass se net scho selwer un déi Grenze gestouss ass. Et ass un der Politik dofir ze suergen, eiser Meenung no, dass déi do beschriwwen Grenzen duerchbrach ginn; aus der Responsabilitéit an dem Respekt eraus par rapport zu de kommende Generationen ass dat eis verdammte Flicht.

Ech wëll och, Här President, als Ofschloss zu menger Interventioun, eng Motioun deposéieren, déi - géing ech emol soe fir eis op alle Fall - wichtegst Elementer aus menger Ried och enthält an déi d'Regierung eben opfuert deen Débat, dee mer haut jo ugefaangen hunn, dee breede gesellschaftlechen Débat, dass mer deen déi nächst dräi Joer solle weiderféieren a Richtung vun engem nationalen Débat iwwer strukturell Reformen, déi, wéi gesot, all déi doten Défi solle berücksichtigen.

Ech hunn och elo matkritt, dass eng Motioun, eng Resolutioun, pardon, deposéiert ginn ass vun de Kolleege vun der Demokratescher Partei, fir eppes anzeféieren, wat mech verdächtig un dat erënner, wat mir als Gréng schonn dräimol hei proposéiert hunn, nämlech dee sou genannten Zukunftsdesch.

Mir sinn dräimol bis elo gescheitert mat där Variant an dräimol ënner deenen ennerschiddlechste Konstellatiounen an deemem Parlament. Mir waren nach ëmmer an där nämlecher Konstellatioun, dofir hu mir et elo vläicht méi einfach wéi aner, fir ze jugéieren, mä zumindest ass et esou, dass mer dann elo hei e véierten Ulaf an déi Richtung proposéieren. Mir hu kee Problem domadder. Mir sinn och bereet, op dee Wee matzegoen selbstverständlech; wéi gesot, mir hunn et schonn dräimol virdu verlaangt. Ech sinn da gespaant, ob dann elo an erëm enger neier, veränneter Konstellatioun am Parlament dës Resolutioun wäert eng Majoritéit fannen.

Här President, ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech wëll heimadder nach meng Motioun deposéieren.

Motion 11

La Chambre des Députés,

- *considérant les risques de la structure monolithique de l'économie du Grand-Duché;*

- *considérant la nécessité de favoriser la diversification de l'économie nationale;*

- *considérant que dans un environnement économique toujours plus concurrentiel et globalisé il sera de plus en plus difficile d'attirer des entreprises industrielles dites «classiques»;*

- *considérant que le changement climatique n'est plus à prouver et que les dissensions tournent uniquement sur l'imminence et l'ampleur du bouleversement pour notre planète;*

- *considérant que la moindre crise (crises pétrolières, catastrophes naturelles, guerres, spéculation, etc.) entraîne des hausses spectaculaires des prix du pétrole et nuit inévitablement à la croissance économique et à la prospérité;*

- *considérant que les modes de fonctionnement de la société industrielle reposent sur la dépendance presque totale vis-à-vis des combustibles fossiles;*

- *considérant que pour atténuer les effets du changement climatique, il faudra renoncer progressivement à ces énergies fossiles;*

- *considérant que le marché des énergies renouvelables est générateur d'emplois, de stabilité sociale et d'accroissement de la richesse nationale;*

- *considérant que l'accomplissement des défis du 21^e siècle repose sur l'amélioration de l'efficacité énergétique, l'essor des énergies alternatives, le développement renforcé des matières premières renouvelables, ainsi que sur l'ensemble des techniques de protection de l'environnement;*

- *considérant que le contexte mondial a définitivement montré la relation étroite entre économie et écologie;*

- *considérant que notre société et nos structures économiques ont fortement évolué et que pour maintenir le modèle social européen hérité de l'après-guerre, il est nécessaire d'analyser l'efficacité de notre modèle d'État social en réexaminant l'objectif initial et la pertinence de chaque prestation sociale;*

- *considérant que la diversité des transferts sociaux ainsi que les structures actuelles d'accueil, nationales ou communales, ont provoqué une explosion des coûts dans le budget du secteur de la politique familiale sans pour autant offrir des solutions adaptées aux besoins de toutes les familles,*

invite le Gouvernement

- *à ouvrir un large débat national sur les réformes structurelles pouvant répondre à moyen et à long terme aux questions essentielles des défis économiques, sociaux et environnementaux du pays.*

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Jean Huss, Henri Kox.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Bausch. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Gast Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no der Deklaratioun vum Här Statsminister vum 12. Oktober d'lescht Joer hei an der Chamber an der Deklaratioun vu gëschter géif ech mengen, dass mer elo alleguer am Besëtz si vun deenen Iddien, Propositiounen a Virschléi, déi dës Regierung dem Land, dem Parlament virdroe wëllt, fir se an deenen nächste Joren emzesetzen a fir d'Land an eng Richtung ze bréngen, wou mer mengen, dass e groussen Handlungsbedarf besteet.

Well meng Zäit begrenzt ass, wëll ech mech op eng Rei vu Froe limitéieren. Déi éischt Fro, déi e sech stelle muss, ass: Besteet e finanziellen Handlungsbedarf? Wann

een an de leschte Wochen a Méint esou an d'Land eragehert huet, da si verschidde Leit erauskommen an hu gesot: Mir hunn e Wirtschaftswuesstum vu 4%, et besteet keen Handlungsbedarf fir ze reagieren.

Mir als ADR soen awer ganz kloer: Et besteet Handlungsbedarf. Mir soen dat net eréischt zënter e puer Wochen, zënter e puer Méint, mä mir soen et am Fong schon zënter e puer Joer, datt en Handlungsbedarf besteet an datt d'finanziell Situatioun vum Stat bei wäitem net esou gutt ass, wéi se dacks duergestallt ginn ass. Mir hunn dat och scho virun de Chambers- a virun de Gemengerotswahle gesot. A mir hunn och deemools gesot, datt am Fong d'Wourecht iwwert déi finanziell Situatioun vum Land eréischt no de Wahle géing erauskommen.

Mir hu gesot, datt de Stat iwwer Joren iwwer seng Verhältnissen gelieft huet, datt mer méi Geld ausginn hunn, wéi mer zesummen als Gesellschaft verdéngt hunn. Mir hu gesot, mir géifen an der vergaanger Legislaturperiod virun allem falsch Prioritéite setzen an den Investitiounen an duerch déi falsch Investitiounen géifen eis herno Gelder feele fir Investitiounen ze maachen, déi d'Land bluttoutwendeg brauch.

An ech wëll do aschléissen, Här President, datt mer als ADR elo der Meenung sinn, datt mer am Abléck erëm eng falsch Prioritéit setzen, an zwar am Zesummenhang mam öffentlechen Transport, well mer fundamental dovun iwwerzeegt sinn, datt déi Léisung mam Tram an der Stad uewer iwwer eng falsch ass an datt et nach ëmmer Zäit ass, fir ze korrigieren, an datt déi eenzeg richteg Léisung, déi net nëmmen de Verkéiersproblem an der Stad, mä am ganze Land an iwwert d'Land an d'Grenzregioun eraus géif léisen, déi wier, wann ee mam Zuch géif ënnert der Stad erduerchfueren.

Et ass eng Jorhonnertinvestitioun, well och, wa mer zrëckkucken, wéi mer den Zuch fir d'éischt hei am Land gebaut hunn, dat si Jorhonnertinvestitiounen, an do wieren d'Leit och bereet, well et eng richtig Léisung ass, géif ech mengen, hiren Obolus bäizeleeeën, fir datt een e kéint finanzieren.

Mir hunn och ëmmer gesot, datt d'Fong géife lues awer sécher opgeschafft ginn an datt mer 2006, 2007 géifen un d'Enn vun de Reserve kommen. Elo gi se gestreckt an deelweis duerch Emprunten, déi elo opgeholl gi sinn, kënne mer se weider strecken.

Déi lescht Regierung hätt eiser Meenung no spéitstens 2003 missen ufänken ze reagieren. Mir wëssen alleguer, datt mer 2001 eng grouss Steierreform gemaach hunn an datt duerno den Abroch komm ass. Zu deem Zäitpunkt hat d'Land riseg Reserven an et war och net ze verlaange vun enger Regierung, dass no engem Joer Abroch bei deene finanzielle Reserve se misst direkt reagieren, mä no zwee, dräi Joer spéitstens hätt missen en Émdenke kommen an et hätt misse reagiert ginn, da wier haut d'Lach an der Keess net esou grouss.

Mä firwat ass net reagiert ginn? Well mer ebe viru Chamberswahle stoungen an d'Regierung am Fong net wollt virun de Chamberswahle soen, datt mer mat deene finanzielle Reserven net esou wäit géife kommen an net eng Situatioun esou laang kéint iwwerbréckt ginn, wéi d'Leit gleewe gedoe gi waren.

Dofir wëll ech vläicht e puer Zitater hei virbréngen vu virun de Wahlen, wéi d'Leit am Fong de séchere Wee versprach kritt haten. Haut komme Leit heihinner, déi de Leit virun de Wahlen de séchere Wee versprach hunn an elo just de Contraire am Fong vun deem maachen, wat se versprach hunn, a si ginn dobäi net emol rout am Gesicht.

Wat d'Fuerschung ubelaangt, Här President, huet den Här Statsminister de 27. Abrëll 2004, dat war deen État de la nation virun de Chamberswahlen, hei gesot: „D'Investissementen an d'öffentlech Fuerschung waren eng vun de Prioritéite vun dëser Regierung“, dat heescht also vun der leschter Regierung. Haut héiere mer déiselwecht Wieder, datt d'Fuerschung enorm wichteg ass, an dat, mengen ech, gétt vu jidderengem ënerstrach. Et ass keen neie Moment, mä et muss méi gezielt doranner investéiert ginn.

En zweet, e weidert Zitat vum Här Statsminister vum 27. Abrëll 2004. Am Zesummenhang mat de Bensuspräisser huet den Här Statsminister hei gesot, och massiv Bensuspräis-Augmentatiounen, déi wirtschaftlech a finanziell net licht ze verquësse wieren, géifen de Problem net léisen. Si géifen d'Emissiounen net erfsetzen, de Klima net schützen, mä just d' Lokalisierung an d'Berechnung vun deenen Emissiounen geographesch déplacieren.

Gëschter huet dat Ganzt sech am Zesummenhang mat der Erhéijung vun den Accis beim Bënsin an dem Pétröl aneschtens unhéieren, well do ass gesot ginn: „Fundamental geet et drëm all Acteur vun den Energien an all Bierger am Land bewosst ze maachen, datt mer alleguer gefuerdert sinn, datt déi strukturell Changementer néideg sinn. An enger éischer Phas ass d'Hausse vun den Accisen déi folgend“, an da sinn déi Chiffere genannt ginn. Et ass elo also op eemol wichteg, datt d'Präisser géicht ginn, wat nach virun de Wahlen näischt bruecht hätt. Et ass och gëschter hei geschwat gi vun enger éischer Phas, esou datt een also och domat muss rechnen,...

(Interruption)

...datt dann eng zweet an eng drëtt Phas wäert nokommen.

Am Zesummenhang vum Logement huet den Här Statsminister siwe Woche virun de Chamberswahlen hei gesot: „Dem Logement, dem Hausbau, deem geet et besser.“ Zwee Deeg no de Gemengerotswahlen huet hie gesot: „Ech muss lech éierlech zouginn, datt ech mat enger gewëssener Gêne iwwert de Logement schwätzen. Zënter 1991 hunn ech als Stats- a Finanzminister alles gemaach fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir jidderene hei am Land erschwinglech ze maachen, ech si bei deem Versuch gescheitert.“ A gëschter ass vun enger Feelentwécklung um Wunnenmaart geschwat ginn.

Et ass also all Kéiers just de Contraire vun deem, wat virun de Chamberswahle bei der Deklaratioun zu der Lag vun der Natioun hei deklaréiert ginn ass.

E véiert Zitat am Zesummenhang vun dem Chômage, also sechs Woche virun de leschte Chamberswahlen: „Fest steet awer elo schonns, et geet besser um Aarbechtsmaart. Dat weisst d'Schaffung vun neien Aarbechtsplazen, dat weisen och déi rezent Zuelen.“ Déi rezent Zuelen deemools waren am Abrëll 2004 11.889 Chômeuren, an déi rezent Zuel vun haut ass 13.871.

Eng zweet Fro, déi ee sech muss stellen, Här President, ass: Den Här Statsminister huet ëmmer deklaréiert, de Problem wier net op der Recetté-, mä vill méi op der Dépensésäit. A priori hat ee sech duerfir erwaart, datt op der Dépensésäit géif méi massiv gespuert ginn. D'Léisung ass eng Mëschung elo vu méi Recetten a manner Dépensen. Wat d'Dépensen ubelaangt, déi de Stat direkt betreffen, ass dat allerdéngs manner prezis. D'Investitioun gi gebremst an de Joren 2007, 2008 an 2009. Insgesamt 660 Milliounen Euro manner wéi geplangt; wou awer net genau prezisiert ass, wou déi agespuert ginn. Et sinn e puer Projekte genannt ginn, wéi den Ausbau vun enger drëtter Spuer op

der Autobunn tëschent Mamer a Beetebuerg, d'Tangente Ouest an eenzel Contournementen.

D'Fonctionskäschte beim Stat: 25 Milliounen Euro op dräi Joer, wat net onbedéngt en enorme Chiffer ass; eng restriktiv Astellungspolitik; 6,5 Milliounen Aspierungen op dräi Joer; Nullronn am öffentleche Secteur 2007/2008.

A wa mer haut awer de Communiqué vun der CGFP liesen, dann ass zumindest net vun der CGFP do en Accord gemaach ginn, mä et ass éischer e Bekenntnis an der Tripartite gewiescht. A wéi d'CGFP haut geschriwwen huet, wier et elo éischer esou, wéi wann dat schon eng Décisioun vun der Regierung wier.

Op där anerer Säit, wat d'Recetten ubelaangt, déi de Stat kritt, do gi scho méi kloer Chiffere genannt:

- D'TVA bei de Fräiberuffler geet vun 12 op 15% erop. Dat bréngt dem Stat 30 Milliounen; woubäi ee muss soen, datt net d'Fräiberuffler méi TVA bezuelen, mä d'Clienté vun de Fräiberuffler, déi d'Rechnung ausgestallt kréien, kréien déi 3% weider ze bezuelen.

- 1% méi Solidaritéitssteuer bréngt 33 Milliounen Euro.

- D'Erhéijung um Bënsin an Diesel soll 300 Milliounen Euro bis 2012 bréngen.

- D'Autosteier tëschent 35 a 70 Milliounen.

Vergieess gétt awer ëmmer d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Et ass wuel gesot gi gëschter, datt déi och an den nächste Joren net géif gemaach ginn, mä et ass awer net gesot ginn, wat dat dem Stat weider u Recetté bréngt. Ech erënnere drun, datt mer haut nach mat der Steiertabell vun 2002 fueren, an datt vun 2003 bis 2006 an deene leschte véier Joer keng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun gemaach ginn ass, an datt an deem nächste Joer och keng wäert gemaach ginn.

Et ass awer net gesot ginn, wat dat dem Stat weider u Recetté wäert bréngen. Mir hunn an der Budgets- a Finanzkommissioun am Kader vum Budget vum leschte Joer vun der Steierverwaltung gesot kritt, wat dat fir d'Exercicen 2005 a fir 2006 als Plus-value fir de Statsbudget bedeit. A wann een dat héicherech, wann an dëser Legislaturperiod och keng Upassung géif kommen, dann hunn d'Leit, d'Steierzueler, d'physisch Persounen an d'Betribler zesummen, iwwert déi aacht Joer, wou da keng Upassung gemaach si ginn un d'Inflatioun vun der Steiertabell, zesummen dem Stat 2,5 Milliarden Euro weider an d'Statskeess bruecht. Et ass also deen déckste Montant, wou de Stat weider Recetté kritt iwwert déi aacht Joer, duerch d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun.

Här President, eng drëtt Fro, déi ee sech muss stellen, ass: Bréngt dësen Accord der Ekonomie en neien Opschwung? Dës Operatioun wier net fir Politik kënnen ze maachen, oder zousätzlech Investitiounen. Ech mengen, dat ass dat Wesentlech, datt dës Politik, datt dësen Accord un alleréischer Stell net ass, fir méi Politik kënnen ze maachen, méi Investitiounen kënnen ze maachen. Mä en ass a priori fir den Defizit am Statsbudget ze reduzieren, well duerch dësen Accord gi manner Investitiounen beim Stat gemaach; wéi gesot 660 Milliounen manner op dräi Joer wéi geplangt.

D'Gemenge kréie wuel 43,5 Milliounen Euro weider Steieren iwwert dräi Joer, déi sech aus den Indexmodulatiounen, den Neierunge bei der TVA- an der Autosteier zesummesetzen.

Mä, Här President, et ass am Fong geholl nëmmen ee Peanut, géif ech soen, am Vergläich zu deem, wat d'Gemengen op där anerer Säit wäerte verléieren. An et ass och sécherlech net an där Berechnung mat agefloss, wann op där enger Säit gesot gétt, well mer bei de Fräiberuffler d'TVA vun 12 op 15% héijen, datt duerch déi grouss Zomm, wou d'Konsumente manner kréien, fir ze konsumieren, awer och wäert manner TVA iwwert dee Wee erakommen, wéi geplangt war. Esou datt ech mengen, datt dat doten eng Milchmädchenrechnung ass, wou ënnert dem Stréch fir d'Gemengen näischt wäert erauskommen.

An et ass eis och net gesot ginn, ob dat, wat d'Steierverwaltung d'lescht Joer am November der Finanzkommissioun gesot huet, datt d'Kierperschaftssteuer an domadder och d'Gewerbsteuer vun 2006 op 2007 kéint bis 30% zrëckgoen, ob dat nach de Fall ass, oder ob do nei Erkenntnisser komm sinn. Sollt dat de Fall sinn, komme sämtlech Gemengen am Land sécherlech a grouss finanziell Problemer.

Et ass virun e puer Woche gesot gi vun der Regierungssäit, datt déi staatlech Participatiounen bei de Gemenge fir Sport- a Kulturinfrastrukturen an deenen nächste Jore gestoppt géife ginn. Gëschter huet de Statsminister dat net ernimmt hei, oder répétéiert. D'Fro stellt sech also: Steet déi Deklaratioun vun der Regierung nach, oder ass déi duerch d'Deklaratioun vun der Regierung vu gëschter erëm opgehewen? Gëschter ass doriwwer hei keng Ausso gemaach ginn.

Wa mer also gesinn, datt d'Gemengen an deenen nächste Jore doudsécher wäerte mussen hire Rimm méi enk zéien, manner Investitiounen maachen, a mir huelen déi dräi Saachen zesummen, datt de Stat wäit manner investéiert, datt d'Gemenge manner investéieren, an datt d'Bierger, d'Konsumente wäerte manner konsumieren, dann huet déi Moosnam hei sécherlech kee positiven Impakt op ons Ekonomie, mä éischer en negativen Impakt. An dobäi treffe mer da virun allem net onbedéngt déi multinational, déi grouss Entreprises, mä mer treffen dobäi d'Kleng- an d'Mëtteleindustrien, de Commerce, d'Ingenieurs- an d'Architektbüroer voll.

Déi véiert Fro, déi ee sech ka stellen: Besteet d'Chance, datt duerch dësen Accord de Chômage ka reduzéiert ginn. An ech mengen, d'Antwort op déi Fro vu virun, ob mer doduerch kënnen e wirtschaftlechen Opschwung kréien - an déi ech hu misse verneinen -, huet also och zur Konsequenz, datt mer duerch dësen Accord, wéi elo grad bewisen, och wäerten am Chômageproblem kee Fortschritt maachen, datt dat automatesch Konsequenzen och huet fir den Aarbechtsmaart, an de Chômage och duerfir wäert weider klammen.

Ech kann aus Zäitgrënn net op all déi Propositionen vun der Beschäftigungspolitik agoen. Mir hunn awer viru fënnf Woche 15 Propositionen gemaach. An ech war frou, och eng nei vun eise Propositionen gëschter hei an der Deklaratioun vum Här Statsminister erëmfont ze hunn, nämlech e fräiwëllegt Sozialjoer hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, wat schon am Ausland gemaach gétt. Well et ëmmer méi wichteg ass, wa mer Jonken eng Beschäftigung ginn, a se d'Méiglechkeet kréien, a Betribler eranzekucken, virun allem an engem Beräich, wou mer wëssen, datt mer vill Aarbechtskräften hei zu Lëtzebuerg brauchen.

Mä ee vun deene wesentleche Punkten - an deen ass gëschter zum Deel och hei vum Här Statsminister ugeschwat ginn -, dat ass d'Steierpolitik op europäischem Niveau.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wäerten esou séier keng lounintensiv Betriber méi hei zu Lëtzebuerg kréien. A mir wäer-

ten och Problemer hunn, fir déi lounintensiv Betriber, déi mer hunn, kënnen ze behalen.

Als ADR hu mer ëmmer verlaangt, datt Europa misst sozial an ekologesch Émweltmindestnorme schaffen. An och um steierleche Plang misst een elo iwwer Mindestnormen nodenken. Den Här Statsminister huet gëschter eng Ausso hei gemaach, ech zitieren en: „Mir bedeelegen eis konstruktiv um Versuch d'Bemessungsgrundlage fir d'Betribbesteuerung an Europa ze vereenheetlechen.“ En huet wuel net vun de Steiersätz, awer vun der Bemessungsgrundlage geschwat. Ech géif mengen, global gesinn ass dat eent esou wichteg wéi dat anert.

Wann d'Steierkonkurrenz an Europa bestoe bleift, wäert kee Land derlaanscht kommen, d'Steieren oder d'Bemessungsgrundlage fir d'Betribler no ënnen ze revidieren. Nëmme wann déi zwee Faktoren am europäesche Bannemaart op d'Mindestnorme konkurrenzlos ginn, kënnen d'Betribler erëm méi Steiere bezuelen, ouni Schued dorunner ze hunn.

A Lëtzebuerg bezuele laut Steierverwaltung - 2002 sinn déi lescht Chifferen - vun 32.000 steierlech Betriber, déi erfaasst waren, der nëmmen nach 4.000 Steieren. A viru 14 Deeg hu mer eng Etüd kritt vun der KPMG, eng Studié iwwert d'Steiersätz fir d'Entreprises am internationale Verglach. An dorauer gétt erkenntlech, datt Lëtzebuerg vun 1998 bis 2006 seng Steiersätz vu 37,45 op 29,6 erofgesat huet, d'Belsch vu 40,17 op 33,99, Frankräich vun 41 op 33, Griichenland vu 40 op 20, Irland vun 32 op 12,5, Polen vu 36 op 19 a Portugal vu 37 op 27. Am Duerchschnitt sinn d'Steiersätz an Europa an deem Zäitraum vu 36 op 25% erofgaangen. E Resultat vun der Steierkonkurrenz am europäesche Bannemaart.

Wa mer dann déi aner grouss Mäert kucken: Japan ass wuel och erofgaangen, mä huet seng Steiersätz op 40% gehalen. Amerika ass konstant an där Zäit mat senger Steiersätz och op 40% bliwen. Wa mer als Europa also keng Mindestnorme kréien, spillen déi multinational Konzernner een europäesche Stat géint deenen aneren aus, mam Resultat, dass si zum Schluss keng Steiere méi ze bezuele brauchen an d'ganz Steierlaascht dann op d'physisch Persounen ofgewälzt gétt.

E Stat brauch awer Recetté fir senger Verpflichtungen nozekommen, a wann e sech keng Recetté bei senger Betriber aus Konkurrenzgrënn ka siche goen, da bleiwen nëmme méi déi physisch Persounen. An den Accord, dee mer gëschter presentéiert kritt hunn, weist och ganz kloer an déi Richtung.

Ech hunn elo grad gesot, d'Steiertabell gétt net un d'Inflatioun ugepasst, dat bréngt dem Stat iwwer aacht Joer 2,5 Milliarden Euro an d'Keess eran. D'TVA gétt eropgesat, d'Solidaritéitssteuer geet erop, d'Beitrag fir d'Fleegeversécherung ginn ëm 40% vun 1 op 1,4% erop, Bënsin an Diesel ginn erop, d'Autosteier geet licht bis massiv erop, den Index gétt manipuliert bis moduliert, sou nennen et déi aner, e gétt zäitlech versat, d'Kannergeld, de Congé parental an d'Erzëiungszoulag ginn net méi un den Index ugepasst. Eng Rei vun zukünftigen Taxen a Steiererhéijunge sinn indexneutral. De Rentenajustement gétt gestreckt. D'Regierung huet hei eng ganz Kuerbebootsch vu Moosname geholl, an hir Fantasie war am Fong grenzenlos.

All Moosname sinn argumentéiert ginn, mä all Moosnamen hunn een éischt Zil, an zwar fir méi Geld an d'Statskeess eranzekréien. Dobäi d'äerf een net vergiessen, datt den normale Bierger schonns eng Rei vu Sacrificer an deene leschte Méint a Joren erbruecht huet. Ech denken un déi héich Ma-

zoutsprässer oder Gasprässer, déi d'Leit muss bezuelen, d'Loyeren, d'Krankekeesen, och emol Participatiounen. Den öffentlechen Transport ass méi deier ginn. D'Verméigenssteuer ass ofgeschaaft ginn. Fir déi kleng Leit ass eng Quellesteuer agefouert ginn.

Alles dat zesummen, mat deem, wat elo hei proposéiert ginn ass, a well et esou breet gefächert an esou verschiddelech gelagert ass an duerfir schwéier op den Einzelne wäert auszerechnen sinn, wäert eréischt jiddfereen no engem, spëtstens zwee Joer genau gesinn, wat et en däerf kaschten.

Mir hu verschidde Fallbeispiller duergerechent, sinn awer nach net fäerdeg, mä et kann een awer elo scho soen, datt duerch all déi Moosnamen d'Kafkraaft vum Einzelne Bierger oder der Famill, jee nodeem wéi se strukturéiert ass, bannent zwee Joer wäert téschent 10 a 15% hei zu Lëtzebuerg falen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei der Rente gëtt den Adjustement, deen den 1. Januar 2007 fällig gewiescht wier - an der Regel hätten et missen 2% ginn -, gestreckt an ausgesat op 1% den 1. Juli 2007 an 1% den 1. Juli 2008. Ech wëll drun erënneren, datt mer hei Reserven am Land hu vu 6,6 Milliarden am Privatsektor, datt dat 3,12-mol d'Joresdépendenzen ausmécht, an datt mer, esou wéi de Sozialminister et elo kierzlech och gesot huet, keng finanziell Problemer hunn, fir d'Rente mëttel- a laangfristeg ze géréieren.

Wann elo dat heite gemaach gëtt, dann ass dat ganz einfach en Trick,

deen elo hei proposéiert gëtt, fir datt an Zukunft d'Pensiounskeese fir 70 Milliounen Euro d'Joer Käschtchen iwwerhuelen, déi bis elo de Statsbudget huet missen droen, well an Zukunft d'Pensiounskeesen d'Babyjoren, de Complément différentiel an deen een Drëttel vum Adjustement vun den Assurances accident mussen industriell iwwerhuelen.

Wann ee weess, Här President, datt mer beim Budget fir 2006 schon eng Ännerung am Gesetz bruecht hunn, andeem datt de Stat do déchargéiert ginn ass vum senger Participatioun un de Frais de gestion vun de Pensiounskeesen an der Héicht vu 17 Milliounen, a mir gesinn elo, datt de Stat déchargéiert gëtt ëm 70 Milliounen, an et zielt een dann déi 70 an déi 17 zesummen, da stellt ee fest, datt bannen e puer Wochen oder e puer Méint elo de Statsbudget ëm 87 Milliounen all Joers déchargéiert gëtt, eng Belaaschtung, déi op d'Pensiounskeesen iwwerdreie gëtt.

A wann ee weess, datt den Här Statsminister vun der Mammerent, déi vum Statsbudget bezuelt gëtt, déi och iwwer 80 Milliounen de Statsbudget kascht, gesot huet, déi misst vun de Pensiounskeese bezuelt ginn, an de Sozialisten, de Koalitionspartner, souguer als Konditioun gesat huet, fir iwwerhaupt mat an eng Koalitioun eranzugehen, se missten domat d'accord sinn, datt d'Mammerent géif iwwer d'Pensiounskeese bezuelt ginn, a wou dunn e bësse Remédur an deene Parteië komm ass - do gëtt et jo och nach Sozialpoliti-

ker -, a vun de Gewerkschaften Remédur komm ass: Mir sinn net averstanen domat, datt datt iwwer d'Pensiounskeese bezuelt gëtt; sou hu se awer elo hei klammheimlech, Här President, hir Zoustëmmung ginn zu deem geniaalsten Trick, dee mer scho laang net méi hei gesinn hunn, an zwar bezilt de Stat elo seng Mammerent vun 80 Milliounen d'Joer schéi weider, awer si sinn domat d'accord, datt d'Pensiounskeese fir 87 Milliounen d'Joer aner Chargen iwwerhuelen, déi de Stat virdrun huet misse selwer iwwerhuelen. Besser hätt een d'Leit am Land net kéinten, erlaabt mer den Ausdrock, uschäissen, wéi dat dës Kéier hei...

■ **Plusieurs voix.** - Oooohhh!

■ **M. le Président.** - Här Gibéryen, mässeg't Är Sprooch!

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, dat hei ass esou. Mir Jonge vum Duerf hunn heiandsdo méi eng graff Sprooch. Et deet deenen engen oder anere wéi am Ouer, mee si huet deen enorme Virdeel, jiddfereen versteet se.

■ **M. le Président.** - Déi kann een dobausse gebrauchen, awer heibanne soll een domat schouwend émgoen.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat hei ass dee gréisste Renteklau, deen an de leschten 20 Joer...

(Interruptions)

...hei am Land gemaach ginn ass, an duerfir, well dee Renteklau elo gemaach ginn ass, kréien d'Pensionären aus dem Privatsektor

hire geschëllte Rentenajustement den 1. Januar eben net, dee gëtt dann eben nach ausgesat.

(Interruptions)

An den Här Wolter, Här President, ass gëschter Owend an enger Table ronde, wou ech zoufälligerweis och dobäi war, och nach mat der Iddi komm, datt een och elo eventuell kéint - an hien huet am Fong am Numm vum Statsminister, ech hunn et de Moien extra nach eng Kéier nogelauschtert, geschwat - an Zukunft Altersheimer iwwer d'Pensiounskeese bezuelen, an d'Fleegeversicherung kéint een och nach driwwer bezuelen.

Mir gesinn also déi Leit, wat déi alles vun Iddien hunn! An dann héieren ech den Här Wolter awer haut de Mëtten hei vun der Regierung verlaangen, datt se onbedéngt elo emol misst déi Etüde maachen, fir ze kucken, wéi d'Pensiounssystemer laangfristeg finanzierbar wieren.

Dee Culot muss een allerdéngs hunn, Här President, heihinner ze kommen a blann d'Zoustëmmung ze ginn, fir datt d'Regierung hei kann iwwer 80 Milliounen d'Joer aus de Pensiounskeesen all Joers huelen, a gläichzäiteg ze soen: Elo muss mer awer kucken, wéi d'Pensiounen nach laangfristeg finanzierbar sinn!

(Coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.** - Här Gibéryen, Dir musst oppassen, Är Zäit fänkt elo un ofzelafen.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, ech sinn och elo un der leschter Sait, Här President.

■ **M. le Président.** - Et ass och nëmme méi eng Minutt.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo. Här President, déi Renteversecherungen, déi mer do hunn, déi Cotisatiounen, déi gehéieren den Assuréeen, an duerfir huet de Stat kee Recht, fir sech déi Suen dohinner klauen ze goen, mä déi sinn do fir d'Adjustement, fir d'Pensiounen vun haut ze bezuelen an och Reserven ze behalen, fir datt déi kommende Generatiounen nach kënne Rente kréien.

Dat gesot, Här President, hat ech nach e puer Iddien hei, mä ech wäert nach d'Geleeënheet kréien, fir déi an deenen nächste Woche bei enger aner Geleeënheet hei da kënne ze dévoppéieren.

Ech soen Iech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Muer de Moie fuere mer weider mat der Debatt. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Jaerling, duerno héiere mer den Här Statsminister a mir mussen nach iwwer d'Motiounen ofstëmmen.

Voilà, domadder ass d'Sitzung opgehewen.

(Fin de la séance publique à 18.12 heures)

Ordre du jour

1. Ordre du jour
2. 5569 - Débat sur l'état de la nation
(Débat - suite - Résolution - Motions)
3. Motion de M. Félix Braz au sujet du trafic cycliste
(Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

■ **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Ech wëllt kuerz nach op den Ordre du jour vun haut de Moien ze spräche kommen.

1. Ordre du jour

Op Ufro vum Här François Bausch hunn d'Fraktiounspresidenten an hirer Majoritéit virgeschloen, d'Motioun vum Här Félix Braz iwwer de Vélostrafic haut de Moien um Schluss vun der Sitzung ze evakuéieren.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir fuere haut de Moie weider a kommen zum Ofschluss vun den Debatten iwwer d'Lag vun der Nation. Als eenzeg an der leschte Riedner fir haut ass den honorabelen Här Aly Jaerling ageschriwwen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

2. 5569 - Débat sur l'état de la nation (suite)

■ **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Den Här Statsminister huet a senger Deklaratioun d'Lag vun der Nation esou beschriwwen, fir dass eigentlech elo kee méi dierft gleewen, dass mer laanscht déi Mesurë kommen, déi an der Tripartite ausgeschafft goufen. Ech betounen: ausgeschafft goufen, an net beschloen goufen, wéi dat alt esou uegoll gëtt, well nach ass et d'Chamber, déi dat beschléisst, an nach ass et un der Chamber, all eenzel Propositionen aus der Tripartite ze diskutéieren an eventuell gesetzlech ze verankeren.

A fir dat méi einfach ze maachen, hat ech schon an der Vergaangenheet bei verschiddene Geleeënheeten eng Motioun hei erageeicht, fir dass den Deputéierte soll en offizielle Rapport zu den Tripartite-Propositionen zougestellt ginn - wat och elo geschitt ass, mä leider eréischt après coup -, well d'Deputéierten an der Vergaangenheet ëmmer hu missen aus der

Press erausliesen, wat dann elo gemengt ass. D'office misste se virun der Press informéiert ginn.

Dës Motioun goufe vun der Regierung ëmmer ofgelehnt, wat net grad e Beweis vun Transparenz ass. Dat soll sech jo dann awer elo an Zukunft änneren, well wann den Dialog an d'Transparenz solle spillen, dann un éischter Stell téschent der Regierung an de Volleksvertreieder, well d'Regierung ass d'Exekutiv vum Parlament an d'Chamber ass an duerf op kee Fall d'Exekutiv vun enger Tripartite ginn. Dofir wier et och nëmme selbstverständlech, dass d'Regierung no all Tripartite d'Chamber respektiv déi zoustänneg Kommission géif iwwer d'Konklusiounen vun der Tripartite informéieren, ier se d'Press informéiert.

D'Tripartite gouf agefouert als Kriseninstrument, fir a bestëmmte Secteure Léisungen ze fannen, an dat zesumme mat de Sozialpartner an der Regierung. D'Tripartite huet sech awer am Laf vun de Joren zu engem Instrument entwéckelt, wat sech ëm alles këmmert, esou dass sech d'Fro stellt: Wie këmmert sech drëm, wa mer emol eng Kéier wierklech eng Kris hei am Land hunn?

Ech sinn och der Meenung, dass ee bei der Tripartite, wann een do wëllt zukunftsweisend Orientéierung sichen, onbedéngt och do misst d'Unien an d'Fuerschung mat abannen, well déi Plus-value vu Matière grise géif der Tripartite op jidde Fall zegutt kommen.

Den Här Statsminister huet eng Rei Grënn hei opgezielt, firwat dass déi Moosnamen, déi an der Tripartite proposéiert goufen, noutwendeg sinn. Et huet sech erausgeschield, dass et net nëmme ëm d'Statsfi-

nanze geet, mä haaptsächlech och ëm d'Kompetitivitéit vun eiser Economie.

D'Ekonomie, déi soll jo awer do sinn, fir dem Mënsch ze déngen, an net ëmgekéiert. Mä just dat geschitt hei erëm. Eist ganz Land muss sech alt erëm eng Kéier de Bedürfnisser vun der Economie ënnerwerfen. D'Bedürfnisser vun de Bierger ginn alt erëm eng Kéier an den Hannergrond gestallt, an dat obwuel ëmmer erëm a weider houfreg eng Croissance économique vu 4% uegekënnegt ginn ass. Wéi soll den Ottonormalbierger dat kënne novollzéien? Eent ass op jidde Fall erëm kloer zum Virschäi komm: Et ass net méi d'Politik, déi dirigéiert, jo net emol méi reguléiert, mä d'Ekonomie an déi fräi Maartwirtschaft.

Här President, wann den Här Statsminister hei matdeelt, dass déi héich Inflatoun, déi mer hunn, muss gebremst ginn, esou ka jo jiddfereen mat him d'accord sinn. Hien ass och der Meenung, dass mer gréisstendeels eng hausgemaachten Inflatoun hunn. An do sprécht hien dann de Stat an d'Gemengen un, déi bei der Inflatounsbekämpfung sollen eng considérbel Responsabilitéit iwwerhuelen a sech beim Festleeë vun öffentlechen Tariffer a vu kommunalen Taxen eng méi grous Retenue operleeë sollen. Dat, well d'Gemenge jo ab 2007 méi Geld kréien sollen iwwer eng Rei vu Mechanismen, déi mat de virgeschloene Mesurë solle parallel a Kraaft treden; wou d'Praxis eis awer weise muss, ob dat dann awer och esou wäert sinn.

Bei dëser Ausso mierkt een, dass dës Regierung wierklech laangfristeg plangt an näischt dem Zoufall iwwerléisst, well elo schon hunn d'Gemengen, wéi se manner Sue kritt hunn, déi meescht, hir Taxë missen erhéijen. Am Budget 2006 vun der Escher Gemeng, zum Beispill, maachen d'Taxenerhéijunge

fir dës Joer 6 Milliounen Euro aus. Wann Esch dann elo d'nächst Joer méi Sue kritt, da misst se jo laut dem Statsminister hir considérbel Responsabilitéit iwwerhuelen an dann déi Taxen erëm erfsetzen. Dat ka se awer net, well soss kréie mer d'Fraisé vun der Jorhonnertfeier knapps gedeckt.

An dann de Stat! Trotz anere Versprache goufen d'Präisser vum öffentlechen Transport gehéicht, an et wäert och nach weider an déi Richtung goen, well den Här Statsminister huet hei gesot, dass mer en öffentlechen Transport brauchen, dee gutt fonctionnéiert. Do widdersprécht sécherlech keen him. Dofir brauch hien och kengem ze drohen an ze soen, wien net senger Meenung wier, dee soll dat hei soen.

Wat den öffentlechen Transport a seng Attraktivitéit ubelaangt, do sinn ech och senger Meenung, mä ech sinn awer net senger Meenung, wann hie wéinst dem Käschttepunkt téschent den Zeile schon erëm eppes aneschters undeit, an zwar, dass den öffentlechen Transport, well en en héije Käschttepunkt huet, fir d'Benotzer eventuell nach méi deier kéint ginn. Da geet seng Attraktivitéit deelweis verluer - ech mengen déi vum öffentlechen Transport, net déi vum Här Statsminister. Wann awer nach eng Erhéijung vun de Präisser am öffentlechen Transport soll kommen, da misst der LSAP hir Attraktivitéit total verluer goen, well si et jo waren, déi de gratis öffentlechen Transport versprach hunn.

De Waasserpräis soll deemnächst och gehéicht ginn, wat besonnesch awer dann alt erëm eng Kéier Famillje mat Kanner a mat kleng Revenuen treffe wäert. Och dee vun der Regierung ugepeilte Käschtendeckungsprinzip geet voll op de Portmonni vun de kleng Leit a wäert hei am Land nach méi Leit un de Rand vun der Aarmut driwwen, esou dass mer dann ier-

gendwann eng Kéier eng Tripartite erëm müssen aberuffe fir ze kucken, wou mer d'Suen hierhuelen, fir weider Obdachlosenheimer ze bauen.

Här President, den Här Statsminister huet och richtegerweis d'Problemer am Wunningsbau ugeschnidde, wou hie schonn am Wäimount 2005 selwer d'Verantwortung fir déi Problemer, déi do entstane sinn, iwwerholl huet. Gëscher huet hien hei e puer Pisten opgezechent, wéi een aus dese Problemer kennt erauskommen.

Et ass vun enger sou genannter Moderniséierung vun den Entegnungsmesurë geschwat ginn, wou Délaï solle verkierzt ginn. Do ass dann natierlech och eng Verfassungsännerung néideg. Do muss een natierlech awer oppassen, wéi wäit dass ee geet, an dass hei net d'Besëtztumsrecht précariséiert gëtt a mer Zoustänn kréie wéi deemools hannert der Mauer, well et kann net sinn, dass pour raison d'Etat sech awer alles erlaabt gëtt.

Hien huet och e Virkafrecht vun de Gemenge fir Bauland ugedeit. Eng Mesure, déi mir perséinlech ganz sympathesch erschénkt, menger Usiicht no awer och ka kontraproduktiv sinn, well da kënnen d'Präisser esou opgepompelt ginn, dass d'Gemengefinanzen et net méi packen oder se iwwerhaapt keen Terrain méi ze kafe kréien. Dat kann déi negativ Konsequenz vun där gutt gemengter Mesure do sinn. Do misst dann awer kloer och iwwer Präisplaffongen diskutéiert ginn, an déi missten dann awer och strikt respektéiert ginn.

Wat elo de Verkaf vun Terrainen ubelaangt, esou schéngen déi versprache steierlech Avantagé jo ganz interessant, sinn awer grad sou geféierlech a kënnen dozou féieren, dass d'Präisser am Contraire zu deem, wat erwénscht ass, nach weider klammen. Et huet awer de Virdeel, dass déi effektiv Präisser och bezuelt ginn an net weinst steierleche Grënn, wéi dat elo oft de Fall war, en Deel schwaarz ënnert dem Dësch bezuelt gëtt.

Wat elo d'Zréckhale vun Terrainen ubelaangt respektiv d'Spekulation vun Terrainen, esou kann et net sinn, dass ee bestrooft gëtt, wann een Eegentum huet. Och d'Obligation, fir mussen innerhalb enger bestëmmter Period ze bauen, erschénkt mer als vill ze vill dirigisteschen an et misst een aner Mechanismen am Konsens sichen, well et ka jo net sinn, dass op eemol een, dee sech fir seng Enkelkanner en Terrain kaaft huet an dee wëllt versueren, fir dass seng Enkelkanner kënnen bauen, dann dorobber muss säi Liewe laang Taxé bezuelen.

(Interruption)

Här President, wann ee kann domat d'accord sinn - an dat hätt scho längst missen esou sinn -, dass d'Regierung Präisaccorde mat den eenzelne Wirtschaftssektoren soll aushandelen, dann ass dat eng Saach. Wann awer hei ugekënnegt gëtt, dass d'Ministere keng Kontrakter méi dierfen ënnerschreiwen, déi voll indexéiert sinn, da beduerf dat awer enger Klärung am Detail, awer wierklech bis an dee leschten Detail.

Wann dann och nach ugekënnegt gëtt, dass d'Ausbezuete vun där, laut gesetzlechen Dispositionen, geschéilten Indextranche erausgeschéilt gëtt, an dass et nach maximal eng Indextranche pro Joer soll ginn, dann ass d'Mooss awer wierklech voll. Well den Indexmechanismus gëtt hei kloer manipuliert. Well dat automatescht Ausbezuete vun de gesetzlechen festgeluechten Indextranchen ass e Mechanismus, an dee gëtt elo volontaire ënnerbrach.

Den 12. am Wäimount d'lescht Joer huet den Här Statsminister hei behaapt, et géif näischt um Index geännert ginn. D'Land hung och voller Gewerkschaftsplakate mat „D'Fangeren ewech vum Index!“.

Mat Generalstreik ass gedréit ginn, wann een den Index géif manipulieren. An elo behaupten all déi, déi sech esou dichteg fir den Index agesat hunn, dass eng Indexmanipulation déi eenzeg Rettung wier, fir eis Statsfinanzen ze sanéieren an eis Kompetitivitéit ze stäipen.

Wiem notzt déi Manipulation? Well et ass keng Modulatioun, et ass eng kloer Manipulation vum Index do. Un alleréischer Stell notzt dat der Economie, an dann dem Statsbudget. D'Economie, a besonnesch d'Multien, déi Joer fir Joer Milliarde Benefisser astiechen, kréien dann och nach elo e Kado gemaach op Käschte vun der zréckgestallter geschéilten Lounaugmentatioun iwwert den Index.

De Stat spuert massiv bei senge Gehälter, wann d'Indextranche ëm Méint verréckelt gëtt, oder souguer nach méi laang. Well den Här Statsminister huet hei kloer verlaude gelooss, dass den Datum vum Ausbezuete vun den zukünftigen Indextranchen vun de Pétrolspräisser ofhänke géing. Dat heescht, de Bierger bezilt also weider déi ëmmer méi deier Pétrolspräisser, kritt awer déi inflationär Konsequenzen net méi esou vergüt, wéi dat no de bestehende gesetzlechen Indexmechanismen üblech war. Eng Ursach méi, fir esou séier wéi méiglech eis no alternativ Energien ze orientéieren.

Wiem schuet d'Verréckele vun der Indextranche? Ma genau deeneselwechten, déi souwisou d'Hauptlaascht vun deenen onsozialen Tripartite-Virschléi ze droe wäerte kréien, an dat sinn d'Salariéen, d'Rentner an d'Familljen.

D'Salariéen, well se ëm déi gesetzlechen festgeluechten Upassung vun hirem Loun un d'Inflation bruecht ginn. Dat heescht, hir Kafkraafteerhéijung gëtt ëm Méint, wann net ëm Jore verréckelt. Wéi dat der Economie, a besonnesch dem Mëtstand, soll hëllef, dat muss dann awer emol erkläert ginn. Well wann de Klengverdenger e Sou weider verdéngt, da gëtt e se aus. Anerer, déi méi verdéngen, déi Groussverdenger, déi mussen all Mount dräi Méint an d'Vakanz goen, fir hir Sue lasszeginn, an da gi se se nach net hei lass.

De Mindestloun soll awer ab d'nächst Joer termingerecht erhéicht ginn. Dat ass awer kee spezielle Kado vun der Regierung, esou wéi dat hei duerchklänge gelooss gëtt, mä just déi geschéilten Erhéijung opgrond vun der Lounentwicklung insgesamt, esou wéi dat och beim Rentenajustement hätt misse sinn.

De Spriecher vun der CSV huet hei gesot, d'Erhéijung vum Mindestloun dierft net dozou féieren, och all aner Lounstrukturen an engem Betrib ëm deeselwechte Prozentsaz unzepassen. De Mindestloun ass eng gesetzlechen Moossnam, an de Rescht vun de Loundiskussionen gehéiert an d'Tarifautonomie vun de Verhandlungsgewerkschaften a geet de Stat näischt un. D'Gewerkschaft si selwer capabel fir hir Responsabilitéit ze iwwerhuelen, an dat hu se oft genuch bewisen.

Här President, d'Rentner gi gläich dräimol ofgezockt: Eemol, well hiren Ajustement och zäitversat an an zwee Deeler ausbezuelt gëtt, a well hinnen dat zäitgeméiss Ausbezuete vun der fälliger Indextranche verweigert gëtt, an dann och nach - an dat géillt och fir d'Salariéen - duerch d'Netupasse vun der Steiertabell un d'Inflation, an dat scho säit Joren. An dat soll och elo nach Joren esou weidergoen. Dat ass e regelrechte Skandal!

Just déi, déi hiert Liewe laang all Affer vun deser Gesellschaft fir eis Economie mat opbruecht hunn, ginn elo duebel oder dräifach bei d'Lisette gelooss. Nodeem dass d'Renter beklaut gi sinn, andeem de Stat sech an de Rentekeesen zerwéiert huet, ginn d'Renter och elo nach direkt aus hirem eegener Täschen beklaut.

An d'Pensionskeese sollen och nach weider ofgezockt ginn. Ronn 70 Milliounen Euro Staatsausgabe sollen am Duerchschnëtt op d'Pensionskeesen iwwerdroe ginn. Dann hätt ech awer gären hei Kloerheit wéi dat soll vu sech goen a wéi dat vu Gewerkschaftssäit ze verantworten ass. Well et geschitt och leider mam Accord vun de Gewerkschaften.

Här President, grad sou verwerflech ass et, dass elo d'Familljenzoulage sollen indexneutraliséiert ginn. Dat trëfft alt erëm déi Famillje mat vill Kanner, an et geet kloer géint déi versprochen Opwärtung vun der Famill. Et solle steierlech Vergénschungen amplat kommen, ass erausgeklungen hei, mä wou kann ee steierlech Vergütungen un d'Famillje ginn, vun deenen déi meescht keng Steiere bezuelen! Heescht dat, dass d'Regierung wëllt d'Negativsteier aféieren? Wat zwar ze begrësse wier, mä wann ech gelift dann awer net déi fir d'ëischt striitzen, déi kënnen dovun profitéieren. Loost d'Famillje mat Rou, si sinn déi wichtegst Zell aus eiser Gesellschaft!

Här President, den Här Statsminister huet et och selwer hei zougin! Hien huet gesot, mir mussen de Familljen de Choix loossen, wéi se sech organiséieren. Ob se zu zwee schaffe ginn oder ob ee sech ëm d'Kannererzéiung oder ëm de Stot këmmert. Mir bräichte méi Crëchen a méi Accueilsstrukturen, sot hien, an dat ass och noutwendeg. Mä grad sou noutwendeg ass et, der Famill, déi sech anescht entscheet, déi fréi Entwécklung ze loossen, an dat ouni finanziell Contrainten. Wat méi Famillje sech entscheeden, sech selwer ëm hir Kannererzéiung ze këmmern, wat mer manner Crëchen a Structure-d'accueille brauchen.

Dofir ass et kontraproduktiv, d'Familljenzoulagen aus dem Inflationmechanismus erauszehuelen, well ebe grad d'Kannererzéiung ënnert der Inflation méi deier gëtt a well d'Kannererzéiung ee mat deenen deierste Facteuren ass, deen eng Famill huet.

Dann ass d'Erhéijung vum Fleegeversicherungsbeitrag proposéiert ginn, vun 1 op 1,4%. De Beitrag fir d'Fleegeversicherung ass jo just geduecht fir d'Fleeg ze garantéieren a fir soss näischt. E gëtt awer vu jiddferengem bezuelt, also och vun deem klengste Verdenger. Ech konnt awer net feststellen, dass d'Fleegeversicherung defizitär wier, an dofir froen ech mech, ob et hei net just och erëm ëm d'Salariéer vum Statsbudget geet. Well de staatleche Beitrag un der Fleegeversicherung gëtt gläichzäiteg op 140 Milliounen Euro järelech agefruer. D'Bierger mussen also méi blechen, an de Stat zitt sech mam Afréiere vu senger Participatioun deelweis aus der Verantwortung.

D'Solidaritätssteuer war dat Solidaritätsinstrument, wat scho matgeholf huet, uganks den 80er Joren eist Land aus der Kris ze rappen. An do froen ech mech, firwat dass dat net integral zur Sanéierung vun de Statsfinanzen genotzt gëtt. An ech froe mech, ëm wat fir ee Prozentsaz dass déi Steuer hätt missen erhéicht ginn, fir de Statsdefizit bis 2009 ze decken. Well ech ka mech erënneren, dass mer schonn eng Kéier e Prozentsaz vu Solidaritätssteuer hate vun 10%, an et ass keen dru gestuerwen.

Et ass nämlech eng Sozialsteuer, duerch déi d'Solidaritéit voll zum Droer kënn, well déi kleng Leit, déi keng Steiere bezuelen, an och déi Kleng- a Mëttelebetriber, déi keng Steiere bezuelen, net dovun betraff sinn. An all déi grouss Verdenger, a besonnesch d'Multien, déi Milliarde Benefisser Joer fir Joer asäckelen, deene kann ee jo awer roueg e bësse méi Solidaritéit zou-

trauen, an deene géif dat och net allze vill schueden.

Här President, ech kommen net derlaanscht, och nach e puer Wuert ze verléieren iwwert dat wat den Här Statsminister hei ugedeit huet a puncto Fonction publique. Wann hie mat der CGFP verhandele wëllt iwwer en zweejährige Lounstopp respektiv iwwer méi kleng Ufanksgehälter beim Stat, da geschitt dat jo am Kader vun der normaler Tarifautonomie. No deenen Echoen, déi ech awer haut schonn an der Press gelies hunn, muss hie sech dann awer waarm andoen, wann hien dat wierklech wëllt huet, an da muss hien awer méi wéi een „Juncker on tour“ duerch d'Fonction publique maachen, fir Iwwerzeegungsaarbecht ze maachen.

Do derbäi wëllt d'Regierung awer en totalen Astellungsstopp an der Fonction publique aussprechen. An dat geet fir mech voll op d'Käschte vun den Déngschtleeschungen un de Bierger an ass fir mech kontraproduktiv. Et kann net sinn, dass d'Bierger a verschiddene Servicer wéinst flagrantem Personalmangel Wochen a Méint op d'Betreiung vun hiren Dossiere mussen waarden, an dat weess ech aus der Praxis, an et kann och net méi sinn, dass an de Servicer den Absentéismus duerch Stress, Drock a Mobbing sech hefen, an d'Regierung deem net wëllt entgéintwierken.

Eng Diskussioun mat der CGFP iwwer méiglech Aspierungen, do kann een domat d'accord sinn, och iwwer eng Réforme administrative. Mä op kee Fall d'äerf dat Ganzt op Käschte vun den Déngschtleeschungen um Bierger goen!

Här President, wat d'Bestriewungen a Richtung Beschäftigungs-mesuren a Mesuren am Zesammenhang mat der Vollbeschäftigung a mat der Beschäftigung besonnesch vun de Jonken ubelaangt, kann ech mat all deem d'accord sinn, wat proposéiert ginn ass, well dat blutnoutwendeg ass. Déi zoustänneg Kommissioun vun der Chamber ass och permanent amgang, an déi Richtung ze schaffen. Et ass och wierklech noutwendeg, net nëmme Mesuren ze schafen, fir déi Jonk an d'Beruffsliewen ze integréieren, mä et ass grad sou noutwendeg, déi Jonk ze responsabiliséieren, fir dass se selwer Initiativen ergräifen, fir ënnerdaach ze kommen.

A fir déi eeler Leit, déi eng Aarbecht sichen, mussen leider och nach zousätzlech Mesuren agefouert ginn, well déi, déi bis elo bestinn, net zum Droer kommen. Dës Mesuren eleng benéidege länger Viraarbechten an en déif gräifende Konsens zwëschen der ADEM an de Betriber, dee mer awer sécherlech fanne wäerten.

Wat den Eenheitsstatut vun de Salariéer ubelaangt, hunn ech dat ëmmer als onbedéngt noutwendeg Schrëtt ugesinn, awer ni well ech mech geschummt hunn, Aarbechter ze sinn. All Aarbechter ass houfreg, en Aarbechter ze sinn. D'Aarbechter sinn a waren awer nach ni houfreg drop, dass dese Stat hinne manner Rechter zougestanen huet wéi anere Beruffssparten. Wann dat sech duerch den Eenheitsstatut soll änneren, tant mieux.

Mä ech wëll awer Verschiddener hei schonn am Virfeld warnen, fir dës historesch Reform fir d'Afféiere vu weiderem Sozialofbau ze benotzen. Well wann d'Patronat mat där Reform do d'accord ass, da mécht et dat net ouni Contrepartie. Dofir kommt net iergendeemol a frot hei fir de Kënnegungsschutz am Krankheitsfall ze bradéieren, oder d'Lounfortzahlung am Krankheitsfall a Fro ze stellen, well da kann ech lech soen: Dann ass awer d'Fest un!

Här President, den Här Statsminister huet a sengem Virtrag hei e puermol gesot: Een dee mat där enger oder anerer Mesure, déi vir-

geschloen ass, net d'accord ass, dee soll dat hei soen. Här President, ech hunn et hei gesot an ech widderhuelen et: Mat där Aart a Weis vu Problemléisung do, déi de Sozialofbau och nach am Konsens mat de Gewerkschaften alaut, sinn ech net d'accord a wäert och ni d'accord sinn. Wann och vläicht hei an dem héijen Haus e Konsens wäert fonnt ginn, esou fannt Der deen an der Öffentlechkeet, a besonnesch bei deene Leit, déi duerch dese Moossnamepak betraff ginn, ganz sécherlech net.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Jaerling. Domat ass d'Debatt ofgeschloss. Als leschte Riedner héllt nach eng Kéier de Stats- a Premierminister Jean-Claude Juncker Stellung. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen, um Schluss vun deser Debatt - an ech soe jiddferengem Merci, deen un där Debatt deelgeholl huet - wollt ech op eng Rei vun Elementer aus där Debatt ofschléissend, wann och nëmme virleefeg, agoen.

Ech wollt fir d'ëischt all deenen op dat Allerhärzlechste félicitéieren, déi ganz äifreg aus där Regierungserklärung vum leschten Dënschdeg an aus fréier Regierungserklärungen zitiiert hunn. Wann een a mengem Alter ukomm ass, ass ee frou, wann een eng Referenz gëtt,...

(Hilarité)

...och wa se meeschtens negativ geduecht ass. Ëmmerhin ass dat schonn eppes.

E bëssen iwwerrascht war ech just driwwer, dass aus deser Regierungserklärung - där vum leschten Dënschdeg - onkomplett zitiiert ginn ass. Besonnesch den Här Meisch huet als Spriecher vun der Demokratescher Partei - wat ech och verstinn - monéiert, ouni dat esou ze soen, ech wär e bëssen e Gelungenen.

(Interruptions et hilarité)

Wann ech lech dat esou suggeréieren, bedauert Der et schonn, dass Der dat net esou einfach ausgedréckt hutt. Net?

(Hilarité)

Une voix. - Dir kënn dat ebe gutt!

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Jo.

Une voix. - Dir kënn lech gutt selwer beschreiwen.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Dat ass wouer, an déi aner och. An dozou kommen ech elo.

(Hilarité)

En huet gesot, ech hätt hei den Androck ginn - zumindest hätt een deen Androck kënnen hunn -, dass un där Situatioun, an där mer stinn, jiddferen een, wéi eis däitsch Nopere géife soen, gerüttelt Mooss u Schold hätt, just de Stats- a Finanzminister net. En huet dankenswäerterweis derbäi gesot, et hätt ee kënnen déi Impressioun hunn; well hien hat se selbstverständlech net, well hien hat jo gutt nogelauschert an nogelies, an dunn huet en de Saz fonnt: „Ech iwwerhuelen d'Verantwortung fir dës Politik.“ Méi Zoustëmmung zu sech selwer op dem enger Säit an Akzeptéiere vun dem Verantwortlech-gemaach-Gi fir de ganze Rescht kann et jo net ginn.

Wann ech soen, ech iwwerhuelen d'Verantwortung fir déi Politik, a well ech iwwerhaapt net den Androck wëll ginn, hei am Land géif nëmme een décidéieren, hunn ech awer gesot, wie bei där Politik nach alles derbäi war. Wann déi, déi awer derbäi waren, elo net méi wëllen derbäi sinn, nodeem déi Po-

litik, déi gemaach ginn ass vun 2000 bis 2005 inclus, vun där mir selwer, alleguer déi eis observéieren, soen, si wier ursächlech druschold, dass Lëtzebuerg am Joer 2001 net a Stagnatioun an a Rezessioun ofgerëschicht ass, an dass mer erëm relativ séier op ee Wuesstumspad zrëckkomm sinn, dee konsistent a provisorisch unhalend ass; wa kee méi domat eppes wëllt ze dinn hunn, dann iwwerhuelen ech och d'Verantwortung gären eleng fir deen Deel, deen eis et erlaabt huet, erëm zrëck op de Wuesstumspad ze kommen.

Mä esou ass et jo awer net. Mir hu gemeinsam decidéiert an der Chamber, an der Regierung fir d'éischt, an der Tripartite duerno, dass mer déi automatesch Stabilitateure géife spille loossen an de Joren 2001 bis 2004 a keng Coup an d'Budgetsinvestitiouns- a Sozialnetz géife maachen, fir net an déi sech ofzeechnend Kriseranzespueren a se domat an eng Rezessioun oder an eng Stagnatioun ze verwandelen.

Mir feelt e wéineg d'Verständnis drun, muss ech soen, dass, wann een dat zesumme gemaach huet an der Regierung, mat de liberale Kolleegen, duerno fir d'Joer 2005 mat de sozialistesche Kolleegen, ëmmer begleet vun der Zoustëmmung vun de Sozialpartner, sech dann duerno esou débobinéiert gëtt, wéi wann een eigentlech do net derbäi gewiescht wier. An ech soen dat eigentlech nach méi fir de Patronatsdeel vun de Sozialpartner wéi fir d'politesche Parteien. Do bréngen ech jo fir muneches Verständnis op.

Dat ass awer e wichtege Punkt, wa mer iwwer de Lëtzebuerg Modell schwätzen. Fir déi Saachen, déi d'Joer 2005 mat de liberale Kolleegen, duerno fir d'Joer 2005 mat de sozialistesche Kolleegen, ëmmer begleet vun der Zoustëmmung vun de Sozialpartner, sech dann duerno esou débobinéiert gëtt, wéi wann een eigentlech do net derbäi gewiescht wier. An ech soen dat eigentlech nach méi fir de Patronatsdeel vun de Sozialpartner wéi fir d'politesche Parteien. Do bréngen ech jo fir muneches Verständnis op.

Wann déi sech et hätte wëllen einfach maachen, dann hätte se déi Politik net duerchgelooss. Keng Regierung, keng Chamber a keng Tripartite bréngt e Budget géint de Finanz- a géint de Budgetminister fäerdeg. Dat gëtt et net! Entweder gëtt et kee Budget, oder de Finanzminister an de Budgetminister, déi ginn hirer Wee.

Wann déi an hire klassesche Schemen ëmmer nëmme bleiwen, an dat An-de-klassesche-Scheme-Bleiwen huet vill Länner ronderëm eis onglécklech gemaach - klassesch Schemen, déi doranner bestinn, wann den Defizit ufänkt ze wuessen, da gëtt direkt dropgeschloen, egal wat d'Auswirkung vun deem Dropschloen op d'Konjunktur an op d'wirtschaftlech Entwécklung sinn -, dat kënnen déi zwee ëmmer maachen, an d'Leit fannen dat och ganz normal. Déi soe jo, de Finanzminister an de Budgetminister sinn do fir Neen ze soen.

A wann ech elo heiansdo déi demokratesch legitiméiert Troitsëmfroen an Érantéléfonéierei héieren, déi et op de Radioen do gëtt, dat ass jo net hannert verschlossenen Dieren, dat ass jo um offene Mikro, wou dat sech ofspilt. Da soen d'Leit jo och: Firwat hu se et esou wäit komme gelooss? Abee, wa mer et net esou wäit komme gelooss hätten, dann hätte mer dee Wirtschaftsopschwung, dee mer erlieft hunn an de Joren 2004 an 2005, ganz einfach net kënne realiséieren, well dann hätte mer enorm vill Extrakt aus der Bruttoinlandsproduktsubstanz erausgezunn, a mer hätte genau déi Feeler gemaach, déi am Ausland gemaach si ginn.

An dofir soll eigentlech kee rosen driwwer sinn, wa mer - well dat hu mer nu wierklech zesumme gemaach - gutt Resultater do opweises hunn. Esou gudder, dass vill Leit am Land soen, an och d'Gewerkschaften an der Tripartite dat während fënnf Méint gesot hunn, dass mer iwwerhaupt kee Problem hätten, well jo de Wirtschaftswuesstum grouss wier.

An et ass jo och de Leit schwéier ze vermëttelen, dass, wann d'Wirtschaft 4 bis 4,5% wüsst, een da muss op verschiddene Pläng, dont notamentum un budgetäre Pläng, ufänken en anere Wee ze goen. Well mer dat jo dauernd am Ausland héieren, besonnesch an Däitschland - déi däitsch Television erfreet sech jo gréisster Beléiftheit hei zu Lëtzebuerg -, dofir loosse mer eis och heiansdo duerch d'Larmoyanz vun deenen, déi déi öffentlech-rechtlech elektronesch däitsch Medien an d'Land erandroen, gewonnen a mengen, mir wieren an Däitschland an eis géif et gradso schlecht goe wéi deenen. Obschonn d'Leit jo dann och hätte misse matkréien, dass an Däitschland d'Rente schon acht Joer net méi ugepasst gi sinn, mä dat bleift net esou an der Erënnung hänken.

Doduerch dass mer berieselt gi mat schlechten Nouvelen a mat massivste Sozialkürzungen - Hartz 1 bis Hartz 4 -, si ganz vill Leit hei am Land, déi mengen, si géifen iwwer Lëtzebuerg quasi schwätzen. D'Differenz ass eng enorm. Däitschland huet wéinst enger falscher Finanzpolitik - a wéinst enger falscher Finanzpolitik an falsche Moment - et bis haut nach net fäerdeg bruecht, d'Bannennofro usprangen ze loossen, an et bis haut nach net fäerdeg bruecht, och nëmme op d'Halschent vun deem Wirtschaftswuesstum ze kommen, op dat Lëtzebuerg komm ass duerch déi pondéiert Politik, déi mer aus der Kombinatioun vun Dépenses-sech-entwéckelen-Loossen a vu cibléierte Steiermoosname maache konnten.

An et stellt sech jo eraus bei de Chifferen - ech soen och dem Här Bausch dat nach eng kéier an aller Frëndschaft -, dass déi Steierreformen, déi mer gemaach hunn, net iwwerdriwwer waren, well deen Deel Steieren, dee mer aus dem Bruttoinlandsprodukt erauszéien, dee bleift prozentual grosso modo deeselwechte wéi virun der Steierreform, woumat sech bewisen huet, dass Wuesstum à terme ënnerstëtzt ginn ass duerch déi Steierreform an dass esou vill Steieren, bruttoinlandsproduktméisseg betruuecht, erakomme wéi virun der Steierreform, obschonn d'Steieren an där Period 1999 bis 2004 massiv gesenkt gi sinn.

Ech hunn also hei a menger Ried gesot, déi Politik, déi wier richtig gewiescht. Et kënt mer schon drop un, dat nach eng kéier hei ze widerhuelen. An d'Kolleege vun der liberaler Partei hunn eigentlech net gesot, si wier net richtig gewiescht. Also si mer jo schonn zu vill, déi fannen, si wier richtig gewiescht.

Dofir fannen ech et ëmmer e bësse gelungen, wann déi eng an déi aner - dat verdeelt sech e bëssen ökumenesch iwwer all Fraktiounen an deene geschlossene Parteiversammlungen, iwwert déi dann awer ëmmer an den Zeitunge jo e Wuert geschriwwen gëtt - soen, dee Schlamassel, an deem mer elo wieren, deen hätt déi fréier Regierung ouni Grund erbäigefouert. Dat ass bëlleeg an iwwerregens och domm, well mir waren alleguer dru bedeelegt.

Wa mer an Tripartitesronnen an de Joren 2001, 2002 an 2003 hi gaange wieren a mir hätten dee Programm als Regierungsproposition virgeluecht, dee mer elo, no deem d'Regierung e proposéiert huet, an der Tripartite ugeholl kritt hunn, dann hätten d'Gewerkschaften sech massiv géint dee Programm gewiert, an an deem Mo-

ment zu Recht, well d'Gewerkschaften hunn dee Prozess an där leschter Legislaturperiod ëmmer positiv begleet, a mir hätten net déi Voraussetzunge kënne schaffen, fir wirtschaftlech erëm relativ séier op d'Been ze kommen.

Nun ass de Problem mat deem zrëckfonntene Wirtschaftswuesstum deen, dass e steierlech net dat ofwerft - wann ech mech salopp kann ausdrécken -, wat eigentlech esou en héije Wirtschaftswuesstum misst ofwerfen, an dat huet notamentum am Beräich vun der Kierperschaftssteuer, a grad do am Beräich vun der Finanzplaz - déi, ech widerhuelen dat, zu 50% um Wirtschaftswuesstum schold ass, an dorop soll ee sech net op Dauerstrukturell verlossen - mat enger Geschéckerlechkeet sonnergläichen ze dinn, déi Engineeringsprodukter a grousser Zuel fäerdeg bréngen, déi sech an dat Geflecht apassen, wat entstan ass duerch europäesch Regelungen, déi ëmmer gutt ware fir eis Finanzplaz, an duerch déi Ribambelle vun duebele Steierofkommessen, déi mer hunn.

Eng vun de Regierungspropositionen an der Tripartite war, an dat steet och am Avis vum Comité de coordination Tripartite, dass mer ganz kritesch a kriddelech eng kéier géifen duerch dee Bësch vun Duebelbesteuerungsofkommesse goen, fir déi manifest pervers Steierkonstruktioun, déi et heiansdo gëtt, kënnen doduerch ze eliminéieren, dass mer do - dofir brauche mer och den Accord vun deenen anere Regierungen dann - amendéierend virginn.

Ech hunn hei e Programm a fënnf Punkten zur Inflationbekämpfung virgedroen, e Programm vu 14 Punkten a Saache Beschäftigungspolitik an e Programm vun eelef Punkten a Saache Logementpolitik. Ech liesen awer dauernd nach virun, an et gëtt och dauernd viru gesot, d'Regierung hätt soss keng Suerg gehat wéi de Budget bis d'Joer 2009 an d'Rei ze kréien.

Wann Der lech d'Méi géift ginn - ech weess net, ob dat eng nützlech Übung ass -, d'Säiten ze ziele, déi iwwert de Budget handeln, an d'Säiten, déi iwwert d'Kompetitivitéit, d'Beschäftigung, de Logement, d'Kyoto-Problematik an aneres handeln, da géift Der gesinn, dass den Deel Budget relativ schmuel ausgefall ass an der Ried vun engem, deen och nach Finanzminister ass. Mä ech weess och net richtig, wat schlecht soll dru sinn, dass ee Propositione mécht, en Accord an der Tripartite kritt an an der Chamber fir d'Zoustëmmung zu deem Accord plädéiert - d'Chamber ass jo do fräi ze maache wat se wëllt -, wann dat dozou féiert, dass mer fir d'Joer 2009 erëm équilibréiert Statsfinanzen hätten?

Stellt lech emol vir mir hätten eis op kengem Punkt op Virschléi géeneegt an der Tripartite, spéider vläicht heibannen, an der Regierung fir d'éischt, a mir wieren heihinner komm mat 33 Propositionen an deenen net vill steet a vun deenen een zum Schluss net gesäit, wat dann d'budgetär Auswirkungen dovunner sinn. Wa mer heihinner komm wieren a gesot hätten: Sou, elo hu mer alles gemaach, mä de Budget kréie mer awer net an d'Rei; wat hätt Der eis da gesot? Dann hätt Der eis jo zrëckgeschéckt a gesot: Macht emol Är Aarbecht iert Der lech hei presentéiert.

Ech hu jo awer och nogelauschert bei de Budgetdebatten d'lescht Joer am Dezember, an do hat ech awer d'Impressioun kritt, dass et de Wonsch vun der Chamber wier a partiell jo och den Optrag vun der Chamber gewiescht wier, dass mer eis a Saachen Haushaltskonsoli-

déierung sollen op déi hënnescht Féiss setzen. Ech ka mech net erënnere, dass eng heibanne gesot huet: Dir musst méi Defizit maachen, Dir musst méi Schold maachen, Dir dierft keng Automatesch ofbremsen, Dir musst alles lafe loosse wéi et leeft. Keen huet dat gesot!

Firwat gëtt sech dann elo driwwer beklot, dass mer dee Budget bis d'Joer 2009 erëm an d'Fassung kréien, wann eis kee gréisseren Accident ënnerwee passéiert? Ech verstinn dofir net, firwat dass ausgerechnet an engem Parlament enger Regierung virgeworf gëtt, si géif hire Budget an d'Rei bréngen. Wou si mer eigentlech? Wou si mer eigentlech, dass eng Regierung de Virwurf gemaach kritt, si géif sech drëm bekëmmere, Budgetkonsolidéierung ze bedreiwen?

Ech sinn eigentlech der Meenung, eis Debatte missten heiansdo an all Sprooch vun der Welt iwwersat ginn, fir dass d'Leit emol géife mierken, wat mir fir extraordinär Gesellen hei sinn, dass een hei kritiséiert gëtt, wann een e Programm virleet, fir de Budget ze konsolidéieren, net wéinst deene Moosnamen, déi virgesi sinn, mä dass ee sech iwwerhaupt esou laang domat beschäftegt huet. Dat fannen ech eng ganz erstaunlech Saach!

Mä elo wëssen d'Leit am Land, wat d'Regierung géint d'Inflation mécht, wat mer fir méi Beschäftigung wëlle maachen, wat mer fir méi Logement wëlle maachen, wat mer zur Haushaltskonsolidéierung virleeën. An ech froe mech no dëser Debatte - well et gëtt jo ëmmer no Debatte geruff, a wann eng Debatte ass, da soll jo och eng sinn -, ob d'Leit am Land elo wëssen, wat eis Kolleegen aus der Demokratescher Partei dann zu all deem ze soen hunn.

Ech hunn dem Här Meisch, deen Talent huet,...

(Interruption)

Jo.

...intensiv nogelauschert, an dee jo och e sympathesche Mënsch ass, dofir ass et och net désagréabel, fir him nozelaschteren, well hien, net wéi ech nach an deem Alter, esou ëmmer heiansdo nach een op d'Schépp hält, mä dat emol schonn direkt op der Sait léisst, wat absolut fir hie schwätzt.

(Hilarité)

Dach, ech soen dat, an dat ass mer esou gemengt. Ech hunn déi 33 Propositione vun der Demokratescher Partei gelies, an ech wëll et och begréissen, dass eng Oppositionspartei - dat misst se jo net maachen - sech d'Méi gëtt emol opzereien, wat dann hir Meenung zu all deene Punkten ass, mä no der Lecture vun deem Dokument an no der Ried vum Kolleg Meisch weess ech awer net, wou ech mat der Demokratescher Partei dru sinn.

Éierlech gesot, ech wosst dat ni ganz richtig,...

(Hilarité)

...wou ech mat der Demokratescher Partei dru wier, mä dat ass selbstverständlech mä Problem, nom Lichtenberg sengem Motto: Wann een e Buch widder e Bam geheit an et kléngt huet, dann ass et net dem Buch seng Schold, mä dem Bam seng. De Bam sinn ech, d'Buch sidd Dir,...

(Hilarité)

...mä ech hunn et awer ni verstan, wat Der do gäre gehat hätt. Ech mengen awer, dass dat wichteg wier, sech mat deene Propositionen ze beschäftegen, an ech hu festgestallt, an doriwir war ech frou - iwwerregens och an Interventione vun anere Fraktiounen -, dass et awer eng enorm Mass vu Propositionen, Elementer, Suggestiounen gëtt, déi gedeelt gi vu relevante politesche Kräften hei am Land.

Vun deenen 33 Propositionen, déi d'Kolleege vun der DP gemaach hunn, fannen ech, dass der 19 genau dat sinn, wat mer elo maachen. Ech soen lech dat, fir dass mer dat gutt gesinn, net dass mer mengen, mir hätten do grouss Désaccorden, wou mer iwwerhaupt keng Désaccorden hunn. Well Alternative kënnen och heiansdo a Widerhuelung bestoen, a wann een d'Alternativen dann nach eng kéier widerhält, da gëtt jo d'Asicht an d'Richtigkeet vun deenen Accorden, déi grouss Parteien ënnereneen hunn, nach méi daitlech.

Dir plädéiert dofir, dat ass eng vun Äre Propositionen, dass europäesch Direktiven eent zu eent emgesat ginn; en Zitat aus dem Avis vum Comité de coordination Tripartite, an dat steet och an der Regierungserklärung.

Dir plädéiert dofir, dass d'Arbeitsamt an d'Interimsgesellschaft méi solle kooperéieren. Dat ass ee vun de Punkten, déi ech hei als ee vun deene 14 Beschäftigungspunkten opgezielt hunn, déi d'Regierung ëmsetze wëllt.

Dir hutt lech hei dofir ausgeschwat, dass de Mindestloun soll erhéicht ginn. Dat maache mer.

Dir schwätzt lech an Äre Propositionen dofir aus, dass d'Berufsbild vu Professer an d'Berufsbild vu Professer an d'Berufsbild vu Professer soll ugepasst ginn. Dat si mer amgang ze maachen. Wat haalt Der eigentlech dovun? Soll déi Tache vun den Enseignanté bleiwe wéi se ass, oder soll se am Kader vun enger Reformulatioun vum Lehrerbild ugepasst ginn? Do hunn ech näischt Prezises gëschter dozou héieren, mä dat reecht Der no, well mir sinn eis jo am Prinzip eens, dass d'Lehrerbild muss ugepasst ginn.

Dir setzt lech an - e fënnfte gemeinsamen Accord - fir méi Fuerschung, fir méi Biotechnologie an esou virun. Do si mer eis also eens.

Dir plädéiert derfir, dass an de Lëtzebuerg Botschafte sech méi muss ëm Aussenhandel bekëmmert ginn a méi Kontakter mussen ugeknäppt ginn, wéi dat scheinbar bis elo de Fall ass. Mir hunn an der Tripartite als Regierung virgeschloen, dass mer eise Réseau vun Aussenhandelsrepresentatiounen sollen oprëschen. Mä ech fannen dat net gentil der Madame Polfer géintwuer, dass Der schreift, déi Lëtzebuerg Botschaften, déi hätten dat am ongenügendem Mooss bis elo gemaach, well déi hu sech och an deene leschte Joren, an d'Madame Polfer selwer och als Aussenhandelsminister, ganz intensiv ëm déi Saache bekëmmert.

Dir schwätzt lech derfir aus, dass mer eis un d'Versuerungsnetz vun deenen dräi Nopeschlänner sollen uknäppen. Genau dat huet d'Regierung an hirer Erklärung gesot.

Dir schwätzt lech fir alternativ Energiequellen aus. Genau dat huet d'Regierung gesot an ass se amgang ze maachen.

Dir sot, d'Betriebssteiere missten ugepasst ginn, wann et néideg ass. Genau dat hunn ech hei a menger Ried gesot, a mir hunn e Groupe fiscal agesat tëscht Beamten a Fiskalisten, ënner Begleitung vun de Sozialpartner, déi net dobäi sinn, mä herno consultéiert ginn, iwwert d'Suivéiere vun der Position, där fiskaler Position vu Lëtzebuerg um internationale Positionnement an am internationalen Environnement.

Dir schwätzt - deen néngte gemeinsamen Usaz, deen ech do fannen - fir e Guichet unique fir d'Beriber. Mir hu scho laang Joren dorunner geschafft, och ënnert der fréierer Regierung, och ënnert dëser. Mir schaffe scho laang alleguer dodrun, an do si jo och ganz grouss Fortschreiter ze vermelden. Do si mer eis also eens.

Dir schwätzt lech aus fir e Budget am Equilibre. Dat maache mer.

Dir sot an Ärem Pabeier, an ech war dankbar doriwwer, dass een esou reng Konjunkturreinnahmen, déi dem Budget zouwuessen, net sollt als en zolidd Fundament fir weider Haushaltsausgabe considérieren. Nom Motto, wéi ech et formuliert hat an eiser Ried, d'konjunkturrell Mehreinnahme sollen net gebraucht gi fir strukturell Mehreinnahmen ze finanzéieren, well op Dauer geet dat net.

Ech hat do vun eenzelne Revenuë vun der Finanzplaz geschwat - un déi hutt Dir och geduecht -, a vun deene sou genannten extraen Arcelor-Schecken, déi mer dëst Joer kréien. An dass et en duerchaus considéerabele Betrag ass, déi Dividenden, déi mer kréien, an d'Steier op den Dividenden, déi déi aner Aktionäre kréien. Déi musse jo 20% Steieren dodrop zu Lëtzebuerg bezuelen. Jee nodeem wéi se dat do tesselien, gétt dat net grad en Ertrag vun 20% vun der Dividende-mass, déi ausgeschott gétt, mä et gétt awer e substanziale Betrag. Dat gétt iwwer 100 Milliounen Euro. Dat kënnt elo méi an d'Statskeess eran.

Ass dat, mengt Der, eng Recette, déi ee kënnt considérieren als eng, déi engem elo de Budget équilibréiert hätt, wann doduerch de Budget géif équilibréiert ginn, wat ech och nach net gleewen? Neen, dat muss ee considérieren als eng exzeptionell Recette, als een ongewéinleche Virgang, als een, dee sech net zéng Joer laang widderhëlt.

D'Finanzplaz idem, well do hu mer jo 2001 an 2002 gesinn, wat dat heescht, wann do eng Kéier duerch exogène sech weltwäit ofspillend Phänomeneener manner Fiskalprodukt vun der Finanzplaz Lëtzebuerg ufält. Do si mer also d'accord, deen ech do mentionnéiere kann, grad ewéi deen, mä deen zielen ech net extra op, dass Der lech derfir ausschwätzt, den Ausgabewuesstum, dee misst gebremst ginn. Dir sot an Ären 33 Propositionen, Dir kënnt mat der Desindexéierung vun eenzelne Sozialausgabe liewen. Genau dat maache mer elo.

Well Der an deem Pabeier sot, wann et géif drëm goen, fir kuerzfristeg bedéngten Enkpäss ze behiwen, da soll een dat mat zäitlech begrenzten Mëttele maachen, da verstinn ech net ganz gutt, firwat dass Der lech esou driwwer eräifert, grad ewéi d'Patronat, dass déi Moosnamen hei um Enn vum Joer 2009 vun där neier Regierung a vum neie Parlament mussen iwwerpréift ginn.

Dir schwätzt lech aus fir zäitlech begrenzten Moosnamen am Beräich, sot Der, vum Budget, vun der Beschäftigungspolitik, vun der Wirtschaftspolitik. Dir proposéiert eng Debatt bis an d'Joer 2009 eran, wat een doriwwer eraus nach kënnt maachen, an da kommt Der heihinner an Dir reegt lech driwwer op, dass d'Regierungsmoosname bis den 31. Dezember 2009 lafen an da vun där neier Regierung sollen iwwerpréift ginn.

Also si mer mat där Démarche d'accord, fir elo dat ze maachen, wat dréngend ass, an dass dann déi nächst Legislaturperiod an déi nächst Regierung sech musse mat de weiderféierenden Elementer dovun beschäftegen.

Dir schwätzt lech fir eng Autossteuer aus, déi op dem CO₂-Ausstouss baséiert. Genau dat mécht d'Regierung elo.

A bei de Prioritéite fir d'Investissementer sot Der, dat misst fir d'Uni sinn, fir d'Schoul sinn, fir den öffentliche Transport, fir d'Familienstrukturen a fir Aktivitéitszonen am Land sinn. Genau dat hunn ech a menger Ried virgeluecht an och mat Zuele beluecht.

Dir schwätzt lech aus fir méi „public private partnership“. Genau dat ass dat, wat d'Regierung mécht.

Dir sidd fir eng Verwaltungsreform. Dir wësst och firwat. Dir wësst, dass déi schwierig ass, d'Verwaltungsreform.

(Interruption)

Gelift?

(Interruption)

An där leschter Regierung hate mer zwee Kolleegen, déi sech dorëms bekëmmert hunn. Also, dobäi muss all Minister ee Verwaltungsreformminister sinn, a jiddereen, dee Minister ass oder Minister war, weess jo, dass, wann en dat héiert, e sech schlechte Gefiller net kann erwieren, wann en dat gesot krit, dass jiddereen dat soll maachen. Mä jiddefalls, do si mer d'accord, a beim Bürokratieofbau si mer och d'accord.

Dir sidd der Meenung, dass bei wesentlechen natierleche Ressourcen déi Déngschtleeschungen an Déngschtleeschungen, déi d'öffentlech Hänn do bidden, musse käschendeckend bestridde ginn. Duerfir hunn ech lech hei anoncéiert, dass et zu enger käschendeckender Finanzéierung vun deenen Investissementer op der Präisfront, déi mer am Beräich vum Waasser maachen - wat Der ausdrécklech an Ärem Pabeier, esou wéi mir och, erwähnt -, muss kommen a komme wäert.

Dir dréckt lech aus am Kyoto-Zesammenhang - dat ass Är 18. Proposition a gläichzäitig deen 18. Accord out of 33 - fir eng schrittweis Erhéijung vun den Accisen, wann et muss sinn. Et ass genau dat, wat d'Regierung mécht.

Dir plädéiert, wat ech richtig fannen, fir déi langfristeg Finanzéierbarkeit vun eisen Alterssicherungssystemer. Dat ass genau dat, wat d'Regierung mécht, wa se an den Tripartite-Accord schreibe léisst, dass elo iwwert den Impakt vun der Alterung vun der Bevölkerung op eis Sozialsystemer an nottament iwwert d'Fro vun der Liwensarbeitszeit muss diskutéiert ginn. An do si Strukturreform jo néideg.

Da géif ech lech just bieten, ee Moment an Äre Wahlprogramm vum 2004, mengen ech, war dat, kucken ze goen, well do beschreift Der schon d'Limité vun där struktureller Reform, wat d'Regimeer vun der Sécurité sociale an den Impakt vun der Alterung vun der Bevölkerung op déiselwecht comportéiert, well do sot Der, et wier net dru geduecht, de legale Rentenalter an d'Luucht ze setzen, an et wier net dorunner geduecht, eppes un deene 40 Joer Cotisationsen ze änneren.

Ech wënschen lech vill Freed mat Ärer Strukturreform, well Dir sidd séier fäerdeg, wann Der déi Limite do schon esou fixéiert, wéi Der se an Ärem Wahlprogramm fixéiert hutt! Mä mir schwätze jo hei net iwwer Aussoe virun de leschte Wahlen, mä iwwert déi 33 Propositionen, déi Der gemaach hutt, an do si mer op 19 Punkte vun 33 d'accord.

Da mahnt Der fënnf Debatten un, déi solle gefouert ginn. Keng ass virum Joer 2009 fäerdeg vun deenen, déi Dir wëllt féieren. Ech widerhuele se hei net alleguer. Wann ech déi Accorden zesummerechen an déi Debatten, déi mer souwou zesumme musse féieren, plus deen een Audit, deen Dir recommandéiert an deen amgaangen ass gemaach ze ginn, plus ee Prozess vun Nodenken iwwer Beschäftigungsmoosnamen, deen och amgaangen ass, da si mer schon op 27 vun 33 vun Äre Propositionen, wou Dir integral mat der Regierungspolitik vum Prinzip hier a mam Detail vläicht net ëmmer averstane sidd.

Wa mir an der Tripartite déi 33 Propositionen do net gehat hätten, hätte mer net esou zilsécher kënne virgoen. Mir hätten net esou zilsécher kënne virgoen, well mir hu fonnt, wann déi, déi fréier an der Regierung waren, an déi, déi elo an der Regierung sinn, am Wesent-

lechen enger Meenung sinn, da kréie mer jo keng grouss Diskussioun méi am Parlament iwwert dee Pak, well entweder ass een d'accord oder et ass een net d'accord mat deem, wat ee geschriwwen huet, an duerfir hunn ech dat fir ee Beitrag zu eisen Aarbechten emfonnt, dee séier nützlich a begréissenswäert war.

Ech wiere mech just dergéint, dass esou gemaach gétt, wéi wann déi gréissten Oppositionspartei en total alternative Pak amstand wier virzeleën zu deem, wat d'Regierung dem Parlament an deenen nächste Wochen a Méint wäert virleeën. Mä ech hunn näischt Richteges héieren an den Ausféierung vum der Demokratescher Partei zur Inflationbekämpfung als solcher, sauf d'Warnung, dass een dee groussregionale Präisindex, dee komparativen an deen indikativen, net soll publizéieren. Dat kënnt zu eisen Ongonschten ausgoen.

Précisément menge mer, dass mer eppes musse maachen zur Inflationbekämpfung hei am Land. Esou zwar, dass déi Präisvergläicher positiv fir Lëtzebuerg ausginn. Wéi kënnt Der de Leit et verdenken, dass se zu 15% fir den Émsaz zu Tréier vu Lëtzebuerg hierkomme ausmaachen, an dass se ansonsten am Ganzen 160 Milliounen Euro an der Groussregion consomméieren, wa se d'Gefill hunn, zu Lëtzebuerg wieren eng Rei Saache méi deier? Do musse mer eis also zesummen drëm beméien, dass se deen Androck net méi hunn.

An dat ass jo net nëmmen eng Saach vum Präis. Dat ass jo och d'Saach vum ganzen Environment, wat ee muss ëmgestalten. An do mécht d'Confédération du Commerce jo och mat. An ech ignoréieren och net, niewebäi bemierkt, dass selbstverständlech wat d'Approvisionnementeweër ubelaangt, een Deel vu Lëtzebuerger Betriber wesentlech méi deier beliwert ginn, wéi dat op anere Plazen an der Groussregion de Fall ass. Notamment am Klenghandel ass dat de Fall; nottament am Électromanager ass dat de Fall; nottament bei den Autoe kann dat de Fall sinn.

Dofir hu mer an der Tripartite gesot - dat steet och am Avis -, dass mer eis, d'Regierung esougutt wéi d'Acteuren, drëm beméien, déi elementar Bannemaartregelen, déi et an Europa muss ginn, och zu Lëtzebuerg ukommen ze loosse, an dass mer eis aktiv an d'Gesprécher mësche mat deene grouse Fournisseuren a mat deene grouse Firmen, fir dass se Lëtzebuerg als eng eegen Identitéit erschénge loosse an et och mindestens gläich behandelte wéi déi aner.

An de Wirtschaftsminister huet en Optrag krit, och bei der Direktioun vun der Konkurrenz zu Bréissel drop anzewierken, dass déi onnatierlech Versuerungshemmnisse, déi mer do duerch d'Artikulatione vun deenen Approvisionnementeweër an d'Féiss geluecht kréien, iwwerpréift ginn am Licht vun den europäesche Regeln.

Mä onofhängeg dovun hunn ech iwwert d'Inflationbekämpfung soss net vill héieren. Ech denken awer, dass Der dermat d'accord sidd, dass an Zukunft all staatlech Kontrakter desindexéiert ginn, déi mer maachen. An ech denken, dass Der lech net dergéint wiert, dass mer a Gesprécher mat deenen eenzelne Secteuren zu inflationdämpfende Moosname kommen.

An ech denken, dass Der net dergéint sidd, dass all Taxen, déi elo agefouert ginn, neier oder aler, déi aus ekologeschen, aus gesondheetspoliteschen, aus sozialpoliteschen Grënn erhéicht ginn, index-

neutraliséiert sinn. Dat hutt Der esou däitlech net gesot, mä ech setzen et emol virus, dass dat esou ass. Mä ech hu kee geschlossenen Inflationbekämpfungsprogramm vun der Demokratescher Partei hei an dëser Debatt oder an deenen 33 Propositione kënne detektéieren.

Ech hu gelungenerweis näischt Richteges iwwert déi Fro vun dem eenheetlechen Arbeitnehmerstatut héieren. Dat ass jo awer eng grouss an eng wichteg Fro. Mir fällt iwwerhaupt op, dass déi am Patronat an och heibannen, déi esou fir d'Strukturreforme sinn, ouni jee-mools ze soen, wéini dass eng Reform ufängt eng Strukturreform ze ginn. Do hunn ech mech scho mam Kolleg Grethen am Eurogroup, a mam Kolleg Krecké elo am Eurogroup, ëmmer bis un den Austrëss vum leschten Hoer erubeewegt, wa vu Strukturreforme geschwat ginn ass, ouni dass jee-mools gesot ginn ass, wat dat da wier. Mä déi, déi fir Strukturreforme sinn am Patronat, déi lafe quasi Stuerme géint déi gréisste Strukturreform, déi hei an dësem Pak envisagéiert ass.

Et ass dach awer een erstaunleche Virgang! Ech hunn d'Patronat - ech soen dat hei - an der Tripartite - an ech hu jo Zeien - fënnemol gefrot, wann d'Melodie vun de Strukturreforme komm ass, se solle mer dräi Strukturreformen nennen, déi se gären hätten. A wann een da soss näischt héiert, wéi dass eng maximal Indexbranche bei annerhalfe-mol de Mindestloun muss agefouert ginn, déi 3,5 Milliounen de Mount méi géif ausmaachen an der abehalener Lounmass vun de Betriber wéi dat wat d'Regierung hei proposéiert, da fannen ech, dass ee säin öffentliche Diskurs iwwer Strukturreformen - well dee gutt klängt, a well kee weess, wat een domat mengt - e bësse sollt mäsegen.

Am Ufank vun der Tripartite hate se natierlech virgeschloen, dass de Rentenajustement, de Pensionsajustement definitiv net méi dierft un d'Lounentwicklung an un den Index gebonne sinn. Dat konnt d'Regierung net maachen, well dofir hu mer kee Mandat! Mir hunn an eise Wahlprogrammer gesot, dass mer der Meenung sinn, dass prinzipiell den Ajustement vu Renten a Pensionen un d'Inflation an un d'Lounentwicklung ugepasst wier. Ob mer dat an engem nächste Wahlprogramm nach eng Kéier esou soen, ass eng aner Fro. Mä op jidde Fall ass dat déi Position, déi mer haten.

Also ass et erlaabt, emol eng Kéier een Ajustement falen ze loosse oder en esou ze verréckelen, wéi mer dat elo maachen, mä fir an d'Gesetz - an da wier et eng Strukturreform - anzuschreien, ni méi géif den Ajustement vun de Renten a Pensionen op Basis vun der Lounentwicklung gemaach ginn, dat hätt d'Patronat gäre gehat. Ob se déi kleng Handwierker do ëmmer esou genau gefrot haten, ob déi och domat averstane wieren, dat weess ech net esou richtig. Mä dat wier eng Strukturreform gewiescht. Mä déi konnte mer net maachen, well dofir hu mer kee Mandat.

Mä ech hunn awer vun lech net vill iwwert den Ajustement héieren hei an där Debatt. Sidd Der d'accord, dass dee verréckelt gétt an zwou Etappen, opgedeelt op den 1. Juli 2007 an op den 1. Juli 2008, oder hätt Der gären, dass mer - wéi, wéi gesot gétt, d'Gesetz et eigentlech virgesäit, obschonn dat net esou ass - mat 2% géifen op den 1. Januar 2007 kommen? Doriwwer hätt een eppes kënne soen, wann ee sech intensiv mat zum Beispill där nu 50 Milliounen breeder Gesamt-équilibriumverbesserung auserne gesat hätt, déi eleng des Moosnamen bréngt an déi d'Regierung selbstverständlech net beléift mécht bei deenen, déi et betrëfft.

Déi Lounpaus am öffentliche Secteur: Wéi ass et dann domat? Wéi

ass et da mat där Lounpaus am öffentliche Secteur?

Et ass jo schéin a gutt, fir ze soen, wat no 2009 soll geschéien! Dat muss ee jo och kucken, wat no 2009 geschitt. Dat maache mer jo och. Mä wat soll dann 2007 mat de Gehälter an der öffentlecher Funktioun geschéien? Solle se nach ëm 1%, ëm 2% wuessen? Dat ass jo eng Fro vun der Chamber. Et ass e Gesetz, wat gestëmmt gétt. Et muss een awer wëssen, wat fir ee Gesetz dass ee wëllt stëmmen.

An et muss een awer wëssen, mat wat fir enger Position een der CGFP géintwärttrëtt, wann een dat mécht, wat selbstverständlech geschitt, well d'Kollektivvertragsverhandlung beim Stat si jo net nëmme Lounverhandlungen. Do si jo och nach ganz vill aner Saachen, déi den Här Wiseler mat der CGFP ka schwätzen. Mä et muss een awer wëssen ongeféier, wat een do wëllt.

Den Ajustement gétt gebremst. Mir maache Lounmoderatioun am Privatsektor; déi mussen d'Léin ënner der Produktivitéitsschéier uweesse loosse. Mir maachen Erspuerner hei a mir maachen Erspuerner do. Et si 15.000 Leit ouni Aarbecht. Et sinn dausende Leit d'Joer a Kuerzaarbecht. Iwwerens gétt - keen huet dat hei gesot, ech och net; fir eng Kéier wou ech bescheide war - d'Vergütung vun de Leit, déi an de Betriber schaffen an déi ënner Kuerzaarbecht oder Schlechtwetterregelung falen, wesentlech verbessert, wat d'Patronat net wollt, mä wou et leschtennens awer zougestëmmt huet.

Wann dat d'Situatioun am Land ass, da muss een och e rouegt Gespräch kënne driwwer féieren, ob da wierleche elo de Moment ass, fir zu engem Lounzouwuess an der öffentlecher Funktioun ze kommen. Mir hunn der CGFP proposéiert, fir dat ze maachen. D'CGFP huet gëschter heftig dodrop reagiert. Dofir wëll ech soen, dass ech der CGFP proposéiert hätt, si soll dat selwer proposéieren an engem Moment, wou et ville Leit schlecht geet, ze soen: Mir als Fonction publique - hunn ech der CGFP proposéiert - renonciéiere selwer op eng Erhéijung vum Punkt während de Joren 2007 an 2008.

Just fir lech dat elo ze soen. Wann ech et net gesot hätt, wann d'CGFP net hire Communiqué gemaach hätt, fir dass herno kee mer ka soen, d'Regierung géif mordikus hei d'Statsbeamte wëllen driwwer a virféieren a wier net bereit, richtig ze verhandelen, an hätt de Sozialdialog net richtig begraff. Just dass dat gewosst ass. Mä elo wësst Der, wat d'Regierung denkt. Elo wësse mer, wat d'CGFP denkt. Wat d'DP denkt, wësse mer nach net, mä d'Debatt ass jo nach net eriwuer.

Dass Der bei der Tâche lech zréckgehalen hutt, hunn ech scho gewisen. Bei der Steuerhannerzëiung och. Mä dat reien ech an d'Kategorie vun den Oubliën an, well dat ass eng Aufgab, déi mer gemeinsam ze leeschten hunn. Mä dat soen ech net um spëttesch-ironeschen Toun. Ech si wierleche der Meenung, dass een net all Kéier hei an der Chamber muss soen: Ech sinn och géint d'Steuerhannerzëiung. Dat ass eng Evidenz.

D'Zesummeleegung, esou eng kleng Strukturreformchen, vun der SNC a vum Ducroire, fir eise mëttelstännege Betriber d'Viraussetzung méi licht kënne zur Verfügung ze stellen, fir dass se am ausereuropäeschen Exportgeschäft, wou ëmmerhin 10% vun eisen Exporter hignen, méi aktiv kënne sinn - et hätt een elo och kënne soen, domat wier een d'accord.

Iwwert déi Antispekulationssteuer am Logementsberäich hunn ech net den Androck, dass jiddereen alles doriwwer gesot huet; éischter zoustëmmt, éischter oflehnd, éischter soend, mir mussen dat nach studéieren. Do hunn ech

näischt Richteges héieren, wat d'Meenung ass.

Iwwert der Regierung hir Meenung, fir am europäesche Steuerdumpingsconcours, doduerch dass mer probéieren, d'Assiette impossible, d'Bemessungsgrundlag bei de Betriebssteieren, maximal ze harmoniséieren, fir dass dee ruinöse Steuerwettbewerb do ophéiert, deen déi öffentlech Budgete lues a lues onfinanzierbar mécht an d'Betriber an d'Kapital aus der Finanzierungsflucht vu gesellschaftlechen Aufgabe lues a lues entléisst, doriwier hätt ech gären eppes héieren. Dat ass eng extrem wichteg Fro. A Lëtzebuerg ass bei deene Länner, déi dat gären hätten. An dat entsprécht net der classescher Positioun vu Lëtzeburger Aussefinanzpolitik.

Dass mer Entwécklungshëllef a Commerce extérieur méi no beiene wëlle bréngen, doriwier hätt een e Wuert kënnen soen. Dat ass eng konkret Propositoun an e Politikbroch mat bis elo, deen net esou dramatesch ass wéi e kléngt, well mer nach ëmmer keng merkantil Entwécklungshëllef wëlle maachen, mä awer eng subtil, déi et och erlaabt, dass eis eege Betriber, anstatt hollännesch, amerikanesch an englesch Betriber, vun eiser Entwécklungshëllef kënnen profitéieren.

Mir hu virgeschloen, d'Investissementen vun 3,7 PIB-Punkten op 3,2 zréckzeféieren: jo oder neen? Dat ass eng einfach Fro. Et ass kloer, dass d'Investissementen par rapport zu 2005, wou se 850 Milliounen d'Joer bedroen hunn - ech schwätze vun deene vun de Statsfinanzen, dem Budget an de Fongen, ech schwätzen net vun deene vun de Gemengen -, viruklammen. Déi, déi soen, d'Investissementen gi gekierzt, déi soen einfach d'Wourecht net. D'Investissementen ginn nach virun, mä si klammen net esou séier wéi geplangt, well si ginn ëm 660 Milliounen Euro op der ganzer Period zréckgeholl. Jo oder neen?

Dat muss ee wëssen, well d'Regierung muss jo e Budget maachen. Ass dat eppes, wat der Chamber aliicht, dass mer dann nach wesentlech méi wéi d'europäesch Länner investéieren, dat heescht an de Joren 2007 an 2008 ass dat jo méi wéi 3,2%, do ass dat tëschent 3,7 an 3,2%, am Joer 2009 si mer op 3,2%. A mir hu gesot, d'Konsumausgabe vum Stat, déi misste vun 2,4 PIB-Prozent proporz op 2,1 zréckgefouert ginn. Do kann ee jo soen: Dat ass falsch, dat ass richtig, dat gefält eis net, iwwerleed lech dat nach eng Kéier, mä et muss een awer eppes dozou soen!

Den État de la nation, déi Debatten, déi sinn an de Joren 1979 an 1980 eigentlech ëmgewandelt ginn a Budgetsverbereidungsdebatten. Esou steet dat an eisem Text. An da muss een iwwert déi Froe kënnen schwätzen. Mir wëllen d'Konsumausgaben op 2,1% zréckféieren an deenen nächste Joren, an et wier gutt gewiescht doriwier eppes ze soen.

Da bleiwen eng Rei vu kontroversen Punkten; dat ass och normal. D'Demokratesch Partei seet - an ech huelen dat jo och seriö, soss géif ech mech net esou laang hei domat beschäftegen -, dass mer a Saache Globaliséierung zu Lëtzebuerg anstatt haart jo ze soen, éischter konservativ a protektionistesche géife reagéieren. Sot mer emol ee Beispill, wou da Lëtzebuerg de Moment besonnesch protektionistesche reagiert huet a Globaliséierungsfroen! Mir fällt dozou kee Beispill an, wou mer opgrond vu rengem Protektionismus elo gesot hätten, dat an dat d'äerf net geschéien an dat an dat d'äerf net sinn. Ech hunn dat dofir net verstan an dofir stellen ech d'Fro.

Mir hu manifestement eng Meenungsverschiddenheet, mengen ech, mä ech si mer nach net ganz sécher, iwwert d'Arbeitsamt an d'Aart a Weis wéi d'Arbeitsamt soll reforméiert ginn. Do verstinn ech

net, Dir bréngt eng Motioun an, wou Der sot, d'Arbeitsamt soll an en Établissement public verwandelt ginn. An Ärem Pabeier steet awer, d'Arbeitsamt soll emol méi privatrechtlech organiséiert fonctionnéieren. Dat ass net grad datselwecht. Dir sidd also net, wéi Äre Pabeier kéint unhuele loossen, fir d'Privatiséierung vum Arbeitsamt. Dir sidd dofir, dass een en Établissement public doraus mécht. Da sot mer elo emol...

(Interruption)

Gelift?

M. Claude Meisch (DP). - ...nom Privatrecht kann handelen.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Nom Privatrecht kann handelen. Wéi ass et dann do mam Statut vun de Beamte vum Arbeitsamt?

M. Claude Meisch (DP). - Mir hu bis ewell jo och Verwaltungen an Établissement-publicen ëmgewandelt, do si Léisunge fonnt gi fir déi dote Froen. A wann een dat dote géing envisagéieren, da géing ee mat Sécherheet och Léisunge fannen.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - An déi zukünfteg Beamten, déi um Arbeitsamt ageballt ginn, ginn déi privatrechtlech...

Une voix. - Dat hu mer awer iwwerall gemaach.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Gelift?

M. Claude Meisch (DP). - Dat ass jo net nei, dat doten.

La même voix. - Dat hu mer op anere Plazen och gemaach.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Jo, jo, dat ass eng interessant Diskussioun vun där den Här Grethen an d'Madame Brasseur scho spieren, firwat dass ech se féieren.

(Hilarité)

M. Henri Grethen (DP). - Här President, mir sinn net am Oral hei.

Mme Anne Brasseur (DP). - Jo.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Neen, neen, mä ech sinn am Exposé oral de Moment, well ech hat e schrëftlechen eraginn an iwwert deen ass geschwat ginn an elo kommen ech emol mëndlech op eenzel schrëftlech Deeler zréck.

Dofir soen ech, et war konstant d'Politik vun der Demokratescher Partei - ech hunn och näischt do dergéint - fir sech ze wieren, dass ëmmer méi Établissement-publicë géife kommen. A wann déi Établissement-publicë sollen total reorganiséiert Aarbechtsmethoden erlaben - an dat steet och an Äre Pabeieren, wéi d'Beamte vum Arbeitsamt do solle fonctionnéieren -, da kritt Der dat net hi mat deem Statut, deen Der wëllt behalen.

Mä déi Diskussioun ass méi verständlech, wann een de Mémorial vum 12. Juli 2004 liest. Do huet déi deemoleg Regierung nach d'Lignes directrices iwwert d'Établissements publics produzéiert, fir dass dat an der kollektiver Erneuerung géif hänke bleiwen. Dofir liest dat emol eng Kéier no. Mir alleguer, mengen ech, liesen dat emol eng Kéier no.

Dann hu mer e Problem bei der Referenzzeit bei de POTen, bei de Plans d'Organisation du Travail. Dir sot, do kéint een eventuell bis op zwoelf Méint goen. Dat ass eng Saach, déi mer de Sozialpartner, mengen ech, iwwerloosse sollen an net iwwert d'Gesetz regelen. Dir sot jo op enger anerer Plaz, d'Sozialpartner solle méi regelen an d'Gesetz soll manner regelen. Ech mengen dofir, dass een dat emol

mat de Sozialpartner diskutéiere soll.

Da wëllt Der Chômeuren „gratis“ - wann ech kann esou soen -, dat heescht vum Arbeitsamt bezuelt, an de Start-upen, wéi mer déi nennen, engagéieren. Esou vill Start-upé gëtt et net, fir dass dat e massiven Aarbechtsplazofbau zur Folleg hätt, a mir mengen, dass déi Instrumenter, déi mer hunn an déi jo elo verfeinert ginn: de Stage d'insertion d'entreprise an de Stage de réinsertion d'entreprise, wou d'Betriber eigentlech nëmme 40% vun de Lounkäsche mussen bezuelen, dass dat och e Wee wier, fir dat ze maachen.

Dann hu mer - ech weess net wéi grouss dass do den Ënnerschied ass, well ech do éierlech gesot och net ëmmer weess, wat d'Regierung denkt - wahrscheinlech awer eng Kontrovers iwwert d'„Ladenöffnungszeiten“, wéi mer dat op Lëtzebuergesch nennen.

(Interruption)

Dat, wat Der do schreift, dat kléngt esou wéi wann do d'Regelen all géifen opgehoff ginn, sauf dass déi aarbechtsrechtlech Regele misste bleiwen. Da soen ech lech, dann hieft Der net ganz vill op, wann d'Regele vun der Aarbechtszäit, Wochenaarbechtszäit an deeglech Aarbechtszäit, solle bleiwen, dann hieft Der do net ganz vill op. Mä onofhängeg dovun wëll ech soen, dass... - Dat d'äerf ech jo? Ech kucken d'Regierung...

(Hilarité et interruptions)

...ech als solchen, wéi de Kant gesot hätt, radikal do dergéint sinn.

Une voix. - Très bien.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Esou geet dat jo net, quitte dass et an der Regierung och Eenzelner gëtt, déi do net radikal dofir si, mä awer éischter dofir sinn.

(Hilarité et interruption)

Gelift? Huet elo den Här Boden eppes gesot?

(Hilarité)

M. Lucien Lux, Ministre des Transports. - Hien hat just ugesat.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Ech sinn d'accord domat, dass dat eng Fro ass, déi sech stellt, mä ech sinn allergesch dergéint, dass Leit, déi schaffe ginn, da mussen samschdes owes no sechs Auer oder bis sechs Auer schaffen, an déi aner Leit hunn Zäit - besonnesch déi, déi méi al sinn - sech hir Akeef iwwert d'Woch esou ze verdeelen, dass net anerer, déi och Famill hunn an och gär géifen heemgoen, da mussen do hannert der Théik an hannert der Keess stoe bleiwen. Ech sinn allergesch do dergéint.

Dat ass eppes, dat geet méi wäit wéi ee mengt. Dat huet eppes domat ze di wéi een d'Bild vun deem Mënsch, dee schafft, an der Gesellschaft gesäit. Dat huet eppes domat ze di wéi een d'Atmosphär an der Gesellschaft gesäit. Dat huet eppes domat ze dinn, ob een d'ganz Gesellschaft wëllt duerchkommerzialiséieren a -merkantiliséieren oder ob et nach aner Wäerter gëtt, déi solle respektéiert ginn. Ech sinn d'accord, dass een déi Debatt muss féieren. Ech wollt just meng Meenung soen.

D'Frontaliere sätzen owes no sechs Auer nach op de Keesen an d'Lëtzebuerg kënne da just samschdes owes akafe goen. Da ka kee mer weismaachen, dass een dat net och op eng aner Fassong kann organiséiert kréien. An e bësse Respekt fir déi Leit, déi do schaffen, wier vläicht awer och néideg.

(Coups de cloche de la Présidence)

Une voix. - Schhhhh!

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Ech soen iwwregens net, dass Dir fir déi Leit kee Respekt hutt, dat ass net mäi Propos. Mä ech wëll soen, dat ass mat enger Verbéierung vun dem Aménagement vun dem Privatlieue vun dausende Leit verbonnen, an ech fannen et muss een och op eng Minoritéit - et ass eng Minoritéit, déi an de Geschäfte schafft - kënnen Rücksicht huelen, just well d'Majoritéit gären e klengen Avantage vu luxuriéiser Fräizäitgestaltung méi hätt. Ech sinn do dergéint. On verra bien.

M. Aly Jaerling (Indépendant). - Ganz gutt. Très bien.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Da geet et ëm d'selektiv Sozialpolitik. Do hu mer selbstverständlech e Gespräch. Et ass villes ugekuerbelt ginn a Richtung méi selektiv Sozialpolitik, mä déi selektiv Sozialpolitik, Kollegen, déi kann dach net nëmme spillen, wann et ëm d'Ausbezuere vu staatleche Leeschtunge geet.

Wien et mat der selektiver Sozialpolitik eescht mengt, dee muss jo och bei der Finanzéierung vun de soziale Leeschtunge vum Stat bereet sinn, selektiv virzegoen. An da verstinn ech eigentlech net, firwat dass een do, wou mer nu wierklech déi sozial selektivste Finanzementsmethod vun enger Sozialleeschtung hunn, nämlech an der Fleegeverséierung, dass ee sech do dergéint wiert, dass de Stat, vun deem mer jo soen e misst och am Soziale spueren - Dir sot jo net de Géigendeel -, säi Bäitrag afréiert bis en enges Dags op 40% gefall ass, an dann diskutéiere mer erëm driwwer mat de Sozialpartner, wéi mer virufuere bei där Kofinanzéierung vun der Fleegeverséierung. Et ass just do, wou also eng sozial gerecht, eng selektiv sozial ofgestuufte Finanzéierungsrhythmik gewielt ginn ass, dass sech dergéint gewiert gëtt.

Well dee Mënsch, deen net vill verdéngt, bezilt net vill an, an deen, dee vill verdéngt, bezilt vill an. Dat ass déi eenzeg Cotisatioun, déi net vun de Steiere kann ofgesat ginn, dat heescht wou déi Bruttocotisatioun, déi een, dee vill verdéngt, bezilt, och eng Nettokotisatioun ass an domat disproportional vill méi héich ass wéi bei deem, deen net vill verdéngt. Well wann et kënnst vun de Steieren ofgesat ginn, kënnst dee se iwwerhaupt net vun de Steieren ofsetzen, well e bezilt keng Steieren, während déi Déck, dat heescht mir, dat kënnen vun de Steieren ofsetzen.

Dat ass also wierklech sozial Selektivitéit an engem schlëmme sozialen Zukunftsrayon, dee mer hei proposéieren. Et kann een net iwwert d'Selektivitéit vun der Sozialpolitik bei den Aufgaben diskutéieren, ouni gläichzäitig iwwert d'Selektivitéit vun der Sozialpolitik bei der Finanzéierung vun d'äerfwechtere ze diskutéieren.

An datselwecht zielt fir d'Solidaritätssteuer. D'Regierung huet d'Solidaritätssteuer net proposéiert an der Tripartite. Ech hat lech hei an der Chamber och gesot, dat wier net eis Approche fir et mat Steiererhéijungen ze maachen. An der Tripartite an an der Gesellschaft ass relativ séier kloer ginn, wéi mer notament iwwert d'Budgetsfro geschwat hunn, dass d'Leit gesot hunn: Dir kënnst dat awer net nëmme iwwert d'Ausgabesäit maachen. Dir musst dat och e bëssen iwwert d'Steiersäit maachen, do wou et noutwendeg ass.

An d'CGFG, den LCGB, den OGB-L a vill anerer, an dat éiert se jo awer éischter, hu vun Ufank u gesot: Wann hei Solidaritéit gefrot gëtt, bréngt mir eisen Accord iwwer eng Erhéijung vun der Solidaritätssteuer, well jiddferree weess,

dass déi Solidaritätssteuer, déi mer anzéien, haut anzéien, net duergeet, fir d'Indemnitéit de chômage ze bezuelen. Dir d'äerft dat net, mengen ech, a Verbindung bréngt mat allen Ausgabe vum Beschäftigungsfong. Do hutt Der zum Deel richteg Froe gestallt. Op déi Froen ass och ze äntwerten.

D'Solidaritätssteuer ass net do fir de Beschäftigungsfong ze finanzéieren, mä ass do fir d'Indemnitéit vum Chômage ze finanzéieren. Dofir erhéije mer déi Steuer ëm 1%, an déi gëtt vu Leit, déi net vill verdéngen, ergo och keng Steiere bezuelen, jo net bezuelt. Déi gëtt bezuelt vu Leit, déi Steiere bezuelen, well se vill oder verdéngen, an da kréie se e Solidaritätsopschlag vun deemächst dann 1% méi. Dat ass eng solidaresch, eng sozial gerecht an eng sozial selektiv Finanzéierung vum Chômage.

All déi aner Länner obligéieren all Arbeitnehmer, ob e fënnef Euro d'Stonn verdéngt oder dräi Euro d'Stonn verdéngt oder 30 Euro d'Stonn verdéngt, ee bestëmmte Prozentsaz Cotisatioun op sengem Loun zur Finanzéierung vun der Aarbechtslosegkeet zur Verfügung ze stellen. Mir maachen dat iwwert d'Solidaritätssteuer. Déi ass sozial gerecht, déi ass sozial selektiv, déi ass sozial ofgestuuf, an et kann een net, wann ee fir selektiv Sozialpolitik plädéiert op der Ausgabesäit, wat jo licht ass ze formuléieren als theoretesche Prinzip, seng Zoustëmmung zur selektiver Sozialpolitik bei der Gestaltung vun den Einnahme verweigern, déi solle komme fir dat ze maachen. An dofir trennt dat eis e bëssen.

Net déi Accisenerhéijung, well domat sidd Der d'accord, laut Ärem Pabeier, an Dir hutt jo och an där leschter Legislaturperiod eng Kéier gehollef, d'Accisen ze héije fir d'Contribution sociale fir de Fonds du Chômage. Domat sollen iwwregens déi aner Moosname vum Fonds de l'Emploi bezuelt ginn, déi net Indemnitéit vum Chômage sinn, fir déi ze finanzéieren.

Dass Der lech iwwert d'Netinflationsupassung vum Steiertarif iergert, dat verstinn ech. Ech weess, dass de Finanzminister net populär ass, wann en d'Steierstrukturen net un d'Inflation upasst. Dat ass awer de Moment net anescht méiglech. Dir wësst dat nach aus de Joren 2003 an 2004, wou mer am Budget genau dat virgesinn hunn, dass ee keng Inflationupassung géif maachen.

Elo gëtt dat nach eng Zäit laang gemaach, an d'ësere Regierung wéi an där leschter Regierung, an da kucke mer am Laf vun der Legislaturperiod, wéi mer an der Steierpolitik Privatpersoune betreffend viruginn, well mir hu jo gesot - ech hunn dat net exposéiert hei, Dir fannt dat awer am Avis vum Comité de coordination -, mir géife probéieren, bis den 1. Januar 2008 e System vu Steierkreditte ze erfannen, fir deene Leit, déi net gutt dru sinn, awer licht Steiere bezuelen, op deem Plang entgéintzekommen.

Ech hunn ëmmer dervu gedreemt, anerer och, eng Negativsteuer anzeféieren. Dofir hat ech de Wirtschaftsa Sozialrot virun dräi Joer, am Optrag nach vun där fréierer Regierung, mat enger Etüd doriwier befaasst. D'Resultat vun där Etüd stoung op zwoou Säiten, an deene steet, den Impôt négatif géif näischt ginn, mir sollen eis op de Wee vun engem Crédit d'impôt maachen. Dat si mer amgang ze maachen, an da muss een am Licht vun der Aféierung vun deemselwechte kucken, wéi een dann an deenen nächste Jore mat der Steierpolitik virufiert.

Dat ass notament geschitt am Zesammenhang mat deene supplementären Investissementen, déi mer bei de Kanneraccueillestrukturen brauchen, déi mer jo deelfinanzéieren duerch en Netindexéierung vum Kannergeld an de Joren 2007 an 2008. Dofir muss

een dat do alles am Zesammenhang gesinn, well do ass jo och méi Selektivitéit néideg.

Dofir froen ech emol fir weider Debatten, déi nächst Kéier wou een d'Kannergeld erhéicht. Ech halen do déi Modération d'impôt pour enfants of - selektiv Approche op der Steiersäit -, oder léisst een déi bestoen? D'Regierung ass der Meinung, dass een déi da soll ofschaffen. Well mer der Meinung sinn, dass ee selektiv Sozialpolitik muss maachen. Et muss ee soen, wéi een dat gesäit.

Esou hu mer also eng Rei vu Froen wou mer eis eens sinn. Dat sinn der ganz vill. Da soll een elo net esou maache wéi mer ee sech net eens wier. Dann hu mer eng Rei vu Saachen iwwert déi mer gemeinsam wëllen nodenken, an eng Rei vu Saachen, déi manifestement kontroverséiert sinn. Do wier ech frou, wa mer en Accord zu den Accordes géife kréien, déi op d'Joer 2009 begrenzt sinn, net well d'Regierung dat gär gehat hätt, mä well een Deel vun de Sozialpartner dat gär gehat hätt.

Een Argument fir déi Begrenzung fanne mer an dem Positionspabeier vun eise liberale Kolleegen, déi soen, et soll een eng Rei vu kuerzfristige Moosnamen huelen an iwwert déi aner Saachen an deenen nächste Joren diskutéieren.

Wat Kyoto ubelaangt, sinn ech frou, dass mer eng breet Zoustëmmung zu deem Kyoto-Aktionsplang kritt hunn, besonnesch och vun de Kolleegen vun der grénger Fraktioun. An do ass jo scheinbar elo d'Autossteuer op eemol e grousst Thema ginn. Dat wonnert mech guer net. Et wonnert mech guer net soulaang wéi ee Kyoto, Kyoto, Kyoto jäizt. Dat seet jiddereen: Bravo, Kyoto, Kyoto! Freet een d'Lëtzebuurger: Wat ass Är éischt Suerg, nieft Äre klunge Suergen? Dann ass déi éischt grouss Suerg den Ëmweltschutz. Mä wann et bis praktesch gëtt, dann ass dat séier eriwuer.

Gott sei Dank sinn d'Kolleegen vun der DP mat enger CO₂-basierter Autossteuer d'accord, an en fait bréngt jo déi Erhéijung - net all Autossteiere ginn erhéicht, mä déi Erhéijung vun deenen, déi erhéicht ginn, bréngen e Plus an d'Statskeess, mengen ech, vu 35 Milliounen. Dat ass also keng bombastesch Geschicht, kuckt ee sech emol d'Zuel vun den Autoen awer un. Et gëtt der natierlech, déi mussen méi bezuelen.

A wann een der Meinung ass, dat wat ech hei Kyoto-Schleiden oder ech weess net méi wéi genannt hunn, déi solle virufuere wéi bis elo: Fir Milliounen Autoe kafen, mä awer net bereet sinn, eng méi héich Autossteuer ze bezuelen, da soen ech lech, dat gëtt gemaach. A wann duerch déi Erhéijung vun den Autossteieren d'Leit systematesch ëmklammen op Autoen, wou den CO₂-Ausstouss manner schlëmm ass, da kréie mer manner an d'Statskeess eran, mä dann hu mer eisen Entlaaschungseffekt awer bei eise Kyoto-Ziler erreicht, an dofir ootmen déi Politiken dach mateneen.

An elo ass eng nei Kontrovers entbrannt, vun de Budgetspezialisten aus dem „Tageblatt“ ugefouert, wéi ëmmer,...

(Hilarité)

...dass déi Kyoto-Kontribution an der Form vun Autossteuer och misst an de Kyoto-Fong kommen. Ech halen elo keng laang Ried iwwert d'Netaffektatioun vu Recetten. Dee Prinzip respektéiere mer net ëmmer integral.

Mir kréien iwwert déi Accisenerhéijung, wann et gutt geet, well déi Präiserhéijung kënnen duerch aus, notamment am Dieselberäich, och zu engem Abroch vun de Steiere féieren, an domat awer dann och e Kyoto-Bäitrag an eiser Gesamtbilanz bréngen, wa manner Diesel vun auslännesche Camio-

nen zu Lëtzebuerg kaaft gëtt. Wann een déi Accisesteieren zesammenhëlt, gëtt et 300 Milliounen bis an d'Joer 2012. Kyoto kascht eis awer 500 Milliounen! Dat heescht an anere Wieder, dass mer Suen aus dem Budget brauchen, fir de Gap opzefüllen.

An elo wéisst ech gär, fiwat dass da gemengt gëtt, elo misst mer just déi 75 Milliounen Autossteuer dohinner féieren, an déi Accisesteier. An déi aner 125 Milliounen, wou huele mer déi dann hier? Also bezuele mer de Rescht, iwwert d'Accisenerhéijung eraus, iwwert déi 300 Milliounen eraus, mat normale Budgetsmittelen, zu deene selbstverständlech déi Kyoto-Steier do gehéiert.

Déi brauch een dofir net direkt ze affektéieren, wat schwiereg ass bei enger Recette, déi sech zu 80% beim Stat erëmfënnt an zu 20% bei de Gemengen erëmfënnt, während bei den Accisen dat integral an d'Statskeess geet, well ech jo ëmmer nach wëll dervun ausgoen, dass déi Gemengen, déi wollte selwer emol accisesteierméisseg politesch aktiv ginn an international opfalen, dorop verzichte wäerten, well soss geet déi ganz Politik hei net méi op.

Dat sinn déi puer Elementer, Här President, déi ech lech nach eng Kéier zum Schluss vun dëser Debat fir déi nächst Joren, wou mer jo déi gemeinsam Debatten ze bestreiden hunn, a wou mer déi gemeinsam Accorden hei festgestallt hunn, mat op de Wee ginn.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Statsminister. Domadder ass d'Debatt definitiv ofgeschloss. Mir kommen elo zu de Resolutiounen an zu de Motiounen, déi während der Debat déposéiert goufen.

Résolution 1

D'Resolutioun Nummer 1 vum honorablen Här Meisch iwwert d'Organisatioun vun enger Debat iwwert déi zukünfteg Eerausfuierungen a Reformen, deene sech eist Land stelle muss. Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da maache mir dat. De Vote fänkt un.

Vote

D'Resolutioun vum Här Meisch ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmme bei 21 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Thiel), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch,

MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz.

(Interruption)

Här Bausch, mir musse just nach kucken, wéi d'Kompositioun ass.

Da komme mer zu de Motiounen.

Motion 1

D'Motioun Nummer 1 vum Här Meisch iwwert d'Wunnengspolitik. Ass de Vote électronique verlaangt vun der Demokratescher Partei bei all Äre Motiounen?

Mme Colette Flesch (DP). - Jo, natierlech.

M. le Président. - Gelif?

Mme Colette Flesch (DP). - Ass d'Regierung net d'accord der Chamber dat Dokument ze ginn? Mir hunn am Avis vun der Tripartite kënnen liesen, dass de Comité de coordination tripartite en ausféierlech Dokument iwwert de Logement hat. Mir froen, dass d'Chamber och soll dat Dokument kréien.

Den Här Statsminister huet gëschter gesot, e wär net virun der Tripartite responsabel, mä e wär virun der Chamber responsabel. Den elementaarsten Anstand géing dach gebidden, dass d'Chamber Zougang zu deem Dokument hätt. Ech ka mer net virstellen, dass d'Regierung déi do Motioun net unhëlt.

M. le Président. - Jo, Madame Flesch. Ech hunn zwar bis elo nach net héieren, datt se se ofgelehnt hätt.

(Hilarité)

Den zoustännege Minister!

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Här President, ech wollt am Fong näisch soen, well ech dat normal fannen. Den Här Hauptert huet jo fir d'nächste Mëttwoch eng Sitzung virgesinn an der zoustänneger Kommissioun vun der Chamber. An ech hätt am Fong dat Dokument schonn éischter hei ausgedeelt, wann d'Motioun vun der DP net komm wär.

Ech weess net, wat d'Chamber dervun hält. Vläch si se dergéint, datt et ausgedeelt gëtt. Also wann d'Chamber d'accord ass, kritt se natierlech dat Dokument ausgedeelt. Ech wëll awer soen, datt den Här Statsminister eng ganz Rei vu Pisten hei opgezeechent huet, déi eleng och schonn derwärt gewiescht wäeren, och ouni dat Dokument diskutéiert ze ginn, an déi Matière genuch ginn hätten, fir dat ze maachen. Mä d'Chamber kritt natierlech dat Dokument. Domat si mer d'accord. Doriwwer gëtt dann an der Logementskommissioun diskutéiert.

M. le Président. - Also, si mer eis alleguerten eens, an d'Motioun ass domat superfétatoire, wann ech dat richteg gesinn.

(Hilarité)

M. Claude Meisch (DP). - Neen, neen!

M. le Président. - Oh, d'Regierung seet, si géif eis dat Dokument zoukomme loossen, also denken ech, Här Meisch, dass mer dës Motioun kënnen ad acta leeën.

Une voix. - Jo.

Une autre voix. - Vu dass d'Regierung sech engagéiert huet.

M. le Président. - Voilà, kee Problem!

Motion 2

Da komme mer zur Motioun 2, och vum honorablen Här Meisch, iwwert d'Léiglatioun vum Chômage.

M. Claude Meisch (DP). - Do kéint ech och froen...

M. le Président. - Do ass den zoustännege Minister, den Här...

Här Meisch?

M. Claude Meisch (DP). - ...der Chamber zur Verfügung ze stellen.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Also, Här Meisch, et wär vläch gutt, wann Der géift selwer an d'Chamberskommissioun kommen, oder wann Är Leit lech géifen informéieren. Ech hu selwer gefrot, fir den nächsten Dënschden iwwert alles ze schwätzen, wat mer an der Tripartite gemaach hunn. Dir rennt also nach eng Kéier oppen Dieren an. Leet déi Motioun ad acta!

M. le Président. - Jo, mä gëtt d'Regierung dann déi Dokumenter hei, déi den Här Meisch an dëser Motioun freet?

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Ma jo! Natierlech! Mä ech hunn et selwer gefrot, well ech schonn ënnert der viregter Regierung ëmmer versicht hunn als Aarbechtsminister e Parallellismus ze maachen, tèschent deem, wat an der Tripartite ass a mech interesséiert, an tèschent der Chamberskommissioun. Do hunn ech selwer gefrot, ech wëllt esou séier wéi méiglech - an deen éischen Datum, dee mer konnte fixéiere mam Här Glesener senger Kommissioun, dat war den nächsten Dënschden - dohinner kommen. A selbstverständlech bréngen ech dann iwwert dat, wat am Tripartite-Ofkommens ass, déi Dokumenter mat, déi ech ausgedeelt hunn, datt mer iwwert déi Dokumenter och weider am Comité permanent de l'Emploi schwätze kënnen.

M. le Président. - Jo. Merci, Här Minister. Den Här Grethen freet d'Wuert nach zu dëser Motioun.

M. Henri Grethen (DP). - Här President, fir eng gutt Virbereedung vun esou Kommissiounssitzunge wier et natierlech utile, wann een déi Dokumenter, déi bestinn, am Virfeld als Deputéierte géif kréien, statt se op d'mannst fir d'Oppositioun an där Kommissioun eréischt ze entdecken.

M. le Président. - Dat ass eng verständlech Remarque, déi den Här Grethen gemaach huet.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Jo.

M. le Président. - Mä mir huelen Akt dovun. D'Regierung gëtt eis déi Dokumenter. Et ass en Engagement. Deementspreechend ass och dës Motioun ad acta geluecht.

Motion 3

Da komme mer zu der Motioun Nummer 3...

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Et ass ni...

M. le Président. - ...och vum honorablen Här Meisch iwwert d'Arbeitsamt. De Vote électronique ass hei verlaangt. Da maache mir dat.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Neen, ech kann awer dozou Stellung huelen.

(Hilarité)

Vote

D'Motioun 3 ass ofgelehnt bei 36 Nee-Stëmme, bei 13 Jo-Stëmme an 8 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par Mme Anne Brasseur), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen et Jean-Pierre Koepp;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marc Spautz), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Romain Schneider).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

M. Robert Mehlen.

Motion 4

D'Motioun Nummer 4 vum Här Meisch iwwert d'Organisatioun vun enger Informatiounscampagne am Beräich vun der Beschäftegung, der Ausbildung an am Kader vun der Aarbechtslosegkeet.

Vote

D'Motioun 4 ass ofgelehnt bei 36 Nee-Stëmme, 20 Jo-Stëmme an enger Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Robert Mehlen et Jean-Pierre Koepp.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marc Spautz), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Thiel), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Motion 5

D'Motioun Nummer 5 vum honorablen Här Meisch iwwer een Audit um Gebitt vun den Aarbechtsbeschäftigungsmaßnahmen. Den zoustännege Minister François Biltgen freet d'Wuert.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Déi Motioun ass superfétatoire, Här President, well dat dote maache mer zënter engem Joer. Dee leeft! Also, ech gesinn net, dass mer nach en zweete solle maachen niewent deem, dee leeft.

M. le Président. - Här Grethen.

M. Henri Grethen (DP). - Här President, ech wollt bemierken, dass awer ee Joer, fir en Audit ze maachen, mir relativ laang schéngt. Wou sinn dann d'Schwierigkeiten? Den Här Minister kann eis déi dann elo vläicht soen.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Also, éischtens kann ech lech dat soen.

(Hilarité)

Zweetens hätt ech gemengt, vu dass Dir awer gewinnt sidd ze wessen, wéi een eppes analyséiert, dass Der selwer géift drop erauskommen, dass et eben net nëmmen duergeet, wat mir elo scho wëssen, nämlech ze soen: Mir hunn esou vill Leit an enger Measure, dono fanne se eng Plaz. Mä dat, wat mer gären hätten, a wat Dir jo och gären hätt, wann ech Är Propositione gutt beschriwwen hunn, dat ass, et längerfristeg ze kucken: Wat geschitt mat deene Leit, déi eng Kéier an enger Moosnam waren, déi dono erauskommen?

Dofir muss een déi Leit längerfristeg suivéieren, an dat ass de Ceps amgang ze maachen. Hien ass amgang déi eelef Moosnamen, déi mer hunn, an engem Pak vu Leit ze kucken: Wat ass mat deene Leit geschitt? Do hu mer schon am Januar - dat ass nämlech iwert den Observatoire des relations professionnelles et de l'Emploi (ORPE), en Tripartite-s-Organ, nach ausgedeelt ginn - éischt Resultater kritt.

Wat de Ceps elo amgangen ass ze maachen - an ech mengen, dat misst lech jo och interesséieren -, dat ass eng Enquête ze maache bei den Employeuren, fir ze kucken, wéi d'Employeuren déi eenzel Moosname spieren. Kenne se se? Wa se se hunn: Spiere se se? An dat leeft, an dofir dauert dat seng gewëssen Zäit. Wann ee gäre eppes uerdentlech mécht, da brauch een och seng gewëssen Zäit.

Dat soll eis awer net dovunner ofhalen, wéi ech et och elo scho proposéiert hunn, fir eng Partie Moosnamen op de Leescht ze huelen, mat Erkenntnisser, déi mer einfach aus dem Bauch eraus wëssen. Mä wa mer gäre eng Etüd maachen, déi eis och deier kascht, da soll e bësselche méi erauskommen, wéi dat, wat mer souwéisou scho wëssen.

M. le Président. - Ass d'demokratesch Fraktioun d'accord unzuerkennen, datt d'Motioun sans objet ass?

M. Claude Meisch (DP). - Mir kënnen eis virstellen, datt mer déi Motioun géingen zréckzéien. Wa mer awer dann dat Tëscheresultat, wat jo offensichtlich scho virläit, dann och kéinten zur Verfügung gestellt kréie fir déi intern Diskussiounen, sief dat an der Chamber, sief dat zum Beispill och fir d'Préparation vum deeser Debatt, dofir hätt een et och scho gebraucht, well jo awer nun de Chômage ee wichtegt Element war an deeser Debatt. Da wäre mer wahrscheinlech net op d'Iddi komm, fir déi Motioun hei eranzerechen.

Une voix. - Très bien.

M. Claude Meisch (DP). - Wa mer also dat Tëscheresultat geliwert kréien, da wäre mer ganz gäre bereet, dees Motioun zréckzéien.

M. le Président. - Voilà! Domadder si mer eis eens iwert de Sort vun...

M. Henri Grethen (DP). - Mécht den Här Minister dat?

M. le Président. - Här Minister?

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Jo, selbstverständlech. Ech muss just do d'Genehmegung froe vum

ORPE, deen do Maître d'ouvrage ass.

M. le Président. - Très bien. Dann ass déi Motioun zréckgezunn.

Une voix. - A wéi ass dann d'Lidd vum Refrain?

(Hilarité)

Motion 6

M. le Président. - Mir kommen elo zur Motioun Nummer 6 vum Här Meisch iwert d'Finanzéierung vun de sou genannte Start-ups fir Chômeuren.

Vote

D'Motioun ass ofgelehnt mat 37 Nee-Stëmme, bei 21 Jo-Stëmme a kenger Abstentiuon.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Marcel Thiel), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Mme Vera Spautz.

Motion 7

Da komme mer zur Motioun 7 vum Här Meisch iwert d'Solidaritéitssteier.

Vote

D'Motioun 7 ass ofgelehnt mat 46 Nee-Stëmme, bei 10 Jo-Stëmme a 4 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Thiel), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Romain Schneider) et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 8

D'Motioun 8 vum Här Meisch iwert d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger Handel.

Vote

(Interruption)

Pardon, Här Bausch, ech wäert Rücksicht dorobber huelen.

D'Motioun 8 ass verworf mat 39 Nee-Stëmme, bei 14 Jo-Stëmme a 7 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Thiel), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Romain Schneider) et Mme Vera Spautz;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

Motion 9

Dann d'Motioun 9, och vum Här Meisch, iwert d'Steiereinnahmen. Den Här Budgetminister Luc Frieden freet d'Wuert dozou.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Här President, ech wollt lech soen, datt de Stats- a Finanzminister an ech mat deeser Motioun an där Matière, déi se betrëfft, nämlech d'Previsioun vun de Steierrecetten, ganz d'accord sinn, well dat ass genau dat, wat mer maachen. Dofir hu mir och kee Problem domat, wann d'Chamber dees Motioun stëmme wëllt.

Ech géing just vläicht proposéieren am éischten Dispositif, amplaz «à mettre en place une procédure», ze schreiwen «à assurer une meilleure prévision». Ech weess net, ob dat eng komplizéiert Procedur ass. Mir hu schon an deene leschte Méint eng ganz Rei Gesprécher mat de Finanzverwaltung gefouert, fir méi schnell d'Donnéen ze kréien iwert d'Steiereinnahmen an doduerch och kënnen eng besser Previsioun fir d'ganz Joer ze maachen. Et ass also genau dat, wat mer am Finanzministère amgaange sinn ze maachen.

M. le Président. - Ech gesinn, datt d'demokratesch Fraktioun d'accord ass mat der Modifikatioun, déi den Här Minister proposéiert.

Motion 9 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination Tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006;

- considérant l'importance d'une programmation financière à moyen et long terme,

invite le Gouvernement

- à assurer une meilleure prévision des recettes fiscales et une meilleure évaluation des conséquences prévisibles de modifications du régime fiscal existant;

- à assurer une plus grande transparence de la répartition des recettes fiscales entre l'État et les communes;

- à veiller à ce que le groupe d'analyse fiscale, que le Gouvernement entend mettre en place, fasse une analyse secteur par secteur de la compétitivité fiscale aux niveaux régional, européen et international.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Deementspriedend kënnen mer par main levée ofstëmme.

Vote

Wien ass d'accord mat där Motioun?

Wien ass dergéint?

D'Motioun 9 ass à l'unanimité ugeholl.

Motion 10

Da kënn d'Motioun 10 vum Här Meisch iwert déi sozial Ëmverdeelungen.

D'Madame Minister Marie-Josée Jacobs freet do d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Här President, ech wollt am Fong eppes froen - well dat hei si publizéiert Dokumenter, déi mer hunn. Dat eent ass eng Etüd vun dem rheinisch-westfälischen Institut für Wirtschaftsforschung iwert d'sozial Transferten im Großherzogtum Luxemburg vun 1998. Dann hu mer eng aner Etüd, déi ass am Oktober 2002 fäerdeg ginn, iwert d'Effets redistributifs de la politique familiale, déi vum Ceps gemaach gouf. Ech wollt do froen, ob nach zousätzlech eng aner Etüd géing gefrot ginn a wat dann do nach alles misst drakommen.

Ech soen dat, well ech weess, datt ëmmer erëm, wann esou Etüde gemaach goufen, méi Zäit gebraucht gouf a sech ëmmer erëm gefrot ginn ass: Wat huele mer dann nach mat dodran? Wann een also iwert dat erausgeet, wat mer bis elo hunn, dann, mengen ech, wär et och wichteg ze wëssen, wat genau nach misst do derbäikommen, an och sech Zäit genuch dann ze loossen, fir datt een et wierklech uerdentlech kënn maachen, well fir an zwee Joer esou eppes fäerdeg ze kréien, wat iwwer alles geet, ass onméiglech, an da gëtt et eppes, wou een net herno dat Resultat kritt, wat een eigentlech wëllt. Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Minister. Den Här Grethen freet nach d'Wuert.

M. Henri Grethen (DP). - Jo, Här President, ech menge mech ze erënneren, dass 1998, wéi déi Etüd ausgeschafft ginn ass, e mathematesche Modell opgestallt gi war. Deemools ass der Chamber erkläert ginn, dat wier eng komplizéiert Aarbecht gewiescht, déi och ganz deier gewiescht wär, mä elo hätte mer en Instrument, fir op Basis vun deem d'Donnéen ëmmer erëm ze aktualiséieren.

Eise Wunsch geet also net an d'Richtung, dass een elo eng komplett nei Etüd mécht, mä dass een dat Instrument notzt, wat 1998 ausgeschafft gi war, fir op Basis vun den Donnéeën vun 2006 eng Aktualisatioun vun där Etüd ze maachen. A vu dass dat deemools esou deier war an esou komplizéiert, an eis awer gesot ginn ass, dat wier d'Viraussetzung fir d'Zukunft, fir dat dann ëmmer erëm nozeberechnen, ass et eis Demande, dat dann elo ze maachen.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Domadder ka selbstverständlech d'Regierung d'accord sinn.

M. le Président. - Allerdéngs d'Formulatioun vun der Motioun.

M. Henri Grethen (DP). - Neen, mir zéien dann d'Motioun zréck, Här President.

M. le Président. - Très bien.

M. Henri Grethen (DP). - Mir huelen dann Akt dovun, wat d'Madame Jacobs elo gesot huet.

M. le Président. - Dont acte.

Motion 11

Da komme mer nach bei d'Motioun 11, déi den honorabelen Här Bausch abruecht huet. Här Bausch, wëllt Dir d'Wuert nach eng Kéier dozou?

(Interruption)

Neen. Gutt, da kënnen mer driwwer ofstëmme.

(Interruption)

Den Här Statsminister freet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - Här President, wat déi Motioun ubelaangt, ass et jo kloer, dass d'Regierung och gären e breeden nationalen Débat hätt iwwer alleguer déi Froen, déi mer hei diskutéiert hunn, esou dass ech a priori net gesinn, dass een do kënn dergéint sinn, obschonn et der Regierung vill zougetraut ass ze mengen, si eleng kënn en Débat opmaachen.

(Interruption)

Also, et ass jo net esou, dass hei eng Regierung ka soen: Elo ass den Débat op, elo ass den Débat eriwuer, elo geet e virun.

An da soll deen Débat iwwer Réformes structurelles féieren. Ech hat lech scho main Désarroi d'éinescht zum Ausdrock bruecht virun där Notiouen a virun deem Konzept vu Strukturreform. Ech wier also d'accord, fir déi Motioun unzuhuelen, wa mer dat Wuert «structurelles» géifen ewechloossen, well et steet jo do «réformes structurelles pouvant répondre à moyen et à long terme aux questions essentielles». Loosse mer eis dat Wuert «structurelles» do spueren.

Ech wëll awer elo net hei soen, d'Regierung mécht elo déi Debatt op, déi ass...

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - ...scho laang amgang.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État. - ...well déi ass amgangen. Dofir, «invite le Gouvernement à ouvrir un (...) débat», dat fanne ech der Regierung - ech kenne se jo - ...

(Hilarité)

...e bësse vill zougetraut. Iwwerleet lech eng Formel, déi mir och géif gefalen.

M. le Président. - À initier?

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - À initier dann.

M. le Président. - Den Här Fayot huet vläicht eng Formulatioun.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, ech fannen éischtens emol, d'Form vun der Motioun ass an där Hisiicht jo un d'Regierung gewannt. Et ass d'Regierung selbstverständlech, déi esou Débatë ka maachen; et ass och d'Chamber, déi se ka maachen.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Jo, voilà.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).**- Ech sinn och der Meenung, dass mer den Débat elo scho säit gëschter hei hunn...

(Interruption)

...an dofir proposéieren ech dann deene grénge Kolleegen, fir zum Beispill ze soen «invite le Gouvernement à continuer le large débat national sur les réformes» an esou weider.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Jo.

(Hilarité)

■ **M. Ben Fayot (LSAP).**- Et si jo also Saachen, déi mer elo diskutéiert hunn, an dat geet elo virun.

■ **M. le Président.**- Den Här Meisch huet d'Wuert gefrot.

■ **M. Claude Meisch (DP).**- Eigentlech wonnere mer eis, Här President, datt dann eis Resolutioun, déi awer an eng ganz ähnlech Richtung gaangen ass, fir e grouse largen Débat ze féieren, wou mir eng Resolutioun da proposéiert hu fir d'Chamber, datt déi sech selwer beoptraagt den Débat do ze initiéieren, ze animéieren an no baussen och ze droen an d'Populatioun eran, datt déi Resolutioun ofgelehnt ginn ass mat de Stëmme hei vun der Majoritéit an dann awer elo hei de Regierungschef seet, hien hätt vum Prinzip hier kee Problem mat där doter Motioun vun de Kolleegen vun der grénger Fraktioun, déi awer an eng ganz ähnlech Richtung geet.

Gläichzäiteg seet oder kritiséiert hien dann, hie wëllt et net als Motioun un d'Regierung formuléiert wëssen, datt déi den Débat misst opmaachen an zoumaachen a guidéieren, mä datt aner Acteure missten do matmaachen. Mir hate gemengt, an eiser initialer Resolutioun, datt d'Chamber hei, dëst Haus, dee richtegen Acteur wär am Land, fir déi Debatten ze féieren an no baussen ze droen.

■ **Une voix.**- Jo.

■ **M. le Président.**- Den Här Statsminister.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, an deem Mooss, wou den Här Grethen relativ spéit vu menger Äntwert, gentillement spéit, gesot huet, mir wieren hei net am Oral, wëll ech elo dem Här Meisch hei net den Ënnerscheid erklären tëschent där Resolutioun an dëser Motioun.

(Hilarité)

■ **M. le Président.**- Den Här Bausch.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Mir sinn d'accord mat der Formulatioun «à continuer un large débat». Et ass eis wichteg, datt - an dat soll een net ënnerschätzen - hei opgezielt gëtt, datt et net esou evident ass, datt, och wann eng Rei Décisiounen geholl gi sinn zu deenen eenzelne Punkte respektiv eng Rei anerer hei dra sinn, wou nach keng geholl gi sinn, dat esou ouni weideres weidergeet an dofir hu mir...

■ **M. le Président.**- Da lauschtert emol ee Moment no.

(Coups de cloche de la Présidence)

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Ech weess net, Här President, ob et normal ass, dass hei 20 Leit matenee kënnen schwätzen.

Also, dofir ass et fir eis awer wichteg, datt an deenen nächste Méint a Jore mer, wa mer da feststellen, datt déi Debatt net weidergeet, hei den Optrag hu vun der Chamber fir dat ze maachen. Dorëms geet et. Mir si frou fir...

■ **M. le Président.**- Bleift elo nach d'Fro ze klären, wat mer mam Désarroi vum Statsminister maachen iwwert den Term vu Réformes structurelles.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Dann huele mer «structurelles» eraus. Dat ass net de wesentleche Punkt.

■ **M. le Président.**- Den Här Mehlen. Dozou?

■ **M. Robert Mehlen (ADR).**- Wann et der Saach da géing hëllefen, da kënnst ee jo vläicht schreien «à intensifier le débat public».

(Brouhaha général)

■ **M. le Président.**- Wien huet nach d'Wuert gefrot?

■ **M. Aly Jaerling (Indépendant).**- Fir d'éischt den Här Jaerling, dann den Här Fayot.

■ **M. Aly Jaerling (Indépendant).**- Bon, ech mengen, ech hunn och kee Problem domadder. Ech sinn dann awer elo frou, dass hei jiddereen d'accord ass, dass mer hei an der Chamber awer weider kënnen Débatë féieren.

(Hilarité et brouhaha général)

■ **M. le Président.**- Den Här Fayot.

■ **Une voix.**- Dir verstitt zwar manner wéi virdrun.

■ **M. le Président.**- Här Fayot.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, ech wollt just eppes zum Här Meisch soen. Ech hu seng Resolutioun ganz opmierksam gelies. Ech sinn och a menger Interventioun op dat agaangen, wat d'DP wëllt. D'DP wëllt jo - an do komme

mer an en Thema, dee mer schonn e puermol hei an der Chamber diskutéiert hunn -, d'DP, déi wëllt eppes ganz aneschters wéi elo en Débat hei an der Chamber iwwer Reformen, iwwert d'Ausrichtung vum Land. D'DP wollt en Débat dobaussen an der Gesellschaft. Wéi dat soll vir sech goen, ass net bekannt.

Si wollt och esou eppes maachen, wéi mer dat beim Referendum gemaach hunn, bei den Hearinge vum Referendum. Si wollt d'Chamber engagéieren am Fong geholl, fir no bausse Versammlungen ze organiséieren, wat menger Usicht no d'Roll vun de Parteien ass, d'Roll vun de politesche Familljen, d'Roll och vun de Gewerkschaften. Dat ass eng Form vun Ausenanersetzung, wou ech net d'Utilitéit gesinn. Wann ech gesinn, wéi schwieereg et war fir d'Regierung, fir den Débat an der Tripartite ze preparéieren, d'Propositionen ze maachen, da gesinn ech net, wéi et dann op déi Manéier ka goen, wéi d'DP dat proposéiert.

Den Här Bausch ass jo net bei senger éischter Tentative...

(Coups de cloche de la Présidence)

...fir den Débat ze lancéieren. Ech fannen, dass den Débat hei oft stattfënn an dëser Chamber, an et ass och un der Chamber, wa se dat da wëllt. Si ka jo och d'Initiativ huelen, fir Débatën ze organiséieren. Ech mengen net, dass mer do Problemer hunn.

Dofir sinn ech der Meenung, mir solle soen: Den Débat geet weider, et ass e largen Débat, selbstverständlech, an e soll iwwer Reformen droen, ob se elo strukturell oder konjunkturrell sinn. Ech mengen, déi Debatt hate mer jo och gëschter, wéi mer dozou intervenéiert sinn.

Dofir sinn ech der Meenung, mir solle soen: «...invite le Gouvernement à continuer le large débat national sur les réformes pouvant répondre...» an esou weider, an dat fënnst statt an de Budgetsdebatten an an den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun.

■ **M. le Président.**- Merci, Här Fayot. Är Proposition fënnst den Accord vun där grénger Fraktioun an hieft domat och den Désarroi vum Statsminister op.

Motion 11 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant les risques de la structure monolithique de l'économie du Grand-Duché;

- considérant la nécessité de favoriser la diversification de l'économie nationale;

- considérant que dans un environnement économique toujours plus concurrentiel et globalisé il sera de plus en plus difficile d'attirer des entreprises industrielles dites «classiques»;

- considérant que le changement climatique n'est plus à prouver et que les dissensions tournent uni-

quement sur l'imminence et l'ampleur du bouleversement pour notre planète;

- considérant que la moindre crise (crises pétrolières, catastrophes naturelles, guerres, spéculation, etc.) entraîne des hausses spectaculaires des prix du pétrole et nuit inévitablement à la croissance économique et à la prospérité;

- considérant que les modes de fonctionnement de la société industrielle reposent sur la dépendance presque totale vis-à-vis des combustibles fossiles;

- considérant que pour atténuer les effets du changement climatique, il faudra renoncer progressivement à ces énergies fossiles;

- considérant que le marché des énergies renouvelables est générateur d'emplois, de stabilité sociale et d'accroissement de la richesse nationale;

- considérant que la relève des défis du 21^e siècle repose sur l'amélioration de l'efficacité énergétique, l'essor des énergies alternatives, le développement renforcé des matières premières renouvelables ainsi que sur l'ensemble des techniques de protection de l'environnement;

- considérant que le contexte mondial a définitivement montré la relation étroite entre économie et écologie;

- considérant que notre société et nos structures économiques ont fortement évolué et que pour maintenir le modèle social européen hérité de l'après-guerre, il est nécessaire d'analyser l'efficacité de notre modèle d'État social en réexaminant l'objectif initial et la pertinence de chaque prestation sociale;

- considérant que la diversité des transferts sociaux ainsi que les structures actuelles d'accueil, nationales ou communales, ont provoqué une explosion des coûts dans le budget du secteur de la politique familiale sans pour autant offrir des solutions adaptées aux besoins de toutes les familles,

invite le Gouvernement

- à continuer le débat national sur les réformes pouvant répondre à moyen et à long terme aux questions essentielles des défis économiques, sociaux et environnementaux du pays.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Jean Huss, Henri Kox.

Voilà. Kënnen mer da par main levée iwwert déi Motioun ofstëmme?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass...

(Interruption)

Voilà, d'modifiéiert Motioun 11 ass à l'unanimité ugeholl.

Domat wären d'Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun definitiv ofgeschloss. Mir kommen dann nach zur Motioun, déi abruecht gi war vum Här Braz iwwert de Vélostrafic. Déi war den 2. Februar dépo-

séiert ginn. Déi solle mer elo nach debattéieren. Ech weess net, ob grouss Debatten do stattfannen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

3. Motion de M. Félix Braz au sujet du trafic cycliste

■ **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).**- Merci, Här President. Dat ka ganz kuerz sinn. Mir haten den 2. Februar déi Motioun am Kader vun enger Aktualitéitsstonn déposéiert. Si war op Wonsch vun der Regierung an d'Transportkommissioun verwise ginn. D'Transportkommissioun huet sech d'lescht Woch mat dëser Motioun befasst a Presenz vum Transportminister, a mir sinn zur Konklusioun komm, dass d'Motioun an d'ärselwechter Form, wéi se déposéiert gi war, kann zum Vote kommen, mat Zoustëmmung vun der Regierung.

Fir eis ass dat eng wichteg Motioun, besonnesch och am Kader vun deenen Diskussiounen, déi mer deelweis bei der Lag vun der Natioun gefouert hunn zum Stéchuert Kyoto. De Vélo ass en eescht ze huelend Transportmëttel, a mam Vote vun dëser Motioun wäert d'Chamber och dat als national Position confirméieren an och der Regierung de Réck stäipe bei deenen Iwwerleeungen, déi am Moment amgang sinn, fir d'Opstellung vun engem Plan d'action national fir de Vélo ze développéieren als Transportmëttel am Alldag, an net als belächelt Transportmëttel, mä de Vélo kritt eng nei Qualitéit zu Lëtzebuerg an den nächste Méint a Joren, a mir sollen dat mam Vote vun dëser Motioun och als Chamber hoffentlech eestëmmeg confirméieren.

■ **M. le Président.**- Här Braz, Dir musst eis nach soen, wien Är Motioun dann nach alles ënnerstëzt. Si ass de Moment nach net ganz breet gedroen.

■ **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).**- Här President, d'Motioun gouf nach vu menge Kolleegen François Bausch, Henri Kox, Jean Huss a vun der Madame Martine Stein-Mergen ënnerschriwwen.

■ **M. le Président.**- Très bien. Kënnen mer da par main levée iwwert déi Motioun ofstëmme?

(Assentiment)

Vote

Wie fir d'Motioun ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

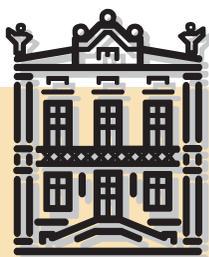
Wien ass dergéint?

Voilà, ech gesinn, déi Motioun ass à l'unanimité ugeholl.

Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte fir haut de Moien ukomm. Déi nächst Sitzung fënnst haut de Mëtten um hallwer dräi statt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 10.46 heures)



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

Ordre du jour

5540 - **Projet de loi portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition**

(*Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion*)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(*Début de la séance publique à 14.33 heures*)

■ **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen, Här Minister?

■ **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Neen, Här President. Nach net.

■ **M. le Président.** - Méi spéit am Nomëtten?

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5540 iwwert d'Offres publiques d'achat. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Hären Thiel, Grethen, Fayot, Bausch a Gibéryen. D'Wuert huet fir d'éischt de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

5540 - **Projet de loi portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition**

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

■ **M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte Woche stoung eist Land oft op den éischte Säite vun der internationaler Aktualitéit wéinst der OPA vu Mittal Steel op de Grupp Arcelor. Och haut steet nach ëmmer dës OPA am Mëttelpunkt vun der nationaler, mä ganz besonnesch och der internationaler Wirtschaftsaktualitéit.

De Projet de loi iwwert d'OPAen, dee mer haut diskutéieren, wär an normalen Zäiten, wéi dat esou üblech ass bei komplexe finanztechnesche Gesetze, kaum vun der öffentlecher Meenung zur Notiz geholl ginn a wär méi wéi warscheinlech an enger Modèl-debase-Diskussioun um Enn vun enger öffentlecher Debatt zur Ofstëmmung komm. Datt dëst haut net esou wäert sinn, ass op déi virgenannten OPA-Tentative zrëckzeféieren, déi vum éischten Dag u vun der Arcelor-Direktioun als onfrëndlech agestuufft ginn ass.

D'Finanzkommissioun mat hirem Rapporteur hat et also net einfach, well se an hiren Aarbechten ënner enger intensiver Beobachtung stoungen, net nëmme vun deenen involvéierte Parteien an där OPA-Schluecht, mä och vun den internationale Medien, ganz besonnesch déi aus dem Wirtschafts- a Finanzberäich. Vun Ufank u war et dofir och d'Intentioun vun der Budgets- a Finanzkommissioun, fir mat enger roueger Hand un déi finanzjuristesche komplex Matière erunzegoen, dëst ouni Virbehalter an ouni sech vun iergendwéi enger Sait beaflossen ze loossen.

Fir d'Kommissioun an hirem Gesamtheit war et ëmmer kloer, datt d'Approche eng vun Neutralitéit an Objektivitéit misst sinn, déi als eenzeg Objektiv de generellen Interessi vun dësem Land kuerz-, mëttel- a laangfristeg misst hunn. Deen Text, deen dobäi erauskomm ass,

an deen ech lech de Mëtten hei virstellen, ass dofir weder en Anti-Mittal- nach e Pro-Arcelor-Gesetz, mä en Text, deen deenen Objektiv, déi mir eis als Législateur gestallt hunn, esou wäit wéi méiglech soll Rechnung droen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann lech net versprechen, ob dat eis gelongen ass, besonnesch dann, wann ech verschidde Reaktiounen op eisen Text, besonnesch an der internationaler Press, zur Kenntnis huelen. Ech hunn d'Gefill, datt eigentlech kee richteg mat dësem Text zefridden ass, weder vun den Hauptprotagonisten am OPA-Dossier nach vun aneren interesséierte Parteien wéi Aktionären, grousser oder klenger.

Aus all dës Reaktiounen schléissen ech, datt mer eigentlech vun eise virgenannten Objektiv net mussen esou wäit ewech sinn. Et ass - an ech wëll dat hei nach eng kéier an Erinnerung ruffen - jo net drëm gaangen, fir deem een oder deem aneren duerch d'Instrument vun engem Gesetz zousätzlechen Opdriff a sengen eegene Bestriewungen ze ginn, an an deem Sënn hätt d'Kommissioun an ech selwer mir misse Froe stellen, wa mer allze vill vun där enger oder där anerer Sait gelueft gi wäeren.

Dëst gesot, Här President, erlaabt mer awer fir d'alleréischte all de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Finanz- a Budgetskommissioun e grouse Merci ze soe fir déi Aart a Weis, déi vun alle Fraktiounen hei op eng äusserst konstruktiv Manéier diskutéiert ginn ass, dëst op deenen allermeeschten Punkten an engem grouse Konsensus, an dat an engem net einfachen Ëmfeld. E grouse Merci wëll ech awer och un all déi Chambre-professionellen, a ganz besonnesch och un de Statsrot riichten, déi op eng äusserst konstruktiv Manéier an hiren Avisen och eng Rei vu Suggestiounen a Propositionen zu deem Projet de loi eraginn hunn.

Mäi Merci geet awer och un eis Sekretärin, d'Madame Caroline Guezennec, un den Här Frank Engel, dee mech aktiv bei der Redaktioun vu mengem schrëftleche Rapport begleet huet. Schlussendlech awer och e grouse Merci un de Budgetsminister, deen all déi Ännerungsvirschléi vun der Finanzkommissioun positiv begleet huet, awer och u seng Mataarbechter, déi Här Guill a Ruppert, déi eis an der Kommissioun mat hirem Fachwëssen d'Aarbecht wesentlech erliichtert hunn.

Här President, ech hunn et virdu gesot, dës Gesetzprojert huet sech eng Rei vun Objektiv gesat, an déi fënnf wichtegst wëll ech hei nach eng kéier ganz kuerz widerhuelen:

Éischtens sollt emol iwwerhaupt e legale Kader fir OPAen duerch dëst Gesetz geschaaft ginn, deen et an deene meeschten europäesche Länner scho gëtt, mä deen an eise legislativen Arsenal bis elo gefeelt huet.

Zweetens gëtt duerch dësen Text eng europäesch Direktiv iwwer OPAen transposéiert.

Drëttens ginn hei fir d'alleréischte an engem Gesetzestext d'Rechter an

d'Flichte vun den Aktionären am Kontext vun enger OPA definéiert.

Véiertens ginn awer och d'Rechter vum Salarat a vu senger Vertrieeder festgeluecht.

A fënneftens wollt d'Kommissioun och ee fir alle Mol eng Klärung vun de Rechte vun de sou genanntere minoritären Aktionären an dësem Text festschreiwen, dee sech awer och op Situatiounen ausserhalb vun OPAe sollt bezieen.

Selbstverständlech stoung awer ëmmer fir d'Kommissioun iwwer all dësen Objektiv dee vum iwwergeuerdeten Interessi vun eise Land, wat bis elo ëmmer eng open an investorfrëndlech Approche hat, ouni déi mer sécherlech haut net eng vun deene wichtigste Finanzplazen op der Welt wäeren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat elo déi zwee éischt Objektiv vun dësem Gesetzestext ubelaangt, ass et kloer, datt déi mat dësem Text erreecht gi sinn. An ech wëll hei besonnesch ënnersträichen, datt wat de Volet „Transposition vun der Direktiv“ ubetrëfft, mer dat och emol eng kéier an den Délaië maachen. Am Verglach zu aneren europäesche Länner leie mer par ailleurs am Spëtzeloton, well déi allermeeschten Länner sech äusserst schwéier doe mat der Transposition vun dëser Direktiv.

Den ursprüngeleche Regierungstext huet sech dann och méiglechst un den Text vun der Direktiv ugelehnt, an och déi verschidden Ännerungen, déi souwuel vum Statsrot wéi vun der Kommissioun an den Text agefloss sinn, sinn am Geescht vun dëser Direktiv, esou datt ech haut scho géif wëlle behaupten, datt mer um Niveau vun der Konformitéit mat der europäescher Legislatioun kaum wäerte Problemer kréien an net risikéieren, wéi verschidden anerer vun eisen Nopeschlänner, vun der Europäescher Kommissioun op d'Fangere geklappt ze kréien.

Erënnere wëllt ech an dësem Kontext, datt den Text vun der europäescher Direktiv a sech d'Resultat vu laangen an zéie Verhandlungen zwëschent dem Conseil des Ministres an dem Europaparlament war, déi sech laang net konnten eens setzen iwwer en definitive gemeinsamen Text. Am Ufank ass dann och déi Approche eng extrem liberal gewiescht an ass schlussendlech nëmme ofgeschwächt ginn duerch eng Rei vun Amendementen, déi souwuel vum Conseil wéi awer och vum Europaparlament guttgeheescht gi sinn.

Wichtig ass allerdéngs nach eng kéier ze ënnersträichen, datt dës europäesch Direktiv als Objektiv huet, d'OPAen net nëmme ze erméiglechen, mä se awer och ze erliichteren, mä dofir awer eng Rei vu Spillregelen definéiert huet, un déi all Offrant sech muss halen, an déi och, am Géigesaz zu deem, wat vill Leit mengen a behaupten, en zimmlech contraignant Charakter hunn. An deem Sënn ass dann och den Text, iwwert dee mer haut hei sollen ofstëmmen, eng zimmlech genau Kopie vun deene wesentlechen Dispositiounen vun der europäescher Direktiv.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech erspueren lech a mir, am Detail op déi eenzel Dispositiounen vum definitiven Text anzegoen. Ech verweisen lech do fir d'éischt u mäi schrëftleche Rapport, mä awer och op déi vill gutt Avisen, déi zu dësem Projet verfaasst gi sinn an déi in extenso déi verschidden Dispositiounen an hirem Uwendung beschreiwen. Ech wëll mech dofir och kuerz op dräi Punkte beschränken, déi der Kommissioun hire Meenung no net

kloer genuch am initialen Text beschriwwen gi waren an dofir d'Kommissioun och dozou bruecht hunn, eng Rei Ännerungsvirschléi zum originären Text ze maachen.

En éischte wesentleche Punkt vun dësem Projet ass dee vun de Kompetenzen vun der sou genanntere Autorité de contrôle, an eise Fall d'CSSF. Fir d'Finanzkommissioun ass et kloer, datt dës Kontroll a Surveillance nëmme ka vun der CSSF exerceiert ginn, an déi muss dat op eng total onofhängeg Manéier kënnen maache par rapport zu allen implizierten Acteuren an enger OPA. Dës Kontrollautoritéit ass och déi eenzeg, déi an esou enger OPA-Prozedur kann intervenéieren, fir feststellen, ob déi eenzel Konditiounen, déi elo am Gesetzestext fixéiert ginn, och vun deene respektive Kontrahente beuecht ginn.

De Statsrot hat a sengem éischten Avis kritiséiert, datt déi Kompetenzen, déi d'CSSF sollt kréien, op verschiddene Punkten net kloer genuch am Gesetzestext beschriwwen gi wäeren. Mir hunn dës Kritik Rechnung gedroen an op all deene Punkten, wou e gewëssene Flou, wat d'Kompetenzen vun der CSSF ubetrëfft, bestoung, dës Dispositiounen einfach aus dem Text vum Gesetz erausgeholl.

Ech géif dofir och ënnersträichen, datt duerch déi verschiddene Präzisiounen den Text, ganz besonnesch och um Niveau vun de Kompetenzen vun der CSSF, méi kloer a verständlech ginn ass.

En zweete kriddeleche Volet, mat deem d'Kommissioun sech laang an intensiv beschäftegt huet, ass dee vun der Definitioun vun der Liquiditéit vun enger Offer gewiescht. Eng Definitioun vun der Liquiditéit stoung net am ursprüngeleche Regierungstext, wat dann och derzou gefouert huet, datt an enger Rei vun Avisen zum Projet, notamment dem Avis vun der Chambre de Commerce, esou eng Definitioun proposéiert ginn ass.

D'Kommissioun ass eigentlech vun Ufank un der Meenung gewiescht, datt et sennvoll wär, am Interessi vun engem méiglechsten kloeren Text, datt esou eng Definitioun vun der Liquiditéit an den Text géif ageschriwwen ginn. Dës Definitioun sollt awer zwou Konditiounen erfëllen, wat folgend Konditiounen sinn:

Éischtens ass et fir d'Kommissioun ëmmer ausgeschloss gewiescht, datt duerch esou eng Definitioun an déi ulafend OPA vu Mittal Steel op Arcelor kéint agegraff ginn.

Zweetens wollt d'Kommissioun och ni hei d'Welt nei erfannen, mä a sech op eng Definitioun zrëckgräifen, déi et schon an aneren europäeschen oder nationale Legislatiounen bis elo géif ginn.

Mir sinn dann och no enger Rei vu Recherchë fündeg ginn an enger europäescher Direktiv, déi d'Nummer 2001/34/CE dréit, an an där d'Liquiditéit vun de sou genanntere Valeurs mobilières definéiert gëtt, déi wëllen op enger Bourse cotéiert ginn. Dës Definitioun aus där europäescher Direktiv ass an deene meeschten interne Reglementen vun den europäeschen Boursen transposéiert ginn a gëtt och do als Definitioun vun der Liquiditéit vun deenen eenzelnen Titren ëmmer zrëckbehalen.

Ech wëll elo net méi am Detail op déi Definitioun agoen. Dir kënnt se am Exposé des motifs, awer och a mengem schrëftleche Rapport nach eng kéier am Detail noliesen. Am Kloertext bedeit allerdéngs dës Definitioun, datt als „liquide“ an Zukunft all déi Titren unzegesinn sinn, déi op enger Bourse cotéiert sinn. Dëst schéngt mer och an der Logik ze sinn, well vun deem Moment un, wou jo en Titer op enger Bourse akzeptéiert a cotéiert gëtt, ee muss dervun ausgoen, datt d'Liquiditéit vun deem Titer och unerkannt gëtt.

De Statsrot ass a sengem Avis complémentaire zur Konklusioun

komm, dës Definitioun, déi mir elo an den Text festgeschriwwen hunn, wär eigentlech iwwerflësseg, well jo souwiesou d'Kontrollautoritéit op déi Definitioun misst zrëckgräife bei der Appréciatioun vun der Liquiditéit vun engem Titer. Mir sinn awer an der Kommissioun zur Iwwerzeugung komm, datt et méi kloer wär, et géif een et nach eng kéier ausdrécklech an den Text renvoyéieren, an dofir hu mer déi Definitioun dann och an den Text festgeschriwwen.

Schlussendlech wëll ech betounen, datt et der Kontrollautoritéit, also der CSSF, virbehalen ass, wéi bei all aneren Dispositiounen vun dësem Gesetz och, feststellen, ob den Offrant och déi Konditiounen erfëllt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en anere wesentleche Punkt vun dësem Projet ass d'Informatioun an d'Abannung vum Salarat an d'Verteidigungsstrategie vun der viséierter Sociéitéit. Am Regierungstext war ursprüngelech virgesinn, datt d'Salarat an d'Salariatsvertrieeder eréischt géifen informéiert a consultéiert ginn, nodeem d'Direktioun vun der Sociéitéit hiren Avis zu der OPA verfaasst a publizéiert hätt. Mir waren awer an der Finanzkommissioun der Meenung, et wär méi sennvoll, dës Informatioun a Consultatioun sollt am Virfeld vun der Ausschafung vun dësem Avis stattfannen, an dofir ass den Text vum Gesetz och an deem Sënn ëmgeännert ginn.

Dës Punkt vum Gesetz schéngt mer par ailleurs ee vun den Häerzstécker vum Projet ze sinn, well jo hei den Offrant gezwonge gëtt, seng Kaarten opzedecken iwwer seng allgemeng Intentiounen, wat den Emploi op deene verschiddene Sitë vun där ze iwwerhuelender Gesellschaft ubetrëfft. An Zukunft wäert also d'Direktioun respektiv de Conseil vun enger viséierter Gesellschaft, ier e säin Avis zu enger OPA formuléiert,...

(*Coups de cloche de la Présidence*)

...d'Salariatsvertrieeder heizou misse consultéieren an hir Meenung anhuelen iwwert d'Pläng vum Offrant um Niveau vun der Beschäftegung.

En anere wichtige Volet vum Projet ass awer och deen, wéi eng viséiert Sociéitéit sech ka géint eng onfrëndlech OPA verteidigen. Op dësem Punkt ass d'Kommissioun der Meenung gewiescht, et wär net gutt, wann no enger éischter gescheiterter Tentative deeslewechten Offrant direkt erëm duerno kéint eng nei OPA-Prozedur aleeeden, well domadder jo de Risiko besteet, datt de gudder Fonctionnement vun enger Entreprise iwwer Méint, wann net souguer iwwer Jore blockéiert kéint ginn. Dës Iwwerleung ass der Kommissioun a mir selwer och haut nach ëmmer pertinent.

Leider Gottes si mer hei mat enger Opposition formelle vum Statsrot konfrontéiert ginn, esou datt mer heirobber renoncéiert hunn. Dëst wëllt awer net heeschen, datt mer vun der Argumentatioun vum Statsrot op dësem Punkt iwwerzeegt sinn, a mir wëllten dofir d'Regierung invitéieren, bei dësem wéi d'ailleurs och herno bei anere Punkten am Kader vun der Revisioun vum Gesetz vun 1915 iwwert d'kommerziell Gesellschaften heiriwwer kloer Regeln ze schafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann d'Kommissioun op dësem Punkt also keng Satisfaktioun krit huet, heescht dat net, datt d'Direktioun oder de Conseil vun enger viséierter Gesellschaft keng Méiglechkeeten hätten, fir sech géint eng feindlech Iwwernahm duerch en Offrant ze wieren. D'Direktioun kann nämlech eng ganz Rei vu Mesuren huelen an huet souguer d'Méiglechkeet, duerch Dispositiounen vum Artikel 9 vum Gesetzesprojert, net mussen

d'Autorisation vum der Generalversammlung vun den Aktionären am Virfeld iwwert dës Mesuren anzuhuelen, wat dëser Direktioun och dann erlaben kann, kuerzfristeg op esou eng feindlech Iwwernahm ze reagieren.

Ech wëll elo net am Detail nach eng Kéier op déi verschidde Mechanismen agoen esou wéi se an den Artikelen 9, 10 an 12 vum Gesetzestext virgesi sinn. Betoune wëll ech just nach eng Kéier, datt all Gesellschaft d'Fräiheet huet, hir Verteidigungsstrategie esou ze organisieren, wéi dat fir si sech als néitzlech a sännvoll erausstellt, a ganz eleng och doriwwer befénnt, ob se dofir dat präalabelt Averstännis vun der Generalversammlung vun den Aktionären anhëlt oder net.

Här President, ech kommen domadder schonn zu mengem leschte Punkt, dee vun de sou genannten „squeeze-out“- an „reverse-squeeze-out“-Mechanismen, déi an den Artikele 15 a 16 vum Gesetzestext beschriwwen ginn. Well et hei ëm wesentlech Punkte vun deem Projet am Kontext vum Schutz vun den Aktionäre geet, erlaabt mer nach eng Kéier kuerz ze versichen, dës komplizéiert Dispositionen ze erklären.

Hei geet et op där enger Säit drëm, datt en Offrant, dee 95% vum Kapital vun enger Gesellschaft besetzt, och kann déi reschtlech 5% Aktionären obligéieren, hir Aktien ze verkafen, dëst zu engem sou genannten «juste prix», wéi et am Text formuléiert gëtt.

Erënnere wëllt ech drun, datt an der Direktiv eigentlech dësen „squeeze-out“ scho sollt spille kënnen bei 90%, d'Regierung awer decidéiert hat, bis op de Seuil vu 95% erpezeogen. Dës Disposition ass sécherlech eng, déi am Interesse vum Offrant si kann, deen, wann hien da 95% vum Kapital vun enger Gesellschaft besetzt, och déi reschtlech 5% iwwerhuele kann.

Den Artikel 16 gesäit a sech dee sou genannten „reverse-squeeze-out“ vir, dat heescht am Kloertext, datt, wann en Offrant méi wéi 90% vun den Titres vun enger Gesellschaft besetzt, déi reschtlech 10% Aktionären d'Recht hunn, hir Aktien och zum sou genannten «juste prix» un den Offrant ze verkafen. Dëst ass a sech eng Schutzmoossnam fir déi Aktionären, déi an esou enger Situatioun, wou en Aktionär 90% a méi vun den Aktien a sengem Besetz huet, net méi wëlle weider an där Gesellschaft verbleiben an dofir och wëllen hir Parten ofrieden.

An deem Kontext wëllt ech dann och nach drun erënneren, datt op Virschlag vun der Finanzkommission eng zousätzlech Disposition an d'Gesetz ageschriwwen ginn ass, déi elo virgesäit, datt Aktionären, déi an enger éischer Etapp net op d'Offer vum Offrant reagiert hunn an hir Aktien net cédiert hunn, elo eng zweet Chance kréien, wa sech erausstellt, datt zum Beispill den Offrant d'Majoritéit vun den Aktien an der viséierter Gesellschaft kritt huet. Dës Aktionäre kréien also elo an Zukunft en zousätzlechen Délai vu 15 Deeg, an deem se zu deselwechte Konditiounen, wéi dat fir déi éischt Verkeefen vun den Aktien de Fall war, och hir Aktie kënnen un den Offrant verkafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës verschidden Dispositionen, déi haaptsächlech am Interesse vun deene minoritären Aktionäre sinn, wëllt d'Kommission eigentlech a sech och op Situatiounen applizéieren, déi sech net nëmmen am Kontext vun enger OPA stellen.

Et kann ee sech nämlech parfaitement d'Situatioun virstellen, wou e Groussaktionär vun enger Gesellschaft am Averstännis mat engem Ukeefen e Groussdeel vu sengen Aktien zu engem gewëssene Präis verkeeft, awer net bereet ass, och

deene reschtlechen Aktionären dëse selwechte Präis fir hir Aktien unzebidden. Dëst ass a sech eng diskriminéierend Situatioun par rapport zu dëse sou genannten Klengaktionären. Dofir wëllt och d'Kommission dës Dispositionen vun den Artikele 15 a 16 op aner Aktionäre bezéie wéi déi, déi an eng OPA involvéiert gi sinn.

Dës Amendementer sinn awer op de grouss Widerstand vun Statsrot gestouss, deen argumentéiert huet, datt een esou Dispositionen net kéint an engem OPA-Gesetz verankeren. Och wann een d'Argumentatioun vum Statsrot op deem Punkt - an dat wëll ech kloer ennersträchen - kann novollzéien, esou bleift dach déi total onzefridde stellend Situatioun vun de klengen Aktionäre bestoen, déi also a kenger Législatioun geregelt ass.

Mir waren eis dofir och als Kommission eens, fir d'Regierung ze invitéieren, an där virgenanntener Reform vum Gesetz vu 1915 dës an eisen Aen absolut virrangege Protektioun vu minoritären Aktionären ze verankeren. Dofir erlaben ech mir och, am Numm vun der gesamter Finanzkommission eng Motioun ze déposieren, déi vun alle Fraktiounen gedroe gëtt an och vun allen ënnerschriwwen ass.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'urgence qu'il y a de voter le projet de loi 5540 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition;

- considérant les amendements destinés à instituer des mesures efficaces de protection des actionnaires minoritaires;

- considérant que la protection des actionnaires minoritaires doit notamment comporter la faculté, pour ceux-ci, de sortir du capital d'une société du contrôle de laquelle ils se trouvent juridiquement et factuellement écartés;

- considérant l'amendement visant à protéger une entreprise confrontée à une OPA hostile en empêchant qu'une OPA nouvelle ne puisse être lancée par le même offrant contre la même société pendant un délai de douze mois;

- considérant que le Conseil d'État s'est opposé formellement à ces amendements;

invite le Gouvernement

- à étudier les instruments juridiques les plus efficaces pour éviter qu'une entreprise ne fasse l'objet d'OPA répétées et ne soit ainsi déstabilisée et forcée à concentrer toute son énergie et tous ses moyens sur sa défense pendant des années;

- à concevoir un dispositif de protection des actionnaires minoritaires, et plus spécifiquement des actionnaires largement minoritaires à la suite de changements importants intervenus dans la structure du capital;

- à inclure dans ce dispositif la faculté, pour les actionnaires minoritaires, de sortir du capital d'une société qu'ils ne peuvent plus contribuer à contrôler, moyennant rachat de leurs titres par le ou les actionnaires majoritaires à un prix équitable;

- à intégrer ce dispositif de protection dans la refonte prévue de la loi du 10 décembre 1915 sur les sociétés commerciales.

(s.) Laurent Mosar, François Bausch, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Claude Meisch.

■ **M. le Président.** - Merci.

■ **M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et virdu gesot, d'Finanzkommission an ech selwer bedauern zudéifst, datt mer déi virgenannten Änne-

rungsvirschléi souwuel um Niveau vun der Period vun zwielef Méint wéi all déi aner Dispositionen, déi zu enger besserer Protektioun vun den Aktionäre bäigedroen hätten, net konnten am Kontext vun deem Gesetzesprojet verankeren. Wa mer eis trotzdeem alleguerten eens waren, net iwwert d'Oppositions formelles vum Statsrot ewechzegen, esou ass dat aus deem einfache Grond, well mer an deem schwierige Kontext vun enger lafender OPA net eréischt wollten dëst Gesetz stëmmen, wann déi OPA schonn ofgeschloss gi wär.

An deene leschten Deeg a Méint hunn ech oft d'Fro gestallt kritt, ob et net besser gewiescht wär, et hätt een eréischt dëst Gesetz diskutéiert an ofgestëmmt nodeem d'OPA Mittal Steel-Arcelor definitiv ofgeschloss gewiescht wär. Wa mer no laangen an deelweis kontroversen Diskussiounen eis an der zoustänneger Kommission net fir déi Optioun entscheed hunn, esou aus haaptsächlech zwee Beweggrënn eraus:

Éischtens si mer iwwerzeegt, datt, och wann dëst Gesetz sécherlech keng honnertprozenteg Satisfaktioun den Aktionäre wäert ginn, se trotzdem vill besser wäerten an Zukunft protegéiert si wéi dat bis elo de Fall ass. Kee Gesetz stëmmen hätt fir all déi Aktionäre geheescht, datt se zum Beispill um Niveau vun der OPA Mittal-Arcelor oui dee geréngste Schutz dem Offrant ausgesat gi wäeren, mam Risiko, datt d'OPA, wa se da géif réussieren, hätt kënnen negativ Konsequenze fir vill, besonnesch kleng Aktionäre mat sech bréngen.

Zweetens: En eminent wichtige Grond, fir datt mer dëst Gesetz och sollen an deem virgeschriwwenen Délai bis zum 20. Mee an der Chamber ofstëmmen, ass, datt mer soss am Veruch par rapport zu Bréissel gewiescht wieren a mer sécherlech och dowéinst vun der Bréisseler Kommission op d'Fangere geklappt kritt hätten.

Elo kënt Der mer entgéinthalen, datt dëst jo scho méi oft och an deem Haus virkomm ass, an datt dat trotzdem net zu schwéier wiegende Konsequenze fir eist Land gefouert huet. Allerdéngs gëtt et hei e wesentlechen Ënnerschied par rapport zu deene Situatiounen: Hei leeft am Moment eng OPA, an de Fait, datt eist Land eng europäesch Direktiv net am Délai transposéiert hätt, hätt kënnen dozou féieren, datt dem Stat seng Responsabilitéit engagéiert gi wär an hätt och kënnen zu substanzuelle Schuedensazfuerderunge géint de Stat féieren.

Aus dësen zwou Considérationen eraus - op där enger Säit déi wuelverstanen Interessé vun den Aktionären, op där anerer Säit awer och den allgemengen Interessé vun eistem Land - huet d'Kommission sech schwéieren Häerzens entschloss, op hir Amendementer op dëse Punkten ze verzichten an den Text tel quel unzehuelen.

Här President, ech kommen domadder zu menger Konklusioun. Den Text, dee mer lech haut zum Vote virleeën, ass keen Text, deen all Mënsch wäert zefridde stellen. Fir d'éischt stellt en eis selwer net zefridden aus deene Grënn, déi ech virdrun ugefouert hunn, well mer léiwer gesinn hätten, datt all eis Ännerungsvirschléi sech an deem definitiven Text erëmfonnt hätten. Dësen Text wäert och kaum déi Haaptacturen an der OPA glécklech maachen, gradso wéineg wéi all déi kleng Aktionären, déi an de leschte Joren d'Gefill hatten, vum Législateur vergiess ginn ze sinn.

All deene Leit muss een awer och haut kloer an daitlech soen, datt dëse Gesetzesprojet net d'Objektiv huet, de Grupp Mittal Steel a senge

Beméiungen, d'Arcelor ze iwwerhuelen, ze ennerstézen, gradso wéineg wéi der Arcelor-Direktioun an hirem Kampf géint déi onfrëndlech Iwwernahm énnert d'Äerm ze gräifen, an och net soll all deenen Aktionären hir Problemer léisen, déi säit Joren a Prozesser virun de Gerichter versichen hir Rechter duerchzesetzen.

D'Objektiv vun deem Gesetz konnt a kann nëmme sinn, e legale Kader fir OPAs en place ze setzen, déi europäesch Bestëmmungen an nationaalt Recht ëmzesetzen, den Aktionären an esou enger OPA eng Rei vu Rechter festzeschreiwen, dem Salarat an de Salaratsvertrieeder déi hinnen zustoend Plaz an enger OPA-Prozedur ze garantéieren a schlussendlech d'Reputatioun vu Lëtzebuerg als Wirtschafts- a Finanzstanduert weider ze garantéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all dës Objektiv sinn duerch deen Text, deen Der elo zum Vote virgeluecht kritt, erreecht, well et hei ëm e prezisen, kloeren iwwersichtlechen Text geet, dee voll am Aklang mat der europäescher Direktiv ass. Dofir géif ech lech dann och häerzlech invitéieren, deem esou wichtige Projet fir eist Land eng méiglechst grouss Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Deen éischten ageschriwwene Riedner ass den honorebelen Här Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Lucien Thiel (CSV).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir hutt et elo scho grad vum Rapporteur héieren, datt et keng einfach Aufgab war, déi d'Regierung der Budgets- a Finanzkommission mat deem Gesetzesprojet opginnt hat. Entsprechend schwéier huet sech d'Kommission dann och mam Projet gedoen. En déckt Luef dofir fir all d'Membere vun der Kommission, déi sech et alles aneschtens wéi liicht gemaach hunn an hiert Bescht ginn hunn, fir deen delikate Sujet méiglechst gutt ennerdaach ze kréien.

E ganz besonnescht Luef awer huet sech de President vun der Kommission verdéngt, well hien huet sech en plus och nach als Rapporteur fir de Projet hierginn, an et muss een him dofir duebel unerkennen, datt en, trotz den dacks kontroversen Diskussiounen, mä virun allem de méi oder manner gudden an drängende Rotschléi vu baussen, weder den Iwwer- nach den Duerchbléck verluer huet.

■ **M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.** - Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. Lucien Thiel (CSV).** - Firwat ass dëse Projet dann esou komplizéiert? Do gëtt et e puer Grënn derfir. Engersäits soll hei eng Direktiv ëmgesat ginn, iwwert déi esou laang zu Bréissel gestridde ginn ass, bis datt net méi vill vun der Originalversioun iwwreg war. Entsprechend dënn a vag ass dann och um Enn den Text ausgefall, deen als Direktiv hannen erauskoum.

Op där anerer Säit fällt där hir Ëmsetzung an d'nationaalt Recht net ganz zoufälleg zäitlech zesumme mat engem Evénement, dat an direktem Zesammenhang mat der Direktiv steet, an dat am Moment nach ewell fir gehéireg Oprou bei eis an och dobause suert. Ech mengen natierlech d'Attack vum Lakshmi Mittal op eis Arcelor.

Eigentlech war d'Iddi déi, d'Direktiv iwwert d'OPAs esou ëmzesetze wéi d'Regierung sech et vun elo u virgeholl huet, nämlech eent zu eent, oder wéi et am Tripartitespabeier heescht: «Transposer la

directive, toute la directive et rien que la directive.» Un a fir sech ass dat kee schlechte Prinzip, well e brécht e bësse mat enger Tradition, déi mat der Zäit agerass ass an déi dora besteet, datt mir hee- hem, fir et ganz gutt ze maachen, nach ëmmer eppes op d'Originaldirektiven dropgetesselt hunn a souzesoe probéiert hunn, d'Ham an der Mëllech ze kachen. Dat gëtt da ganz gär däärs Gudden e bëssen ze vill, zëmoos se schonn zu Bréissel mat der grousser Schëpp schaffen, a féiert dann zu där Iwwerreglementéierung, iwwert déi esou dacks geklöt gëtt, well se eis Betriber iwwerméisseg belaaucht an domat hir Kompetitivitéit beschnéit.

An deem Fall sollt also nom neie Prinzip verfuert ginn an d'Direktiv souzesoe plakeg ëmgesat ginn. Allerdéngs mécht esou eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung nëmmen da Sënn, wann d'Direktiv selwer an der Rei ass, wat awer net grad an deem Fall zougetraff huet.

Well sech d'Memberstaten einfach net op kloer Regele fir d'OPAs eeneg konnten, ass eng verwässert Geschicht draus ginn, déi allerdéngs jiddferen arrangéiert huet, besonnesch déi grouss Membere, déi drop aus waren, fir hir Stats- oder Hallefstatsbetriber géint OPA-Iwwergrëff ze protegéieren. Eng seriö OPA-Gesetzgebung kënt zum Beispill esou Tricken net dulde wéi déi mat den „Golden Shares“, mat deenen eenzel Staten hir Betriber géint friem Iwwergrëff protegéiere wëllen. A well mir där Protektiounsspezialisten nach e puer an Europa hunn, ass d'Direktiv eben esou ausgefall, wéi se ausgefall ass.

(Interruption)

Här President, géife mir elo - wéi et och am Ufank vun der Regierung geduecht war - d'OPA-Direktiv oui zousätzlech Prezisiounen ëmsetzen, dann hätt dat enner anemmer als Konsequenz, datt bei OPAs de Gros vun der Aarbecht, an domat vun der Verantwortung, sech bei der CSSF konzentréiere géif, déi mat der Kontroller- an der Arbitroll an OPA-Fäll chargéiert ass.

Et läit op der Hand, datt dem Riichter, oder an deem Fall der Opsiicht hir Aufgab desto méi grouss an hir Responsabilitéit desto méi schwéier gëtt, jee manner prezis d'Gesetz an d'Regele sinn, un deene si sech orientéiere muss. Dat hätt also bedeit, datt mir mat engem reduziéierte Gesetz de Gros vun der Aarbecht a vun der Verantwortung der CSSF zugeschosst hätten, déi da kucke misst, wéi si domat eens gëtt.

Wann een dann awer op där anerer Säit sech déi formell Oppositionen ukuckt, déi de Statsrot a säin éischten Avis gepaakt hat, an déi all - all, oui Ausnahm - déi, laut Statsrot, schonn vill ze wäit reechend Kompetenz vun der CSSF viséiert hunn, da gesäit een, a wéi eng quokeleg Situatioun mir eis eramanövriert hätten, wa mir d'Direktiv eent zu eent ëmgesat hätten, dat heescht der CSSF de Gros vun der Aarbecht opgelueden hätten.

Eleng schonn dofir koum d'Budgets- a Finanzkommission net derlaanscht, an eenzelne Punkte méi prezis am Text ze ginn. Well nëmme wann een e méi oder wéineger kloere Kader fir d'Opsiicht zitt, reduziéiert een där hire Spillraum fir Interpretatiounen a schrauft domat hir Muecht, déi jo eise Verfassungsgardienen esou vill Kappzerbrieches ze maache schéngt, e bëssen zréck.

Elo sollt et sech awer erausstellen, datt grad déi Preziousaarbecht, un déi sech d'Budgets- a Finanzkommission ginn huet, alles aneschtens wéi einfach war. Net datt si domat iwwerfuert gewiescht wier, ganz a guer net. Wat hire Membere vill méi Kappzerbrieches gemaach huet, waren déi extern Ëmstänn, énnert deene si hir Hausaufgab hu misse maachen. Déi Ëmstänn konnt ee kaum als

neutral bezeichnen, well just zu där Zäit, wou sech an der Kommissioun d'Käpp iwwert d'OPA-Regelung zerbrach gi sinn, ass direkt virun der Dier esou eng OPA iwwert d'Bühn gaang, an zwar eng, déi jiddfer Lëtzebuurger eigentlech huet missen ënnert d'Haut goen.

Et ass kee rengen Zoufall, datt d'Ëmsetzung vun der OPA-Direktiv zäitlech zesummefällt mat der OPA vu Mittal op d'Arcelor. Wuel gouf den Délai fir déi Ëmsetzung vu Bréssel festgeluecht, an zwar op den 20. Mee dëst Joer, mä wa mir den Délai net respektéiert hätten oder respektéiere géifen, wär nach net vill geschitt. Ech mengen, et wär net déi éischte Kéier, datt mer Verspéidung mat enger Direktivsetzung gehat hätten.

Méi grave wier et schonns, wann d'OPA op d'Arcelor sech mangels ugemiessener Législatioun - an de Rapporteur huet et schonn erkläert - an engem rechtsfräie Raum ofspille géif. Da géifen nämlech all déi Moosnamen net spillen, déi derfir suergen, datt d'Operatioun ënner geuerdnete Konditiounen ofgewéckelt gëtt, an d'Interessië vun deenen eenzelne Bedeelegten - ob Aktionären, ob Management oder Belegschaft - berücksichtegt ginn.

Et war schonn déi richteg Reaktioun, wéi d'Regierung direkt nom Här Mittal senger OPA-Ukënnung décidéiert huet, ouni nach laang ze waarden d'OPA-Direktiv ëmzesetzen, fir datt se sech nach op dës OPA applizéiere sollt. An duerno gesäit et jo och elo aus.

Elo hätt d'Budgets- a Finanzkommissioun sech et einfach maache kënnen, andeem si d'Regierungsversiou vum OPA-Projet tel quel iwwerhollt hätt. Datt si net deen einfache Wee gaangen ass, mä dee méi beschwéierlechen a virun allem méi riskanten, hat wéi gesot domat ze dinn, datt ee wollt souwuel de Bedenke vum Statsrot iwwert d'Befugnisser vun der CSSF Rechnung droen, wéi och gläichzäiteg der CSSF d'Missioun méi liicht maachen, duerch e méi prezise Rechtskader.

De Problem derbäi war nuren, datt een, jee nodeem a wéi eng Richtung ee goe wollt, automatesch an de Schosswiessel zwëschen dem Mittal an der Arcelor geroden ass.

D'Versuchung war natierlech grouss, d'Regelen esou ze dréien, datt deejéinege vun deenen zwee, deen engem scho reng emotional méi no steet, dobäi befriddegt a bevirdelegt gi wier. Dat hätt sech dann an där enger oder anerer protektionistescher Moosnam ausgedréckt, déi ee souguer als Lëtzebuurger Standuertvirdeel hätt verkafe kënnen. Nom Motto: Kommt mat Ärder Entreprise op Lëtzebuerg, do sidd Der sécher virun OPA-Attacken!

Mä wann ee sech déi Saach e bëssen iwwerleet, gëtt ee sech der Geféierlechkeet vun esou protektionistesche Manövere bewosst. Déi hätten nämlech och hir Reverssäit - besonnesch fir eng international Finanzplaz, déi säit jeehier vun hirer Ouverture no baussen a vun hirem liberalen Ëmfeld leeft an déi sech et och dofir ganz einfach net leeschte kënn, och nëmme an de Verdacht ze kommen, op eemol protektionistesches wëllen ze ginn.

Virun dee schwéiere Choix gestallt, d'Lëtzebuurger Entreprene - dat heescht déi puer, déi op der Bourse sinn natierlech - no Méiglechkeet géint sou genannte Raider an deenen hir feindlech OPAen ze protegieren, oder weiderhi vun der ganzer Welt als Champion vum Liberalismus dozestoen, huet d'Kommissioun no deem berühmte gëllene Mëttelwee gesicht.

Esou koun et dann, datt eng Bäckschdose vun Amendementen redigéiert gi sinn, déi d'Kommissioun abruucht huet, souwuel mat dären enge wéi dären aneren dran. Nieft Mesuren, déi fir eng méi staark Berücksichtigung vun de Salarisinteressië bei enger OPA suergen, gouf et och déi, déi bei-

spillsweis déi attackéiert Entreprene, am Fall wou d'OPA dernieft geet, während engem Joer virun enger neier Attacke protegéiere sollten, fir datt se sech a Rou erblose kënn.

Op där anerer Säit kann een do duerch, datt een näischt seet, och eppes bewierken. Zum Beispill do duerch, datt een déi sou genannt Gëftpellen net verbiit, mat deene sech den Attackéierte wiere kann, beispillsweis duerch d'Opkaf vum den eegenen Aktien oder do duerch, datt e sech duerch Zoukeef oder Allianze méi deier fir de Raider mécht. Oder datt een dem Management eng gewëssen Aktiounsfräiheet fir seng Ofwiermoosname léisst, ouni hien ze zwängen, all Kéier missen d'Ergebnis vun enger Assemblée générale ze froen.

Op där anerer Säit awer koun et fir d'Kommissioun net a Fro, deenen nozelauschteren, déi direkt op d'Ganzt wollte goen an déi gäre gehat hätten, et sollt een an d'Gesetz Barrieren abauen, déi héich genuch wieren, fir just déi OPA, déi grad am Lafen ass, onméiglech ze maachen. Dat hätt an anere Wieder geheescht: De Gesetzgeber sollt dem Här Mittal de Fouss stellen, beispillsweis andeem en d'Lat fir deen Deel vum Kafpräis, deen a borer Mënz an net a Mittal-Aktie bezuelt soll ginn, esou héich geluecht hätt, datt den Här Mittal onméiglech driwwer komm wär.

Nëmme eleng de Gedanken do drun hat direkt déi ganz international Finanzpress op de Plang geruff, déi - souwisou net ëmmer ganz objektiv vis-à-vis vun eiser Finanzplaz - dat Ganzt ongeheierlech fonnt huet.

D'Budgets- a Finanzkommissioun ass mat hire Virschléi op oppen Ouere beim Statsrot gestouss, deen déi meescht vun hinne gutt geheescht huet. Just bei deenen, déi op d'Protektioun vun de minoritären Aktionären - de Rapporteur huet drop higewisen - an op d'Schoufrist fir d'OPA-Affer geméint waren, huet hien net matgespillt.

Net datt déi héich Kierperschaft prinzipiell Schwierigkeete mat enger besonnescher Protektioun fir Klengaktionäre gehat hätt. Wat si gestéiert huet, war villméi, datt d'Kommissioun hir Virschléi esou gedréit hat, datt se sech eventuell och op Transaktiounen bezunn hätten, déi scho méi wäit zrëckleien an déi am Moment eis Gerichter beschäftegen. Mam Argument, datt et sech dobäi - mir schwätze vun der Acquisition vum RTL duerch de Bertelsmanngrupp - net ëm eng OPA gehandelt hätt an déi domat verbonne Froen dofir net iwwert dëst Gesetz ze léise wären. Dat soll dann elo bei der Reform vum Sociétésgesetz vum 1915 geschéien.

Här President, ech ka mech net erënneren, datt sech déi international Press esou staark fir eist Land interesséiert hätt wéi dat an deene leschte Wochen de Fall war. Dem Lakshmi Mittal seng Attack op d'Arcelor suergt säit Enn Januar fir Schlagzeilen an all deene grouse Wirtschafts- a Finanzzeitungen, déi dësen OPA-Krimi ganz genee verfolgegen an all eis Aktiounen a Reaktiounen bis an de leschten Detail observéieren.

Déi éischt Reaktiounen op d'Attacke, déi, datt muss een zouginn, éischer aus dem Bauch oder, méi nobel, aus dem Häerz koumen, sinn net iwwerall op Versteesdemech gestouss. Eréischt wann een d'Journaliste mat bis an d'Geschicht vun eise Land geholl huet an hinne virun A gefouert huet, wat de Stol a wat d'ARBED fir Land a Leit bedeit hunn, hu se déi méi emotional Reaktiounen verstanen.

Net alleguer, mä déi meescht. Déi aner, déi hu sech net fir eis Séilenzoustänn interesséiert an hu weider un hirer éischer Impressioun geklieft. An dat war déi vun engem Land, dat sech beim éischte Géi-

gewand vun der Globaliséierung an de Protektionismus flücht a vergësst, datt et säi beneidenswäerte Liewensstandard säit Jorzéngte grad dem Ëmstand verdankt, datt et grad ëmmer d'Kaart vun der offener Economie spillt.

Entre-temps ass d'Betruechtungsweise vun der internationaler Press e bësse méi nuancéiert ginn, mä et spiert een awer bei deene meeschten, datt den éischten Androck, dee se kruten, nach ëmmer nowierkt. Den ugeduechtene Versuch, iwwert d'OPA-Gesetz Protektionsbarrière ronderëm eis Betriber opzerichten, hunn eise Ruff dobaussen, dat muss een akzeptéieren, nohalte geschuet.

Wann een awer weess, datt dacks schonns en iwwerflächlechen Androck duergeet, fir an de Chefetage vun de multinationale Konzerne d'Investitiounsentscheidungen an déi eng oder an déi aner Richtung ze beaflossen, da kann ee sech ausmolen, wat fir eng wäit droend Konsequenzen et kann hunn, wann ee keng gutt Press dobaussen huet.

Och den Här Mittal an d'Direktioun vun der Arcelor wëssen, wéi wichtig d'Public Relations sinn a setzen an hirem Clinch voll op dat, wat een Imagefleeg nennt. Si hu sech allen zwee déi bescht Beroder zougeluecht, déi et an deem Beräich gëtt, well si wëssen, datt deen heite Match zu engem gudden Deel iwwert d'Medien ausgedroe gëtt, an datt deen déi gréisste Chancen huet, deen dee beschten an iwwerzeegendsten Androck mécht.

Mir kënnen als Stat nëmme vun hinne léieren. Well mir dinn eis nach ëmmer e bësse schwéier, als Land dat ze maachen, wat an alle Betriber gang un gäbe ass, nämlech derfir ze suergen, datt den eegenen Image stëmmt an datt en och iwwerall richteg eriwierkënt. Dat geléngt engem awer nëmme mat enger gutt strukturierter an héich professioneller Promotiounsarbeit, wéi se eis haut ënner anerem vun eisen direkte Konkurrenz wéi Liechtenstein a Singapur virgemaach gëtt.

Ech mengen, mir missten eis esou en Instrument zouleeën, dat et eis erlaabt géif, am entscheidende Moment séier do anzegräifen, wou eise Ruff riskéiert Schued ze huelen. A mir sollen net vergiessen, datt eise Ruff e wesentlecht Stéck vun eiser Attraktivitéit als Wirtschaftstanduert ass. An där Attraktivitéit, Här President, brauche mir vläicht elo méi wéi jee.

An do kënn Der verstoen, firwat ech mech ganz gär dem Rapporteur uschléissen an lech empfehlen, dëst IwwersetzungsGesetz unzuhuelen, an ech bréngen da bei där Geleeënheet och direkt den Accord vu menger Fraktioun eran an ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Thiel. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wollt ech dem Rapporteur fir säi magistrale Rapport félicitéieren. Dass dat e magistrale Rapport vun engem Maître ass, ass jo net weider verwonnerlech, a well säi Rapport esou komplett war, erlaabt et mir och, e bësse méi kuerz ze sinn, well soss hätt ech iwwer eng Stonn Riedezäit gebraucht, an dat hätt lech vläicht alleguer e bëssen nervös gemaach.

Une voix. - Dir sot et.

M. Henri Grethen (DP). - Dëst Gesetz ass jo d'Transposition vun enger europäescher Di-

rektiv. Et ass schued, Här President, dass déi ganz Operatioun Mittal-Arcelor op dëst Gesetz interféiert, well wier dat net de Fall gewiescht, dann hätte mer mat méi Serenitéit an och mat manner externen Interventiounen des Législatioun kënnen an der Kommissioun diskutéieren an duerno och am Plenum driwwer ofstëmmen.

Ech därerf drun erënneren, Här President, dass ech am Januar, wéi de Statsminister hei seng Reaktioun op d'Offer vum Här Mittal virgedroen huet, deemools schonn drop opmierksam gemaach hat, dass ee vun de Problemer fir eis als Chamber, als Législateur, dee wier, dass mer nach keng Gesetzgebung iwwert d'OPAen hätten. Duerfir, Här President, sinn ech och frou, dass mer haut e Gesetz stëmmen, wat dann déi Rechtssécherheet gëtt, déi mer net nëmme weinst dëser Operatioun, mä déi mer iwwerhaupt an dësem Beräich brauchen.

Et geet hei drëms, nach eng Kéier, déi Direktiv ëmzesetzen. Mä der Demokratescher Partei geet et haaptsächlech drëms, fir d'Rechter vun deene klengen Aktionären, vun den Actionnaires minoritaires, ze protegieren.

(Interruption)

Gläichzäiteg geet et eis awer och drëms, fir eng Gesetzgebung auszeschaffen, déi am Intérêt vum Land ass, vun den Intérète vum Land ass, eng Gesetzgebung, déi, wann een eng Kombinatioun géif maache mat der Struktur vun der Société européenne, wou mer jo och amgang sinn, a Kommissiounen drop ze schaffen, wa mer esou eng Gesetzgebung hunn, da kann d'Kombinatioun vun dësem Gesetz mat där Struktur vun der Société européenne, jee nodeem wéi mer dat agencéieren, e Standuertvirdeel fir d'Lëtzebuurger Economie ginn.

Hätte mer d'Chance, deen een oder deen anere Konzern ze iwwerzeegen, hei zu Lëtzebuerg säin Hauptquartéier opzeschloen ënner dem Sigel vun der Société européenne, da wier dat och eng substanzuell Kreatioun vun Aarbechtsplazen an et géif de Finanzstanduert Lëtzebuerg an d'ganz Lëtzebuurger Economie stäerkeren.

Dofir muss ee kucken, Här President, ob een net kann hei zu Lëtzebuerg, ech wëll net soen als Nisch, mä d'Méiglechkeet hätt, en ähnleche Rôle an der Europäescher Unioun ze spille wéi de Stat Delaware an de Vereenegte Staten. Wann Der lech an de Vereenegte Staten e bëssen d'Wirtschaft ukuckt, da stellt Der fest, dass ganz vill Hauptquartéiere vun amerikanesche Gesellschaften am Delaware sinn, well do d'Rahmebedéngunge fir d'Gesellschaften ebe ganz einfach besser si wéi an anere Bundesstate vun de Vereenegte Staten. En ähnleche Rôle kënn mir och hei zu Lëtzebuerg spillen.

An dofir, Här President, ass et wichtig, dass mer eis Législatiounen ëmmer op esou Objektiv ausrichten a kucken de Maximum vun där Flexibilitéit, déi eng Direktiv engem nach léisst, ze notzen.

Elo ass et natierlech bei dësem Gesetz d'Fro: Wat ass am Intérêt vun der Finanzplaz? Wat wier am Intérêt vun der Finanzplaz? An ech kommen nach eng Kéier drop zrëck: Et ass schued, dass déi ganz Operatioun Mittal-Arcelor eis hei derzwëschegefunkt huet, well soss hätt ee sech kënnen fundamental Gedanke maachen:

Ass et am Intérêt vun Standuert Lëtzebuerg, eng Législatioun ze hunn, déi, wat d'OPAen ugeet, wuel déi fundamental Problemer vun der Protektioun vum Actionnaire minoritaire berücksichtegt, méi wéi berücksichtegt, den Haaptakzent dorobber leet, mä gläichzäiteg awer och am Intérêt ass vun deenen, déi wëllen en europäescht Hauptquartéier op Lëtzebuerg leeën? Dann ass dat net

onbedéngt den Intérêt vun deenen, déi en däitschen SPD-Politiker mat „Heuschrecken“ qualifizéiert huet, mä dann ass et éischer den Intérêt vum Management, dee vläicht gäre protegéiert wier par rapport zu enger feindlecher OPA, wéi d'OPA vu Mittal par rapport zu Arcelor eng ass.

Hätte mer, Här President, déi Zäit gehat, an hätte mer kënnen déi Debatte an aller Serenitéit féieren, da wiere mer och vläicht éischer mat deene verschiddeenen Oppositions formelles vum Conseil d'Etat eens ginn.

Ech muss lech soen, Här President, an ech hunn dat schonn op dëser Tribün gesot, dass ech jo perséinlech e fundamentale Problem mat der Attitud vum Conseil d'Etat hunn, deen all Kéier dann, an ech ginn dat Gefill net lass, wann hie weess, dass de Législateur ënner Zäitdruck ass a sech keng Opposition formelle ka leeschten a sech net ka leeschten iwwert d'Opposition formelle erauszegoen, dat Instrument zum Deel à tort et à travers eraushëlt. Och dat ass bei dësem Text erëm eng Kéier de Fall.

Mir kommen herno - et ass eng Motion déposéiert - nach op déi Motion zrëck. Ob dat elo an dësem Gesetz steet oder ob dat herno am Gesetz iwwert d'Gesellschaft vum 1915 geännert gëtt, dat ass a mengem Ae Speck a Schwéngfleesch, mä hei weist erëm eng Kéier de Conseil d'Etat, dass hien dem Législateur, eis also, der Chamber, den Arm béie wëllt.

An et ass eng fundamental Fro, Här President, an ech kommen dorobber zrëck, dass mer mam Conseil d'Etat mussen eng Regel fannen, wéini Oppositions formelles opportunn sinn oder net. Oder awer ech, a vläicht och nach anerer, déi sech mir uschléissen, mir mussen eis fundamental Gedanke maachen iwwert de Rôle vum Conseil d'Etat. E Gremium, wat jo net gewielt ass, mä genannt gëtt vum Grand-Duc op Proposition vum der Regierung, vun der Chamber a par cooptation, dat also keng, awer null Legitimation huet, wat d'Representatioun vum Vollek ugeet.

Et ass och keng zweet Chamber, et ass en Avis wéi vun iergendenger Chambre professionnelle. Vläch muss mer de Conseil d'Etat eng Kéier erfroen op en Avis wéi en aneren, deen och net zwéngend noutwendeg ass, wou een hinne vläch ka soen - well Der gesitt jo heiansdo Texter, do dauert et annerhaleft, zwee Joer bis de Conseil d'Etat en Avis ofginn huet an nach méi laang -: Wann Der bannert dräi Méint keen Avis ofginn hutt, jo, da war et dat. «Le Conseil d'Etat demandé en son avis» gëtt dann an d'Präambel vun engem Gesetz geschriwwen an domadder huet d'Saach sech. Mä dëst Gesetz, dëse Projet beweist erëm eng Kéier méi, dass de Conseil d'Etat sech Rechter eraushëlt, déi hien eigentlech net huet.

Ech hätt haut ganz gären, Här President, ech war versicht an ech si laang mat mer zu Kouer gaang, ob een net sollt un deene Propositionen, déi d'Chamber selwer gemaach hat, festhalen, an dass een eben da sollt iwwert de Risiko vun engem zweete Vote constitutionnel, dee jo d'Regel ass - d'Dispens ass eigentlech d'Ausnahm - einfach ewechgoen, fir deenen Dammen an Hären ze weisen, dass mer eis den Arm net béie loosse.

Mä weinst mengem Souci fir eng Base juridique an där lafender OPA ze hunn, déi de klengen Aktionär protegéiert, hunn ech mech awer iwwerzeege gelooss, dass mer haut an hei deen Text misste stëmmen. En Text also, deen net 100-prozenteg eise Vuen entsprécht. En Text, dee wuel d'Rechter vun den Actionnaires minoritaires protegéiert, deen awer weinst den Oppositions formelles vum Conseil d'Etat, déi mer respektéiere mussen - an heibanne weess ech, Här President, dass et fréier Membere

vum Conseil d'État gëtt, déi elo liicht irritéiert vläicht sinn, mä och dat huelen ech mat a Kaf -...

(Hilarité et interruptions)

Deen Text hei, deen a mengen Aen net perfekt ass, en Text, deen an deenen nächste Joren - et sinn der méi, Här President, zu menger rechter Säit, déi Irritatioun weisen, wéi zu menger lénker -....

(Hilarité)

...mä, Här President, dësen Text, deen ass derwäert, dass mer en an deenen nächste Joren, wa sech de Polverdamp vun där OPA geluecht huet, nach eng Kéier op de Métier huelen, am Intérêt vum Standuert Lëtzebuerg.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Grethen. Nächste Riedner ass den honorablen Här Fayot.

(Interruptions et hilarité)

Sou, ech géif elo em Opmierksamkeet fir den Här Fayot bieden.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, uganks wollt ech och mengersäits dem Rapporteur a President vun der Finanzkommissioun, dem Kolleeg Laurent Mosar, Merci soe fir seng Aarbecht. Hien huet sech vill Méi domat gemaach. Et war keng liicht Aarbecht. Hien huet och dobäi ganz vill Versteesdemech fir déi verschidde Pointe-vuen an der Kommissioun gewisen. Dofir him an natierlech och deenen anere Kollegee meng Unerkennung.

Här President, mir transposéiere mat dësem Gesetz eng Direktiv vum 21. Abrëll 2004. Déi muss also dann zwee Joer duerno, spéitstens bis den 20. Mee 2006, transposéiert sinn. Dat ass, wéi gesot - dat ass hei schonn zweemol gesot ginn -, eng vun deene relativ seelenen Direktiven, déi mer an der Zäit transposéieren.

Dës Direktiv ass eng éischt - ech géif se emol esou definéieren - minimal Approche vun enger europäescher Harmoniséierung vun der OPA-Gesetzgebung. Déi meescht Länner an Europa, a ganz besonnesch déi mat wichtege Finanzplaze ronderëm ons, wéi Royaume-Uni, wéi Frankräich, Däitschland, Belsch, hunn esou eng national Gesetzgebung säit Joren.

Den Opbau vun engem europäesche Maart fir Finanzoperatiounen huet d'Kommissioun dozou gefouert, dës Direktiv virzeleeën, fir d'Harmoniséierung am Interessi

vum europäesche Finanzmaart weiderzedreien. Bekanntlech ass eng éischt Proposition, nämlech de Projet vun enger 13. Directive en matière de droit des sociétés sur les offres publiques d'acquisition, de 4. Juli 2001 vum Europaparlament no der Conciliatioun verworf ginn.

Dëst Gesetz elo wéi och d'Direktiv werfen a mengen Aen eng Partie fundamental Froen iwwert d'Finanzplaz Lëtzebuerg an och iwwert d'Finanzmaert an Europa op. Si stellen d'Fro, ob een an de Geschäftsrelatiounen zwësche groussen Aktiefirmen, déi op der Bourse cotéiert sinn an also mat dem Geld vun eisen Aktionäre finanziert ginn, Regulatiounen aféiere soll an de Länner respektiv um europäesche Plang, oder ob een de Maart einfach fräi soll loossen. Dës Fro beschäftigt d'Öffentlechkeet all Kéier, wann eng Firma an hir Betriber vun enger Hand an eng aner wiesselen, dann emol sanéiert an ofgebaut, Synergië gemaach ginn, de Management ausgewiesselt gëtt. Dat alles ënnert dem Virwand fir d'Profitabilitéit esou héich wéi méiglech ze dreien.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Dobäi stellt sech dann d'Fro, wéi wäit déi Regele goe kënnen, déi een opstellt. Et ass och kloer, dass d'Antwort op dës Fro eng politesch éischer wéi eng technesch ass. Politesch si mer ons eens - ech mengen, dofir maache mer jo och dëst Gesetz no der Direktiv -, dass esou Regulatiounen noutwendeg sinn.

Politesch manner eens si mer ons awer, wann et ze decidéiere géllt, ob déi Regulatiounen méi oder wéiniger scharf solle sinn, an ob se de Schutz vun den Aktionären alleguer, mä och de Schutz vun den Entrepreneuren, also de Wærter, déi do geschaf ginn, a besonnesch de Leit, déi do schaffen, am A mussen hunn.

An de leschte Woche si jo zum Beispill a grouse Länner hefteg Diskussiounen doriwwer entstanen, ob een zum Beispill a strategesche Secteure wéi an der Energieversuergung national Entreprisë schützen beziehungsweise OPAen duerch sou genannt „poison pills“ verhënnere soll.

An der Vergaangenheet, Madame Presidentin,...

(Hilarité)

...sinn och regelméisseg Iwwernahme vu blühenden Entrepreneuren ugeprangert ginn, déi zum Zil hatten, weider ze rationaliséieren, Leit ofzebauen, oder awer d'Entreprise

ganz verschwannen ze dinn. An deem Zesummenhang kann ech mech mat enger Partie Aussoe vun de Salariaatschamberen, am Avis vun der Chambre des Employés privés wéi och am Avis vun der Chambre de Travail erëmfannen.

Esou seet d'Chambre des Employés privés, dass eng OPA sech an eng Industriepolitik aschreibe soll, amplaz dass se eng blouss Operatioun vu Finanzraideren ass, déi probéiere schnell Benefiss ze maachen, egal wat dat soss u wirtschaftlechen a mënschleche Coûté mat sech bréngt. Dat ass jo och d'Argumentatioun vun der Arcelor vis-à-vis vu Mittal, wa se hiren Industrieprojet ervirsträicht.

D'Chambre des Employés privés schwätzt och d'Fro un, ob de Management oder d'Aktionären am beschte placéiert sinn, fir iwwer eng OPA ze jugéieren. Den honorablen Här Grethen huet dat och schonn ugeschnidden. Ech mengen, dëst hänkt sécher och vun der Natur vum Actionariat of: Wann e stabil genuch ass, kann een unhuelen, dass d'Aktionären de mëttelstegen a laangfristegen Intérêt vum Betrib éischer am A hunn - esou wéi jo de Lëtzebuerg Stat mat senge 5,6% bei Arcelor -, awer net onbedéngt occasionnel Investisseuren, Geldgeber, déi ganz kuerzfristeg Calculen hunn.

Dofir hunn d'Chambre des Employés privés an och d'Chambre de Travail eng restriktiv Haltung vis-à-vis vun den OPAe verlaangt. An dozou kann och selbstverständlech d'Participatioun vun de Salariaéen, och bei der Definitioun vun der Strategie géint zum Beispill feindlech Iwwernahmeversich, bäidrogen.

Ofgesi vun dëser uerdnungs- wirtschaftspolitescher Fro beschäftigt d'Fro vun der OPA och d'Öffentlechkeet, wann et em Aktionäre geet an em hir Erspuernesser, déi ëmmer méi an Aktien ugeluecht ginn. Säit Joren, Madame Presidentin, hält d'Tendenz zou - et muss een oppassen, well dat wieselt schnell hei -, dass och Spuerer hir Erspuernesser an Aktien investéieren. An d'Banke proposéieren ëmmer méi Forme fir esou Investissementer an d'Wirtschaft ze kanaliséieren.

An de leschte Jore sinn eng Partie Lëtzebuergeser Gesellschaften op der Bourse zu Lëtzebuerg cotéiert ginn: SES, Utopia, Foyer, Arcelor, fir déi ze zitieren. Eng Partie Lëtzebuergeser Investitiounsfongen hu sech dora spezialiséiert, a vill Lëtzebuergeser hunn hir Suen doranner gestach. Doduerch sinn dann och eng ganz Partie sou genannt Klengaktionären zu Lëtzebuerg

entstan, déi natierlech - wéi mer all wëssen - méi oder wéiniger kleng sinn.

D'Gesellschaften, déi op der Bourse cotéiert sinn an also Geld vun Aktionäre sichen, hunn eng Partie Obligatiounen vun Informatioun an Transparenz vis-à-vis vun den Aktionären. D'Décisioun, fir an esou eng Gesellschaft ze investéieren, gëtt meeschtens duerch zwee Facteurs bestëmmt: engersäits d'Liquiditéit vum Titer, an anersäits d'Garantie vun engem ugemessene Präis, wann een déi Aktie verkeeft.

Wann Operatiounen ënnerholl ginn iwwert de Wee vum Ukaf vun Aktien an der Bourse, oder och en de hors dervun, kann den Titer mat der Zäit seng Liquiditéit verléieren, oder den Titer verléiert u Wäert. Dofir hunn dann och déi meescht Länner - hunn ech éinescht gesot - eng Législatioun iwwert d'OPAen agesat. Dobäi sinn d'Gläichheet vun den Actionnaires an och de Schutz vun den Actionnaires minoritaires wesentlech Elementer. Bekanntlech, wësse mer, sinn dës Prinzipie schonn an enger Recommendationatioun vun 1977 vun der Europäescher Gemeinschaft deemools europawäit an engem Code de conduite européen concernant les transactions relatives aux valeurs mobilières festgeluecht ginn.

Gestridde gëtt, ob dee Code force de loi huet oder ob en nëmmen eng Recommendationatioun ass. An dat ass jo och ganz besonnesch an deem Prozess zwëschen de minoritären Aktionäre vun RTL an dem Grupp Bertelsmann kontestéiert. An deem Prozess bekloe jo d'Actionnaires minoritaires vun RTL sech, méi schlecht vu Bertelsmann behandelt ginn ze sinn, wéi aner ganz grouss Aktionäre.

Här President - Madame Presidentin, entschëllegt -, dës Ausenanerung ass nach viru Geriicht unhängeg. Ech wëll se also hei net weider kommentéieren. Ech wëll awer drun erënneren, dass ech och an där Saach eng Vergaangenheet hunn. Ech hunn den 19. August 2002 eng Proposition de loi N°5013 déposéiert, déi vun der Regierung den 30. Dezember 2002 aviséiert gouf - an där Regierung war och den Här Grethen, mäi Virriedner, hei -, allerdéngs negativ aviséiert, wat normal ass bei Propositions de loi, besonnesch wa se vun der Opposition kommen.

Dobäi - dat ass awer interessant - huet déi deemoleg Regierung hir, wann een dat esou kann nennen, Doktrin duergestallt. An dofir e puer Zitater aus deem Avis zu menger Proposition de loi.

D'Regierung huet deemools, Enn 2002, gesot, si wëllt keng eege Gesetzgebung zu Lëtzebuerg ausschaffen, mä op déi europäesch waarden. Si huet och rappeléiert, dass bis dohin als kompetitiven Avantage fir d'Lëtzebuergeser Finanzplaz betruecht gouf, dass et keng esou Regele gouf. A si huet da gesot, an ech zitieren: «Eu égard aux difficultés éprouvées récemment dans le cadre d'opérations de prise de contrôle de sociétés cotées luxembourgeoises, le Gouvernement juge désormais opportun de légiférer en la matière.» Fin de citation.

D'Ursaach derfir, och an deem Avis: E legislative Kader gëtt méi Sécurité juridique fir jiddferen, fir d'Aktionären, fir déi implizéiert Gesellschaften a fir d'Kontrollautoritéiten. Dat war an ass och meng Meinung, an dofir hätt ee kënnen wënschen - dat wëll ech hei awer soen -, dass mer am Interessi vun der Finanzplaz déi Direktiv vum 21. Abrëll 2004 esou séier wéi méiglech ëmgesat hätten, also virun op d'mannst zwee Joer. A well dat meng Meinung ass, sinn ech natierlech d'accord mat der Direktiv a mat der Transpositioun, mat deem Regret, dass mer dat net éischer gemaach hunn.

Trotz deene wichtege Froen, déi ech virun ugeschnidden hunn, Madame Presidentin, wär dëst Gesetz an normalen Zäiten - dat ass och scho gesot ginn - eng reng Spezialistenaffär bliwwen. D'Zäite sinn awer nun net esou normal, säitdem de 27. Januar 2006 den Här Mittal annoncéiert huet, hie géif eng OPA géint d'Arcelor lancéieren. Dofir huet d'Transpositioun vun där Direktiv a Lëtzebuergeser Recht méi Opmierksamkeet zu Lëtzebuerg an och am Ausland fonnt, wéi dat normalerweis de Fall gewiescht wär. An dat huet natierlech och d'Aarbecht vun der Kommissioun selbstverständlech erschwéiert.

Natierlech kann ee sech d'Fro stellen, firwat dass de Projet de loi 5540 zwee Deeg no der Annonce vun der OPA vu Mittal déposéiert gouf. Wéi gesot, en hätt scho säit Abrëll 2004, oder säit Mee 2004 kënnen virgeluecht ginn. En hätt och eventuell e puer Wochen no der Annonce vun der OPA déposéiert kënnen ginn. Mä well en zwee Deeg no der OPA virgeluecht gouf, huet déi international Öffentlechkeet d'Lëtzebuergeser Regierung verdächtigt, si wëllt eng Anti-Mittal-Gesetzgebung duerschbréngen. Mir waren also och als Chamber sous haute surveillance, in tempore suspecto, wéi een esou schéi seet, wat sech op ons Aarbecht ausgiewerkt huet.

d'Chamber online op **www.chd.lu**

mat de Rubriken:



**Chambre
des Députés**
L U X E M B O U R G

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Dofir wëll ech och kloer soen, dass d'ëst Gesetz zwar eng wuertwärtlech Transposition vum enger relativ minimalistescher Direktiv ass, awer keng fundamental Reflexioun iwwert d'Regulatioun vun der Finanzplaz duerstellt. Dat fannen ech bedauerlech, an dat muss ons och dozou zwéngen, an Zukunft iwwer eng Partie Saachen nozedanken, déi hei ze kuerz komm sinn.

Ech muss och da soen, dass de Conseil d'État mat senger extrem liberaler Astellung, besonnesch zu den Amendementer vun der Chamber, net gehollef huet. Erstaunlech war och fir mech, dass de Statsrot iwwerhaupt keng Avisen a sengem éischten Avis zur Kenntnis geholl huet! Dorënner war e juristescht zolitten Avis vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, vun deenen ee kann hale wat ee wëllt, mä deen awer wirklech eng Partie wichteg Froen opgeworf huet, an et ware politesch, besonnesch politesch wichteg Avisé vun de Chambres salariales.

Ëmsou méi erstaunlech ass och fir mech, dass de Statsrot dräi Oppositionen formelles a sengem zweeten Avis zu den Amendementer vun der Chamber gemaach huet, déi net lichtfankeng gemaach gi sinn, mä déi wirklech seriö iwwerleucht waren. Amendementer, vun deenen op d'mannst ee refuséiert ginn ass aus Ursachen, déi näischt mat constitutionellen oder formale juristesche Froen ze dinn hunn. Esou gouf den Amendement, fir enger Entreprise zwielef Méint no enger OPA Loft ze loossen, mat enger Opposition formelle beluecht, mat dem Argument vum Statsrot, dass d'ëst géint déi traditionell liberal Astellung vu Lëtzebuerg wär an zu Bréissel Problemer hätt kënne bréngen.

Also ech muss lech éierlech soen, dee Risque hätt ee kënnen agoen als Conseil d'État, fir deen Amendement unzehuelen, an dann hätte mer jo gesinn, wat d'Madame Kroes no zwee oder dräi Joer mat deem Amendement gemaach hätt. Mä en attendant wär dat awer menger Usicht no eng Protektioun fir eng Gesellschaft gewiescht, déi énnert dem Coup vun enger OPA hostile ass, oder eng aner, déi dat och kënnt sinn.

Madame Presidentin, de Conseil d'État huet och eng Opposition formelle iwwer en Amendement iwwert d'Actionnaires minoritaires ausgeschwat. Ech mengen, mat deem Amendement wollt d'Chamber och eng Partie Problemer aus der Welt schafen, déi eben duerch d'Feele vun enger OPA-Regulatioun ervirgeruff goufen.

D'Chamber wollt nun awer d'ëst Gesetz virum 20. Mee 2006 stëmmen, an zwar aus zwou Ursachen. Mir hätten och, Madame Presidentin, - dat wëll ech dem Här Grethen soen -, liebed gär déi Oppositionen formelles, wéi seet een, „overruled“, wa mer net gewosst hätten, dass mer da bis an den Hierscht komm wären, also bis an den November, fir déi Direktiv wirklech a Kraaft trieden ze loosse. Also ons Ursachen, fir dat Gesetz elo direkt ze stëmmen, waren:

Éischtens, den Délai vun der Transposition ass den 20. Mee 2006. An déi zweet, dat ass, dass et wichteg ass, d'Gesetz ze hu währenddem déi OPA vu Mittal géint Arcelor ofleeft.

Dat Gesetz - et ass och scho vun de Virriedner gesot ginn - gétt eng gewësse Sécurité juridique. De Stat schafft e rechtskräftige Kader, an et ass gutt, dass dee Kader am Délai geschaf gouf, deen d'Direktiv virgesäit. Bei enger OPA wéi bei dëser gétt et vläicht hannendru Prozesser, an dann ass et gutt, wann dee Kader besteet.

Et ass ons och vun de Spezialisten an der Kommissioun gesot ginn, d'ëst Gesetz hätt eng wichteg Roll fir déi lafend OPA vu Mittal op Arcelor: D'CSSF iwwerwaacht nämlech den Oflaf vun der OPA elo op

grond vum Gesetz vum 10. Juli 2005 iwwert d'Prospectus pour valeurs mobilières. Wann de Prospectus vu Mittal approuvéiert ass, huet d'CSSF keng Base légale méi, fir den Oflaf vun der OPA ze iwwerwaachen an eventuell Sanktiounen auszuschwätzen. Dofir ass et wichteg, dass d'ëst Gesetz esou schnell wéi méiglech kënnt.

Well d'Chamber also d'ëst Gesetz virum 20. Mee stëmme wollt, huet se déi Oppositionen formelles vum Statsrot schwéieren Häerzens missen unhuelen, soss wär d'Gesetz eréischt am November a Kraaft getrueden.

Esou wéi d'Gesetz elo do läit, ass et, wéi gesot, e Kompromëss, deen eben och e relativ allgemengen ass, e minimalen, well en um europäesche Plang esou ass. En ass sécher net der Weisheit letzter Schluss, och net um europäesche Plang. Ech menge schonn, dass um europäesche Plang d'Regulatiounen fir d'Finanzmäert weider wäerte goen.

Mir waren ons och als Kommissioun op enger breeder Basis eens, dass mer sollten onsen Diskussiounen an enger Motioun Ausdrück ginn. Dat huet näischt mat - wéi soll ech soen - engem Mësstraue vis-à-vis vun der Regierung oder Onzefriddenheet elo mat der Prozedur ze dinn. Et ass ganz einfach dat elementaart Recht vun der Chamber drop hinzeweisen, dass do nach Problemer bestinn.

Mir hunn also déi dräi Amendementer, déi de Conseil d'État mat enger Opposition formelle beluecht huet, erëm eng Kéier an déi Motioun erabruucht. Mir hu gesot, dass dat fir ons wichteg Elementer si fir eng OPA-Gesetzgebung zu Lëtzebuerg. Dofir ass dat eng wichteg Motioun, eng wichteg politesch Motioun, déi jo och, souwäit ech weess, vun anere Parteie gedroe gétt. Dat och fir no bausse kloer ze maachen, dass mer als Chamber och wëlle weider dorunner schaffen an oppassen, wat d'Regierung dozou mécht. Ech mengen, et ass kloer, dass dës Motioun och vun der Chamber ugeholl gétt, an ech kann dat hei och begrëssen.

Dat gesot, Madame Presidentin, wëll ech d'Approbatoun vun onser Fraktioun och zu dësem Gesetz iwwert d'Transposition vun der Direktiv iwwert d'OPA bréngen.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme le Président.** - Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et ass elo schonn e puermol gesot ginn, dat mer dat Gesetz hei énnert engem gewëssenen Zäitdrock hu misse verofschiede respektiv dat mer als Chamber an enger äusserst delikater Situatioun waren, wéi mer dat Gesetz hei hu missen diskutieren. Mir souzen e bësse souzesoen tëschtent alle Still. Énnert esou Konditiounen, mat deem Drock, deen do fonctionnéiert huet, ass et ganz schwéier, eng uerdentlech legislativ Aarbecht ze maachen.

Wat awer nach net gesot ginn ass, dat ass, dass et e Grond gétt firwat mer énnert deen Zäitdrock gerode si respektiv mer net konnte méi eng propper legislativ Aarbecht maachen. An dat ass e politesche Grond, deen et dofir gétt!

Ech ka mer deen och iwwerhaupt net erklären, wann ech weess, dat mer zu Lëtzebuerg, wann et ëm d'Législatioun geet, déi mat der Finanzplaz ze dinn hunn, eigentlech jo ëmmer nawell zolidd um Qui-vive waren an deene leschte Joren a Jorzéngten, an aus gudde Grënn. Fir mech ass et duerfir onerklärlech, dat mer déi heiten EU-Direktiv, mat där Bedeitung vun der Finanzplaz eleng, déi mer

hunn, esou spéit ëmsetzen, firwat dat d'Regierung gewaart huet, bis eigentlech eréischt déi OPA do lancéiert ginn ass, ier se eis hei e Projet de loi déposéiert huet.

Ech wëll drop hiweisen, dat mer se den 22. Mee hätte missen ëmgesat hunn. Ech weess awer elo, dat dat fir eis jo keng Iwwerraschung ass, wa mer Direktiven net am Délai ëmsetzen, au contraire. Mir versiche jo och do eist Besch zu maachen.

Allerdéngs muss ech awer soen: Bis elo war et nach ëmmer esou, och wa mer insgesamt do zimlech an engem schlechte Liicht stinn, dat mer, wann et ëm Direktive gaang ass, déi mat der Essenz vun der Lëtzebuergier Economie ze dinn haten, nämlech mat der Finanzplaz, nawell do net onbedéngt gewaart hu bis zum Allerleschten, ier mer hei légiféiert hunn. Ech kann och duerfir dat net novollzéien.

Ech sinn och der fester Iwwerzeugung, dat d'Regierung hei vun deenen ënnerschiddlechste Stellen an deene leschten zéng Méint gewaart ginn ass a gesot kritt huet an drop higewise ginn ass, dat et vläicht nützlich wär, déi do Direktiv relativ séier ëmzesetzen, an duerfir, nach eng Kéier, ass dat fir mech quasi onerklärlech, dat d'Regierung esou laang gewaart huet, ier se dat Gesetz op den Instanzeweier bruecht huet.

Ech erhoffe mer, dat de Budgetminister eis hei herno e bësse méi zolidd Argumenter wäert virdroe wéi déi, déi hien eis an der Finanzkommissioun schonn eng Kéier virdroen hat, déi mech net immens staark iwwerzeugt haten, zémoos wann ech, wéi gesot, den Historique vergläiche mat deene Gesetzer, déi mer generell ugaange si bis elo, wann en Intérêt vun der Finanzplaz zu Lëtzebuerg am Spill war.

Dat huet eis natierlech dozou gefouert, dat mer an där peinlecher Situatioun waren, dat mer hei während enger lafender OPA op eng wichteg Lëtzebuergier oder eng wichteg Entreprise, déi zu Lëtzebuerg hire Siège huet - loosse mer emol esou soen, dat ass méi richtig ausgedréckt -, d'Arcelor, hu missen dat heiten diskutieren an op där anerer Säit natierlech wëssen, dat mer eng important Finanzplaz sinn, dat mer hei net kënnen egal wat maachen, well et hei jo och ëm Rechtssécherheeten insgesamt an ëm Crédibilitéit geet an dat natierlech relativ schwierig war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen awer och, dat ee méi generell misst, iwwert d'OPA-Gesetzgebungen eraus, diskutieren iwwert de Rôle vun de Finanzmäert an eiser Economie vun haut. Wann ech gesinn, wat sech an der Zwëschenzäit weltwäit entwéckelt, op wéi eng Aart a Weis, dat Entrepreneuren iwwerholl ginn, da muss ee feststellen - an do si bal all Länner, bal all Ekonomiessecteuren oder och bal all Zorte vun Entreprisë betraff -, dat déi verschiddearten Versich gemaach ginn, fir sech aner Entreprisë vum nämlechte Secteur oder och esouguer net unzëeegnen.

Et kann dat sinn aus engem Grond, deen duerchwees ekonomesch plausibel ass, nämlech fir ze kucken, andeem ech eng aner Entreprise kafen, dass dann eben iwwert dee Wee zwou Stéck sech zesummeschléissen, dat et dann an enger neier Konstellatioun, mat engem uerdentlechen industrielle Plang, mat enger uerdentlecher wirtschaftlecher Strategie, méi staark um Weltmarkt ka sinn. Dat ass sécherlech déi sennvoll Aart a Weis, firwat et kann zu enger Iwwernam kommen.

Et kann awer och sinn, an do gétt et scho méi zweedäiteg, dat ass, dat ech eigentlech Loscht hu

meng eegen Entreprise e bësse méi ze valoriséieren, andeem ech einfach just carrément eng opkaf ginn, well ech weess, dat déi vill wäert ass an dat meng eegen Titren a meng eegen Entreprise duerno zolidd valoriséiert. Dat ass schonn e bësse méi zweifelhaft, wann et iwwert dee Wee geet. Dat kéint een awer nach, jee nodeem wat duerno geplangt ass, akzeptieren.

An da kënnt eng aner Variant, an déi ass awer fir mech guer net méi ze akzeptieren, dat ass, dat et entre-temps och relativ kloer ass, dat Offeren einfach lancéiert ginn, fir Konkurrenten um Marché ze schueden, fir se wirtschaftlech an d'Knéien ze kréien, fir wierklech um Marché dann doduerjer e Virdeel ze kréien, well deen anere gezwonge gétt eng defensiv Strategie un den Dag ze leeën. Dee muss dann natierlech vill Geld mobiliséieren, fir sech ze verteidegen, an dat Geld, dat feelt him logescherweis herno, fir ze réinvestieren oder fir eng uerdentlech nei Strategie duerchzuführen vun der eegener Entreprise. Dat ass natierlech dat, wat een e regelrechte wirtschaftleche Krich nennt, dee vun enger Entreprise zu enger anerer gefouert gétt. Spéitstens do sinn ech der Meinung, dat dat äusserst diskutabel ass. An dat huet och e Grond, deen historesch ass, an duerfir muss een op d'70er Joren zrëckgoen.

Vun de 70er Joren un, haaptsächlech natierlech dunn an den 80er Joren an an den 90er Joren, sinn déi international Finanzmäert extrem liberaliséiert ginn. Et ass entre-temps kaum nach en effikas Regelwierk do. An esou wichteg wéi Finanzmäert natierlech an enger Maartwirtschaft sinn, esou ass et awer och gradesou däitlech, dat, wa keng uerdentlech international Regelwierker méi do sinn, de Risiko reell ass, dat déi Finanzmäert sech vun der realer Economie lassléisen an dat dat zu schwéiere Schied am ekonomesche Secteur féiere kann, voire esouguer, jee nodeem wéi wäit een dat steigert, zu gravé Krise féiere kann.

Dofir si mir der Iwwerzeugung, dat et iwwert d'Schaf vum OPA-Gesetzgebungen elo an eenzelne Länner oder an engem Stateverbond wéi der Europäescher Union iwwer eng Direktiv eraus extrem wichteg ass, dat een op internationalem Niveau am FMI, an der Weltbank an esou weider diskutiert iwwer eng Reform, fir dat mer um internationalen Niveau erëm en uerdentlecht Regelwierk kréie fir d'Finanzmäert.

Dat bedeit net, dat et soll dréms goen de Finanzmäert Fesselen unzelleen a se anzestänken, mä zumindest awer bei gewësse perversen Tendenzen, déi et entre-temps manifestement gétt, fir do esou Regeln opstellen, dat déi an Zukunft ënnerbonne ginn. Dat wär souwisou och méi effikas, wéi dat all eenzelne Stat, all einzelt Land oder all eenzelne Stateverbond elo iwwer all méiglech méi oder manner protektionistesche Mesurë versicht sech oder seng Betriber a seng Economie ze schützen, well dat ass éischtens emol méi oder manner effikas respektiv ass dat, wa mer an där Logik weiterfueren, sécherlech net zugonschte vun enger sech uerdentlech entwéckelender Weltökonomie. Et wär virun allem awer och wichteg, well mer jo och wësse mussen, dat et haaptsächlech bei deene ganz negativen Approchen do jo och ëmmer ëm d'Schicksal vun dausende vu Leit geet, déi eigentlech ënner esou Situatiounen leiden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng sinn duerfir eigentlech och total onzefridde mat deem, wat mer haut hei maachen. Mir wäerten zähneknirschend d'ëst Gesetz hei stëmmen, well mer der Meinung sinn, dass, wa mer dat Gesetz hei diskutiert hätten, net énnert dem Androck vun där lafender OPA, da wär et relativ kloer ge-

wiescht, dass mer eppes Besseres erauskritt hätten.

Mir mengen awer och, dat een aus e puer Grënn net derlaanscht kënnt fir esou séier wéi méiglech e minimalen a weinstens reglementaresche Kader ze kréien.

Deen éischten ass deen - deen ass och scho gesot ginn an deen hu mer och an der Kommissioun gutt erkläert kritt - vu Prozesser, déi risquéieren ze kommen iwwert déi lafend OPA, an dat dann, wa mer da guer kee Gesetz hunn, mer och nach géinge riskéieren - wahrscheinlich vläicht nach dann zu Onrecht, mä egal - mat an esou Prozesser eragezunn ze ginn, well mer keng Rechtssécherheet hunn.

Da gétt et do awer nach ee Punkt, dee wierklech och ganz wichteg ass fir eis, dat ass, dat mer zumindest iwwert d'ëst Gesetz hei e gewëssene Schutz erabréngen, e gewëssent Matsproochrecht, wann een dat esou ka soen - e bescheident zwar, mä ëmmerhin e Matsproochrecht -, aféiere fir déi, déi am schutzloseste sinn an där ganzer Situatioun, nämlech fir déi Leit, déi an deene Betriber do schaffen.

Ech mengen awer och, dass, wa mer Zäit gehat hätte fir méi am Detail ze diskutieren, dann hätte mer déi ënnerschiddlech Législatiounen, déi et an eisen Nopeschlänner zu den OPAe gétt, déi ënnerschiddlech Ëmsetzungen, déi do gemaach gi sinn, dann hätte mer déi kënne méi genee kucken. Et ass séier gesot - ech weess och elo net, ob et gutt gewiescht wär fir Lëtzebuerg, wa mer op dee Wee gaange wäere wéi zum Beispill Frankräich -, mä et ass och séier gesot: Dat, wat Frankräich gemaach huet, widdersprécht wahrscheinlich der EU-Direktiv. Ech weess dat net!

Mir hate fir meng Begrëffer och net genuch Zäit, fir dat alles ze analyséieren. Ech wëll och elo net soe mir hätten onbedéngt eng Rei Saache genau esou iwwerhuele solle wéi d'Fransousen et gemaach hunn, mä vläicht hätt een awer verschidden Elementer do och nach kënnen eriwuerhuelen. Dat war net méiglech weinst där Situatioun an där mer dra waren a weinst deem Drock énnert deem mer stoungen.

Och déi zwee Punkten, haaptsächlech dee vum Délai vun engem Joer, wou mer eng Opposition formelle vum Statsrot kritt hunn, ech fannen dat äusserst bedauerlech. Ech deelen do ganz dem Här Fayot seng Analys. Fir mech war dat total onverständlech, dat bei där Fro vum Délai eng Opposition formelle komm ass.

Et ass eigentlech schued a mir als Gréng hunn nach ëmmer verlaangt, dat de Statsrot misst aus där Dunkelkammer emol e bësse herausgeholl ginn, dat de Statsrot net esou eng Dunkelkammer ass, da kéint ee vläicht méi genau emol kucke wien zu deenen Avisen am meeschte bäigedroen huet a wien am meeschte responsabel war fir verschidden Oppositionen formelles. Da géng ee vläicht besser verstoe firwat esou eng Opposition formelle wéi déi doten dobäi erauskomm ass. Dat kënne mer awer net, well dat Gremium do esou fonctionnéiert wéi et nun eben emol fonctionnéiert.

(Interruptions)

Och déi Saach vum Schutz vun den Actionnaires minoritaires ass e wichteg Aspekt, an ech wëll net méi alles widderhuelen, wat den Här Fayot hei gesot huet, vläicht just ee Punkt dobäi awer nach belichten, dee wichteg ass a wou mer och e grouse Manko hunn, dat ass d'Transparenz, wann esou Operatiounen wéi déi hei geschéien.

Den Här Thiel huet gesot, den Här Mittal hätt sech déi besch Kommunikatiounsberodere kaaft, fir hei agéieren ze kënnen. Mir mussen awer och wëssen, et ass richtig, dat dat heiten iwwert d'Medien ausgedroe gétt, dat heescht awer am Endeffekt och, dat et eigent-

lech en eenzege Propagandazuch ass, deen do stattfënn. Dat heescht, datt op béide Säiten - dat muss een awer hei soen - sécherlech net mat den transparentsten ekonomeschen Donnéeë geschafft gétt, fir drop hinzeweise wien dann elo déi besser Argumenter huet.

An do muss ee sech natierlech froen, haaptsächlech d'Actionnaires minoritaires, oft ganz kleng Aktionären, wéi sollen déi dann d'Schlüsselen hu fir an deem Propagandakrich, deen do stattfënn, och ëmmer den Duerchbléck ze hunn, wat dann do richtig a wat dann do falsch ass. Och do gétt et vill driwwer ze diskutéiere wéi mer an Zukunft kënnent och do besser Regele schafen. Mä, wéi gesot, och dat ass jo e Volet, dee leider elo ganz ausgeklammert ass an deem Gesetz hei; wat mer bedauern.

Mir sinn och duerfir, Här President, gär bereet gewiescht, fir déi Motioun do ze ënnerschreiw, woubäi ech awer och do natierlech dem Här Grethen Recht ginn. Hie seet, et ass jo wierklech Speck- a Schwéngfleesch, wat mer eigentlech maachen. Et ass bal pervers wat mer hei fir eng Operatioun maachen, datt mer e Gesetz elo hei mussen ofstëmmen, wou mer ganz genau wëssen, datt mer zwou oder dräi oder véier wichteg Saachen nach gär dra gehat hätten, déi hei eraushuelen an dann eng Motioun bei dat Gesetz derbälleeën, wou mer dann eigentlech en Ageständnis maachen, datt dat Gesetz, wat mer haut hei maachen, absolut schlecht ass an datt mer duerfir wëllen an deenen nächste Méint noléigfërieren.

Also, et huet ee vill Krämp. Also, et muss ee vill, wéi den Här Grethen gesot huet, mat sech zu Kouer goen, fir hei herno de Knäppche mat „Jo“ ze drécken, vu datt ee jo awer trotzdeem, wann een och nach déi doten Donnéeën esou um Dësch leien huet, léiwer eng uerdentlech a korrekt legislativ Aarbecht maache géing.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerfir, wéi gesot, mir stëmmen mat Jo zu deem Gesetz, mä zähneknirschend. Mir stëmmen eigentlech nach vill léiwer déi Motioun.

Merci.

Mme le Président. - Merci, Här Bausch. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Madame President. Ech wëll och vun eiser Säit ufänken, andeem ech dem Kollege Laurent Mosar wëll Merci soen a félicitéiere fir säi gudde Rapport, a virun allem och déi Aarbecht, déi an der Kommissioun gemaach ginn ass. Et ass selten, datt mer e Projet an der Finanzkommissioun haten, deen esou intensiv ënnert der Opsicht vun der internationaler Press diskutéiert a behandelt ginn ass, an ech géif...

(Interruption)

Gelift?

Une voix. - Och an der nationaler.

M. Gast Gibéryen (ADR). - An der nationaler, selbstverständlech. Déi national fält an déi international mat eran, jee nodeem vu wou, datt een et kuckt.

Ech mengen, et war awer eng fair Zesummenaarbecht an et ass virun allem eng Aarbecht gewiescht, déi zum Konsens gefouert huet. Well ech mengen, Verschiddener vun eis haten zu verschiddene Punkten aner Usichten. An duerch déi Diskussioun, déi gefouert ginn ass, ass zum Schluss e Resultat erauskomm, wat dann, wéi mer haut hei bis elo héieren hunn, vu jidderengem ka gedroe ginn.

Et ass am Fong d'Ëmsetze vun enger europäescher Direktiv, déi hei an der Chamber ganz selten intensiv diskutéiert ginn, wou de Modèle

de base geholl gétt a wou d'Zoustëmmung relativ séier kommen. A wa vläicht hei net grad déi OPA vun der Mittal iwwert d'Arcelor komm wier, wier et sécherlech och des kéier méi séier, wann och vläicht net awer esou séier wéi normal iwwert des Direktiv gaangen, wat a sech eng komplizéiert Matière ass.

De Gros vun de Leit dobausse kritt och net vill dovunner mat. Déi meescht Leit froen een ëmmer: Wat ass dat iwwerhaupt déi OPA iwwert déi Der do diskutéiert, déi Offre publique d'acquisition, fir et emol eng kéier ze soen, well et ënnert den normale Konditiounen net esou intensiv diskutéiert gi wier?

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

A wann d'OPA vun der Mittal op d'Arcelor net de 26. Januar dëst Joer gemaach gi wier an d'Regierung de 7. Februar, also e puer Deeg duerno, direkt dëse Projet deponéiert hätt, da wier déi Diskussioun och net esou intensiv gefouert ginn. Wann dee Projet hei d'lescht Joer diskutéiert gi wier oder e wier méi spéit diskutéiert ginn an e wier net an Zesummenhang mat der OPA komm, da wier dat keen esou e groussen a breeden Discours no bausse ginn.

Et huet natierlech laang gedauert iert d'Regierung den Dépôt vun deem Projet gemaach huet, bal zwee Joer. An et kann ee sech d'Fro stellen: Firwat ass deen Dépôt net éischer gemaach ginn? Firwat huet en eben misse grad zu engem Zäitpunkt gemaach ginn, wou nun emol eben de Verdacht ganz no läit, zumindest an der Opinion publique dobausse bei deene Concernéierten, datt e mat der OPA Mittal-Arcelor eppes ze dinn hätt? Duerfir huet d'Chamber - well d'Regierung och laang gebraucht huet - séier geschafft. Wann d'Regierung bal zwee Joer gebraucht huet, fir en Dépôt ze maachen, huet d'Chamber awer déi legislativ Prozedur a quasi dräi Méint iwwert d'Distanz bruecht.

Déi OPA Mittal-Arcelor, dat war hei zu Lëtzebuerg eppes wéi esou e klengen nationale Schock. Et huet de Mëtten nach een hei - ech mengen, den Här Thiel war et - vun „onser Arcelor“ geschwat. Esou mengt vill Leit, vill, vill Leit, datt d'Arcelor hier wier. D'Arcelor ass e multinationale Konzern ginn an trotzdeem fille vill Lëtzebuurger sech nach enk mat der Arcelor, déi fir déi meescht nach ëmmer d'ARBED ass, verbonnen.

Duerfir war et och normal, datt am Fong esou eng national Solidaritéit op eemol iwwer e puer Stonnen hei am Land entstanden ass, déi bis op den héchsten Niveau vun der Politik gaangen ass. De Premier ass bannen e puer Stonnen direkt op Bréssel an dunn op Paräis, oder ëmgedrënt, gefuer, fir och iwwert d'Grenzen eraus wëllen e Schulterschluss ze beweisen, wou mer awer herno festgestallt hu lues a lues, datt och iwwert d'Grenzen eraus op eemol déi eenzel Länner gewëssen national Interessen hunn. An dëse Schulterschluss, deen do gemaach ginn ass, ass awer lues a lues zerbréckelt.

D'Politik huet och versicht sech lues a lues aus där Diskussioun zréckzeziehen an d'Kommissioun hat eng éischt Suerg, dat war fir zumindest ze dokumentéieren, datt dat Gesetz, wat hei gemaach géing, weder fir deen een nach fir deen anere wier, mä datt et am Fong e Gesetzestext wier, deen eng neutral Positioun hei géif iwwerhuelen. D'Politik huet sech also erausgezunn aus der Diskussioun, wat d'OPA Mittal-Arcelor ubelaangt. Duerfir, mengen ech, wann och dat géif glécken, wat mer hoffen, datt et dem Arcelor-Management géif glécken, datt Mittal net kéint d'Arcelor schlécken, da kéint och mar net d'Politik higoen a soen et wier hire Mérite, mä da misst een dee Mérite dann och dem Management zoukomme loossen.

En zweete Punkt vun deem nationale Schock souz doranner, datt vill Leit, den normale Bierger, am Fong an der internationaler Press liesen a gesinn wéi weltwäit Risekonzerner een deen aneren iwwerhuelen. Ganz dacks huet et als Konsequenzen, dass op där enger Säit d'Aktien enorm an d'Luucht ginn, datt d'Actionariat och grouss Ausschëddunge kritt vun hiren Aktien an datt op där anerer Säit dat awer dacks domat verbonnen ass, datt Personal ofgebaut gétt. Dat gesäit een an der internationaler Press, op der Televisioun, mä d'Lëtzebuerger waren ni esou richtig domat konfrontéiert, datt dat och kéint eng kéier mat eiser gréisster Gesellschaft hei am Land geschéien.

Et muss een och soen, datt d'Arcelor, wat jo am Fong eng kéier eng kleng Gesellschaft war, wéi se hei zu Lëtzebuerg ugefaangen huet, am Laf vun de Joren an de Jorzéngten, a virun allem an deene leschte Joren, jo och massiv weltwäit opkaaft huet. An dat huet am Fong och kee vun ons esou direkt gestéiert, mä mir waren am Fong ëmmer e bëssen houfreg drop, wann eis Arcelor oder eis ARBED ëmmer konnt weider akafen. Mä et hat ni een dru geduecht, datt och eng kéier dee Moment kéint kommen, wou een d'Arcelor kéint opkafen.

Et war och duerfir, an ech ginn dat gären zou, an enger éischer Approche, déi mir an der Kommissioun vertraueden hunn, datt ee sollt e gewëssene Protektionismus an dee Gesetzestext hei afléisse loosse. Mir hunn zum Beispill ons drun erënnert, datt 2000-2002 och d'Amerikaner, fir hir Stolindustrie ze schützen, am Fong d'Grenzen zougemaach hunn. A mir waren och an enger éischer Phase éischer där Meenung, wéi se am Avis vun der Chambre de Commerce vertrauede ginn ass. D'Diskussiounen an der Kommissioun, déi, wéi ech scho gesot hunn, ganz objektiv an oppe gefouert gi sinn, hunn awer dozou gefouert, datt déi Amendementer, déi an der Kommissioun uegoholl gi sinn, alleguer konnten eestëmmeg vun de Kommissionsmemberen uegoholl ginn.

Et ass haut scho vill hei iwwert déi Opposition-formellé geschwat ginn, déi de Statsrot a sengem zweeten Avis gemaach huet, wou mer ënner engem gewëssenen Zäitdrock stoungen. An ech brauch net méi drop anzegoen, firwat datt d'Kommissioun dann ebe sech dozou decidéiert huet, fir sech deenen Opposition-formellen ze beugen, obschonn ech och do an der Kommissioun an enger éischer Reaktioun gesot hunn, et soll ee sech iwwert d'Opposition-formellen ewechsetzen an einfach en zweete Vote méi spéit maachen.

D'Ursaachen, firwat datt d'Kommissioun zur Konkursioun komm ass dat net ze maachen, sinn de Mëtten hei bekannt an dacks genuch gesot ginn a si ginn och an enger Motioun festgehalen, fir dat eben an d'Gesetz vum 10. Dezember 1915 iwwert d'Sociétés commerciales, wann dat reforméiert gétt, afléissen ze loosse.

Mä et kéint ee sech och nach eng aner Iddi iwwerleeën. Kee verbitt eis och dëst Gesetz nach eng kéier no enger bestëmmter Zäit ze änneren an eis eben déi Zäit ze huelen, wann de Conseil d'État nach eng kéier eng Opposition formelle mécht, fir eis dann driwwer ewechzesetzen.

Et ass eis gesot ginn, wa mer d'Oppositions formelles maachen, da géife mer an d'Summervakanz kommen, da géif et Hierscht ginn an da kéint dat verschidden Nodeeler zu der Lag vun der OPA hunn. Duerfir, wéi gesot, droe mer deem Rechnung a mir sinn dann och domadder d'accord.

Ech brauch net méi op déi eenzel Punkte vum Gesetz anzegoen, déi stinn am Detail an dem Rapport. Ech géif awer nach just ee Punkt wëllen erauszéien, wat den Actionnaire minoritaire ubelaangt.

Och do hu mir intern driwwer diskutéiert, ob een, wann en Offrant, dee mindestens 95% huet, kann en Actionnaire minoritaire forcéieren, fir déi reschtlech Aktien, zwar zu engem Prix juste, ze verkafen, dat net kéint mat enger gewëssener Expropriatioun vun engem Aktionär vergläichen. Dat kann een esou gesinn. Wann een net méi ka selwer iwwer seng Aktien decidéieren a wann een och nëmmen e puer Prozent huet, datt dann eben en Offrant, dee méi wéi 95% oder mindestens 95% huet, deen anere ka forcéieren, fir seng Aktien ze verkaafen.

Mä et huet wéi alles, wéi all Medail, zwou Säiten. Hei ass et jo och ëmgedrënt, datt den Actionnaire minoritaire ka verlaangen, datt seng Aktien opkaaft ginn, allerdéngs souguer scho bis 10%. Dat heescht, en huet e gewëssenen Avantage, well op där enger Säit déi 95% an op där anerer Säit déi 90% sinn. Esou datt een awer ka soen, et ass op där enger Säit vläicht ähnlech wéi eng Expropriatioun, mä op där anerer Säit kann awer och de minoritären Aktionär verlaangen, datt seng Aktien opkaaft musse ginn, an zwar och zu deem Prix juste, esou wéi dat doranner stoung.

Et huet eis och Leed gedoen, datt mer déi Iddi vun der Retroaktivitéit net konnten zréckbehalen. Wéi gesot, alles dat hu mer an der Motioun mat verfaasst, an et ass elo ze hoffen, datt d'Regierung dee Projet dann awer och elo bäizäiten op den Instanzewee bréngt, fir datt een och gesäit, datt dat heiten net nëmmen eng Alibimissiouen war, fir eben elo kënnen dat Gesetz hei, d'Motioun ze stëmmen, mä datt et och der Chamber eescht gemengt ass, fir déi Iddien, déi an eisen Amendementer waren, déi mer net konnten am Gesetz zréckbehalen, mä déi eben elo an där Motioun hei zréckbehalen gi sinn, ëmzesetzen, an datt d'Regierung och da muss deem Vote vun der Chamber Rechnung droen, an dat, wéi gesot, net allze laang waarde loosse, fir dat kënnen ze maachen.

Ech wëll ofschléissend nach soen, datt awer och een Amendement ënner anerem, wat mir awer wichtig schéngt, uegoholl ginn ass, wou de Conseil d'État zwar och seng Bedenken derzou hat, mä keng Opposition formelle gemaach hat. Dat ass nämlech, datt d'Salariatsvertrieder, d'Salariat, muss virun esou enger OPA informéiert ginn iwwert d'Absichten, déi do bestinn. Och do hat de Statsrot Bedenken derzou. Hien huet keng Opposition formelle gemaach, an duerfir ass d'Kommissioun bei hirem Text do bliwwen.

Dat gesot, Här President, wëll ech och vun eiser Säit aus d'Zoustëmmung zu deem Projet bréngen.

M. le Président. - Merci, Här Gibéryen. Leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling (Indépendant). - Merci, Här President. Ech wëll och dem Här Rapporteur félicitéiere fir säi Rapport, mä ech ka mech awer net mam Inhalt vun deem Gesetz hei ufrënnen. Wa mer feststellen, dass net fäerdeg bruecht ginn ass, d'Rechter vun de minoritären Aktionären an deem Gesetz ze schützen, da stellen ech mer awer eeschthaft Froen, wéi et da mat de Rechter ass vum Salariat an deem Fall, wou jo awer hei de ganze Mëtten nach net ee Wuert driwwer verluer ginn ass. An och mat de Rechter vun de Saliariatsvertrieder, wéi déi kënnen hir Leit verrieden.

Et sinn eng Rei Direktiven natierlech, déi d'Rechter vun de Saliariatsvertrieder festschreiw, mä hei bewege mer eis an enger neier

Législatioun, déi garantéiert och an Zukunft nei Froen opwerfe kann. Duerfir hätte missen och onbedéngt d'Rechter vum Salariat a vun de Saliariatsvertrieder an deem Gesetz mat festgehalen ginn. Esou vill Zäit hätt misse sinn.

A wann ech dann héieren, dass mer aus Zäitdrock déi Amendementer net hätte kënnen duerchsetzen, da verstinn ech awer d'Welt net méi. Dës Chamber soll jo awer dofir do si fir Gesetzer ze maachen, déi équitabel sinn an déi och eng Zäit laang solle gedroe ginn. An hei bréngt mer et net fäerdeg, konsequent dat am Gesetz ëmzesetzen, wat d'Kommissioun eigentlech wëllt oder wat des Chamber wëllt, a wat all Riedner, déi hei geschwat hunn, eigentlech gewollt hunn an awer elo net maachen.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här Jaerling, entschëllegt, kann ech lech soen, kuckt den Artikel 14 vum Gesetz wéi en elo am Gesetz ass, wéi en elo festgeluecht ass, wat mer elo wäerte stëmmen. Do gesitt Der genee, dass d'Rechter vum Personal garantéiert sinn.

M. Aly Jaerling (Indépendant). - Ech hunn lech dat och elo gesot an enger Rei vun Direktiven, déi awer absolut net alleguerten op dëst Gesetz iwwerdrobar sinn. Hei si mer an enger neier Législatioun, Här Fayot, wou ganz kloer nei Momenter wäerten oprieden.

An ech wëll lech emol drun erënnere, dass mer schonn eng kéier esou e Gesetz haten, wat voller Lacunë war, wou mer och eng Motioun hei hannerluecht hunn, fir dat Gesetz schonn erëm ze revidéiere knapps wou et gestëmmt war, an dat war d'Gesetz iwwert d'Krankekeesen. An haut kennen d'Gewerkschaftler heibannen all d'Konsequenze vun deem Gesetz. Dass emol nach keng zwee Joer erëm sinn, dass do Leit an de Misär lafen, just duerch dat Gesetz, well et net perfekt war a well et net kloer duerchducht war, an do war keen Zäitdrock.

An hei wëll ech den Zäitdrock net gëlle loosse, fir dass elo e Gesetz iwwert de Knéi gebrach gétt, wou eng Rei vu Rechter, wou eng Rei vun Dispositiounen, déi wierklech jiddferee gäh gehat hätt, net mat duerchgeholl ginn. Ech wëll och net hei gëlle loosse, dass elo de Statsrot soll d'Schold kréien, well d'Chamber huet ëmmer d'Méiglechkeeten, fir sech iwwert dem Statsrot seng Oppositionen ewechzesetzen. Duerfir hu mer eng Prozedur, an d'Chamber hätt dat solle maachen.

Ech fannen et einfach lächerlech, an ech hunn dat deemools scho gesot, dass mer hei e Gesetz stëmme voller Lacunen an dass mer dann eng Motioun hannerdru leeën, wou mer da biedele ginn, fir dass d'Regierung soll déi Lacunen erëm iergendwann eng kéier riicht béien. Dat wäert dann zwee, dräi Joer daueren. An där Zäit wäerte mer da gewuer ginn, wat fir eng Problemer dass dat Gesetz hei schaaft, an dofir wäert ech dat Gesetz hei net stëmmen. Ech wäert mech enthalen.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Jaerling. Dann huet den zustänneg Minister d'Wuert, den Här Budgetminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech géing fir d'éischt och wëllen dem honorabelen Här Mosar Merci soe fir dee Rapport, deen e gemaach huet, an alle Kommissionsmemberen, an och him als President-Rapporteur, fir déi excellent Zesummenaarbecht, intensiv Zesummenaarbecht, déi mer an deene leschte Wochen haten, wéi d'Finanz- a Budgetskommissioun vun deem Haus de Regierungsprojet iwwert d'OPA-Gesetzgebung diskutéiert huet.

Eng OPA, eng Offre publique d'acquisition, en Übernahmeangebot, gehéiert zum Liewe vun op der Bourse cotéierte Gesellschaften. Ech mengen, datt een dat och emol muss eng Kéier an deem Débat rappeléieren. Eng Gesellschaft, déi op der Bourse cotéiert ass, déi muss och wëssen, datt se ka vun engem opkaaft ginn, ënner Modalitéiten, déi - an dat ass den Objet vun deem Gesetz - an engem Kader solle festgeluecht ginn. An duerfir géllt dat fir déi OPA, déi de Mëtten hei vill diskutéiert ginn ass, gradesou wéi fir all déi OPAen, déi an der Zukunft kommen.

Dat gehéiert zum Risiko vun enger cotéierter Gesellschaft, an duerfir muss een och wëssen, datt cotéiert Gesellschaften, och wéi déi am Fall vun der Lëtzebuurger Stolindustrie, net engem oder eis gehéieren, wéi den Här Thiel sech ausgedréckt huet, mä datt déi dausenden an dausende vun Aktionäre gehéieren, virun allem Fongen, déi an England an an Amerika domiciliéiert sinn. D'Fro ass, ob déi déi Aktien an där Gesellschaft halen oder ob déi eng Offer vun engem aneren akzeptéieren oder net. Wéi gesot, d'OPA gehéiert zum Liewe vun op der Bourse cotéierte Gesellschaften.

D'Fro ass: A wéi engem Kader léisst een esou eng OPA iwwert d'Bühn goen? Ech mengen, dat war den Objet vun deenen intensiivsten Debatten, déi am Europaparlament, am europäesche Ministerrat och viru Jore stattfonnt hunn, an op déi den Här Fayot de Mëtten och nach eng Kéier zréckkomm ass.

Déi Direktiv, déi mer am europäesche Ministerrat 2004 ugeholl hunn, déi setzt e Rumm, deen, mengen ech, net esou schlecht ass. Dee seet, wien ass zoustänneg wann et sech ëm multinational OPAen handelt; wat fir eng Autoritéit zoustänneg ass; a wat fir engen Délaien dat gemaach muss ginn; wat fir eng Prozedure respektéiert muss ginn, a virun allem, datt jiddereen vun den Aktionäre muss d'nämlecht behandelt ginn. An et ass dese Prinzip vun der Gläichbehandlung vun den Aktionären, deen eis derzou bruecht huet, fir an deem Moment dee Projet de loi anzubringen.

Sécher kann een ëmmer froen: Firwat hutt Der dat net éischter gemaach? Ech wëll dorop äntwerten, datt ech net weess, ob d'Leit sech bewusst sinn, wéi komplex a wéi zahlräich déi vill Texter sinn, déi am Finanz- a Gesellschaftsrecht souwuel de Finanzministère wéi de Justizministère ëmzesetzen hunn.

Ech weisen hei drop hin, datt nëmmen dräi oder véier Länner an Europa déi Direktiv bis elo ëmgesat hunn an datt mir déi Direktiv am Délaie, esou wéi en an der Direktiv steet, ëmsetzen. Mir sinn also par-faitement an den Délaie, déi Europa sech selwer ginn huet. Et ass deemools gesot ginn: Dat ass eng komplizéiert Matière, do brauch een eng zwee Joer, fir dat ëmzesetzen. Sécherlech, wa mer dat e puer Méint éischter gemaach hätten, wär dat vläicht méi eng einfach Debatt gewiescht, dat ginn ech gären zou, mä ech halen hei drop ze preziséieren, datt mer am Délaie sinn, fir déi Direktiv ëmzesetzen, an ech mengen och, datt mer se op eng uerdentlech Aart a Weis ëmsetzen.

ren zou, mä ech halen hei drop ze preziséieren, datt mer am Délaie sinn, fir déi Direktiv ëmzesetzen, an ech mengen och, datt mer se op eng uerdentlech Aart a Weis ëmsetzen.

Mech erstaunt dach awer, datt mer an der Tripartite eng länger Diskussioun haten iwwert d'Direktivëmsetzungen, datt och de Moien nach eng Kéier a Besuch op d'Propositione vun enger Partei, déi awer op deem Punkt mengen ech largeement gedeelt gëtt, gesot ginn ass, datt een d'Direktive soll eent zu eent ëmsetzen. Hei maache mer dat, esou wéi mer dat oft am Finanz- a Gesellschaftsrecht maachen, an dofir, mengen ech, leie mer dann op engem Wee, dee fir de Gesetzgeber zu Lëtzebuerg e gudden ass.

Well, wat ass dem Gesetzgeber seng Roll an dëser Matière? Wat soll dem Gesetzgeber seng Roll sinn, a wat war déi, déi d'Regierung an dëse Projet de loi afléisse gelooss huet? Mä ganz kloer déi, fir datt Lëtzebuerg fir international Gesellschaften eng Plaz ass, wou se wëssen, datt se wëllkomm sinn. Mir hätte gär e wirtschaftsfrëndlechen, kloer juristesche Kader, wou d'Entreprisë wëssen, wat op se zoukënnt, wou se och déi néideg juristesche Sécherheet hunn, a mir wëllen net an engem Land sinn, wou een eng finanziell, industriell oder aner Operatioun mécht, a wou deen da fäert, datt enges Dags d'Politik kënnt a seet: Ma dat do gefält eis net; dat do, dat geet net. Dat ass esou gemaach ginn an deenen Ekonomien an Osteuropa an an anere Regimen, déi Gott sei Dank ëmmer manner zahlreich ginn, wou een net weess, ob sän ekonomesch Projet eppes gëtt, mä wou ee vun iergendenger Partei oder enger Regierung ofhängeg ass.

Hei si mer an enger fräier Maartwirtschaft, wou et net heescht, datt ee ka maachen, wat ee wëllt, mä wou d'Aufgab vun der Politik ass, de Kader ze setzen, an innerhalb vun deem Kader mussen déi Entreprisë sech kënnen entwéckelen op eng wirtschaftsfrëndlech Aart a Weis.

Eist Land leeft dervun, datt grouss international Entreprisë Lëtzebuerg erausgesicht hunn, fir hei hir ekonomesch Aktivitéit ze maachen, an dëst Gesetz erlaabt hinnen, dat op eng besser Aart a Weis an Zukunft och ze maachen.

An dann hu mer trotzdeem op zwou Plazen - an et war nëmmen op zwou Plazen, wou mer dat konnte maachen - an där Direktiv e Choix getraff, wou mer net konnten eent zu eent ëmsetzen, wou d'Direktiv seet: Hei musst Der e Choix maachen. An do hu mer e kloer Choix gemaach fir de Management vun deenen hei etabléierten Entreprisën. Mir hunn e Choix gemaach, deen de Gros vun de Länner net gemaach huet, an ech sinn am Fong geholl e bëssen erstaunt, datt och an der öffentlecher Debatt, och bei der lafender OPA, dat wéineg Berücksichtigung fënnt.

D'Direktiv seet, wann eng OPA kënnt, dann ass de Grondprinzip, datt nëmmen nach d'Assemblée

vun den Aktionären eppes dierf decidéieren, mä d'Direktiv erlaabt - ech résuméiere staark -, datt een awer och ka virgesinn, datt de Conseil d'administration an de Management vun enger Firma kënnen eng Rei Défensemechanisme maachen.

Mir hunn aus Respekt fir déi gutt Aarbecht, déi a villen hei zu Lëtzebuerg baséierte Gesellschaften gemaach gëtt, virgesinn, datt de Conseil an d'Direktioun dee Pouvoir behalen an datt net de Marché direkt, also d'Aktionären direkt kënnen decidéieren.

De Fait, datt mir hei net dee Prinzip vun der „board passivity rule“ spille gelooss hunn, ass op auslännesche Marchéë kritiséiert ginn. Mir mengen awer, datt dat eng Dispositioun ass, déi am Intérêt ass vu gutt geféierte Gesellschaften, an dofir hu mer déi gemaach.

Gradesou wéi mer virgesinn hunn, datt och am Fall vun enger OPA méiglech statutär Restriktiounen vum Transfert vun den Aktien, déi verschidde Gesellschaften hunn, och an esou engem Fall kënnen spillen. Dat ka fir zukünfteg OPAe relevant sinn. Och do huet d'Direktiv e Choix gelooss. Mir hunn eis dat intensiv iwwerluecht a mir hunn dat Beschit fir déi zu Lëtzebuerg etabléiert international Entreprisë gemaach.

Et gëtt Intérète vun där enger oder anerer Gesellschaft, et gëtt Intérète vu klengen, wat meeschtens grouss Aktionäre sinn, et gëtt divers Intéréiten, mä fir eng Regierung ass deen éischten Intérêt, an dat war déi Fro, vun där mer eis ëmmer guidéiere gelooss hunn, den Intérêt vum Land.

An den Intérêt vum Land ass, datt och an Zukunft zu Lëtzebuerg de gutt organiséierte Marché besteet, an datt och zu Lëtzebuerg an Zukunft international Firmen e frëndlech Klima fannen, fir hei kënnen Aarbechtsplazen ze schafen, fir sech hei kënnen ze etabléieren. A fir déi Entreprisën, déi hei sinn, déi, egal wien och an engem gewesene Moment Aktionär ass, a bei cotéierte Gesellschaften änneren d'Aktionäre regelméisseg - heiansdo méi, heiansdo manner -, do géllt fir eng Regierung, datt mer musse kucken, datt mer ëmmer alles maachen, datt d'Aarbechtsplazen, déi zu Lëtzebuerg bestinn, erhale bleiwen, datt déi ausgebaut ginn, datt de Sëtz vun enger Gesellschaft, deen zu Lëtzebuerg ass, wann et eng international Gesellschaft ass, datt deen hei ass an datt dee ka weider ausgebaut ginn.

Dat géllt fir déi Gesellschaften, déi de Mëtteg hei mentionéiert gi sinn, dat géllt awer och fir aner Gesellschaften, déi cotéiert sinn, an op déi sech déi OPA-Gesetzgebung selbstverständlech och an Zukunft kann a wäert applizéieren.

D'Regierung begréisst déi enorm grouss Zoustëmmung zu deem Text, dee se hei abruucht huet, dee vun der Kommissioun op verschidene Punkte preziséiert ginn ass. Ech mengen, datt an enger kruzialer Fro et gutt ass, datt mer intensiv debattéiert hunn an datt mer zu deem Resultat kommen.

D'Regierung huet och kee Problem mat där Motioun, déi hei vun alle Fraktiounen abruucht ginn ass, a wäert versichen déi ëmzesetzen. Mä ech soen lech: Et ass méi einfach déi Motioun ze schreiwe wéi dee Gesetzestext ze schreiwen, an duerfir kommen ech an deenen nächste Wochen eng Kéier an d'Finanz- a Budgetkommissioun fir déi eenzel Iddiën vun de Fraktiounen och dozou ze héieren.

Zesumme mat villen Experten, mat deene mer geschwat hunn an deene leschte Joren, soen ech lech, datt besonnesch bei net co-

Sommaire des séances publiques

Sommaire des séances publiques	
Ordre du jour	page 369
Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État	pages 369-375
Communications	page 376
Composition de la Chambre des Députés	page 376
Composition des commissions parlementaires	page 376
Rôle des affaires	page 376
5569 - Débat sur l'état de la nation	pages 376-389 pages 389-396
Ordre du jour	page 389
Motion de M. Félix Braz au sujet du trafic cycliste	page 396
5540 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition	pages 397-403

tierte Gesellschaften dat eng Fro ass, vun där ech och emol gär géing wëssen, wat déi eenzel Fraktiounen géingen denken, an da bréngen ech ganz gären esou e Projet de loi an.

Mä ech mengen, et wär gutt, wann een emol do géing d'Iddiën e bësse matenee konfrontéieren; d'Reform vum Gesellschaftsrecht vun 1915 ass keng einfach Saach, et ass eng komplizéiert Saach, an ech wëll déi esou maachen, an ech wäert déi esou maachen, net nëmmen op deem Punkt, datt mer eng flexibel Gesetzgebung hunn. Flexibel heescht Rechtssécherheet, flexibel heescht awer och internationalen Opérateuren Optiounen oploossen. An deem Sënn sinn déi Remarquë vun honorabelen Här Grethen betreffend den Delaware där, déi eis och an der Vergaangenheet schon oft guidéiert hunn, fir eng Gesetzgebung ze maachen, déi sécher konform ass zum europäesche Regelwierk, mä déi frëndlech ass fir international Investisseuren.

Well e klengt Land muss en oppent Land sinn, well et muss och vum auslännesche Kapital liewen, wat hei en uerdentlechen Terrain fënnt, fir sech auszudehnen, fir vun hei aus Exportmäert unzegoen, mä awer och hei Aarbechtsplazen ze schafen a Steierrecetten ze generéieren.

Et ass an deem Sënn, wou ech hei der Chamber wëll Merci soe fir déi breet Ënnerstützung, déi dës OPA-Gesetzgebung de Mëtteg hei fonnt huet.

Merci.

■ **Plusieurs voix** - Très bien!

■ **M. le Président** - Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi, dee mer elo just diskutéiert hunn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei kenger Neestëmm an dräi Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. François Maroldt), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Thiel), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hettogaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Clement), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme

Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Emile Calmes), Henri Grethen et Paul Helmingier (par Mme Anne Brasseur);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: M. John Castegnaro et Mme Vera Spautz;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Mir kommen dann nach zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi den honorabelen Här Mosar déposéiert huet. Kënne mer par main levée doriwwe ofstëmmen?

(**Assentiment**)

Ech denken, Här Grethen, se ass vun alle Fraktiounen gedroen. Och Äre Parteipresident huet mat ënnerschriwwen, esou datt...

(**Interruption**)

Et ass an der Rei.

Vote

Dann, wien d'accord ass mat der Motioun ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Dergéint?

Eng Abstentioun.

Also, d'Motioun ass mat écrasanter Majoritéit ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domat um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si programméiert fir de 16., 17. an 18. Mee. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(**Fin de la séance publique à 16.34 heures**)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 11 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0902	M. Robert Mehlen	Délai pour le dépôt des bilans de sociétés auprès du Registre de Commerce et des Sociétés
0904	M. François Bausch	Voitures de société
0906	M. Claude Adam	Logement de service des brigades motorisées de l'Administration des Douanes et Accises
0938	Mme Viviane Loschetter	Accès au marché national du travail pour les ressortissants des nouveaux États membres de l'Union européenne
0955	M. Aly Jaerling	Procédure d'asile
0961	M. Niki Bettendorf	Système de comptes épargne-temps
0964	M. Emile Calmes	Congé sabbatique rémunéré
0965	M. Claude Meisch	Taxe sur les billets d'avion
0968	M. Emile Calmes	Carnet de l'habitat
0972	M. Claude Meisch	Mise en place d'un géoportail français
0974	M. Félix Braz	Aménagement d'une voie réservée aux autobus au Kirchberg
0976	M. Xavier Bettel	Redressement de la rentabilité de la société Luxair
0977	M. Roland Schreiner	Sécurité du personnel des entreprises de transport collectif
0978	M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Création d'un centre de compétences et l'organisation d'un brevet de maîtrise pour le secteur agricole
0979	M. Lucien Clement	Mesures de précaution relatives à la grippe aviaire
0980	M. Aly Jaerling	Contrôle technique des véhicules
0981	M. Xavier Bettel	Offre de reprise du groupe Arcelor par Mittal Steel
0982	M. Fred Sunnen	Évaluation et promotion des élèves de l'enseignement secondaire
0983	M. Carlo Wagner	Subventionnement pour la réalisation de mesures de protection contre les inondations
0984	Mme Marie-Josée Frank	Dons d'organes
0985	Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Marie-Josée Frank, M. Ali Kaes et M. Marco Schank	Retard des mesurages d'emprises pour le réseau routier
0986	Mme Anne Brasseur	Introduction d'une section sportive dans l'enseignement secondaire
0987	M. Marcel Oberweis	Insertion des jeunes sur le marché de travail par la création de postes de formation
0988	M. Xavier Bettel	Trafic de drogues au sein des établissements scolaires
0989	M. Jean Huss	Contrôle portant sur les niveaux de fond de dioxines, de furannes et de PCB de type dioxine respectivement dans les denrées alimentaires et dans les produits destinés à l'alimentation animale
0990	M. Félix Braz	Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres
0991	Mme Claudia Dall'Agnol	Fonctionnement du Centre Culturel Portugais - Institut Camões (CCP-IC)
0993	M. Xavier Bettel	Diffusion de l'information relative à la découverte de cadavres d'oiseaux sur l'autoroute A13
0994	M. Emile Calmes	Fonctionnement de la Commission d'aménagement au sein du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
0995	M. Niki Bettendorf	Règlements d'exécution de la loi du 9 juillet 2004 modifiant 1. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales 2. le Code des assurances sociales
0996	Mme Claudia Dall'Agnol	Lecteurs inscrits à la Bibliothèque nationale du Luxembourg
0997	Mme Martine Stein-Mergen	«Plan pandémie grippe» luxembourgeois
0998	M. Marcel Oberweis	Agence de l'Énergie
0999	M. Jean-Pierre Koepf	Subventionnement des formations continues pour chômeurs
1000	M. Camille Gira	Instauration d'un service national de soins intensifs pédiatriques à la Clinique Pédiatrique de Luxembourg
1001	M. Jean-Paul Schaaf	Directive 91/676/CEE concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles
1002	M. Roger Negri	Construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie nord de la Gare de Luxembourg
1004	M. Jean-Pierre Koepf	Simplification des formalités administratives en faveur du rendement et de l'esprit d'initiative des PME
1005	M. Carlo Wagner	Abaissement du taux légal d'alcoolémie
1006	M. Claude Meisch	Hausse des prix des titres de transport

Question 0902 (3.2.2006) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant le **délai pour le dépôt des bilans de sociétés auprès du Registre de Commerce et des Sociétés:**

D'Gesetz vum 19. Dezember 2002 betreffend de „Registre de Commerce et des Sociétés“ an esou wieder schreift ënner anerem vir, datt d'Gesellschaften hir Bilanze spëitstens siwe Méint nom Enn vum Geschäftsjoer müssen um Registre de Commerce deponieren. Well praktesch all Gesellschaften op den 31. Dezember ofschléissen, bedeit dat fir d'Fiduciairen, datt si an der Zäit virum 31. Juli gewallegen Aarbechtsdrock hunn, dee mat dem normale Personalbestand net ze bewällegen ass. Well engersäits net genügend qualifizéiert Personal um Aarbechtsmaart verfügbar ass, fir den Effectif vun de Fiduciairen entspreichend opzestacken, an anerersäits dat zousätzlech Personal nom 31. Juli praktesch sechs Méint ouni Aarbecht wär, ass esou eng Solutioun auszuschléissen.

Dat ass e Problem, deen esou séier wéi méiglech eng pragmatéisch Léisung fanne muss, well d'Fiduciairen net gesinn, wéi se mat dëser Bestëmmung kënnen eens ginn. Duerfir géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Wéi gesitt Dir dës Problematik?
2. Gëtt et Ärer Meenung no eng Méiglechkeet, fir dës Problem am Kader vun der aktueller Léiglatioun ze léisen?
3. Wann neen, sidd Dir bereet, fir kuerzfristeg eng Iwwergangsléisung fir dëst Joer ze sichen, am Hibleck op eng eventuell Ännerung vun dem betreffende Gesetz, a wéi kënn dës Léisung ausgesinn?

Réponse (4.5.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice:*

Ech sinn am Ufank vun dësem Joer vu verschidde Beruffsverbänn opmierksam gemaach ginn, dass hir Memberen enorm Schwierigkeeten hätten fir den Délai vu siwe Méint, deen d'Gesetz vum 19. Dezember 2002 virgesäit, anzehalen. Ech hu Verständnis fir dës Schwierigkeeten an hunn deemno de Gestionnaire vun Handelsregister gebieden, deene Betriber, déi hir Konten net innerhalb vu siwe Méint beim Handelsregëster hannerleeë kënnen, en administrativen Délai ze accordéieren, soulaang dësen Délai net zwielef Méint dépasséiert. Ech hunn dës Léisung mat de Beruffsverbänn diskutéiert a si sinn domat averstanen.

Question 0904 (6.2.2006) de **M. François Bausch** (DÉI GRÉNG) concernant les **voitures de société:**

Au Luxembourg, un nombre important d'automobiles est immatriculé auprès de sociétés. Ces voitures de sociétés sont souvent utilisées en dehors du cadre du travail pour des déplacements privés et les frais de carburant, pour ces kilomètres privés, sont fréquemment à la charge des employeurs. Dans ces conditions, les conducteurs sont donc peu incités à choisir des véhicules qui consomment moins.

Dans ce contexte je désirerais savoir:

- Quelle est l'ampleur actuelle du phénomène des voitures de société pour le Luxembourg et quelle en est l'évolution?
- Quelles sont les modalités ou avantages fiscaux au Luxembourg concernant les voitures de sociétés aussi bien pour l'employeur que pour l'employé?

Réponse commune (2.5.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports* et de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

En réponse à la première question de l'honorable Député François Bausch, soulevant l'imposition de la mise à la disposition de voitures de fonction par certains employeurs à leurs salariés, il est à noter qu'il n'est réglementairement pas obligatoire pour le propriétaire d'un véhicule d'en déclarer, le cas échéant, le détenteur au moment de faire immatriculer son véhicule. Nous ne disposons pas d'informations complètes sur le phénomène des voitures que des sociétés mettent à la disposition de leurs employés, ni par ailleurs sur l'évolution de ce phénomène.

Si une société veut mettre une voiture à la disposition d'un de ses employés, la situation classique rencontrée au Luxembourg (et estimée à plus de 90% de tous les cas existants) consiste dans l'acquisition de la voiture par la société sur base d'un contrat de leasing. En pareils cas, le fichier national des véhicules routiers (FNVR) renseigne comme propriétaire de la voiture en question la société de leasing en cause, alors qu'en matière du détenteur, trois situations différentes se présentent:

- pas de détenteur déclaré;
- le détenteur déclaré est la société (= personne morale) ayant conclu le contrat de leasing;
- le détenteur déclaré est la personne physique qui est censée effectivement utiliser le véhicule.

Nonobstant l'information incomplète dans le FNVR, nous avons fait de notre mieux pour établir, à partir des informations disponibles, quelques données statistiques qui pourraient permettre de se faire une idée, même si forcément très approximative, de la situation quant au nombre de voitures immatriculées au Luxembourg et mises à la disposition d'une personne par son employeur.

Actuellement le FNVR renseigne 288.611 voitures en circulation, dont 250.135 sont immatriculées au nom d'une personne physique et 38.476 sont immatriculées au nom d'une personne morale (= société).

De ces 38.476 voitures, environ 16.500 sont immatriculées, en tant que propriétaire, au nom des différentes sociétés de leasing actuellement actives sur le marché luxembourgeois. Ce chiffre se confirme plus ou moins si l'on fait le comptage du nombre de voitures qui, au moment de leur immatriculation, ont officiellement été déclarées comme étant des voitures destinées à être données en leasing ou en location (16.555 unités).

En partant de l'hypothèse que sur toutes les voitures immatriculées au nom des sociétés de leasing, de l'ordre de deux tiers à trois quarts paraissent susceptibles d'être mises à la disposition d'employés de sociétés, le nombre total des «voitures de société mises à la disposition d'employés» serait de l'ordre de 10.000 à 12.000 unités.

Tout en regrettant de ne pas pouvoir vous faire tenir des données chiffrées plus précises et dans l'espoir de malgré tout vous avoir servi avec les informations ci-dessus, je me tiens par ailleurs à votre entière disposition pour, le cas échéant, vous faire tenir tout renseignement complémentaire éventuellement encore requis de votre part en la matière visée par la présente.

En réponse à la deuxième question, il est à retenir que d'une manière générale, aux termes de l'article 95 L.I.R., les avantages tant contractuels que bénévoles, obtenus

nus dans le cadre d'une occupation salariée, sont à soumettre à l'impôt.

D'après l'article 104, alinéa 2 L.I.R., les biens et avantages ne consistant pas en espèces sont estimés aux prix moyens usuels du lieu de consommation ou d'usage et de l'époque de la mise à la disposition. Du fait que cette évaluation pose de sérieuses difficultés, notamment dans le cas de la mise à la disposition d'un véhicule de service pouvant être utilisé par le bénéficiaire pour ses besoins privés, la circulaire administrative L.I.R. n°104/1 du 16 juin 1995 permet deux méthodes d'évaluation dudit avantage, à savoir:

- une évaluation d'après le prix de revient kilométrique sur la base du kilométrage privé établi d'après un carnet de bord;
- une évaluation forfaitaire s'élevant à 1,5% de la valeur d'acquisition de la voiture neuve (TVA comprise) par mois, ne tenant compte que de la mise à la disposition du véhicule et non du degré de l'utilisation privée effective.

La circulaire précitée ne traite que l'évaluation de l'avantage de la mise à la disposition d'une seule et unique voiture de service au salarié par l'employeur. Il est à relever qu'il n'appartient pas à l'Administration des Contributions de statuer sur le genre, la puissance ou le prix des voitures mises à la disposition par l'employeur au salarié, mais il est constant que plus les frais à charge de l'employeur en relation avec ledit véhicule sont élevés, plus l'avantage à considérer comme rémunération et à soumettre à l'impôt dans le chef du salarié est élevé. La mise à la disposition d'un véhicule est fréquente, si le salarié occupe un certain poste dans l'entreprise, même si l'utilisation professionnelle est faible. Il est impossible aux services de l'Administration des Contributions de constater si et dans quelle mesure ledit véhicule sert à des besoins professionnels ou privés du salarié.

Dans l'hypothèse où une voiture de service est accordée à des actionnaires de sociétés de capitaux, il y a lieu de distinguer les cas suivants:

- L'avantage est accordé à l'actionnaire en sa qualité de salarié de la société.

L'avantage est à considérer comme revenu d'une occupation salariée au sens de l'article 95 L.I.R.. Cette condition est uniquement remplie si, compte tenu de tous les éléments du cas d'espèce, des salariés non actionnaires auraient bénéficié d'avantages analogues pour le même service.

- L'avantage est accordé à une personne en sa seule qualité d'actionnaire de la société de capitaux.

Par suite de la position particulière que peuvent revêtir dans des sociétés de capitaux certains actionnaires disposant d'une position dominante et assumant également la gestion journalière de ladite société, les mesures de la circulaire L.I.R. n°104/1 ne leur sauront être applicables.

Aussi, si l'actionnaire reçoit directement ou indirectement des avantages de la société, dont normalement il n'aurait pas bénéficié s'il n'avait pas eu la qualité d'actionnaire, lesdits avantages sont à considérer comme distributions cachées de bénéfices au sens de l'article 164, alinéa 3 L.I.R.. Dans ce cas, ces avantages ne constituent pas, dans le chef du bénéficiaire, des revenus d'une occupation salariée, mais des revenus de capitaux mobiliers et sont soumis à l'impôt d'après le régime commun applicable en la matière.

Du point de vue de l'employeur, les dépenses de leasing des voitures de sociétés constituent, dans l'hypothèse où la propriété écono-

mique des biens n'appartient pas à l'entreprise, des dépenses d'exploitation intégralement déductibles, tandis qu'en cas d'acquisition de la propriété économique, les amortissements desdits biens, de même que leurs frais courants sont fiscalement déductibles.

Question 0906 (7.2.2006) de M. Claude Adam (DÉI GRÉNG) concernant le **logement de service des brigades motorisées de l'Administration des Douanes et Accises:**

En 1993 les Douanes ont été confrontées à l'ouverture du grand marché intérieur européen. À cette occasion l'organisation structurelle et opérationnelle de ces services a été revue et de nouvelles brigades motorisées ont été implantées au cœur de notre pays, notamment dans les localités de Luxembourg, Goetzingen et Mersch. Cependant, les fonctionnaires des brigades motorisées des communes citées ci-dessus n'ont pas eu la possibilité, comme leurs collègues d'autres communes, de bénéficier d'un logement de service.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Existe-t-il une ligne directrice qui définit quels fonctionnaires peuvent bénéficier d'un logement de service?
- Est-ce que des logements de service sont prévus pour les fonctionnaires des localités de Luxembourg, Goetzingen et Mersch?
- Dans l'affirmative, combien?

Réponse (28.4.2006) de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:

La gestion des logements de service de l'Administration des Douanes et Accises est assurée par la direction de l'Administration des Douanes et Accises sur base d'une instruction directoriale ad hoc élaborée en concertation avec les représentations du personnel de l'administration en application de l'article 24 de la loi du 22.6.1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et de la lettre circulaire du 12.05.1982 du Ministère portant «Instructions en matière de logements de service».

Suivant celle-ci, «l'attribution d'un logement de service se fait dans l'intérêt d'un meilleur fonctionnement du service.

Sont à considérer notamment comme raisons de service:

- la nécessité de surveiller un immeuble, un chantier, dépôt;
- la nécessité de faire résider des fonctionnaires à proximité du lieu de travail afin d'assurer une intervention rapide en cas de nécessité (prisons, Service autoroutier des Ponts et Chaussées, chauffeurs, force publique);
- la nécessité de regrouper les habitations de certains fonctionnaires, afin de pouvoir organiser à tour de rôle une permanence garantie (force publique, prisons).»

La décision quant à l'attribution d'un logement de service est prise par le Ministre ayant la responsabilité des domaines de l'État, sur proposition du Ministre du ressort et après avis de la Commission des Loyers.

Les règles et les critères établis dans l'instruction précitée sont valables pour tous les fonctionnaires sans distinction de grade et d'affectation étant entendu qu'une priorité est accordée aux candidats dont le lieu de travail et celui du logement vacant sont situés dans la même commune ou dans la même inspection divisionnaire. Les critères ancienneté, affectation, situation familiale, distance,

grade et mérite entrent également en ligne de compte pour l'attribution d'un logement de service.

Actuellement l'Administration des Douanes dispose de 131 logements de service occupés par ses fonctionnaires et situés dans 21 localités différentes.

Il faut reconnaître aujourd'hui que les critères ayant justifié dans le temps la présence de logements à la frontière comme à l'intérieur du pays, ainsi que la mobilité dans le domaine de la circulation routière et ferroviaire ont fondamentalement changé ces derniers temps.

Par conséquent, à l'heure actuelle, des logements de service ne sont pas prévus pour les localités de Luxembourg, Goetzingen et Mersch, mais les fonctionnaires y affectés, peuvent, en cas de vacance d'un des logements visés ci-dessus, introduire une demande et sont mis à pied d'égalité avec les fonctionnaires des autres régions du pays.

Question 0938 (20.2.2006) de Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG) concernant l'**accès au marché national du travail pour les ressortissants des nouveaux États membres de l'Union européenne:**

Après l'élargissement du 1^{er} mai 2004 le Luxembourg a décidé d'appliquer certaines mesures transitoires limitant l'accès au marché national du travail aux ressortissants des nouveaux États membres.

La première phase des dispositions transitoires vient à son terme le 30 avril 2006. Sachant d'une part que la libre circulation des personnes est une des libertés fondamentales garanties par le droit communautaire et d'autre part que le Grand-Duché a besoin d'un certain niveau d'immigration pour soutenir sa croissance économique j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la possibilité de maintenir ou non les limitations en vigueur actuellement?
- Quelles sont les conclusions que Monsieur le Ministre tire du rapport de la Commission européenne plaidant en faveur de la libre circulation des travailleurs entre anciens et nouveaux États membres?

Réponse (12.5.2006) de M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:

Avant de prendre une décision définitive sur la deuxième phase des dispositions transitoires limitant l'accès au marché du travail luxembourgeois aux ressortissants des huit nouveaux États membres, le Gouvernement avait mené une vaste consultation avec les différents secteurs économiques afin d'évaluer leur intérêt à une ouverture complète du marché du travail. La décision qui a été prise par le Conseil de Gouvernement a tenu compte à la fois du contexte actuel du marché du travail national, des besoins spécifiques de certains secteurs, ainsi que de la position de nos pays voisins qui avaient indiqué vouloir proroger la période transitoire.

Le Gouvernement luxembourgeois, vu la situation plus difficile du marché national de l'emploi, a donc décidé de maintenir en vigueur les mesures nationales appliquées depuis le 1^{er} mai 2004. Toutefois, en maintenant le dispositif transitoire pour la deuxième phase, il a également décidé que pour certains secteurs spécifiques le permis de

travail sera accordé avec une bienveillance absolue aux ressortissants des États membres concernés, en fonction d'une procédure minimale et simplifiée, sans cependant abolir l'exigence de permis de travail. Les secteurs visés par cette ouverture sectorielle sont l'agriculture, la viticulture et l'Horeca. Pour les autres secteurs, selon la situation du marché du travail, la procédure d'octroi de permis de travail sera assouplie et les délais réduits.

Le Gouvernement se propose d'ailleurs de procéder à une première évaluation de la situation et de la pratique au plus tard en mai 2007, en vue d'examiner d'éventuelles adaptations au régime.

Quant au rapport de la Commission européenne de février 2006 sur le fonctionnement des dispositions transitoires au traité d'adhésion de 2003, certaines conclusions méritent d'être mises en évidence.

Ainsi, selon les indications de la Commission, les flux de travailleurs des États membres d'Europe centrale et orientale vers l'UE 15 ont eu des effets essentiellement positifs et ont été, dans la plupart des pays, quantitativement moins importants que prévus. La Commission estime également que les travailleurs originaires de l'UE 10 ont contribué dans les pays qui ont levé les restrictions à la réduction des pénuries de main-d'œuvre et à l'amélioration des résultats économiques en Europe.

Toutefois, les données disponibles semblent indiquer que certains de ces pays n'ont été confrontés à des effets secondaires indésirables, tels que des niveaux plus élevés de travail non déclaré et de travail indépendant fictif.

En prenant en compte les conclusions tirées du rapport de la Commission, de la consultation avec les différents secteurs économiques et de la situation très particulière du marché du travail luxembourgeois dont le caractère transfrontalier pris est unique dans l'Union européenne, le Gouvernement a pris une décision qui prépare l'ouverture complète dans les meilleures conditions.

Question 0955 (28.2.2006) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la **procédure d'asile:**

Politesch Réfugië kënnen an hirem Hierkonftsland och mat de Mëttele vun engem sou genannte Rechtsstat ënner Drock gesat ginn. Dat kann, am Kader vun der Asylprozedur, och hei am Land zu Konsequenze féieren, wann zum Beispill en Haftbefehl via Interpol virläit.

Esou politesch Flüchtlinge komme weiderhin aus der Türkei, e Stat mat deem anteschent fir eng Membroschaft an der Europäescher Union verhandelt gëtt.

An deem Kontext stelle sech folgend Froen:

1. Wéi vill Ufroe fir politeschen Asyl koumen an deem Joer schonns vu Leit, deenen hir Heemecht d'Türkei ass a wéi vill waren et der am vergaangene Joer?
2. Wat geschitt, wa géint esou en Demandeur d'asile en Haftbefehl vun Interpol virläit?
3. Goufen et a leschter Zäit scho Verhaftunge vun Demandeurs d'asile opgrond vun esou engem internationalen Haftbefehl - waren och politesch Réfugiéen aus der Türkei betrafft?
4. Wat ass déi genau Prozedur an esou engem Fall?
5. Ginn d'Uuschëllegunge vun den türkeschen Autoritéite grëndlech iwwerpréift - wuelwëssend ëm déi méiglecherweis politesch Motiviertheit vun de Virwërf - ier et eventuell zu enger Ausliwwerung kënn?

6. Wier et net mënschlech an och rechtlech verrietbar, esou Persounen, déi sech jo hei am Land näischt zuschulde komme gelooss hunn, erëm op fräie Fouss ze setzen an hinne politeschen Asyl ze gewähren, bis datt déi Virwërf (vun türkescher Säit) integral opgekläert sinn?

Réponse (8.5.2006) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

1. En 2005, deux personnes de nationalité turque ont déposé une demande d'asile au Luxembourg. En 2006, deux personnes de nationalité turque ont déposé une demande d'asile au Grand-Duché.

2. S'il existe un mandat d'arrêt international, il appartient aux autorités judiciaires luxembourgeoises de décider des suites qui y seront données.

3. À notre connaissance, il existe un seul cas où un demandeur d'asile a été arrêté sur base d'un mandat d'arrêt international.

4. et 5. La demande d'extradition des autorités étrangères est traitée conformément à la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 et à la loi luxembourgeoise sur l'extradition du 20 janvier 2001. Avant de pouvoir prendre une décision le Ministre de la Justice doit attendre l'avis de la Chambre du Conseil de la Cour d'appel.

6. La décision de mise en liberté provisoire d'une personne sous le coup d'un mandat d'arrêt international est du seul ressort des autorités judiciaires. Les demandes d'asile sont analysées individuellement, après une instruction minutieuse de la demande.

Question 0961 (2.3.2006) de M. Niki Bettendorf (DP) concernant le **système de comptes épargne-temps:**

Dans sa déclaration gouvernementale du 12 août 1999, le Gouvernement précédent s'était proposé d'introduire des «comptes épargne-temps» permettant aux salariés d'accumuler sur un compte des droits à congé rémunéré qu'ils pourraient utiliser ultérieurement afin de pouvoir réaliser des projets personnels sans devoir recourir à des périodes de congé sans solde ou de devoir purement et simplement renoncer à de tels projets.

Par lettre du 19 juillet 2001, le Premier Ministre a saisi le CES pour avis sur l'introduction éventuelle d'un système de comptes épargne-temps, avis qui a été rendu en date du 23 juillet 2004.

Dans le programme gouvernemental 2004 on peut notamment lire que: «L'introduction de comptes épargne-temps (Lebensarbeitszeitkonten) permettra une meilleure flexibilité dans la gestion du temps de travail tant aux entreprises qu'aux salariés, notamment en ce qui concerne l'âge effectif du retrait de la vie active et la conciliation entre travail et famille. Les discussions seront poursuivies sur base de l'avis du Conseil économique et social.»

Lors de la réunion de la Commission du Travail et de l'Emploi du 14 octobre 2004, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a annoncé que l'introduction de comptes épargne-temps fera l'objet d'un avant-projet de loi se basant sur la position majoritaire de l'avis du CES sur cette problématique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- À quel stade en sont les discussions relatives au système de comptes épargne-temps?

- Quelles sont les conclusions que l'on peut d'ores et déjà tirer de ces discussions?
- Quand est-ce que l'avant-projet de loi en question pourrait-il être finalisé?

Réponse (2.5.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Comme souligné à juste titre par l'honorable Député l'introduction de comptes épargne-temps fera l'objet d'un avant-projet de loi se basant sur la position majoritaire de l'avis du Conseil économique et social.

Étant donné que le souci du Ministre du Travail et de l'Emploi était de consulter tous les départements ministériels pouvant être concernés par le sujet avant de commencer le travail de rédaction de l'avant-projet en question, des courriers leur ont été adressés en vue de discuter d'une approche coordonnée du sujet.

Les premières positions écrites communiquées par les Ministères concernés ont fait conclure à la nécessité d'écarter préalablement certaines interrogations quant au champ d'application de la future loi, particulièrement en ce qui concerne l'inclusion de tout ou partie de la fonction publique.

À cette fin les services compétents du Ministère du Travail et de l'Emploi et du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative ont fixé une réunion dans les semaines à venir.

Il est dès lors évident qu'à ce stade aucune conclusion ne peut encore être tirée, mais le Ministre du Travail et de l'Emploi espère qu'une fois les questions de principe visées ci-dessus tranchées, les discussions en vue de l'élaboration de l'avant-projet de loi pourront avancer rapidement.

Question 0964 (2.3.2006) de **M. Emile Calmes** (DP) concernant le **congé sabbatique rémunéré**:

Depuis le 1^{er} janvier 2005, les salariés suédois peuvent jouir d'un congé sabbatique rémunéré. Ce projet vise à permettre dans un premier temps à 12.000 salariés par an de prendre une pause de trois à douze mois aux frais de l'État, à condition que leurs employeurs les remplacent par un chômeur. L'État leur verse en effet une indemnité représentant 85% de la prestation d'assurance-chômage.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre s'est-il déjà familiarisé avec cette idée?
- Quelles conclusions en tire-t-il?
- Une telle mesure pourrait-elle avoir des chances d'être appliquée au Luxembourg?

Réponse (2.5.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Il est évident que le Ministre du Travail et de l'Emploi s'est déjà familiarisé avec ce sujet très intéressant, mais vu que le Gouvernement tente plutôt à éviter l'introduction de nouvelles formes de congé, une mise en pratique de cette idée n'est actuellement pas prioritaire.

De plus, il y a lieu de souligner que du point de vue marché de l'emploi et résorption du chômage une telle mesure risque de ne pas produire les effets désirés alors que les entreprises disent déjà avoir des problèmes pour utiliser le congé parental à cette fin, vu l'inadéquation entre offre et demande largement constatée au Luxembourg.

Néanmoins je tiens à préciser que je ne m'oppose nullement à ce que le congé sabbatique rémunéré soit discuté dans une enceinte appropriée si la demande se faisait sentir.

Question 0965 (2.3.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la **taxe sur les billets d'avion**:

Treize pays, dont le Luxembourg, se sont formellement engagés lors de la Conférence de Paris sur les financements innovants du développement à mettre en oeuvre une taxe sur les billets d'avion, telle que proposée par la France, en vue de financer une partie de l'aide aux pays pauvres. Une telle taxe de solidarité internationale sur les billets d'avion est destinée à financer en partie l'aide au développement et notamment la lutte contre le sida.

En France une taxe de 1 à 40 euros sera prélevée sur les billets d'avion à compter du 1^{er} juillet prochain.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel sera le montant de cette taxe sur les billets émis au Luxembourg?
- Quand est-ce que cette taxe sera-t-elle en vigueur au Luxembourg?
- Quel en sera l'impact sur la compagnie aérienne Luxair?

Réponse (28.4.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*:

La communauté internationale a pris conscience que dans certains pays l'aide publique au développement seule ne sera pas suffisante pour atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire à l'horizon 2015 en conformité avec les engagements pris lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2000. Les discussions relatives aux sources innovantes de financement du développement visent à dégager des ressources stables et prévisibles capables d'assurer la continuité du financement du développement sur le long terme.

À l'instar de la France, le Luxembourg envisage d'introduire une telle contribution de solidarité de faible importance (1 à 10 euros) sur les billets d'avion. Les modalités de mise en oeuvre seront déterminées en étroite collaboration avec les trois pays voisins du Luxembourg afin d'éviter un désavantage concurrentiel pour les entreprises aériennes opérant à partir du Luxembourg. Ces concertations sont en cours de sorte qu'aucune date d'entrée en vigueur ne peut être indiquée à ce jour.

Lors de la Conférence de Paris sur les financements innovants du développement le 28 février et 1^{er} mars 2006, un groupe pilote a été créé qui sera chargé d'examiner l'utilisation des recettes de la contribution de solidarité sur les billets d'avion pour des actions coordonnées dans le domaine de la santé. Le Luxembourg compte faire partie de ce groupe pilote.

Question 0968 (3.3.2006) de **M. Emile Calmes** (DP) concernant le **carnet de l'habitat**:

La loi du 8 novembre 2002 modifiant la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit notamment l'introduction d'un carnet de l'habitat destiné principalement à promouvoir la rénovation de logements existants.

L'objectif du carnet de l'habitat est d'évaluer les bâtiments et d'attribuer des subventions pour la rénovation et l'assainissement d'immeubles existants. Il s'agit d'éviter les pertes d'énergies par une

meilleure isolation des bâtiments, notamment par l'utilisation de matériaux d'isolation et de construction. Ces mesures entrent dans la stratégie nationale de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

La directive 2002/91/CE du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments prévoit la mise en place d'un «certificat de performance énergétique» («EnergiePass»). Cette directive aurait dû être transposée en droit national au plus tard au 4 janvier 2006.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Le bilan de la mise en oeuvre du carnet de l'habitat est-il jugé satisfaisant?
- Combien de logements ont été rénovés depuis l'introduction du carnet de l'habitat?
- Ne serait-il pas plus efficace de prévoir un subventionnement direct, sans passer par le carnet de l'habitat, du double vitrage notamment?
- Quand est-ce que la directive sur la performance énergétique des bâtiments pourra-t-elle être transposée en droit national?
- Le «certificat de performance énergétique» remplacera-t-il le carnet de l'habitat?
- Quel est actuellement le potentiel chiffré de réduction des émissions de gaz à effet de serre par rénovation et l'assainissement d'immeubles existants?

Réponse (25.4.2006) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Le règlement grand-ducal du 25 mai 2005 fixant les conditions et modalités d'octroi et de calcul de la participation étatique aux frais d'experts exposés par le propriétaire d'un logement pour l'établissement d'un carnet de l'habitat de son logement a été seulement publié au Mémorial le 28 juillet 2005 (Mémorial A n°112 du 28 juillet 2005, pp.1919-1922) en raison de l'annexe volumineuse dudit règlement (publié au Mémorial A - Annexe 1 du 28 juillet 2005, pp. 1-508).

Ce règlement grand-ducal a été élaboré sur base de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, qui prévoit dans son article 12bis, que l'État est autorisé à participer aux frais d'experts exposés par le propriétaire d'un logement pour l'établissement d'un carnet de l'habitat de son logement, sans que cette participation ne puisse dépasser 1.900 euros par carnet.

L'article 12bis de la prédite loi de 1979 stipule encore qu'un règlement grand-ducal fixe les conditions et modalités d'octroi et de calcul de cette participation, laquelle n'est liée à aucune condition de revenu ou de surface.

L'objectif de cette initiative consiste notamment à donner un coup de pouce à la rénovation rationnelle des bâtisses existantes, à économiser de l'énergie et à avoir un impact sensible sur l'emploi dans le secteur de la construction.

Le carnet de l'habitat constitue un outil prioritaire et incontournable pour l'essor d'un logement plus durable.

Le carnet de l'habitat est en quelque sorte une radiographie des immeubles. Chaque propriétaire peut se faire établir un «check-up» de son immeuble par un homme de l'art qui contrôlera le logement notamment du point de vue santé, sécurité, consommation d'énergie, technique et aspects so-

ciaux. L'expert vérifie ces facteurs moyennant un logiciel informatique spécifique. Pour chaque nuisance ou déféctuosité constatée, l'expert agréé recommande des mesures pour y remédier.

Basé sur l'analyse approfondie des éléments essentiels à la réalisation du logement durable, le carnet de l'habitat est non seulement un instrument de soutien au développement de nouveaux logements, mais également un outil:

- de prévention au niveau de la santé publique;
- de soutien au niveau du cadastre (typologie et qualité des bâtiments);
- de base pour l'établissement de normes de sécurité pour le bâtiment;
- de promotion pour le marché de la construction et des matériaux.

L'État accorde une participation financière substantielle aux frais d'expert déboursés par le ménage et cette aide est accordée indépendamment de la situation socio-économique du ménage et de la surface du logement.

Les détails de l'activité des experts lors de l'élaboration de carnets de l'habitat ont été discutés avec l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-conseils (OAI), notre partenaire de choix dans la mise en oeuvre du carnet de l'habitat. Un forfait échelonné a été convenu avec l'OAI, lequel est à la base des honoraires des experts.

Plusieurs cycles de formation pour architectes et ingénieurs-conseils de l'OAI ont été organisés. Les 43 premiers experts ont ainsi été formés. De plus, le logiciel d'application pour les collaborateurs du Département du logement a été défini et la société «Katalyse» a été chargée de la finalisation de la programmation.

Tous ces travaux ont abouti à la conclusion d'une convention avec l'OAI le 19 janvier 2006, de sorte que les premiers carnets sont en train d'être exécutés.

Il va de soi qu'un bilan ne saurait être établi à l'heure actuelle.

Aussi y a-t-il lieu d'informer l'honorable Député Emile Calmes que toutes les aides au logement accordées par le Département du Logement, et donc également la prime d'amélioration, sont actuellement octroyées indépendamment de la présentation d'un carnet de l'habitat.

Question 0972 (7.3.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la **mise en place d'un géoportail français**:

L'Institut Géographique National de France (IGN) mettra progressivement en ligne, à partir de l'été 2006, un géoportail dont la vocation est de donner accès à un grand nombre d'informations de service public, avec une navigation géographique.

Ce géoportail de l'administration permettra notamment l'accès, sur une base territoriale, à toutes les informations relatives au service public. Une telle carte numérique géante se veut être un outil numérique précieux aussi bien pour les élus ou tout autre gestionnaire du territoire que pour les professionnels du bâtiment, des transports ou encore de l'agriculture. Tout citoyen pourra ainsi accéder aux données, localiser et visualiser des services ou des événements.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Messieurs les Ministres se sont-ils déjà familiarisés avec ce projet de géoportail français?

Messieurs les Ministres estiment-ils qu'il s'agisse là d'un outil numérique précieux pouvant s'inscrire dans le plan d'action eLuxembourg?

Existe-t-il des projets analogues au niveau de l'Administration du Cadastre et de la Topographie?

Une coopération entre le Luxembourg et l'IGN afin d'associer le Grand-Duché au projet géoportail serait-elle envisageable?

Réponse commune (13.4.2006) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*:

Depuis la disponibilité de moyens informatiques capables de gérer les données géographiques à grande envergure et complexité, des systèmes de consultation et d'affichage de données géographiques opérant via le web connaissent un essor certain. L'apparition d'outils de consultation géographique plus ou moins élaborés, développés par des entreprises privées et des instituts nationaux géographiques, en témoigne amplement.

Il est indéniable que l'accès généralisé aux données cartographiques et géographiques constitue un grand progrès tant pour le citoyen que pour l'utilisateur professionnel et que l'intégration de tels outils dans une infrastructure eGouvernement est effectivement très importante.

Pour cette raison, déjà en 2001 un groupe de travail interne a étudié l'opportunité de mettre en place un tel système au sein de l'Administration du Cadastre et de la Topographie (ACT). L'écho fort positif qu'a suscité l'annonce de ce projet appelé «eCadastre», des échanges d'idées lors d'une enquête et des workshops tenus avec des administrations étatiques et communales ainsi que des professionnels du secteur ont démontré l'importance de ce projet. Depuis 2002, l'ACT a entamé le projet en étroite collaboration avec le Service eLëtzebuerg et le Centre Informatique de l'État. Après des études détaillées concernant la faisabilité en général et les fonctionnalités à envisager, et suite à une demande de candidatures au niveau européen, la réalisation concrète du projet eCadastre a commencé en novembre 2004. La solution a été livrée en février 2006. Actuellement le système est en phase de tests préliminaires internes avant l'ouverture graduelle au public prévue pour fin 2006.

Le système eCadastre permettra la consultation et la mise à disposition au travers de l'Internet d'informations, de données et de produits géographiques et cadastraux de l'ACT ainsi que d'autres fournisseurs potentiels.

Il offrira les fonctionnalités suivantes destinées au grand public, les clients professionnels et tout le secteur administratif étatique et communal:

- une vitrine d'accès dénommée portail eCadastre,
- un guichet cartographique permettant d'afficher des cartes et données géographiques,
- un catalogue de métadonnées renseignant sur tous les produits disponibles,
- une fonctionnalité de commande permettant de commander les produits disponibles,
- des services web basés sur les standards de l'Open Geospatial Consortium (OGC).

Les informations géographiques de l'ACT publiées par eCadastre sont les données issues du Plan Cadastral Numérique (PCN) et de la Banque de Données Topo-Car-

tographique (BD-L-TC) ainsi que les orthophotos et les différentes cartes. De plus, tous les produits de l'ACT pourront être commandés par eCadastré. Mais le système eCadastré ne se limite pas au fournisseur ACT lui-même, mais est conçu comme système fédérateur permettant la diffusion de produits et données d'autres fournisseurs. Il offre ainsi une plateforme de publication centrale pour tous les acteurs étatiques et communaux. Il a le potentiel de devenir le géoportail universel des administrations du Grand-Duché de Luxembourg.

Pour le moment aucune coopération entre l'ACT et l'IGN France en cette matière n'est prévue. En effet, les deux géoportails français et luxembourgeois ont de prime abord une vocation nationale. Cependant, une mise à disposition, même trans-frontalière, de données géographiques en vue d'une intégration dans d'autres systèmes est techniquement prévue par le biais des services web susmentionnés. Ceci permettra le cas échéant d'accéder aux données géographiques luxembourgeoises et de les afficher dans d'autres systèmes. D'autre part, le système eCadastré permet lui aussi d'intégrer des données de provenance étrangère.

Question 0974 (7.3.2006) de **M. Félix Braz** (DÉI GRÉNG) concernant l'aménagement d'une voie réservée aux autobus au Kirchberg:

L'augmentation quasi journalière du nombre de voitures empruntant nos routes durant les heures de pointe accroît sensiblement le nombre des embouteillages et punit davantage ceux qui n'y sont pour rien, les usagers des autobus.

Au Kirchberg, les bus qui desservent l'arrêt de la Deka-Bank restent constamment bloqués dans des bouchons faute d'une voie qui leur est réservée.

Sachant que l'attrait d'un système de transports collectifs repose sur des critères variés de qualité et d'efficacité, notamment sur des horaires fixes, je me permets de poser les questions suivantes:

- Est-ce qu'il est prévu d'aménager une voie réservée aux autobus sur ce tronçon de route?
- Dans l'affirmative, quel sera le délai prévu pour sa réalisation?

Réponse (25.4.2006) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

La question parlementaire de l'honorable Député relève de la compétence du Ministère des Travaux publics et appelle de la part du département des Travaux publics les observations suivantes:

- Il résulte du rapport de Monsieur le Président du Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg qu'il est prévu d'aménager une voie bus sur le tronçon visé par l'honorable Député. La soumission pour les travaux afférents a eu lieu le 15 février, de sorte qu'on peut estimer le début des travaux à fin avril 2006. Le délai prévu étant de 80 jours ouvrables, la mise en service devrait avoir lieu pour début octobre 2006. À noter que la continuité de la voie de bus en amont de ce tronçon avec les tronçons déjà en service sera assurée avec les travaux de réaménagement du Bricherhaff dont le début est prévu pour fin 2006.

Question 0976 (9.3.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le redressement et la rentabilité de la société «Luxair»:

Il me revient par voie de presse que la société «Luxair» a chargé un consultant de l'élaboration d'une étude portant sur le redressement de la rentabilité de la société; un rapetissement de la flotte d'avions et, par conséquent, une réduction du personnel étant, selon la presse, une des mesures envisagées.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour éviter une éventuelle réduction du personnel?
- En 2005, Monsieur le Ministre avait annoncé une table ronde sur l'avenir de la société aérienne en question, réunion qui par la suite avait été remise au début de l'année 2006. Monsieur le Ministre peut-il me dire si une nouvelle date pour cette table ronde a déjà pu être fixée? Dans la négative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'organisation d'une telle table ronde serait indiquée, compte tenu de la situation actuelle?

Réponse (29.3.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

L'honorable Député s'enquiert sur une étude portant sur le redressement de la rentabilité de Luxair S.A. et qui viserait à rendre la compagnie nationale plus moderne et plus rentable afin d'affranchir les défis du futur.

L'honorable Député n'est pas sans savoir que l'État luxembourgeois est certes le plus grand actionnaire de la société Luxair S.A., mais qu'il ne détient cependant pas la majorité des actions. Partant, il incombe à l'État de respecter le processus décisionnel d'une société anonyme au niveau des organes compétents, dont notamment le Conseil d'administration.

Dans ce contexte les représentants de l'État luxembourgeois participent aux réflexions de modernisation qui sont actuellement menées au niveau du Conseil d'administration de Luxair. Pour le moment, parmi les pistes envisagées, faisant d'ailleurs l'objet d'une politique d'information et de communication transparente, le Conseil d'administration n'a pas encore tranché. Toujours est-il que ce dernier plaide clairement pour une restructuration qui garantisse à la compagnie nationale de faire face au futur, ayant égard au contexte de plus en plus concurrentiel dans lequel elle se trouve.

Pour ce qui est de la table ronde mentionnée par l'honorable Député, il importe de souligner qu'elle vise à rassembler tous les acteurs présents à l'Aéroport de Luxembourg afin de préparer le futur du site aéroportuaire par une approche cohérente et coordonnée. Cette table ronde aura lieu à la fin du 1^{er} semestre 2006.

Question 0977 (9.3.2006) de **M. Roland Schreiner** (LSAP) concernant la sécurité du personnel des entreprises de transport collectif:

Le personnel des entreprises de transport est régulièrement exposé à des agressions verbales et même physiques. Ainsi, en 2005, les agents des CFL ont été victimes de 96 agressions verbales et de 55 agressions physiques. Dans le cadre d'une action de protestation organisée fin janvier 2006 par les syndicats cheminots, Monsieur le Ministre avait qualifié la situation d'intolérable et annoncé des me-

sures pour renforcer la sécurité dans les gares et dans les trains.

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner si de telles mesures ont déjà été mises en œuvre et si des actions préventives sont prévues pour garantir la sécurité du personnel des entreprises de transport?

Réponse (24.3.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Par sa question parlementaire du 9 mars 2006, l'honorable Député Roland Schreiner souhaite s'informer sur les mesures déjà mises en place et sur les actions prévues pour assurer la sûreté dans les transports publics.

En vue d'améliorer la sûreté des usagers et des agents employés dans le secteur des transports publics, un comité de pilotage «sécurité dans les transports publics» a été mis en place. Ce comité de pilotage, qui fonctionne sous la tutelle du Ministère des Transports, se compose de représentants du Ministère des Transports, des différents opérateurs (CFL, RGTR, TICE, AVL), du Syvicol et des syndicats du secteur des transports publics. Ledit comité de pilotage a pour mission d'établir des statistiques fiables sur les incidents se produisant dans le transport en commun et de proposer des mesures préventives et répressives.

Dans ce contexte le comité de pilotage a élaboré un formulaire standardisé appelé «constat incident sûreté» à l'aide duquel l'agent concerné peut signaler les incidents dont il a été victime ou témoin. Les données ainsi collectées sont centralisées pour servir notamment à l'établissement de statistiques reflétant la nature des incidents, leur périodicité et leur localisation.

Différentes mesures ont déjà été mises en place pour assurer la sûreté dans les transports publics, à savoir notamment la présence d'agents de sécurité, la surveillance par caméras ou encore l'équipement des agents avec des téléphones portables.

Par ailleurs, dans ses conclusions du 20 décembre 2005, la Tripartite Ferroviaire a retenu que le personnel temporairement en surnombre auprès des CFL serait affecté à des missions de contrôle et de surveillance dans le cadre de projets de sécurisation des clients du transport public.

En vue d'assurer la sûreté dans les moyens de transports publics ainsi que dans les gares et d'améliorer l'efficacité de la surveillance, le législateur a décidé d'alléger les procédures judiciaires et a prévu à l'article 22 de loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics des règles de police.

La surveillance du respect des règles de police s'effectue notamment par le contrôle des titres de transports qui consistera à requérir l'exhibition du titre de transport et à percevoir à charge des fraudeurs découverts les surtaxes prévues à cet effet par la réglementation afférente. Ce contrôle est assuré par des agents qui ont, à cet effet, été spécialement formés et qui sont assermentés par le Ministre des Transports. Il s'agit d'agents relevant des opérateurs, de la Communauté des Transports ou bien du Ministère des Transports.

Il convient d'ajouter que les agents autorisés à procéder au contrôle du respect des règles de police en matière de transports publics ont la possibilité d'enjoindre à des personnes qui, dans les moyens de transports ou dans l'enceinte des gares, haltes et arrêts, se sont comportées de manière à troubler l'ordre ou à mettre en cause la sé-

curité, de quitter le véhicule et de s'éloigner des lieux.

La loi modifiée du 29 juin 2004 précitée prévoit en son article 22 paragraphe 3 qu'un règlement grand-ducal portera approbation du programme de la formation spéciale que doivent avoir suivies les agents concernés en vue de leur agrément.

Dans cet ordre d'idées, un projet de règlement grand-ducal qui précise les matières à traiter lors de la formation spéciale des agents visés a été approuvé par le Conseil de Gouvernement lors de sa séance du 24 février 2006 et soumis à l'avis du Conseil d'État et des Chambres professionnelles le même jour.

Conformément à l'article 22 paragraphe 4 de la loi modifiée du 29 juin 2004 précitée, le ministre a la possibilité d'interdire pour une durée ne dépassant pas un an l'accès aux personnes qui ont fait l'objet d'une injonction de quitter les transports publics. En date du 7 mars 2006, une telle interdiction a été notifiée à un individu qui a commis à plusieurs reprises des agressions à l'encontre d'agents des CFL.

Question 0978 (9.3.2006) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** (CSV) concernant la création d'un centre de compétences et l'organisation d'un brevet de maîtrise pour le secteur agricole:

L'accord de coalition d'août 2004 stipule que le Gouvernement envisage la création d'un centre de compétence pour assurer une meilleure formation des agriculteurs et le renouvellement des compétences professionnelles. Dans le même ordre d'idées, il est prévu d'organiser un brevet de maîtrise pour le secteur agricole qui servira à accompagner efficacement le renouvellement des générations.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur le dossier de la création du centre de compétences, collaborant avec les organismes professionnels et services étatiques actifs dans le domaine de l'agriculture?
- Dans quel délai le centre de compétences pourrait-il être opérationnel?
- Le Gouvernement a-t-il déjà entamé les procédures afin d'organiser un brevet de maîtrise pour le secteur agricole?
- Dans l'affirmative, quel est l'état d'avancement de ces travaux?

Réponse (19.4.2006) de **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

À titre liminaire je voudrais renvoyer au projet de la stratégie nationale du Grand-Duché de Luxembourg pour la période de programmation du développement rural 2007-2013 qui prévoit au volet «Formation et information», du chapitre 3, axe 1, intitulé: «Amélioration de la compétitivité des secteurs agricole et forestier», la création d'un centre de compétences et l'organisation d'un brevet de maîtrise pour le secteur agricole comme idées phares en vue du renforcement du potentiel humain. Ce document souligne qu'une attention accrue sera portée aux actions de diffusion des connaissances, de formation professionnelle de base et continue et d'information des chefs d'exploitation par le biais de la Chambre d'Agricul-

ture, du Lycée Technique Agricole, du Ministère de l'Agriculture et des services-conseils actifs dans le domaine de l'Agriculture.

Quant au centre de compétence, un groupe de travail est en charge d'analyser et de préciser le contenu, les objectifs et les aspects organisationnels d'un tel centre. Les travaux de ce groupe de travail se font en étroite collaboration avec le Lycée Technique Agricole, la Chambre d'Agriculture et d'autres organisations ou services actifs dans ce domaine. Comme cette collaboration nécessite des consultations inévitablement longues, il s'ensuit qu'un délai précis quant à la présentation d'un projet concret ne saurait être avancé actuellement.

Quant au brevet de maîtrise, il m'importe de souligner que l'organisation d'un tel brevet rentre dans les attributions de la Chambre d'Agriculture. À cet effet, des contacts ont été établis avec cette Chambre professionnelle et, selon les informations dont je dispose, les travaux préparatoires à l'organisation d'un tel brevet sont à un stade avancé.

Question 0979 (10.3.2006) de **M. Lucien Clement** (CSV) concernant les mesures de précaution relatives à la grippe aviaire:

En matière de lutte contre la grippe aviaire et pour des raisons de prévention, les autorités nationales ont formulé plusieurs recommandations à l'attention des personnes qui détiennent des volailles à titre privé ou professionnel en vue de protéger celles-ci de tout risque potentiel de contamination avec le virus de la grippe aviaire. Selon mes informations, ces recommandations ne sont pas appliquées uniformément à travers le pays, vu que les personnes concernées ne sont pas obligées de suivre ces conseils. De même, aucune sanction n'est prévue en cas de non-respect. Or, selon l'Administration des Services vétérinaires, une stricte application des mesures de précaution est le seul moyen en cas d'apparition du virus de la grippe de lutter efficacement contre celle-ci.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Quelle est la position du Gouvernement face à l'application non uniforme des recommandations prises respectivement quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre afin de remédier à cette situation et garantir un strict respect des conseils prodigués? Le Gouvernement ne pense-t-il s'inspirer en la matière de nos voisins français qui ont réglementé le tout via un arrêté ministériel, instrument juridique plus contraignant que de simples recommandations?
- Monsieur le Ministre pense-t-il qu'il faille à l'instar de certains pays asiatiques, mais également européens, prévoir des sanctions en cas de non-respect des recommandations de précaution tant par des éleveurs professionnels que privés?
- Quelles instances pourraient, le cas échéant, contrôler la bonne application des mesures d'interdiction?

Réponse (20.3.2006) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural*:

Le Luxembourg ne connaît jusqu'à ce jour aucun cas de peste aviaire. Or, en application du principe de précaution, une série de mesures

préventives à l'égard de cette maladie hautement contagieuse furent prises.

Ces mesures concernent entre autre le confinement de principe des volailles, la limitation des rassemblements des volailles, la surveillance sanitaire des volailles et les dispositifs de prévention à prendre lors de la détection d'oiseaux morts.

Ces mesures préventives sont prises en se basant sur le règlement grand-ducal du 12 février 1993 établissant des mesures communautaires de lutte contre l'Influenza Aviaire et sur le règlement grand-ducal du 8 août 1985 concernant l'exécution de la loi modifiée du 29 juillet 1912 sur la police sanitaire du bétail qui stipule entre autres que, selon les risques de l'évolution de l'épidémie, des mesures adaptées sont à mettre en place.

Pour le moment, le Luxembourg se trouve en phase de vigilance et les mesures restrictives sont émises sous forme de recommandations. Au fur et à mesure de l'avancement de la maladie vers notre territoire qui nécessiteraient à ce moment-là la mise en place de zones à restriction, les dispositions à prendre, sur base de la réglementation en application, auront un caractère obligatoire et seront traitées en conséquence.

La coordination des mesures de lutte contre l'épidémie est, en conformité avec les textes législatifs, exercée par l'Administration des Services vétérinaires qui collabore dans le cadre de leurs attributions légales respectives avec les agents de la police, les agents de l'Administration des Douanes et Accises ainsi qu'avec les agents de l'Administration des Eaux et Forêts.

Un projet de règlement grand-ducal, transposant la directive 2005/94 du Conseil du 20 décembre 2005 établissant des mesures de lutte contre l'Influenza Aviaire et abrogeant le règlement grand-ducal du 12 février 1993 précité, est en voie d'instance et permettra une réévaluation et une adaptation des textes législatifs aux nouvelles données scientifiques existant en matière de peste aviaire. J'ai tenu à ce que la transposition de cette directive adoptée très récemment par le Conseil des Ministres de l'Union européenne se fasse le plus rapidement possible compte tenu du contexte actuel de la maladie animale de grippe aviaire.

Question 0980 (13.3.2006) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant le **contrôle technique des véhicules:**

D'„Société Nationale de Contrôle Technique s.à r.l.“ (SNCT) huet hei am Land en De-facto-Monopol, wat déi obligatoresch technesch Kontroll vu Gefierer ugeet. Juristesche gëtt dës Monopolstellung duerch de groussherzogleche Règlement vum 6. Juli 2004 ofgesécher. Gläichzäiteg befanne mer eis awer an engem fräien europäesche Bannemaart.

An deem Kontext imposéiere sech folgend Froen:

1. Wann d'technesch Kontroll vun engem a Lëtzebuerg immatrikuléierte Gefier am noen Ausland gemaach gëtt - z.B. an Däitschland bei der DEKRA, der KUES oder dem TÜV -, gëtt dës „Jahreshauptprüfung“ dann hei am Land als équivalent zur Kontroll bei eiser nationaler SNCT ugesinn an de betreffende Bierger vun engem Passage zu Sandweiler, Esch oder Wëlwerwolz dispenséiert?
2. Wa jo, wéi ee Formulaire oder Certificat mussen déi concernéiert Bierger da virleeën?

3. Wann neen, firwat erkennt de Lëtzebuerg Stat valabel a positiv ausgefallen technesch Kontrollen, déi am EU-Ausland virgeholl goufen, net un?

Réponse (4.5.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

Déi virleied parlamentaresch Ufro betrëfft d'Unerkennung vun der technesch Kontroll vun engem a Lëtzebuerg immatrikuléierte Gefier, déi am Ausland gemaach gouf.

Och wann d'„Société Nationale de Contrôle Technique“ (SNCT) fir de Moment déi eenzeg Gesellschaft ass, déi zu Lëtzebuerg déi technesch Kontroll vu Gefierer duerchféiert, kann een net vun enger Monopolstellung schwätzen, déi duerch e groussherzogleche Règlement geschaf gi wier. Weder d'Gesetz vum 14. Februar 1955 iwert d'Reglementatioun vum Verkéier op allen öffentleche Stroossen nach dat groussherzogleche Règlement vum 27. Januar 2001 (dat vun engem Règlement vum 6. Juli 2004 ofgeännert ginn ass) iwert d'Modalitéite vum Fonctionnement vun engem System fir technesch Kontrolle vu Gefierer maache Referenz op d'SNCT a ginn hir och kee Monopol. Wann eng aner Gesellschaft de legalen a reglementareschen Ufuerderunge géif entsprechen, sou misst si och unerkannt ginn als Organismus fir technesch Kontrollen duerchzuführen.

Wann d'technesch Kontroll vun engem a Lëtzebuerg immatrikuléierte Gefier am Ausland gemaach gëtt, sou dispenséiert dat de betreffende Bierger net vun enger technesch Kontroll an enger vun deenen dräi Kontrollstatiounen hei am Land.

Och wann d'Direktiv 96/96/CE eng Aart generelle Kader fir déi technesch Kontroll vun de Gefierer an de Länner vun der Europäescher Union opstellt, an och wann dës Direktiv verschidden Dispositiounen enthält, déi eng Harmonisatioun vun där technesch Kontroll ustriewen (Obligatioun fir d'Memberlänner fir eng periodesch technesch Kontroll duerchzuführen, Kategorië vu Gefierer, déi obligatoresch enger periodescher technesch Kontroll ënnerleien, Heefegkeet a maximal Periodizitéit fir déi Kontrollen, Elementer, Systemer an technesch Komponenten, déi där technesch Kontroll mussen ënnerworfen ginn asw.), sou ass een zu dësem Moment awer nach zimlech wäit vun enger Harmonisatioun ewech.

Eng géigesäiteg Unerkennung vun de Certificaten, déi no der technesch Kontroll ausgestallt ginn, ass an der Direktiv 96/96/CE net virgeschriwwen. Och wann d'Kommissioun an der Tëschenzäit schonn e puer Versich gemaach huet, fir déi géigesäiteg Unerkennung vun de Certificaten duerchzusetzen, sou ass et bis elo awer nach net zu enger Eenegung komm. De Widderstand, deen eng grouss Majoritéit vu Memberstaten (dorënner och Lëtzebuerg) enger totaler Harmonisatioun entgéintsetzt, baséiert dorop, dass dës State fir d'eischt eng Harmonisatioun op techneschem Plang wëllen (z.B. d'Definitioun vu minimalen technesch Exigenzen, wat den Inhalt vun der technesch Kontroll ubelaangt, existéiert bis elo just fir Ofgasen a Bremsen; d'Harmonisatioun vun de Kontrollprozeduren existéiert bis elo just fir d'Ofgasen; Harmonisatioun vun de Grenzwäerter a vun de Kritären, déi ausschlaggebend sinn, dass Gefierer duerchfallen; Obligatioun fir d'Organismen, déi d'technesch Kontroll duerchféieren, fir total onofhängeg ze si vun Aktivitéiten, déi d'Konzeptioun, d'Fabrikatioun, de Verkaf an/oder d'Reparatur vu Gefierer ubelaangen), éier een d'géigesäiteg Unerkennung vun de Kontrollcertificaten diskutéiert.

Soulaang ee sech net op europäeschem Plang zu enger qualitativ héichwärtiger Harmonisa-

tioun vun den Inhalter, Ufuerderungen a Prozeduren, souwuel wat déi technesch Kontroll selwer wéi och wat d'Organismen, déi se duerchféieren, ugeet, eeneg kann, esou laang bleift et schwéier, wann net onméiglech, datt eng Majoritéit vun de Memberstaten Certificaten aus anere Memberstaten unerkennt. Eng Solutioun dovunner kéint sinn, sou wéi dat aktuell vu verschiddene Memberstate gemaach gëtt, fir mat deene Länner, déi eng technesch Kontroll duerchféieren, déi qualitativ op deemselwechten Niveau ass an déi op d'mannst équivalent ass zu där nationaler technesch Kontroll, bilateral Accorden ze maachen, fir géigesäiteg Kontrollcertificaten unzeerkennen.

Question 0981 (14.3.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'**offre de reprise du groupe Arcelor par Mittal Steel:**

Dans le cadre de l'annonce de Mittal Steel d'une offre de reprise du groupe Arcelor, le Gouvernement de la Wallonie, actionnaire à 2,4% d'Arcelor, a fait savoir qu'il entend éventuellement céder ses parts. Monsieur Guy Verhofstadt, Premier Ministre de Belgique, vient d'annoncer qu'une décision définitive dans ce contexte sera prise fin mars ou début avril.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si à ce sujet des discussions entre les responsables politiques luxembourgeois et belges ont déjà eu lieu? Dans l'affirmative, quels sont les résultats de ces discussions?

Réponse (27.3.2006) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

- 1) Il faut préciser à l'intention de l'honorable Député que le Premier Ministre belge, d'après ses propres propos, n'a pas à influencer dans la décision du Gouvernement de la Région wallonne de céder ou de ne pas céder ses actions Arcelor.

L'État fédéral belge n'est pas actionnaire d'Arcelor, alors que la Région wallonne détient 2,4% du groupe sidérurgique à travers la société régionale d'investissement Sogepa.

- 2) Le contact entre les Gouvernements belge, wallon et luxembourgeois est continu.

Question 0982 (14.3.2006) de **M. Fred Sunnen** (CSV) concernant l'**évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire:**

Le règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique prévoit, en son article 8, alinéa 2 que: «pour être admis en section E, il (l'élève) doit faire preuve de compétences artistiques. Le Ministre fixe les modalités pour établir ces compétences».

L'instruction ministérielle du 15 février 2006 stipule l'introduction d'un dossier de travaux pratiques et d'une lettre de motivation à rendre par tous les élèves des classes de 4^e de l'enseignement secondaire désirant accéder à une classe de 3^e E.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

1. Considérant que pour les sections C, D et G il n'y a aucune exigence de compétences requises et que les seules critères d'admission ne prévoient qu'une moyenne de 38 points dans les branches spécifiques pour les sections A et B, quels arguments justifient l'exigence d'un dossier d'admission ainsi qu'une lettre de motivation pour les élèves désirant accéder à la section artistique?
2. L'exigence d'un tel dossier ne met-elle pas en cause les compétences professionnelles des professeurs d'éducation artistique des classes de 4^e?
3. Est-il opportun de n'informer les élèves des modalités d'admission en section E qu'au milieu du deuxième trimestre de l'année scolaire courante, alors que le délai pour rendre le dossier est prévu pour juin ou juillet?
4. Est-ce que l'introduction de telles mesures de sélection ne signifie pas une réintroduction d'un examen de passage camouflé?

Réponse (2.5.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

ad1) La commission nationale pour les programmes d'Éducation artistique dans l'enseignement secondaire précise dans le profil de la section E «prépare les élèves aux études artistiques de niveau universitaire» et que «dans la mesure du possible cette préparation tient compte des exigences liées aux conditions de recrutement des grandes écoles et universités concernant l'ensemble du domaine Arts plastiques (architecture, peinture...) en vue de la constitution d'un dossier de travaux personnels et d'un concours d'entrée». Au cours des études «les élèves sont formés pour allier liberté de création et efficacité dans la réalisation. C'est pour cette raison que la motivation des élèves, leur engagement dans les études et la vie de la section Arts plastiques (E) sont indispensables. La section Arts plastiques (E) exige un investissement de temps de travail personnel important» et «une quantité équivalente de travail personnel à domicile est de rigueur». Pour l'évaluation la commission nationale prévoit que «des bilans trimestriels/semestriels sous forme de dossier peuvent compléter le contrôle continu».

On constate donc que la section Arts plastiques (E) où la seule branche éducation artistique est enseignée pendant 25 leçons hebdomadaires au cours du cycle de spécialisation (13 leçons pour la classe de première) est une section fortement spécialisée et exige de la part des élèves une motivation particulière et un engagement sans faille. Il est donc utile d'y sensibiliser les élèves avant qu'ils ne prennent la décision de s'engager dans cette section exigeante.

Je suis convaincue que la constitution d'un dossier aide de façon efficace à orienter les élèves qui s'intéressent aux études artistiques après la classe de 4^e de l'enseignement secondaire.

ad2) Non; puisque le dossier d'admission ne doit pas uniquement renseigner sur les compétences que l'élève a acquises en 4^e, mais sur sa motivation à choisir la section E.

ad3) L'élaboration d'une grande partie des pièces du dossier exigé par l'instruction de même que la réalisation d'un dossier artistique sont prévues au programme officiel de la classe de 4^e. Le temps imparti pour la réalisation des autres pièces du dossier, à savoir la rédaction d'une lettre de motivation et le choix de cinq travaux graphiques personnels de l'élève qui ne sont pas en relation avec le programme de 4^e, devrait largement suffire pour permettre à l'élève de

rendre son dossier dans les délais prévus.

ad4) Vouloir établir un rapprochement entre l'instruction concernant l'inscription en classe de 3^e E et un «examen de passage camouflé» c'est ignorer les finalités et les modalités des deux. La différence entre un dossier d'admission, qui doit témoigner des dispositions et de la motivation d'un élève à s'engager dans une section E, et l'examen de passage, qui certifie les dossiers et connaissances généraux d'un élève, me semble grande.

Question 0983 (14.03.2006) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant le **subventionnement pour la réalisation de mesures de protection contre les inondations:**

Au cours des derniers mois, un certain nombre d'études relatives à des mesures de protection en vue de réduire l'impact des crues de nos cours d'eau sur plusieurs localités, notamment celles situées près de la Moselle, ont été finalisées. La réalisation des travaux en question relève maintenant des communes concernées. Les coûts de tels travaux s'avèrent souvent inabornables pour certaines communes. Un subventionnement à hauteur de 50% pour la réalisation de mesures de protection contre les inondations était jusqu'à présent promis aux communes concernées.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Quel sera à l'avenir le taux de subventionnement accordé aux communes pour la réalisation de mesures de protection contre les inondations?
- Un subventionnement à hauteur de 50% sera-t-il à encore suffisant à l'avenir, après la baisse substantielle du Fonds de dotation financière, pour permettre aux communes concernées de réaliser ces travaux?

Réponse (13.4.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1. La question du subventionnement des mesures de protection contre les inondations mises en oeuvre par les communes sera discutée lors de l'examen par la Chambre des Députés du projet de loi portant transposition en droit luxembourgeois de la directive-cadre sur l'eau. À ce moment pourra également être abordée la question de l'adaptation des taux de subventionnement qui sont actuellement de 50% pour les travaux et de 80% pour les études. La Commission spéciale «Réorganisation territoriale» de la Chambre des Députés devrait pour sa part procéder à une réflexion plus générale sur le financement des communes.
2. Je ne vois pas de lien direct entre la politique de subsides du Gouvernement et notamment le taux de l'aide financière pour promouvoir la réalisation d'un objet/projet bien spécifique parmi tant d'autres (pistes cyclables, stations d'épuration et collecteurs, centres sportifs...), et l'évolution de la dotation financière des communes en 2005 par le biais du Fonds Communal de Dotation Financière (FCDF) qui représente environ 1/3 des revenus des communes.

La baisse du FCDF en 2005 par rapport à l'exercice 2004 s'élève à 1,96% et est due à un phénomène unique et ponctuel dont les effets ont même pu être résorbés entière-

ment par les communes par un recours à leur fonds de réserve constitué durant les années 2002 et 2003.

En suivant la logique de l'honorable Député, et si une baisse des revenus du FCDF devrait entraîner une hausse du taux des aides spécifiques, alors, à l'inverse, toute augmentation des revenus du FCDF devrait conduire à une réduction des taux d'aides spécifiques de l'Etat aux communes. Or, tel n'est pas la politique de l'Etat à l'égard des communes.

Voilà pourquoi les communes devraient, en pareille situation, revoir le rang de priorité qu'elles ont accordé en toute autonomie aux différents projets figurant à leur programme politique pluriannuel et cela non seulement au niveau de projets d'investissement, mais également en ce qui concerne leurs initiatives au niveau du budget de fonctionnement tant en recettes qu'en dépenses.

Question 0984 (15.3.2006) de **Mme Marie-Josée Frank (CSV)** concernant les **dons d'organes**:

En date du 12 janvier 2006, le site Internet «aerzteblatt.de» a publié un article de la «Deutsche Gesellschaft für Chirurgie» (DGCh) sur les dons d'organes. Dans tous les pays de l'Europe on peut constater un manque de donneurs d'organes post mortem, ce qui a comme conséquence que beaucoup de patients en attente d'une greffe sont condamnés à mourir. Selon la DGCh on pourrait remédier à cette situation si, sur la nouvelle carte de sécurité sociale européenne, chaque individu avait la possibilité d'exprimer sa disposition de donner ses organes. Cette simple indication augmenterait, selon l'avis de la DGCh, le nombre des dons d'organes de 20%.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale pourrait-il envisager que la carte d'affiliation porte la mention de donneur d'organe?
- Sur le plan européen une telle mesure a-t-elle déjà été envisagée? Si tel n'est pas le cas, Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale voit-il une possibilité de proposer une telle mesure à ses collègues européens?

Réponse (27.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**:

Il est un fait que le don d'organes post mortem se situe à un niveau trop bas pour satisfaire la demande. Comme le Luxembourg est relié pour les dons et transplantations au réseau d'Eurotransplant, nous sommes aussi concernés par la situation préoccupante des dons dans tous les pays qui adhèrent à Eurotransplant.

J'aimerais rendre l'honorable Parlementaire attentive au fait que la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine permet d'ores et déjà à toute personne résidant au pays à s'exprimer au moyen d'une formule de déclaration à deux options si elle est donneur d'organe ou non, et à annexer cette formule à sa pièce d'identité. Malheureusement peu de gens font fruit de cette faculté.

Si à l'époque le législateur avait opté pour une pièce pouvant être annexée à la carte d'identité ou au passeport plutôt que pour une mention sur la pièce d'identité même, c'est en considération du fait que les gens n'aiment pas nécessairement dévoiler au premier

contrôleur venu leur option prise en la matière. Je ne suis pas certain que la possibilité offerte aux gens de faire connaître leur choix au moyen de la carte d'affiliation à la sécurité sociale connaisse davantage de succès.

De l'avis des milieux professionnels concernés l'insuffisance de dons au Luxembourg serait en partie à attribuer au caractère désuet des procédés à mettre en œuvre pour constater la mort en vue d'un prélèvement, tels que déterminés dans un règlement grand-ducal du 10 août 1983. D'après ces milieux les progrès de la science permettraient désormais de modifier ces procédés tout en gardant le même degré de certitude quant à la réalité de la mort intervenue dans le chef de la personne sur laquelle le prélèvement est effectué. Je serai prochainement saisi d'une proposition en ce sens.

Question 0985 (16.3.2006) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval et Marie-Josée Frank et MM. Ali Kaes et Marco Schank (CSV)** concernant le **retard des mesurages d'emprises pour le réseau routier**:

Il nous revient que des mesurages d'emprises pour le réseau routier affichent des retards importants. Ces retards posent de sérieux problèmes aux anciens propriétaires qui n'ont, jusqu'à l'heure actuelle, touché aucune indemnisation pour leurs terrains cédés pour la plus grande part à l'Etat dans l'intérêt de projets routiers d'envergure nationale. En conséquence, de plus en plus de propriétaires refusent de céder de nouvelles emprises parce que l'administration en question n'a pas encore mesuré les emprises cédées lors d'un investissement antérieur. A titre d'exemple, la requête des Ponts et Chaussées en date du 11 octobre 1982, sollicitant le mesurage des emprises suite à la reconfection de l'E29 à Michelshof, n'a jusqu'ici pas été traitée par l'Administration du Cadastre et de la Topographie.

Les cinq bureaux régionaux de l'Administration du Cadastre et de la Topographie fonctionnent en principe avec huit fonctionnaires, à savoir: un ingénieur, deux ingénieurs techniciens, trois expéditionnaires et deux chaîneurs. Le bureau de Diekirch a été renforcé en 2004 par un ingénieur et un chaîneur, tandis que le bureau de Grevenmacher dispose actuellement d'un effectif en personnel réduit pour raison de congé parental.

Par ailleurs, les missions des bureaux régionaux ont subi quelques changements au cours des dernières années. En effet, avec l'introduction de la mutation instantanée dans le cadre du projet «Publicité foncière», le personnel régional est appelé à réaliser lui-même la mutation graphique sur le «Plan Cadastral Numérisé», vu qu'il est manifestement mieux au courant de la situation réelle sur le terrain. Cette réorientation a entraîné un surplus considérable de travail pour les bureaux régionaux.

Dans ce contexte nous aimerions adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

1. Comment Monsieur le Ministre entend-il pallier aux retards excessifs existants?
2. Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait préférable de compléter le staff de personnel actuel par l'engagement de fonctionnaires de la carrière supérieure sachant que le travail de mesurage requiert de bonnes connaissances mathématiques et géométriques?
3. Ne devrait-on pas créer une équipe de réserve mobile pour soutenir les bureaux régionaux

affichant les plus grands retards?

Réponse (18.4.2006) de **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget**:

Contrairement à ce qui est allégué à la question parlementaire, le problème des mutations, et des indemnisations de propriétaires, d'emprises de terrains acquis dans le cadre des nombreux projets routiers, ne se limite pas exclusivement à des retards de mensuration par l'Administration du Cadastre et de la Topographie, mais concerne également et surtout la confection, endéans des délais de rigueur, des actes administratifs et actes notariés afférents.

Concernant la première question posée, j'aimerais souligner que le Gouvernement poursuit depuis l'année 1999 un projet pluriannuel, visant à charger par voie de soumission publique, et sous le contrôle du cadastre, un bureau d'études de la mensuration de différents tronçons de chemins repris et de routes nationales (détail des mesurages adjugés entre 1999 et 2005: longueur totale du tronçon «secteur non bâti»: 23.800 m et du «secteur bâti»: 12.450 m). Pour ce qui est de l'Administration du Cadastre proprement dite, elle finalisera en mi-2006 les plans à l'acte de l'autoroute de la Sarre (hors remboursement) et du contournement de Sandweiler. Compte tenu du manque de priorité que réservent actuellement le Notariat, les administrations communales et l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines à la confection d'actes de vente se rapportant à des emprises, dont la surface moyenne peut être évaluée à 10 m², j'ai l'intention d'instaurer un groupe de travail interministériel ayant pour objet d'améliorer la coordination des travaux en cette matière.

Quant à la deuxième question, l'attention des honorables Député(e)s est attirée sur la loi du 25 juillet 2002, habilitant désormais des géomètres officiels établis dans le secteur privé à dresser des mensurations officielles. Dans un secteur immobilier en croissance soutenue, il est à espérer que les nouveaux débouchés créés par le législateur connaîtront un succès auprès des étudiants et que les effets de la réforme permettront de réduire les retards actuels de l'administration de manière conséquente. Parmi le cadre supérieur de l'administration, il y a par ailleurs lieu de noter que 17 des 18 postes sont déjà actuellement pourvus de titulaires de la filière de l'ingénieur géomètre.

Finalement, Monsieur le Directeur du Cadastre confirme l'existence au sein de l'administration d'un «service de réserve» exclusivement occupé, pour le moment, à l'exécution des mesurages d'emprises des autoroutes, des contournements, des zones industrielles et artisanales.

Question 0986 (17.3.2006) de **Mme Anne Brasseur (DP)** concernant l'**introduction d'une section sportive dans l'enseignement secondaire**:

Monsieur le Ministre des Sports avait relevé à l'occasion de l'assemblée générale du COSL qu'il est dans l'intention du Gouvernement d'introduire une section sportive dans l'enseignement secondaire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre des Sports:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer sur les raisons qui ont mené le Gouvernement à prévoir l'introduction d'une section sportive dans l'enseignement secondaire?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me dire à quel stade se trouve le projet de l'introduction d'une telle section dans l'enseignement secondaire?

- Comme le nombre de candidats se présentant à l'examen-concours d'admission au stage pédagogique pour la fonction de professeur d'éducation physique est actuellement six fois plus élevé que le nombre de postes prévus dans le plan de recrutement (52 candidats pour huit postes en 2005), Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis que les perspectives professionnelles des élèves optant pour la section sportive risquent d'être assez limitées?

Réponse commune (12.5.2006) de **M. Jeannot Krecké, Ministre des Sports** et de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle**:

D'entrée il est redressé que la section sportive que le Gouvernement réfléchit d'introduire dans l'enseignement secondaire, n'a point le seul objectif ni la finalité de déboucher sur des études pour le professorat d'éducation physique, comme le laisse entendre l'honorable Député si elle conclut du nombre pléthorique de candidats pour cette fonction par rapport aux postes disponibles dans le plan de recrutement.

Les domaines littéraire, scientifique, économique, les arts et la musique dans le culturel, se prévalent d'ores et déjà de la mise en place de «sections» à partir de la classe de troisième. Ils s'en trouvent valorisés, investis d'une reconnaissance à leur profit, c'est indéniable.

De par ses missions, le sport reste à être assis et ancré pleinement dans notre société, ce qu'il est, à bien des égards, de façon insuffisante.

La voie prédilectionnée c'est de conférer dans le domaine scolaire également au sport la place importante, identique à celle des autres branches ou matières enseignées, à l'image de formations reprises dans le cursus scolaire par de nombreux pays européens. Il ne faut pas confondre avec les classes destinées à accueillir et à regrouper les jeunes sportifs d'élite.

Une section sportive aura pour objet et contenu d'analyser le phénomène du sport dans toutes ses facettes, tant théoriques que pratiques. La formation peut préparer aux métiers et fonctions liés au sport, de près ou de loin, à l'éducation, l'animation et l'encadrement de jeunes. En profitent les enseignants, spécialistes ou non du sport, les assistants sociaux, les médecins, les kinésithérapeutes, les gestionnaires, les journalistes désireux de se spécialiser dans ce vaste domaine.

Puis et encore, ce doit être un investissement pour le mouvement sportif que de fournir le savoir-faire aux futurs dirigeants sportifs, techniques ou administratifs, bénévoles ou non, oeuvrant au sein de la structure sportive et de ses organismes.

Le projet de la création d'une susdite section «Sport» se trouve actuellement, de la part du Ministre et des responsables de l'éducation nationale, au stade d'étude de faisabilité technique et financière. En vue d'une formation très générale à dispenser, il peut être indiqué, parmi les pistes en perspective, d'envisager celle de rattacher une

section pour le sport à une autre déjà en place.

Question 0987 (17.3.2006) de **M. Marcel Oberweis (CSV)** concernant l'**insertion des jeunes sur le marché de travail par la création de postes de formation**:

Le Comité de coordination Tripartite s'était réuni le 18 novembre 2005 pour discuter de la compétitivité de l'économie nationale ainsi que du programme national de réforme du Luxembourg dans le cadre de la stratégie de Lisbonne. L'objet de cette réunion consistait à discuter plus spécifiquement des mesures en faveur de l'emploi.

Parmi les idées évoquées en matière de combat du chômage au Luxembourg, les associations représentées au sein de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) se sont engagées à offrir dans le domaine de l'apprentissage 1.000 nouveaux postes de formation, dont 600 dans l'artisanat et 400 dans l'industrie, le secteur bancaire et le commerce, ainsi que de recourir de façon plus intensive au stage d'insertion pour les jeunes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle:

- Cette démarche proactive de la part du monde patronal a-t-elle été suivie de propositions concrètes?
- Le cas échéant, quelles mesures concrètes ont été décidées au stade actuel et pourront-elles s'appliquer dès l'année scolaire 2006-2007?
- Les Chambres professionnelles compétentes seront-elles également impliquées dans ce dossier important de la société du savoir?

Réponse (27.4.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle**:

Actuellement la Chambre des Métiers et la Chambre de Commerce mobilisent les différents secteurs de l'économie pour offrir 1.000 postes d'apprentissage supplémentaires, dont 700 dans l'artisanat, 200 dans l'industrie et 100 dans le commerce.

Les propositions concrètes seront en fonction des offres de postes d'apprentissage qui seront déclarées par les entreprises formatrices au Service de l'Orientation professionnelle de l'Administration de l'Emploi.

L'objectif de cette campagne est de disposer pour la rentrée scolaire 2006/2007 d'un nombre supplémentaire de postes d'apprentissage. Il importe d'analyser si les postes proposés s'adressent à des candidats/tes se préparant au CITP, au CCM ou au CATP. D'autre part, il faut voir également si les postes offerts peuvent être occupés par des candidats/tes de l'apprentissage pour adultes.

Le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle se propose de réunir dans un délai rapproché tous les partenaires concernés, à savoir le Service de l'Orientation professionnelle, le Service de la Formation professionnelle et les Chambres professionnelles.

Question 0988 (20.3.2006) de **M. Xavier Bettel (DP)** concernant le **trafic de drogues au sein des établissements scolaires**:

Il me revient qu'un apprenti en mécanique a dû quitter l'école après

avoir dénoncé la consommation et le trafic de drogue dans son lycée. Par la suite, la personne en question a perdu sa place d'apprenti.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Madame la Ministre peut-elle me dire combien d'incidents de drogues ont été enregistrés au cours de la dernière année dans l'enceinte des bâtiments scolaires? Quelle a été l'évolution du chiffre de tels délits au cours des dernières années?
- Quelles sont les mesures prévues par le Gouvernement pour endiguer le trafic de drogues au sein des établissements scolaires?

Réponse (27.4.2006) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Il m'est difficile de me référer à la situation qui donne lieu à la question, puisque ni le lycée, ni l'élève qui serait concerné ne sont mentionnés.

J'ai connaissance du cas d'un élève inscrit dans une formation de mécanicien d'autos et de motos qui a quitté de plein gré l'école. Or, les cours à l'école font partie pour l'apprentissage concomitant et ainsi la décision de ne plus suivre les cours à l'école a entraîné la résiliation du contrat d'apprentissage à l'entreprise patronale.

Plus tard les parents de cet élève m'ont informé que leur fils aurait été confronté à des problèmes de drogue à l'école. Ces dires n'ont pas été confirmés lors de l'enquête menée par la direction de l'école concernée.

Des informations qui m'ont été communiquées par les directions des établissements scolaires, les services ainsi que le Centre de psychologie et d'orientation scolaires, il ressort qu'il n'y a que peu d'incidents liés à la consommation ou au trafic de stupéfiants rapportés; ils se chiffrent entre deux et trois pour certains établissements. Tous les cas relevés ont été signalés aux instances compétentes, c'est-à-dire transmis à la Justice.

On ne peut toutefois pas nier que certains élèves sont exposés à des risques et que dans la population scolaire la consommation de stupéfiants est bien réelle. Même s'il n'y a pas d'évolution notable, les mesures prises pour endiguer les problématiques liées aux drogues doivent être continuées avec tous les moyens qui sont à notre disposition.

Elles se résument comme suit:

a) au niveau administratif:

S'il y a trafic de drogue, donc délit criminel, le cas est signalé aux instances compétentes et transmis à la Justice. Dans le souci de la protection des jeunes, la mise en oeuvre du dispositif administratif est réalisée en coopération avec la police (commissariats de proximité et Service de la Police judiciaire - section de stupéfiants) ainsi qu'avec Médecins sans frontières-Solidarité Jeunes.

S'il est nécessaire de prendre des mesures curatives à l'attention d'un élève, ce dernier sera orienté vers les instances et services compétents en la matière (Jugend- an Drogenhëllef, le Centre de psychologie et d'orientation scolaires...) et l'adolescent sera pris en charge et encadré ainsi que ses proches parents.

b) au niveau préventif:

En complément aux démarches visant la réduction de l'offre, des activités de prévention sont régulièrement proposées aux écoles et soutenues par le ministère en vue notamment de diminuer la demande.

À titre d'exemples peuvent être mentionnées des actions réalisées au cours de l'année 2005-2006:

1. Campagnes de sensibilisation s'adressant aux élèves, personnel des écoles, parents: Festival du film pour jeunes, Extratour Sucht, soirées d'information, activités promouvant les compétences psychosociales, Impuls Forum-Theater...
2. Projets d'innovation dans les écoles: réseau européen des écoles promotrices de la santé, d'Schoul um Wee, Défi, pédagogie de l'aventure, bien-être et créativité, ...
3. Activités de formation continue du personnel enseignant, dirigeant et psycho-socio-éducatif: Workshops sur les drogues, Looss Dech net vum Drogephenomeen iwwerrompelen, Weißt du eigentlich was ich fühle?, Tabakprävention und Raucherentwöhnung, Pratiques addictives et produits addictogènes: Aspects cliniques et toxicologiques.
4. Étude internationale «Health behaviour in school-aged children», organisée sous l'égide du bureau européen de l'Organisation Mondiale de la Santé. L'étude permet de mieux cerner l'état de santé des jeunes de onze à 17 ans, d'observer l'évolution de leurs comportements et des déterminants de leur santé au niveau national et international. Les résultats de cette étude permettront au Gouvernement luxembourgeois d'élaborer ou d'améliorer des politiques en réponse aux besoins spécifiques des adolescent/e/s mis en évidence grâce à l'étude.

À côté de ces activités explicites de prévention des conduites de dépendance, les initiatives visant une amélioration du climat scolaire, la promotion d'une école de la réussite, les démarches d'évaluation positive, d'apprentissage coopératif, de tutorat, d'accueil positif, de gestion participative de la classe et de motivation contribuent de façon importante au bien-être des jeunes et constituent ainsi le volet préventif implicite.

Question 0989 (21.3.2006) de M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) concernant le **contrôle portant sur les niveaux de fond de dioxines, de furannes et de PCB de type dioxine respectivement dans les denrées alimentaires et dans les produits destinés à l'alimentation animale:**

Dans la Recommandation de la Commission du 11 octobre 2004 relative au contrôle des niveaux de fond de dioxines et de PCB de type dioxine dans les denrées alimentaires et dans la Recommandation de la Commission du 11 octobre 2004 relative au contrôle des niveaux de fond de dioxines et de PCB de type dioxine dans les aliments pour animaux, la Commission recommande que les États membres effectuent, à partir de l'année 2004 et jusqu'au 31 décembre 2006, des contrôles portant sur les niveaux de fond de dioxines, de furannes et de PCB de type dioxine respectivement dans les denrées alimentaires et dans les produits destinés à l'alimentation animale. À cette fin, un nombre minimal recommandé d'échantillons à analyser annuellement a été prescrit pour chaque État membre. Pour le Luxembourg, le minimum d'échantillons à prélever est de 30 pour les denrées alimentaires et de 33 pour l'alimentation animale.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes:

- Les analyses préconisées par la Commission ont-elles été réalisées en 2004 et en 2005? Est-ce que les volumes et la répartition de l'échantillonnage correspondent aux recommandations de la Commission? Si tel n'est pas le cas, quelle en est la raison?
- Quelles informations ont été transmises à la Commission dans le cadre des deux recommandations en question?
- Le programme de 2006 est-il définitivement établi et, le cas échéant, quelles en sont les adaptations à la lumière de l'expérience acquise?

Réponse commune (25.4.2006) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et de Mme Octavie Mordert, Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:

Le Laboratoire national de Santé n'est pas équipé pour procéder à l'analyse de teneur en dioxines des denrées alimentaires. Toutefois ces échantillons sont envoyés à l'étranger aux fins de mettre en évidence une éventuelle teneur en PCB et en substances organochlorées. En cas de résultat positif il y a suspicion de présence de dioxines et de PCB de type dioxine des analyses ad hoc supplémentaires sont effectuées.

Ont été soumis à l'analyse en 2005 23 échantillons de lait ou de produits laitiers, 25 échantillons d'oeufs ou de produits d'oeuf, et 30 échantillons de viandes, dont 20 de viandes de gibier.

Pour 2006 un programme d'analyses similaire est envisagé.

Quant au contrôle des aliments pour animaux, il importe de relever que depuis 1999 des analyses sur dioxines sont régulièrement effectuées par les soins de la Division des laboratoires de contrôle et d'essais de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture et que depuis 2004 ces analyses portent également sur les PCB de type dioxine. Les analyses, comme celles faites sur les denrées alimentaires, sont confiées à un laboratoire situé à l'étranger.

Ces analyses se répartissent comme suit:

Année:	Nombre d'analyses:
1999	3
2000	12
2001	8
2002	10
2003	21
2004	12
2005	10

À noter qu'à de rares exceptions près, où la limite autorisée a été légèrement dépassée et a conduit au retrait du marché des aliments concernés, tous les résultats des analyses effectuées étaient largement inférieurs aux valeurs limites autorisées.

Si le nombre d'analyses préconisé par la recommandation de la Commission du 11 octobre 2004 n'a pas pu être respecté intégralement, cette différence s'explique pour les raisons suivantes:

- l'expérience des dernières années a montré que les teneurs en dioxine trouvées sur les échantillons tant indigènes qu'importés ne posent pas de problème particulier et justifient un contrôle évidemment régulier, mais pas trop soutenu;
- compte tenu de la multitude d'analyses à effectuer et de l'enveloppe budgétaire disponible et sachant que le type d'analyse en question se caractérise par un coût très

élevé (environ 500 euros/échantillon) des choix judicieux s'imposent quant à la fréquence des différentes analyses à réaliser;

- il a pu être constaté que le nombre d'échantillons recommandé pour notre pays est surévalué par rapport aux autres États membres. En effet, le nombre d'échantillons prévus pour la Belgique est de 60, pour l'Autriche de 47 et pour les Pays-Bas de 111. Or, tous ces pays ont une production d'aliments pour animaux largement supérieure à celle du Grand-Duché de Luxembourg;
- le système d'alerte rapide pour les aliments pour animaux existant au niveau européen fournit une information précieuse pour évaluer le risque de certaines catégories d'aliments pour animaux.

Les résultats des analyses des niveaux de fond de dioxines et de PCB de type dioxine dans les aliments pour animaux sont communiqués annuellement à la Commission.

Pour l'année 2006, il sera procédé à des analyses sur 15 échantillons, dont notamment des fourrages.

Question 0990 (21.3.2006) de M. Félix Braz (DÉI GRÉNG) concernant la **directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et de membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres:**

La directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifie le règlement CEE N°1612/68 et abroge les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE.

Cette directive prévoit de nouvelles mesures, favorisant l'exercice du droit de libre circulation et de séjour des citoyens de l'Union, réduisant au strict nécessaire les formalités administratives, définissant mieux le statut des membres de la famille et circonscrivant la possibilité de refuser ou mettre fin au séjour.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes:

- Est-ce que cette nouvelle directive oblige le Luxembourg, de quelque façon que ce soit, à changer son dispositif légal et réglementaire?
- Dans l'affirmative, quel en est son état d'avancement?

Réponse commune (27.4.2006) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

En réponse à sa question en relation avec l'entrée en vigueur le 30 avril 2006 de la Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, nous aimerions informer l'honorable Député que la transposition de la directive entraînera des changements significatifs dans le dispositif légal et réglementaire luxembourgeois.

Voilà pourquoi il est prévu de procéder à la transposition dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle loi sur l'immigration qui est actuellement en cours.

Question 0991 (22.3.2006) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant le **fonctionnement du Centre Culturel Portugais-Institut Camões (CCP-IC):**

Le Centre Culturel Portugais-Institut Camões (CCP-IC) fut créé en 1999 par décision des Gouvernements portugais et luxembourgeois. Par l'intermédiaire du Ministère de la Famille et de l'Intégration, le Gouvernement luxembourgeois a assumé et assume le paiement des loyers pour les installations (58.000 euros/an). Par ailleurs, le Gouvernement luxembourgeois appuie certaines activités du CCP-IC en tant que sponsor. En 2005, le CCP-IC a fonctionné, en termes d'activités, exclusivement avec des supports et des financements provenant d'entreprises privées et des institutions du Grand-Duché de Luxembourg.

Le CCP-IC est considéré par la communauté portugaise du Luxembourg comme étant un centre générant une activité permanente en faveur de toutes les communautés du Luxembourg. Son directeur a fourni tous les efforts afin d'assurer une programmation continue du CCP-IC. La communauté portugaise, la Confédération des Communautés portugaises du Luxembourg et les représentants élus des communautés portugaises n'ont été entendus ni sur le fonctionnement du CCP-IC, ni sur le renvoi de son directeur. Selon mes informations, l'Ambassade du Portugal au Grand-Duché n'a pas non plus été consultée au sujet du renvoi du directeur du CCP-IC.

Au vu de ce qui précède j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre et à Madame la Secrétaire d'État:

- Madame la Ministre et Madame la Secrétaire d'État ont-elles connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Est-ce que les ministères concernés vont continuer à donner leur appui au CCP-IC afin que celui-ci puisse continuer à exister et à maintenir sa programmation, surtout en vue de l'année 2007, lorsque le Luxembourg et la Grande Région seront la Capitale européenne de la culture et lorsque le Portugal, au cours du deuxième semestre, assumera la Présidence de l'Union européenne?

Réponse conjointe (8.5.2006) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Mme Octavie Mordert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

Comme la communauté portugaise elle-même, ni le Ministère de la Famille et de l'Intégration, ni le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'ont été informés par les autorités portugaises quant aux décisions prises concernant le Centre Culturel Portugais-Institut Camões, notamment quant au renvoi de son directeur.

Depuis fin 1998, le Ministère de la Famille et de l'Intégration paie le loyer relatif aux locaux dans lequel est installé le Centre Culturel Portugais-Institut Camões, soit jusqu'à ce jour un montant total de 436.910 euros. Aussi a-t-il l'intention de continuer le paiement du loyer mensuel afin que ledit Centre puisse poursuivre ses activités.

Depuis 2001, le Ministère de la Culture a subventionné plusieurs projets de l'Institut Camões. Le montant de cette aide financière a toujours été apprécié en fonction des activités culturelles que le CCP-IC a présentées dans sa demande de subvention annuelle.

Une demande de subvention pour 2006 n'a pas été présentée.

Voici le tableau récapitulatif des aides financières versées par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche au Centre Culturel Portugais-Institut Camões.

Année	Montant de l'aide financière
2001	991,47 €
2003	10.000 €
2004	5.000 €
2005	1.500 € 3.000 € 1.031,28 €
Total depuis 2001:	21.522,75 €

Le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche reste disponible à apporter son soutien à des activités culturelles au Centre Culturel Portugais, à condition, bien sûr, d'en être saisi par une demande en bonne et due forme.

Question 0993 (23.3.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **diffusion de l'information relative à la découverte de cadavres d'oiseaux sur l'autoroute A13:**

Suite à la découverte du 20 mars de cadavres d'oiseaux sur l'autoroute A13, les organes de presse, rapidement au courant, auraient été priés par un communiqué officiel de ne pas diffuser l'information en question au public.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre d'État:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'un embargo ait été décrété sur la diffusion de l'information relative à la découverte de cadavres d'oiseaux sur l'autoroute A13?
- Dans l'affirmative, quelles en étaient les raisons?
- Ce communiqué officiel émanait-il du Service Information et Presse (SIP)?
- Des sanctions sont-elles prévues pour tout organe de presse qui n'aurait pas respecté cet embargo?

Réponse (7.4.2006) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

La découverte de cadavres d'oiseaux sur l'autoroute A13 en date du 20 mars a déclenché les procédures prévues pour ce cas de figure. Conformément à ces procédures, la Direction des Services vétérinaires a informé le Service Information et Presse dans l'immédiat, et celui-ci a procédé de suite à la préparation d'une information à la presse.

Or, à ce moment, certains éléments de l'information manquaient encore, comme par exemple l'espèce des animaux trouvés ou alors les délais encadrés desquels le résultat d'une analyse pouvait être attendu.

Comme dans ce genre de situation, il importe que la communication se fasse selon des critères particulièrement exigeants, il a paru opportun aux responsables du SIP de ne s'adresser au grand public qu'une fois tous les éléments rassemblés. Comme en même temps il paraissait important que la presse luxembourgeoise ait connaissance des éléments connus jusqu'à ce moment, notamment afin de pouvoir se préparer au scénario le moins favorable et de mettre en place son dispositif y relatif, il a été décidé d'informer les médias de la situation, tout en exprimant le souhait que l'information ne soit diffusée qu'une fois tous les éléments connus.

Voilà pourquoi l'information à la presse précisait qu'un communiqué de presse détaillé et complet

serait envoyé une fois tous les éléments nécessaires rassemblés. Ce communiqué de presse est parvenu aux médias à peine une heure après l'envoi du premier texte et une demi-heure avant le début du premier des principaux bulletins d'information du soir.

Pour ce qui est des «sanctions» qui seraient éventuellement prévues en cas de non-respect d'un «embargo», il y a lieu de rassurer l'honorable Député. Les relations du Gouvernement et de son service d'information avec la presse nationale et internationale reposent sur une confiance mutuelle et un respect sans faille de la liberté de la presse.

Question 0994 (23.3.2006) de **M. Emile Calmes** (DP) concernant le **fonctionnement de la Commission d'aménagement au sein du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:**

La Commission d'aménagement au sein du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire est un groupe de travail qui a été institué en exécution de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Cette commission, «multidisciplinaire, politiquement indépendante et hautement qualifiée» selon les mots de Monsieur le Ministre lui-même, se compose de six membres effectifs et de six membres suppléants qui sont respectivement juriste, architecte, géographe et ingénieur. Elle a pour mission de rendre des avis, donner des conseils et formuler des propositions à l'égard des communes et du Gouvernement en ce qui concerne l'aménagement communal et le développement urbain.

D'après un article paru dans l'hebdomadaire du «Lëtzebuurger Land» en date du 24 février 2006, Monsieur le Ministre aurait qualifié cette Commission d'aménagement de «cercle fermé d'experts». Il serait préférable, selon Monsieur le Ministre, d'associer la future chaire en Géomatique, Analyse spatiale et Aménagement du Territoire de l'Université du Luxembourg aux procédures d'approbation des PAG.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'affirmation du «Lëtzebuurger Land»?
- Existe-t-il des projets concrets visant une future collaboration avec l'Université du Luxembourg en matière de procédures d'approbation des PAG?
- Comment Monsieur le Ministre qualifie-t-il la coopération entre son Ministère et la Commission d'aménagement?
- La Commission d'aménagement réussit-elle à jouer son rôle d'intermédiaire en adoptant une approche horizontale entre les communes et le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire?

Réponse (8.5.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La qualification de la commission d'aménagement en tant que «cercle fermé d'experts» peut être confirmée dans la mesure où les différents membres de la commission ont un champ de compétence

très spécifique tout en faisant parti d'un cercle restreint d'experts. En outre, tous les membres de la Commission d'aménagement, mis à part le président sortant, occupent des emplois à plein temps et à responsabilité auprès de communes ou encore auprès de différents départements ministériels et autres administrations publiques. Comme ces emplois sont tous en relation directe ou indirecte avec l'aménagement communal et le développement urbain, il n'est pas exclu que les membres de la commission soient un jour confrontés à un conflit d'intérêt, notamment en raison de l'exiguïté de notre pays et de ses ressources humaines limitées en la matière.

- Actuellement il n'existe aucun projet concret en ce qui concerne une future collaboration entre la Commission d'aménagement et l'Université du Luxembourg, où un master en aménagement du territoire est en train d'être monté de même qu'une formation continue en aménagement local et régional. Néanmoins, en vue de parer à tout reproche susceptible de voir le jour en ce qui concerne la neutralité de la Commission d'aménagement et afin de garantir une objectivité parfaite de ses membres, il est envisageable d'associer la toute nouvelle chaire en Aménagement du Territoire de l'Université du Luxembourg aux travaux de la commission.

Ainsi l'Université pourrait notamment participer à l'élaboration de critères d'évaluation scientifiquement objectifs servant de base pour les avis que la commission doit mettre dans le cadre de l'article 7(2) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, à savoir sur la liste des personnes qualifiées habilitées à établir des plans d'aménagement général (PAG). Aussi serait-il envisageable que la Commission d'aménagement ait recours à un expert externe pour l'analyse des PAG. La possibilité d'avoir recours à un expert est d'ailleurs expressément prévue à l'article 9 du règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 concernant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'aménagement.

- La collaboration entre les services du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et la Commission d'aménagement peut être qualifiée comme étant bonne. Dans ce contexte il est opportun de rappeler les missions de la Commission d'aménagement. La mission principale de la Commission d'aménagement est d'aviser les projets d'aménagement général dans le cadre de la procédure d'adoption de ces PAG. Une autre mission importante de la commission est celle de conseiller les communes dans l'application de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Il appartient encore à la commission d'adresser de son initiative des propositions au Gouvernement et aux communes en matière d'aménagement communal et de développement urbain, de même que de donner son avis sur toutes les questions et tous les projets que le Gouvernement et les communes lui soumettent. Finalement, elle doit rendre son avis sur la liste des personnes qualifiées habilitées à établir des PAG. Le fait que dans pratiquement tous les cas cet avis est respecté lors de l'approbation ministérielle témoigne du respect

du travail de la commission par le Ministre et du caractère opérationnel de sa collaboration avec les autres instances ministérielles concernées.

- De par sa composition actuelle, la commission constitue une équipe multidisciplinaire couvrant tous les aspects de l'aménagement communal tels que l'urbanisme, la mobilité, l'environnement naturel et l'aménagement général du territoire. Dans toutes les missions qui lui sont attribuées par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, la commission ne manque jamais de faire le lien avec les différents instruments de l'aménagement du territoire comme le programme directeur ou encore les différents plans directeurs sectoriels ou régionaux dans les avis qu'elle émet au sujet des PAG communaux. La Commission d'aménagement assume dès lors parfaitement le rôle d'intermédiaire entre les communes et le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, mais en adoptant une approche verticale et non horizontale.

Question 0995 (23.3.2006) de **M. Niki Bettendorf** (DP) concernant les **règlements d'exécution de la loi du 9 juillet 2004 modifiant 1. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales 2. le Code des assurances sociales:**

Dans l'article 10 de la loi du 9 juillet 2004 modifiant 1. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales 2. le Code des assurances sociales sont prévus des règlements grand-ducaux fixant les modalités du test d'aptitude exigé pour l'accès aux professions de l'immobilier, la dispense à ce test, ainsi que les modalités de la garantie financière exigée plus particulièrement des administrateurs de biens syndics de copropriété. Dans sa réponse du 21 décembre 2005 à une question parlementaire de Monsieur Laurent Mosar, Monsieur le Ministre avait fait savoir qu'il était prévu de soumettre un avant-projet de règlement grand-ducal au Conseil de Gouvernement dans les prochains mois pour et de le transmettre ensuite au Conseil d'État pour avis.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire à quel stade se trouvent actuellement les travaux préparatoires en vue de l'élaboration de ces règlements grand-ducaux?
- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la date précise de l'adoption de ces règlements grand-ducaux?

Réponse (8.5.2006) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Fonds:	2005:	2004:	2003:	2002:	2001:
Luxemburgensia:	5.604	5.335	4.648	4.079	3.867
Fonds général:	17.361	17.227	13.967	12.796	12.786
Médiathèque:	15.560	15.976	12.597	8.013	7.231
Total:	38.525	38.538	31.212	24.888	23.884

Fonds:	2000:	1999:	1998:
Luxemburgensia:	3.182	3.294	3.492
Fonds général:	11.124	13.808	15.325
Médiathèque:	4.719	4.470	4.255
Total (livres, périodiques et médiathèque):	19.025	21.572	23.072

Un avant-projet de règlement grand-ducal destiné à prévoir les modalités du test d'aptitude exigé pour l'accès aux professions de l'immobilier, la dispense à ce test, ainsi que les modalités de la garantie financière exigée plus particulièrement des administrateurs de biens syndics de copropriété a récemment été finalisé.

Il sera soumis au Conseil de Gouvernement dans les prochaines semaines pour approbation et ensuite transmis au Conseil d'État pour avis.

Question 0996 (24.3.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **lecteurs inscrits à la Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL):**

Le 22 mars 2006, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture a effectué une deuxième visite des annexes de la Bibliothèque nationale du Luxembourg. Suite à cette visite j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État:

- Madame la Secrétaire d'État peut-elle me fournir des données sur l'évolution du nombre de lecteurs inscrits à la BnL au cours des dix dernières années?
- Comment le nombre de prêts a-t-il évolué pendant cette même période?
- Le Ministère de la Culture dispose-t-il de données sur le profil des utilisateurs (sexe, âge) et le genre de livres empruntés?

Réponse (28.4.2006) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Suite à la question parlementaire du 24 mars 2006 de Madame la Députée Claudia Dall'Agnol, j'ai l'honneur de lui transmettre les informations ci-dessous, basées sur les Rapports annuels de la Bibliothèque nationale, déposés à la Chambre des Députés.

- Évolution du nombre de lecteurs inscrits à la BnL:

2000:	13.472
2001:	16.450
2002:	19.335
2003:	22.444
2004:	25.929
2005:	27.774

Commentaire:

Le Rapport annuel de la BnL n'indique pas les chiffres pour les années précédentes. Au début de l'année 2000, le fichier des lecteurs recensait 42.800 inscriptions, parmi elles un grand nombre de lecteurs qui ne s'étaient plus manifestés depuis des années. Afin de disposer d'un instrument de mesure fiable et par souci de transparence, la Bibliothèque nationale a profité de la migration informatique du système de gestion SIBIL vers le système ALEPH 500, en avril 2000, pour «épurer» le fichier informatisé des lecteurs en éliminant tous les noms de personnes n'ayant plus fait de prêt à domicile au cours des cinq années précédentes.

- Évolution du nombre de prêts a) Prêts à domicile:

Commentaire:

Le Rapport annuel de la BnL n'indique pas de chiffres pour les années 1997 et 1996. Pour 1995, il indique uniquement le total général des ouvrages sortis des magasins, que ce soit pour prêts ou consultations sur place, sans indiquer la part des prêts à domicile.

b) Prêt international

Demandes reçues de l'étranger:

1995:	129
1996:	115
1997:	127
1998:	115
1999:	81
2000:	63
2001:	120
2002:	65
2003:	35
2004:	29
2005:	40

Demandes envoyées à l'étranger:

1995:	1.994
1996:	2.162
1997:	2.000
1998:	2.361
1999:	2.081
2000:	2.129
2001:	2.262
2002:	2.089
2003:	1.803
2004:	2.474
2005:	3.523

c) Aux prêts à domicile et via le Service du Prêt international, il convient d'ajouter les prêts consentis à d'autres institutions culturelles pour des expositions à Luxembourg et à l'étranger.

d) Il importe de souligner que les services offerts par la BnL à ses lecteurs ne peuvent pas se mesurer uniquement aux prêts. Il faut notamment prendre en compte:

- les consultations sur place (2005: 14.689 livres et périodiques sortis des magasins, donc ouvrages directement accessibles dans les salles de lecture non compris; 2.989 consultations en médiathèque);
- les consultations de publications électroniques (2005: env. 28.000 consultations);
- les consultations d'Internet (2005: 16.224 inscriptions).

3. Profil des utilisateurs:

Ci-dessous, on retrouvera les données relatives aux nouvelles inscriptions en 2005. Ces données restent relativement constantes d'une année sur l'autre.

Pays de résidence des nouveaux lecteurs:

Luxembourg:	2.129	88,8%
France:	109	4,5%
RFA:	57	2,3%
Belgique:	55	2,3%
Divers:		2,1%

Nationalité des nouveaux lecteurs:

Luxembourg:	918	39,9%
France:	284	12,3%
RFA:	125	5,4%
Portugal:	119	5,1%
Belgique:	113	4,9%
Italie:	100	4,3%
Divers:		28,1%

Les nouveaux lecteurs ont 97 nationalités différentes.

Tranches d'âge des nouveaux lecteurs:

en dessous de 20 ans:	378	15,6%
entre 20 et 30 ans:	995	41,1%
entre 30 et 40 ans:	459	18,9%
entre 40 et 50 ans:	307	12,6%
entre 50 et 60 ans:	149	6,1%
entre 60 et 70 ans:	74	3,0%
entre 70 et 80 ans:	50	2,0%
Plus de 80 ans:	7	0,2%

Principales catégories socioprofessionnelles:

Étudiant:	580	24,0%
Employé privé:	469	19,4%
Élève:	345	14,3%
Chômeur, sans emploi:	327	13,5%
Fonctionnaire européen ou international:	113	4,6%
Femme/Homme au foyer:	113	4,6%
Retraité (toutes professions):	75	3,1%
Fonctionnaire ou employé public:	71	2,9%
Ouvrier qualifié et non qualifié:	71	2,9%
Profession libérale (Médecin, Avocat, Architecte):	70	2,9%
Professeur d'université, chercheur:	63	2,6%
Indépendant (Commerçant, Artisan, Industriel):	32	1,3%
Instituteur:	21	0,8%
Enseignant (secondaire):	18	0,7%
Autres:	7	0,2%
Profession inconnue ou non définie:	65	

Les tableaux ci-dessus montrent que la BnL attire un public très divers, issu de toutes les couches de la population résidente, et que son rayon d'attraction va bien au-delà des frontières nationales, plus de 10% de ses usagers venant de la Grande Région. Ils mettent également en évidence que la Bibliothèque nationale est un outil à la disposition de la jeunesse, plus de 56% des usagers se recrutant dans les tranches d'âge de 16 à 30 ans. Enfin, le nombre élevé des «sans emplois» parmi les nouveaux inscrits souligne que la Bibliothèque nationale assure aussi une fonction sociale et est un vecteur important de la formation permanente.

4. Genre de livres empruntés

Pour ce qui est du «genre» de livres empruntés, il est renvoyé au point 2 de la présente réponse. La BnL est en train de perfectionner son outil statistique, sur la base des normes ISO, ce qui lui permettra de disposer prochainement de chiffres plus détaillés quant aux types de livres empruntés.

Question 0997 (24.3.2006) de Mme Martine Stein-Mergen (CSV) concernant le «plan pandémie grippe» luxembourgeois:

Selon mes informations, le plan gouvernemental français, appliqué en cas d'une pandémie grippale, aurait des incidences directes et indirectes sur le secteur médical et paramédical luxembourgeois. Ainsi, le Gouvernement français envisage la fermeture ciblée et temporaire des frontières en pareil cas, ce qui empêcherait les frontaliers à se rendre sur leurs lieux de travail au Luxembourg. S'y ajoute que les autorités françaises seraient autorisées à réquisitionner tous ceux parmi leurs citoyens qui ont des compétences médicales, nonobstant leurs lieux de travail.

Sachant qu'en cas de pandémie grippale, le secteur médical et paramédical aura besoin du personnel frontalier, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?
2. Dans l'affirmative, le «Plan pandémie grippe» luxembourgeois prend-il en compte l'implication des mesures décidées par les autorités françaises dans le cadre de leur propre plan «pandémie grippe»?

3. Quelles mesures le Gouvernement a-t-il plus particulièrement prévu pour combler le manque de personnel médical et paramédical au cas où la France mettrait en oeuvre son plan précité?

Réponse (7.4.2006) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

L'honorable Parlementaire s'inquiète des répercussions que le plan français «pandémie grippale» risque d'avoir sur le Luxembourg. En effet, d'après l'honorable Parlementaire, ce plan permettrait «la fermeture ciblée et temporaire des frontières» empêchant de se rendre à leur lieu de travail les frontaliers occupés dans le secteur de la santé au Luxembourg, ceux-ci pouvant, ce qui plus est, faire l'objet d'une mesure de réquisition en France.

Le Gouvernement est en possession du plan gouvernemental français «pandémie grippale», et il est parfaitement conscient du problème soulevé, qui du reste ne se limite pas aux seuls professionnels de la santé occupés au Luxembourg et résidant en France, mais qui s'étend aux frontaliers du secteur de la santé venant de Belgique et d'Allemagne. Il est un fait que le pourcentage de non luxembourgeois travaillant dans le secteur de la santé est important, et qu'une part non négligeable de ceux-ci gardent leur domicile dans les régions limitrophes. La non-disponibilité de ce personnel en cas de pandémie pèserait certainement sur la correcte mise en oeuvre du plan national.

Cela étant le Gouvernement s'est mis en rapport avec les autorités sanitaires de nos trois voisins. J'ai personnellement pu établir un contact téléphonique direct avec mes homologues belge et allemande, qui m'ont assuré que les frontaliers visés seraient exemptés des mesures de réquisition nationales. Pour ce qui est de la France le contact s'est fait par l'intermédiaire de notre Ambassade à Paris. Les collaborateurs de l'Ambassade ont été reçus par le responsable de la cellule de coordination «grippe aviaire» au Quai d'Orsay. La question de la réquisition des frontaliers a été abordée, de même que celle d'une éventuelle fermeture des frontières. Ces contacts seront approfondis, en vue d'obtenir de la France les mêmes assurances que celles que j'ai personnellement pu obtenir de mes collègues belge et allemande.

En tout état de cause le Gouvernement s'emploiera à formaliser par écrit les assurances verbales reçues ou à recevoir, tout en gardant à l'esprit que dans chacun des pays limitrophes des organes décentralisés peuvent soit directement soit par délégation exercer des pouvoirs propres.

S'agissant plus particulièrement de l'hypothèse, d'ailleurs peu pro-

bable, de la fermeture des frontières, elle est de nature à faire l'objet d'une coordination au niveau communautaire.

Question 0998 (28.3.2006) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant l'Agence de l'Énergie:

À l'instar de nombreux pays industrialisés, le Luxembourg s'est engagé, dans le cadre du protocole de Kyoto, à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 28% par rapport à 1990 pour lutter contre le réchauffement de la température à la surface du globe et le risque d'importants changements climatiques sur la planète. Pour réduire sa facture et sa dépendance énergétique ainsi que diminuer ses émissions de gaz à effet de serre, le Luxembourg doit faire un effort considérable de maîtrise de l'énergie.

Une Agence de l'Énergie a été créée sur initiative gouvernementale à Luxembourg en 1991 avec comme but de parvenir à un développement durable en approvisionnement énergétique. Cette agence a comme mission de proposer des méthodes et des outils adaptés aux personnes privées, aux communes ainsi qu'aux entreprises désireuses de parvenir à une utilisation rationnelle de l'énergie ou de recourir à la mise en place de sources énergétiques renouvelables.

Dans mes yeux, cette agence pourrait voir son rôle renforcé en contribuant à l'élaboration d'une politique nationale d'efficacité énergétique, qui permettrait de s'approcher des engagements pris dans le cadre du protocole de Kyoto.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- L'Agence de l'Énergie ne pourrait-elle pas être associée davantage, au niveau national, dans l'identification des économies d'énergie possibles et la mise en oeuvre de meilleures technologies et de pratiques d'utilisation rationnelle de l'énergie dans des secteurs clés comme le transport et le bâtiment afin de progresser dans une démarche de développement durable?
- Dans un même état d'esprit, cette agence ne devrait-elle pas intervenir pour une plus grande sensibilisation de l'opinion publique au développement durable en matière d'énergie?
- Dès lors ne conviendrait-il pas de changer la dénomination de l'Agence de l'Énergie en Agence du Développement durable?

Réponse (12.5.2006) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Comme suite à la question parlementaire en trois volets de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant l'Agence de l'Énergie, j'ai l'honneur de vous fournir les éléments de réponse suivants en commençant par la fin, à savoir par le troisième volet de la question:

- Je ne pense pas qu'il convienne de modifier la dénomination de l'Agence de l'Énergie qui depuis sa création en 1991 a toujours travaillé dans l'esprit de développement durable que vous préconisez en matière d'énergie. Cet esprit de travail est par ailleurs garanti dans le temps par la double présence des représentants tant du Ministère de l'Environnement que du Ministère de l'Économie/Direction Énergie dans les organes de gestion de l'Agence de

l'Énergie, les deux ministères étant aussi les deux plus importants commanditaires de l'Agence de l'Énergie pour faire réaliser de nombreux travaux relevant du domaine du développement durable en matière d'énergie, et à titre d'exemples je citerais l'étude actuellement en cours sur le potentiel des énergies renouvelables au Luxembourg ou encore l'étude sur l'utilisation du bois au Luxembourg réalisée au courant de 2003 par l'Agence de l'Énergie en collaboration étroite avec le C.R.T.E..

Partant, je ne pense pas que l'Agence de l'Énergie ou quiconque aurait quelque chose à gagner d'une nouvelle dénomination. D'autre part, en matière de coordination de la politique nationale de développement durable, la loi afférente du 25 juin 2004 institue à la fois un Conseil supérieur et une commission interdépartementale pour le développement durable, organes auxquels l'Agence de l'Énergie ne saurait et ne pourrait vouloir se substituer.

- Quant au volet concernant une plus grande implication de l'Agence de l'Énergie en matière de sensibilisation de l'opinion publique au développement durable, il faut noter que l'Agence de l'Énergie, depuis plusieurs années maintenant, ne cesse d'accroître ses activités par un service d'information et de consultation destiné au grand public pour toute question ayant trait aux énergies renouvelables et à l'utilisation rationnelle de l'énergie et qu'elle vient de mettre en ligne début de 2006 un site Internet (www.ael.lu) traitant justement de ces questions. Le Gouvernement entend par ailleurs et dans un avenir très rapproché renforcer cette action de l'Agence de l'Énergie en lui confiant la mission d'instituer en son sein une structure centralisée pour couvrir information, conseil et formation dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables. Cette nouvelle mission ne saura se réaliser sans doter l'Agence de l'Énergie des moyens requis à cette fin en personnel et sur le plan financier.

- Finalement, pour répondre au premier volet de la question de l'honorable Député Marcel Oberweis, on pourra remarquer que l'Agence de l'Énergie est d'ores et déjà fortement impliquée au niveau national, dans la mesure de ses moyens actuels en personnel, dans l'identification des économies d'énergie possibles et la mise en oeuvre de meilleures technologies et de pratiques d'utilisation rationnelle de l'énergie dans de nombreux secteurs et que cette tendance ira croissante encore dans l'avenir, notamment dans le domaine du bâtiment dans lequel l'Agence de l'Énergie a été active depuis plus d'un an maintenant pour assister le Ministère de l'Économie à mettre au point une nouvelle réglementation relative à la performance énergétique des nouveaux bâtiments.

Question 0999 (28.3.2006) de M. Jean-Pierre Koepf (ADR) concernant le subventionnement des formations continues pour chômeurs:

An der Press, op den Aarbechtsmaartsaiten, si mer an der Lescht Annoncé vun enger A.s.b.l. opgefall, déi sech exklusiv u Fraen adresséieren. Énnert den lwwerschrëften „Das Talent zur Selbstständigkeit“ an „Mentoring

Macht Erfolg, Frauen sind Spitze - von der Idee zum Erfolg" ginn do entspreichend Weiderbildungscoursen uegebueden.

Zitéiert Offere goufe mir als „sexistesesch-segregationistesesch“ komentéiert an als net konform zum Gläichheetsprinzip qualifizéiert - all Chômeur/Salarié misst déiselwecht Chance fir entspreichend Weiderbildungsofferen hunn. Dowéinst ass de Subventionnement vun esou Coursé mat Gelder vun der Allgemengheet - also och vun de Männer - eppes, wat een hannerfroer muss.

Am konkrete Fall sinn et den europäesche Sozialfong, den Educatiounsministère an den Aarbechtsa Beschäftigungsministère, déi déi Projete förderen.

Duerfir folgend Froen:

1. Wat ass d'Positioun vun der Madame Chancégläichheetsminister zu esou Projeten an „sexistesesch-segregationisteschen“ Annoncen?
2. Firwat hu männlech Chômeuren/Salarié zu der genannter Weiderbildungsoffer keen Zougang?
3. Aus wéi engem Grond ginn esou diskriminatoresch Weiderbildungsprojete mat Gelder vun der Allgemengheet subventionéiert?
4. Ass esou eng Verwendung vun öffentleche Gelder net contraire zu de Prinzipiën vun eisem liberale Rechtsstat, dee jo net nëmmen d'„égalité devant la loi“ garantéiert, mä och all „distinction d'ordres“ an eisem Statswiesen ofgeschafft huet?

Réponse commune (25.4.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*, de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de l'Égalité des chances et de Mme Mady Delvaux-Stehres*, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

De Projet, deen den honorablen Deputéierten uschwätzt, ass net als Diskriminatioun ze gesinn, mä als Deel vun enger méi genereller Politik, déi als Zil huet, d'Gläichheet tëschent Männer a Fraen hierzestellen.

Déi Gläichheet erreecht een andeems een an alle Beräicher Männer a Fraen d'selwecht behandelt, mä awer och andeems een do, wou nach manifest Ënnerscheeder festgestallt ginn, geziilt déi benodeelegt Zilgrupp ënnerstëtzt.

Déi Philosophie ass och d'Basis fir déi rezent Ännerung vun Artikel 11 vun der Verfassung, déi d'Chamber de 16. März vun dësem Joer gestëmmt huet: «Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs. L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes».

Scho laang virun dëser Verfassungsännerung huet de Lëtzebuerger Stat sech engagéiert, fir Gläichheet tëschent Männer a Fraen, wat hir Rechter a Pflichten ugeet, ze schafen, an zwar duerch d'Ratifikatioun vun der Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, der sou genannter „CEDAW“ Konventioun, déi den 18. Dezember 1979 vun der Generalversammlung vun de Vereenten Natiounen ugeholl ginn ass a säit 1981 a Kraaft ass.

Den Text seet a sengem Artikel 4: «L'adoption par les États parties de mesures temporaires spéciales visant à accélérer l'instauration d'une égalité de fait entre les hommes et les femmes n'est pas considérée comme un acte de discrimination tel qu'il est défini dans la présente Convention, mais ne doit en aucune façon avoir pour conséquence le maintien de normes inégales ou distinctes; ces mesures doivent être abrogées dès

que les objectifs en matière d'égalité de chances et de traitement ont été atteints.»

Lëtzebuerg huet d'CEDAW-Konventioun 1989 ratifizéiert. D'Regierung huet sech verpflichtet, dës Konventioun ëmzesetzen, an huet dëst Joer den 1. März hire fënnefte Rapport iwwert d'Ëmsetzung vun der Konventioun bei dem CEDAW-Comité zu New York ofginn.

Wat elo méi speziell de Beräich vum Aarbechtsmaart ugeet, an deem d'Associatioun, ëm déi et geet, aktiv ass, ass jo gewosst, dass de Beschäftigungstaux vun de Fraen zwar an deene leschte Jore geklommen ass, mä nach ëmmer ongeféier 11 Prozentpunkten hannert deem vun de Männer läit (am Joer 2003 koumen d'Männer op 73,3% an d'Fraen op 52%).

Wat de Chômage ubelaangt, sinn d'Fraen allerdéngs iwwerrepräsentéiert an deem Sënn, dass si am Dezember 2005¹ 45,2% ausgemaach hu vun deene Leit, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn an eng Aarbecht sichen, während awer nëmme 37,5%² vun de Leit, déi am November 2005 eng Schaff haten, Frae sinn.

D'Regierung kann also a wäert och an Zukunft weider Projete finanziell ënnerstëtzen, wann dat gewünscht ass och mat Hëllef vun europäesche Sozialfong, déi als Zil hunn, d'Gläichheet vu Fraen a Männer um Aarbechtsmaart erbäizeféieren.

¹ Quell: ADEM
² Quell: IGSS/CCSS

Question 1000 (29.3.2006) de **M. Camille Gira** (*DÉI GRENG*) concernant **l'instauration d'un service de soins intensifs pédiatriques à la Clinique pédiatrique du Luxembourg**:

La nécessité d'instaurer un service national de soins intensifs pédiatriques à la Clinique pédiatrique de Luxembourg devant accueillir des enfants ayant subi des interventions chirurgicales ou un traumatisme grave n'est plus à démontrer et a d'ailleurs l'appui du Ministère de la Santé.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes:

- Quand ce service devrait-il pouvoir être opérationnel?
- Qu'en est-il du recrutement du personnel nécessaire au bon fonctionnement de ce service?

Réponse (18.4.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Je puis confirmer à l'honorable Parlementaire qu'un service de soins intensifs pédiatriques sera mis en place à la Clinique pédiatrique du Centre Hospitalier de Luxembourg.

Des locaux pour ce service sont en train d'être aménagés dans le cadre des transformations en cours à la Clinique pédiatrique. La fin de ces travaux est prévue pour le mois d'octobre de l'année en cours.

Les compétences soignantes et médicales nécessaires au bon fonctionnement du service sont en train d'être recrutées. Pour ce qui est du personnel de soins, il est procédé non seulement par embauche externe, mais encore par formation complémentaire et continue de membres du personnel déjà en place.

L'ouverture du service est prévue pour la fin de l'année.

Question 1001 (29.3.2006) de **M. Jean-Paul Schaaf** (*CSV*) concernant **la directive 91/676/**

CEE concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles:

La directive 91/676/CEE du Conseil, du 12 décembre 1991, concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles prévoit dans son annexe III sub 2.: «Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare.

Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote.»

Le règlement grand-ducal du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture stipule sub Art. 6, 6), que «La quantité de fertilisants organiques épandus par an et par hectare ne doit pas représenter plus de 170 kg d'azote, sauf pour les cultures protéagineuses et les cultures pures de légumineuses pour lesquelles la limite est de 85 kg d'azote.»

Il semble que l'interprétation de ces textes par les services de l'économie rurale et les services de l'agriculture soit plutôt théorique et ne répond ni à la réalité ni à l'interprétation donnée par nos voisins.

En effet, tout donne à admettre que les services font une équation entre la quantité d'excrétion azotée de l'animal et la quantité d'excrétion épandue de ce même animal.

Or, cette équation ne tient pas compte du fait que les quantités d'éléments «épandables» diffèrent des quantités d'éléments excrétés en raison des pertes par volatilisation.

En France, le Comité d'orientation pour des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement dénommé Corpen estime que les pertes d'azote dans les bâtiments et pendant le stockage s'élèvent à +/- 30%.

En Allemagne, la législation prise en exécution de la directive 91/676/CEE prévoit des déductions de 40% de la quantité excrétée par porc.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- De quelle manière les services compétents luxembourgeois appliquent respectivement interprètent-ils la susdite directive?
- Est-ce qu'ils tiennent compte dans leurs calculs des pertes par volatilisation?
- Dans la négative, quelles en sont les raisons?
- Est-ce que les services ne partagent-ils pas les avis du Corpen et des services compétents allemands?
- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

Réponse (4.5.2006) de **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

La question parlementaire porte sur la quantité de fumure organique admissible par ha, ainsi que sur l'application pratique de la réglementation dans ce domaine.

À titre liminaire, je tiens à préciser que la directive 91/676/CEE citée par l'honorable Député a été transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 20 septembre 1994 concernant l'utilisation de fertilisants organiques dans l'agriculture et modifiant le règle-

ment grand-ducal modifié du 14 avril 1990 relatif aux boues d'épuration. Ce règlement grand-ducal a par la suite été remplacé par le règlement grand-ducal du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture. Cette réglementation est applicable au secteur agricole au sens large, sans exception. Les contrôles y afférents relèvent entièrement de la compétence des fonctionnaires désignés à cet effet par la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau.

Concernant plus particulièrement le respect de la limite des 170 kg N-organiques par ha de surface agricole, cette obligation se retrouve dans différents régimes d'aides applicables au secteur agricole, à savoir:

- la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel créée en 1996,
- les mesures d'aides agro-environnementales et l'indemnité compensatoire prévues au plan de développement rural 2000-2007,
- le régime du paiement unique, qui a introduit le principe de la conditionnalité (cross-compliance).

C'est dans le cadre de ces régimes d'aides et non dans celui du règlement grand-ducal du 24 novembre 2000 précité que mes services effectuent, depuis 1996, des missions de contrôle relatives aux quantités de fertilisants organiques à l'égard desquelles les dispositions réglementaires à la base de ces régimes d'aides contiennent des valeurs précises pour le calcul de la charge de bétail, des quantités d'azote et des unités fertilisantes (UF). À chaque catégorie d'animaux correspond un facteur UF, et une UF correspond à 85 kg d'azote.

Ces contrôles se réfèrent, partant, à une méthodologie précise confinée dans des dispositions réglementaires et les facteurs de conversion y arrêtés sont strictement appliqués par mes services.

Quant à ces facteurs, je voudrais signaler qu'ils sont tout à fait comparables à ceux appliqués dans les pays limitrophes et que les aspects de volatilisation y sont considérés dans la même mesure. Ainsi en Flandre, pour l'élevage de porcs à l'engrais, le facteur est de 13 kg N et en Saxe-Anhalt il est de 10 à 13 kg N, compte tenu d'une perte par volatilisation de 10% au maximum. Au Luxembourg, ce facteur est de 11,05 kg N.

Finalement et concernant plus particulièrement le problème des pertes par volatilisation, il m'importe de souligner les efforts constants du secteur agricole pour endiguer ces pertes, cela aussi bien dans le domaine des bâtiments d'élevage (normes environnementales), que dans celui de l'épandage (techniques d'enfouissement immédiat, tuyaux traînés...). Ces efforts constituent une contribution importante à la protection de l'environnement et devraient mener à la longue à une réduction de l'impact de la volatilisation lors de la fixation des normes de rejet d'azote pour le cheptel.

Question 1002 (30.3.2006) de **M. Roger Negri** (*LSAP*) concernant **la construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie nord de la Gare de Luxembourg**:

Le 18 mars 2004, la Chambre des Députés a voté une loi autorisant la construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie nord de la Gare de Luxembourg, le raccordement d'une des deux voies par un tunnel nouveau à voie unique et le réaménagement général de la tête nord de la Gare de Luxembourg.

Le viaduc de Pulvermuehle à la tête nord de la Gare de Luxembourg menant et vers le nord du pays en direction de Troisvierges et au-delà vers Liège, et vers l'est du pays en direction de Wasserbillig et au-delà vers Trèves constitue depuis longtemps un goulot d'étranglement reconnu au niveau européen où il est classé en tant que «bottleneck».

La loi du 18 avril 2004 autorisant la construction d'un deuxième viaduc permettra de remédier à cette situation et améliorera la fluidité des mouvements ferroviaires. Par ailleurs, ce projet renforcera la sécurité active au niveau des infrastructures ferrées.

Suite à la présentation des conclusions du groupe de travail ad hoc concernant l'extension du réseau ferré dans la Ville de Luxembourg j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que la loi du 18 avril 2004 autorisant la construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie nord de la Gare de Luxembourg garde toujours sa validité?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur l'état d'avancement du projet voté à la Chambre des Députés il y a à peu près deux ans?
- Dans quel délai une mise en service du deuxième viaduc est-elle envisagée, le cas échéant?

Réponse (4.5.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Les projets concernant la construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie nord de la Gare de Luxembourg, le raccordement d'une des deux voies par un tunnel nouveau à voie unique et le réaménagement général de la tête nord de la Gare de Luxembourg ont été autorisés par la loi du 18 avril 2004 modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire.

Le groupe de travail ad hoc «extension du réseau ferré dans la ville de Luxembourg» a préconisé, dans ses conclusions arrêtées dans le dossier de synthèse présenté à la presse le 6 mars 2006, à côté de la circulation d'un tram léger en ville de Luxembourg, le raccordement de Kirchberg/Luxexpo par le train classique à la ligne Luxembourg-Wasserbillig en passant par l'Aérogare.

Au niveau des infrastructures, ceci présuppose la construction du viaduc de dédoublement Pulvermuehle, la mise à double voie du tronçon entre Luxembourg-Stadtgrund et Sandweiler ainsi que la construction du raccordement Irrgarten-Findel-Kirchberg/Luxexpo.

Le développement du projet du nouveau viaduc Pulvermuehle suivant décision du jury du concours est actuellement en phase d'avant-projet détaillé (APD).

Il est prévu, sous réserve de l'aboutissement des procédures d'autorisation et des études géotechniques côté perré Bisserswee, de démarrer la construction de l'ouvrage pour l'exercice 2008.

À part le nouveau viaduc proprement dit, le projet de construction du raccordement Irrgarten-Findel-Kirchberg/Luxexpo englobe un nouveau passage supérieur sous le boulevard d'Avranches et l'ouvrage de transition en crête du perré en haut du Bisserswee. La durée de réalisation de cet ensemble est estimée à trois, quatre ans, ce qui permet d'envisager la mise en service à l'horizon 2011-2012.

Question 1004 (30.3.2006) de **M. Jean-Pierre Koepf** (*ADR*)

concernant la simplification des formalités administratives en faveur du rendement et de l'esprit d'initiative des PME:

An der Regierungserklärung vun 2004 ass festgeschriwwen ginn, déi administrativ Prozedure méi geschmeideg ze maachen an d'Déci-sionsprozesser méi séier ze gestalten:

Le Gouvernement accordera une priorité à la simplification des formalités administratives qui freinent le rendement et l'esprit d'initiative des PME. Il créera la fonction d'un «commissaire à la simplification administrative» qui évaluera les frais générés par les formalités administratives et qui s'occupera à réduire d'une façon substantielle les charges administratives pesant sur les PME.

Dans ce contexte la durée de la procédure visant à obtenir une autorisation d'établissement sera réduite. Le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication au sein des administrations et des ministères sera renforcé.

La formule du guichet unique sera davantage mise en place. Ceci pour centraliser et regrouper en un seul lieu les différentes procédures administratives et de permettre aux entreprises de trouver un seul interlocuteur et d'éviter le passage par plusieurs administrations.

Afin d'éviter des déclarations multiples, l'entraide administrative visant à réduire le nombre de formulaires à remplir par les entreprises sera intensifiée. Dans la suite de la réforme du registre de commerce et des sociétés, la mise en place d'une centrale des bilans et d'un plan comptable harmonisé apportera une simplification considérable et permettra aux entreprises d'automatiser l'établissement des réponses aux questionnaires des enquêtes statistiques.

Fir dëst ze erreche gouf den „CNSAE“ agesat.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi wäit ass dësen Dossier am Eenzelne fortgeschratt?
2. Si schonns weider Décisiounen geholl ginn?
3. Falls neen: Fir wéini kann ee mat weideren Décisiounen rechnen?
4. Kann den Här Minister schonns éischt Tëschekonklusiounen matdeelen?
5. Ass mam Rapport wéi geplangt am Hierscht ze rechnen?

Réponse (8.5.2006) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Opgrond vu senger Froen an der parlamentarescher Ufro N°1004 vum 30. Mäerz 2006 wëll ech den honorabelen Députéierte Jean-Pierre Koepf informéieren, datt d'Regierung der administrativer Vereinfachung eng Prioritéit accordéiert an den CNSAE agesat gouf, fir dës Aarbecht an Ugrëff ze huelen.

Ech erlabe mir, mech op d'parlamentaresch Ufro N°0898 vum 7. Februar 2006 ze beruffen, wou ech op den aktuelle Stand vun dësem Dossier agaange sinn (cf. *compte rendu N°9/2005-2006*):

«Les travaux actuellement engagés dans le cadre de la politique de simplification administrative s'orientent, d'une part, d'après quatre axes développés dans le cadre du plan national pour l'innovation et le plein emploi. Ces axes sont:

- le développement des études d'impact;
- l'analyse des procédures administratives;
- la codification des textes législatifs;

- l'optimisation de l'échange d'informations entre les administrations et les entreprises.

Sont engagés, d'autre part, au sein du Comité national pour la simplification administrative des travaux en faveur des entreprises (CNSAE). Dans le cadre des travaux actuellement en cours, une collaboration étroite entre le CNSAE et le Comité de coordination pour la modernisation de l'État a été entamée. Le Comité a mis en œuvre, d'ores et déjà, certaines simplifications administratives spécifiques (cf. tableau) en faveur des entreprises et est en train de préparer un document regroupant la stratégie, les instruments ainsi qu'un plan d'action visant à atteindre le but projeté.»

Les principales actions réalisées ou en voie de réalisation dans le cadre des travaux du CNSAE portant sur la simplification administrative en faveur des entreprises sont:

N°	Domaine	Actions	Réalisé	En voie de réalisation
1.	Protection des données	Avis du CNSAE en date du 22 juillet 2005, transmis au Ministère de tutelle	X	
2.	Autorisations d'établissement	Mise en place d'un nouveau système informatique		X
5.	Enquête Stateg	Seuils d'exemption des expéditions et des arrivées de 100.000€ ont été relevés à 150.000€	X	
3.	Projet, «Assistance électronique aux entreprises du secteur»	Mise en œuvre d'un outil informatique		X
4.	Statistiques	Mise en place du groupe, passage en revue des statistiques ayant trait aux entreprises	X	
5.	Marchés publics	Utilisation du domaine routier et ferroviaire de l'État: - publication des permissions de voirie sur un site Internet; - mise à disposition sur un site Internet d'un formulaire de demande de permission de voirie		X
6.	Formation générale des stagiaires-fonctionnaires	Développement et mise en place d'une formation spécifique, destinée aux attachés du secteur étatique et du secteur communal.		X
7.	Formation spéciale des stagiaires-fonctionnaires	Développement et mise en place d'une formation, destinée aux attachés d'administrations		X
8.	Formation continue	Développement et mise en place d'une formation, destinée au secteur étatique et secteur communal.		X
9.	Calendrier statistique	Liste des statistiques et dates des enquêtes concernant les entreprises, consultables sur le site du Stateg	X	
10.	Intégration d'une rubrique «Simplification administrative» dans le site Internet du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement	Mise en relation avec PT consultants en vue de la mise en place des données	X	
11.	Guide d'interprétation du règlement 178/2002/CE fixant les procédures relatives à la sécurité de la chaîne alimentaire	Traduction en langue allemande	X	
12.	Système de collecte Intrastat	Dispense des entreprises de fournir des informations sur la quantité en masse nette pour tous les biens pour lesquels des unités supplémentaires doivent être déclarées simultanément	X	
13.	Participation au groupe de travail sur la Gestion de la réglementation et de la réforme réglementaire	Consultations dans le cadre du questionnaire de l'OCDE relatif aux indicateurs de la qualité de la réglementation	X	

An Zesummenaarbecht tëschent dem Sekretariat vum CNSAE an TNS-ILRES ass d'«étude auprès de 500 PME en 2005-2006» gemaach ginn, déi d'Perzeptioun vun de Betriber festhält, wat hir administrativ Belaaschtungen an hir Relationen zur Verwaltung an deene verschidene Beräicher ubelaangt.

De Rapport «simplification administrative» wäert wéi geplangt am Hierscht virgestallt ginn an Ustouss zu weideren Aktiounen an Décisiounen an dëser schwiereger a komplexer Matière sinn.

Question 1005 (3.4.2006) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant l'abaissement du taux légal d'alcoolémie:

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°0959 relative à l'abaissement du seuil d'alcoolémie légal (cf. ci-dessus), Monsieur le Ministre dit vouloir suivre la tendance communautaire qui est d'introduire un taux légal d'alcoolémie

préconisé de 0,5 g d'alcool par litre de sang. À ma question sur le pourcentage d'accidents survenus entre les années 2000 et 2005 dont le conducteur présentait un taux d'alcoolémie compris entre 0,5 et 0,8 g d'alcool par litre de sang, Monsieur le Ministre déclare ne pas avoir de statistiques du fait que les conducteurs concernés ne se trouvent pas en infraction et ne sont de ce fait pas recensés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions supplémentaires suivantes à Monsieur le Ministre:

- Puisque Monsieur le Ministre souhaite suivre la tendance communautaire qui est d'introduire un taux légal d'alcoolémie préconisé de 0,5 g d'alcool par litre de sang, peut-il au moins se baser sur des statistiques européennes montrant l'impact d'une telle mesure?

En se référant à ma réponse à la question parlementaire N°0959 relative à l'abaissement du seuil légal d'alcoolémie au volant à 0,5 g d'alcool par litre de sang, l'honorable Député aimerait bien avoir des informations supplémentaires, notamment sur l'existence de statistiques européennes montrant l'impact d'une telle mesure ainsi que la plus-value obtenue par un taux légal de 0,5 g d'alcool par litre de sang par rapport à un taux d'alcoolémie de 0,8 g par litre de sang.

D'emblée, je me permets de renvoyer au troisième programme d'action européen pour la sécurité routière du 2 juin 2003 intitulé «Réduire de moitié le nombre de victimes de la route dans l'Union européenne d'ici 2010: une responsabilité partagée» où la Commission européenne estime que les conducteurs ayant un taux d'alcool excessif sont responsables d'environ 10.000 décès chaque année sur les routes européennes.

rogées se prononçaient pour un taux maximal d'alcool de 0,5 g/l par rapport à 29% seulement en 1997.

En ce qui concerne la plus-value d'un taux d'alcoolémie de 0,5 g par litre de sang par rapport à un seuil légal de 0,8 g d'alcool par litre de sang, les recherches confirment que le risque relatif d'implication dans un accident augmente de façon sensible lorsque l'alcoolémie dépasse 0,5 g par litre de sang. Ainsi, pour un conducteur moyen une alcoolémie comprise entre 0,5 g/l et 0,8 g/l entraîne-t-elle un risque d'accident environ deux fois supérieur à celui d'un conducteur ayant un taux d'alcool dans le sang de 0,0 g/l. Ce risque est quatre fois plus élevé avec un taux de 0,8 g/l!

Concernant d'éventuelles craintes du secteur Horeca vis-à-vis d'un abaissement du taux légal d'alcoolémie à 0,5 g par litre de sang, je tiens à vous informer que lors d'une entrevue du 25 avril 2006 avec les représentants des milieux professionnels concernés, j'ai fourni les éclaircissements nécessaires ainsi que les réflexions à la base de cette mesure.

Pour ce qui est de l'argument que l'abaissement du taux maximal d'alcool pourrait entraîner une réduction des ventes d'alcool et des pertes économiques pour le secteur concerné, je partage l'avis de la Commission européenne qui estime que la valeur sociale de la réduction des accidents résultant de l'abaissement des limites d'alcoolémie, conjugué à des mesures efficaces de contrôle, de sanction et de publicité, devrait contrebalancer les éventuelles pertes économiques subies, sachant que chaque décès sur les routes a un coût économique estimé à un million d'euros.

Enfin, je tiens à souligner que par la mesure envisagée, il ne s'agit pas d'interdire la consommation de boissons alcooliques, mais de répondre à la nécessité de dissocier la conduite et la consommation d'alcool au-delà de taux limites dont il est prouvé qu'ils altèrent les facultés des conducteurs. Les transports publics, des initiatives du «Late night bus», le covoiturage et les campagnes de sensibilisation du conducteur désigné sont autant de solutions qui permettent le maintien de la boisson à des fins sociales.

Question 1006 (3.4.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la hausse des prix des titres de transport:

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°0967 (cf. ci-dessus) relative à la hausse des prix des titres de transport, Monsieur le Ministre a omis de répondre aux deux dernières questions à savoir si l'introduction de la gratuité des transports en commun reste envisageable et quelles seraient les conditions préalables à l'introduction d'une gratuité générale des transports en commun.

Partant, j'aimerais réitérer ces deux questions précises.

Réponse (13.4.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

L'introduction de la gratuité des transports en commun n'est pas envisagée à terme.

«Chamber aktuell»

Chamber TV

vous propose tous les vendredis à 19.00 heures un résumé de l'activité parlementaire de la semaine.